

# WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2020/201499]

Extrait de l'arrêt n° 34/2020 du 5 mars 2020

Numéro du rôle : 6328

*En cause* : le recours en annulation de la loi du 28 juin 2015 « modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique », introduit par l'ASBL « Inter-Environnement Wallonie » et l'ASBL « Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et A. Alen, et des juges L. Lavrysen, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goye, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman et M. Pâques, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 5 janvier 2016 et parvenue au greffe le 6 janvier 2016, un recours en annulation de la loi du 28 juin 2015 « modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique » (publiée au *Moniteur belge* du 6 juillet 2015, deuxième édition) a été introduit par l'ASBL « Inter-Environnement Wallonie » et l'ASBL « Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen », assistées et représentées par Me J. Sambon, avocat au barreau de Bruxelles.

Par arrêt interlocutoire n° 82/2017 du 22 juin 2017, publié au *Moniteur belge* du 16 août 2017, la Cour a posé à la Cour de justice de l'Union européenne les questions préjudicielles suivantes :

« 1. L'article 2, paragraphes 1<sup>er</sup> à 3, 6 et 7, l'article 3, paragraphe 8, l'article 5 et l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, et le point 2 de l'appendice I de la Convention d'Espoo ' sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière ' doivent-ils être interprétés conformément aux précisions apportées par le Document d'information sur l'application de la Convention à des activités en rapport avec l'énergie nucléaire et les Recommandations sur les bonnes pratiques relatives à l'application de la Convention aux activités liées à l'énergie nucléaire ?

2. L'article 1<sup>er</sup>, ix), de la Convention d'Espoo définissant l' ' autorité compétente ' peut-il être interprété comme excluant du champ d'application de ladite Convention des actes législatifs tels que la loi du 28 juin 2015 ' modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique ', compte tenu notamment des différentes études et auditions menées dans le cadre de l'adoption de cette loi ?

3. a) Les articles 2 à 6 de la Convention d'Espoo doivent-ils être interprétés comme s'appliquant préalablement à l'adoption d'un acte législatif tel que la loi du 28 juin 2015 ' modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique ', dont l'article 2 reporte la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité des centrales nucléaires de Doel 1 et Doel 2 ?

b) La réponse à la question énoncée au point a) est-elle différente selon qu'elle concerne la centrale de Doel 1 ou celle de Doel 2, compte tenu de la nécessité, pour la première centrale, de prendre des actes administratifs exécutant la loi précitée du 28 juin 2015 ?

c) La sécurité d'approvisionnement en électricité du pays peut-elle constituer un motif impérieux d'intérêt général permettant de déroger à l'application des articles 2 à 6 de la Convention d'Espoo et/ou de suspendre cette application ?

4. L'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus ' sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement ' doit-il être interprété comme excluant du champ d'application de ladite Convention des actes législatifs tels que la loi du 28 juin 2015 ' modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique ', compte tenu ou non des différentes études et auditions menées dans le cadre de l'adoption de cette loi ?

5. a) Compte tenu notamment des ' Recommandations de Maastricht sur les moyens de promouvoir la participation effective du public au processus décisionnel en matière d'environnement ' à l'égard d'un processus décisionnel à étapes multiples, les articles 2 et 6, combinés avec l'annexe I.1 de la Convention d'Aarhus, doivent-ils être interprétés comme s'appliquant préalablement à l'adoption d'un acte législatif tel que la loi du 28 juin 2015 ' modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique ', dont l'article 2 reporte la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité des centrales nucléaires de Doel 1 et Doel 2 ?

b) La réponse à la question énoncée au point a) est-elle différente selon qu'elle concerne la centrale de Doel 1 ou celle de Doel 2, compte tenu de la nécessité, pour la première centrale, de prendre des actes administratifs exécutant la loi précitée du 28 juin 2015 ?

c) La sécurité d'approvisionnement en électricité du pays peut-elle constituer un motif impérieux d'intérêt général permettant de déroger à l'application des articles 2 et 6 de la Convention d'Aarhus et/ou de suspendre cette application ?

6. a) L'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, combiné avec le point 13, a), de l'annexe II de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, lus, le cas échéant, à la lumière des Conventions d'Espoo et d'Aarhus, doivent-ils être interprétés comme s'appliquant au report de la date de désactivation et de fin de la production industrielle d'électricité d'une centrale nucléaire, impliquant, comme en l'espèce, des investissements importants et des mises à niveau de la sécurité pour les centrales nucléaires de Doel 1 et Doel 2 ?

b) En cas de réponse affirmative à la question énoncée au point a), les articles 2 à 8 et 11 et les annexes I, II et III de la directive 2011/92/UE doivent-ils être interprétés comme s'appliquant préalablement à l'adoption d'un acte législatif tel que la loi du 28 juin 2015 ' modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique ', dont l'article 2 reporte la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité des centrales nucléaires de Doel 1 et Doel 2 ?

c) La réponse aux questions énoncées aux points a) et b) est-elle différente selon qu'elle concerne la centrale de Doel 1 ou celle de Doel 2, compte tenu de la nécessité, pour la première centrale, de prendre des actes administratifs exécutant la loi précitée du 28 juin 2015 ?

d) En cas de réponse affirmative à la question énoncée au point a), l'article 2, paragraphe 4, de la directive 2011/92/UE doit-il être interprété comme permettant d'exempter le report de la désactivation d'une centrale nucléaire de l'application des articles 2 à 8 et 11 de la directive 2011/92/UE pour des motifs impérieux d'intérêt général liés à la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays ?

7. La notion d'acte législatif spécifique ' au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, de la directive 2011/92/UE doit-elle être interprétée comme excluant du champ d'application de ladite directive un acte législatif tel que la loi du 28 juin 2015 ' modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique ', compte tenu notamment des différentes études et auditions menées dans le cadre de l'adoption de cette loi et qui seraient susceptibles d'atteindre les objectifs de la directive précitée ?

8. a) L'article 6 de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, combiné avec les articles 3 et 4 de la directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages, lus, le cas échéant, à la lumière de la directive 2011/92/UE et des Conventions d'Espoo et d'Aarhus, doit-il être interprété comme s'appliquant au report de la date de désactivation et de fin de la production industrielle d'électricité d'une centrale nucléaire, impliquant, comme en l'espèce, des investissements importants et des mises à niveau de la sécurité pour les centrales nucléaires de Doel 1 et Doel 2 ?

b) En cas de réponse affirmative à la question énoncée au point a), l'article 6, paragraphe 3, de la directive 92/43/CEE doit-il être interprété comme s'appliquant préalablement à l'adoption d'un acte législatif tel que la loi du 28 juin 2015 ' modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique ', dont l'article 2 reporte la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité des centrales nucléaires de Doel 1 et Doel 2 ?

c) La réponse aux questions énoncées aux points a) et b) est-elle différente selon qu'elle concerne la centrale de Doel 1 ou celle de Doel 2, compte tenu de la nécessité, pour la première centrale, de prendre des actes administratifs exécutant la loi précitée du 28 juin 2015 ?

d) En cas de réponse affirmative à la question énoncée au point a), l'article 6, paragraphe 4, de la directive 92/43/CEE doit-il être interprété comme permettant de considérer comme une raison impérieuse d'intérêt public majeur des motifs liés à la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays, compte tenu notamment des différentes études et auditions menées dans le cadre de l'adoption de la loi précitée du 28 juin 2015 et qui seraient susceptibles d'atteindre les objectifs de la directive précitée ?

9. Si, sur la base des réponses données aux questions préjudicielles précédentes, le juge national devait arriver à la conclusion que la loi attaquée méconnaît une des obligations découlant des conventions ou directives précitées, sans que la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays puisse constituer un motif impérieux d'intérêt général permettant de déroger à ces obligations, pourrait-il maintenir les effets de la loi du 28 juin 2015 afin d'éviter une insécurité juridique et de permettre qu'il soit satisfait aux obligations d'évaluation des incidences environnementales et de participation du public qui découleraient des conventions ou directives précitées ? ».

Par arrêt du 29 juillet 2019 dans l'affaire C-411/17, la Cour de justice de l'Union européenne a répondu aux questions.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1.1. Le recours en annulation est dirigé contre la loi du 28 juin 2015 « modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique » (ci-après : la loi du 28 juin 2015), qui dispose :

« Article 1<sup>er</sup>. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 4 de la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité, remplacé par la loi du 18 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

' § 1<sup>er</sup>. La centrale nucléaire Doel 1 peut à nouveau produire de l'électricité à compter de l'entrée en vigueur de la loi du 28 juin 2015 modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique. Elle est désactivée et ne peut plus produire de l'électricité à partir du 15 février 2025. Les autres centrales nucléaires destinées à la production industrielle d'électricité à partir de la fission de combustibles nucléaires, sont désactivées aux dates suivantes et ne peuvent plus produire d'électricité à partir de ces dates :

- Doel 3 : 1<sup>er</sup> octobre 2022;
- Tihange 2 : 1<sup>er</sup> février 2023;
- Doel 4 : 1<sup>er</sup> juillet 2025;
- Tihange 3 : 1<sup>er</sup> septembre 2025;
- Tihange 1 : 1<sup>er</sup> octobre 2025;
- Doel 2 : 1<sup>er</sup> décembre 2025 '.

2° l'article est complété par un paragraphe 3, rédigé comme suit :

' § 3. Le Roi avance, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date visée au § 1<sup>er</sup> pour les centrales nucléaires de Doel 1 et de Doel 2 au 31 mars 2016, si la convention visée à l'article 4/2, § 3, n'est pas conclue au plus tard pour le 30 novembre 2015 '.

Art. 3. Dans le chapitre 2 de la même loi, modifié par la loi du 18 décembre 2013, il est inséré un article 4/2 rédigé comme suit :

’ Art. 4/2. § 1<sup>er</sup>. Le propriétaire des centrales nucléaires Doel 1 et Doel 2 verse à l’Etat fédéral, jusqu’au 15 février 2025 pour Doel 1 et jusqu’au 1<sup>er</sup> décembre 2025 pour Doel 2, une redevance annuelle en contrepartie de la prolongation de la durée de permission de production industrielle d’électricité à partir de la fission de combustibles nucléaires.

§ 2. La redevance, visée au § 1<sup>er</sup>, exclut toutes autres charges en faveur de l’Etat fédéral (à l’exception des impôts d’application générale) qui seraient liées à la propriété ou à l’exploitation des centrales nucléaires Doel 1 et Doel 2, aux revenus, à la production ou à la capacité de production ou à l’utilisation par celles-ci de combustible nucléaire.

§ 3. L’Etat fédéral conclut une convention avec le propriétaire des centrales nucléaires Doel 1 et Doel 2 notamment en vue de :

1° préciser les modalités de calcul de la redevance visée au paragraphe 1<sup>er</sup>;

2° régler l’indemnisation de chacune des parties en cas de non-respect de leurs engagements contractuels ’.

Art. 4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* ».

B.1.2. Publiée au *Moniteur belge* le 6 juillet 2015, la loi du 28 juin 2015 est, conformément à son article 4, entrée en vigueur le 6 juillet 2015.

*Quant à la loi attaquée et son contexte*

B.2. Il y a en Belgique sept centrales nucléaires : quatre sont situées sur le territoire de la Région flamande à Doel (Doel 1, Doel 2, Doel 3 et Doel 4), et trois sont situées sur le territoire de la Région wallonne à Tihange (Tihange 1, Tihange 2 et Tihange 3), le parc nucléaire belge ayant été mis en service entre le 15 février 1975 et le 1<sup>er</sup> septembre 1985.

Les arrêtés ministériels du 1<sup>er</sup> mars 2004 et du 18 février 2008 (avis parus au *Moniteur belge* du 26 mars 2004 et du 3 mars 2008) octroient, sans limitation temporelle, une autorisation individuelle de production d’électricité à Electrabel pour, respectivement, Doel 2 et Doel 1, en raison d’une augmentation de leur puissance.

Les centrales de Doel 1 et Doel 2 produisent ensemble 866 MW. Selon les chiffres de 2014, l’électricité d’origine nucléaire représente environ 55 % de l’électricité consommée en Belgique (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1511/007, p. 65). Selon le rapport annuel 2018 de la Commission de Régulation de l’Électricité et du Gaz (ci-après : la CREG), les centrales nucléaires représentent 38 % de l’électricité produite en 2018 en Belgique (CREG, Rapport annuel 2018, p. 51).

Le site de Doel dispose d’un permis d’environnement, délivré par la Région flamande, valable jusqu’en 2031, pour les installations qui ne relèvent pas de l’arrêté royal du 20 juillet 2001 « portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l’environnement contre le danger des rayonnements ionisants », pris en exécution de la loi du 15 avril 1994 « relative à la protection de la population et de l’environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l’Agence fédérale de Contrôle nucléaire » (ci-après : la loi du 15 avril 1994).

B.3. La loi du 31 janvier 2003 « sur la sortie progressive de l’énergie nucléaire à des fins de production industrielle d’électricité » (ci-après : la loi du 31 janvier 2003) a établi un calendrier de sortie progressive du nucléaire, entre le 15 février 2015 et le 1<sup>er</sup> septembre 2025, par la désactivation progressive des centrales nucléaires et la fin de leur production industrielle d’électricité quarante ans après leur mise en service industrielle (article 4, combiné avec l’article 2, 1<sup>o</sup>).

B.4. La loi du 18 décembre 2013 « modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l’énergie nucléaire à des fins de production industrielle d’électricité et modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales » (ci-après : la loi du 18 décembre 2013) a modifié la loi du 31 janvier 2003, afin de reporter de dix ans la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d’électricité de la centrale nucléaire de Tihange 1, et ce vu « les risques pour la sécurité d’approvisionnement du pays » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3087/001, pp. 5-6).

En contrepartie du report de cette désactivation, les propriétaires de la centrale de Tihange 1 sont tenus de verser à l’État belge une redevance annuelle fixée dans l’article 4/1 de la loi du 31 janvier 2003, inséré par l’article 4 de la loi du 18 décembre 2013.

B.5.1. Conformément à l’article 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 janvier 2003, tel qu’il a été remplacé par la loi du 18 décembre 2013, la centrale de Doel 1 ne pouvait plus produire de l’électricité à partir du 15 février 2015. Toutefois, l’article 4, § 2, de la loi du 31 janvier 2003, tel qu’il a été remplacé par la loi du 18 décembre 2013, prévoit que, dans les autorisations individuelles d’exploitation et de production industrielle d’électricité, seules les dispositions relatives à la permission de production industrielle d’électricité prennent fin à la date de désactivation prévue par l’article 4, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les autres dispositions - dont celles relatives à l’autorisation d’exploitation - restant d’application jusqu’à ce qu’elles soient adaptées.

B.5.2.1. La loi du 28 juin 2015, attaquée, entrée en vigueur le 6 juillet 2015, modifie la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d’électricité des centrales de Doel 1 et Doel 2, « aux fins de contribuer à la sécurité d’approvisionnement électrique en Belgique » (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0967/001, p. 4; voy. aussi *Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0967/003, pp. 5-6).

L’exposé des motifs du projet de loi devenu la loi du 28 juin 2015 explique comme suit les risques pour la sécurité d’approvisionnement du pays :

« Cette situation potentiellement problématique en matière de sécurité d’approvisionnement a déjà été mise en exergue dans l’Exposé des motifs du projet de loi au 24 octobre 2013 modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l’énergie nucléaire à des fins de production industrielle d’électricité et modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales (*Doc. parl.*, 53-3087/001). Elle reste d’actualité. Elle est, par ailleurs, mise en évidence dans plusieurs études par la Direction générale Énergie du SPF Économie et tout récemment dans son étude sur les perspectives d’approvisionnement à l’horizon 2030 (cf. [http://economie.fgov.be/fr/modules/publications/analyses\\_etudes/etude\\_perspectives\\_approvisionnement\\_electricite\\_horizon\\_2030\\_-\\_projet.jsp](http://economie.fgov.be/fr/modules/publications/analyses_etudes/etude_perspectives_approvisionnement_electricite_horizon_2030_-_projet.jsp)).

Le risque que ferait courir, pour la sécurité d’approvisionnement en Belgique, la fermeture de réacteurs nucléaires en 2015 (Doel 1, Doel 2) a aussi été confirmé dans l’étude du Groupe GEMIX de septembre 2009 ‘ Quel mix énergétique idéal pour la Belgique aux horizons 2020 et 2030 ’ ([http://economie.fgov.be/fr/binaries/gemix1\\_fr\\_tcm326-201964.pdf](http://economie.fgov.be/fr/binaries/gemix1_fr_tcm326-201964.pdf)).

Selon cette étude (voir spécialement les pages 4 et 5), la fermeture en 2015 des trois centrales nucléaires Tihange 1, Doel 1 et Doel 2 ferait courir un risque de sécurité d’approvisionnement. En conséquence, elle recommande notamment de prolonger de 10 ans les trois réacteurs Doel 1, Doel 2 et Tihange 1.

Par ailleurs, le Bureau fédéral du Plan a fait l'analyse quantitative des coûts d'un black-out sur l'économie belge dans son rapport de mars 2014. Le Bureau estime ainsi le préjudice socio-économique d'une panne d'électricité d'une heure à environ 120 millions d'euros en cas de coupure, en semaine, à un moment où toutes les entreprises sont actives (voir l'Etude ' Belgische black-outs berekend - Een kwantitatieve evaluatie van stroompannes in België ' du Bureau Fédéral du Plan publiée en mars 2014 ([http://www.plan.be/admin/uploaded/201403170843050.WP\\_1403.pdf](http://www.plan.be/admin/uploaded/201403170843050.WP_1403.pdf))).

Considérant les grandes incertitudes liées au redémarrage des unités Doel 3 et Tihange 2, la fermeture annoncée de centrales thermiques en 2015 et dans les années qui suivront et le fait que l'intégration des capacités étrangères, au réseau belge n'est pas possible à court terme, le Gouvernement a décidé le 18 décembre 2014 de :

1. prolonger immédiatement les unités de Doel 1 et de Doel 2 pour une période de dix (10) ans sans que la durée d'exploitation de ces réacteurs ne puisse dépasser 2025. L'accord de l'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire (ci-après, ' AFCN '), qui fixera les conditions relatives à la sûreté et à la sécurité, sera un préalable indispensable avant que la prolongation de ces unités ne soit effective;

2. veiller à encourager des conditions de concurrence effective en matière de production d'énergie sur le territoire belge et dans ce cadre, d'encourager l'exploitant à examiner les possibilités d'investissements de tiers dans la détention et la mise aux normes des unités Doel 1 et Doel 2;

[...]

Afin d'exécuter cet accord, certaines décisions doivent être prises sans attendre pour tenir compte notamment de contraintes techniques et réglementaires. [...]

[...]

Vu les risques pour la sécurité d'approvisionnement du pays, la durée de vie des centrales nucléaires de Doel 1 et de Doel 2 doit être prolongée de 10 ans, donc jusqu'en 2025, moyennant le respect des prescriptions en matière de réévaluation décennale de sûreté couvrant notamment les aspects spécifiques du ' LTO ' ( *Long Term Operation* ), la réadaptation du plan d'action relatif aux tests de résistance, et les approbations nécessaires de l'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire.

[...]

Les modalités de cette prolongation seront ainsi déterminées suffisamment à temps afin de permettre aux unités concernées d'être disponibles pour la période hivernale 2015-2016 et de subvenir de la sorte à la sécurité d'approvisionnement du pays.

L'étude sur les perspectives d'approvisionnement à l'horizon 2030 analyse la sécurité d'approvisionnement dans le cas d'une prolongation de la durée d'exploitation des unités nucléaires de Doel 1 et de Doel 2 et la fermeture de Doel 3 et Tihange 2. Ce scénario, dénommé Nuc-2000, a, comme les autres, fait l'objet d'une analyse sur les incidences environnementales (Evaluation environnementale stratégique sur les perspectives d'approvisionnement en électricité à l'horizon 2030, addendum, pages 29 et 30). L'étude conclut à l'absence d'incidence nouvelle sur l'environnement et la santé » ( *Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0967/001, pp. 4-8).

B.5.2.2. Outre les rapports et études mentionnés ci-dessus, de nombreuses personnes ont été entendues dans le cadre d'auditions organisées lors de l'examen du projet de loi ( *Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0967/003, pp. 3-4 et pp. 129-358).

Lors de son audition, le directeur de l'AFCN a indiqué :

« La centrale nucléaire de Doel 1 est arrêtée depuis le 15 février 2015. La reprise de l'exploitation ne pourra avoir lieu qu'à certaines conditions. L'une d'entre elles est la modification de la loi. Une autre est que la centrale doit disposer de combustible. L'exploitant a en effet rompu les contrats d'approvisionnement en vue de la fermeture. Une troisième condition dépend de l'Agence, qui donnera ou non son accord à une reprise de l'exploitation » ( *ibid.*, p. 133).

Les représentants d'Elia, qui gère la réserve stratégique d'électricité, ont insisté sur la sécurité d'approvisionnement du pays :

« A ce titre, les 800 MW de capacité de production que représentent les centrales de Doel 1 et de Doel 2 constituent un élément essentiel à prendre en considération » ( *ibid.*, p. 150).

Quant à l'expertise du Bureau fédéral du Plan, elle a analysé l'impact économique d'une panne de courant pendant une heure en Belgique :

« Le pic des dommages se situe donc entre 8h et 16h : les conséquences économiques peuvent être évaluées entre ces deux moments à 120 millions d'euros après une panne d'une durée d'une heure » ( *ibid.*, p. 164).

Enfin, le directeur de l'Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies (ONDRAF) a évalué l'impact de la prolongation de Doel 1 et Doel 2 sur la quantité de déchets : la prolongation de dix ans n'a pas d'incidence sur les déchets résultant du démantèlement, mais a une incidence évaluée à 350 m<sup>3</sup> en déchets d'exploitation, le pourcentage retenu pour le combustible usé étant évalué par l'ONDRAF à 4 % ( *ibid.*, pp. 190-191).

B.5.2.3. Les travaux préparatoires de la loi attaquée exposent également, en ce qui concerne la place de l'énergie nucléaire dans le pays :

« Dans le mix énergétique abordable et durable, visé par le gouvernement fédéral, l'énergie nucléaire occupe une place importante. Les centrales de Doel et de Tihange assument depuis 30 ans une bonne moitié de la production totale d'électricité en Belgique et contribuent ainsi de manière substantielle à une stabilité d'approvisionnement. L'énergie nucléaire permet en outre de limiter notre dépendance face au marché international du gaz et du pétrole, dont les prix fluctuent fortement et qui est, en outre, sensible aux conflits géopolitiques.

Mais l'énergie nucléaire revêt également d'autres atouts :

- En maintenant l'énergie nucléaire dans le mix énergétique de la Belgique, le coût de production net moyen de l'électricité restera relativement stable.

- Le recours à l'énergie nucléaire est également indispensable pour atteindre les objectifs climatiques fixés à la Belgique » ( *ibid.*, p. 11).

B.5.3. Il ressort de la formulation de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 janvier 2003, tel qu'il a été remplacé par la loi attaquée, que la loi attaquée a modifié la sortie progressive du nucléaire, telle qu'elle est prévue dans l'article 4, § 1<sup>er</sup>, précité, sous deux aspects : d'une part, elle autorise la centrale de Doel 1 à produire « à nouveau » de l'électricité à partir de l'entrée en vigueur de la loi attaquée, soit le 6 juillet 2015, et reporte sa désactivation au 15 février 2025; d'autre part, elle reporte de dix ans la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité de la centrale de Doel 2 au 1<sup>er</sup> décembre 2025.

Conformément à la loi attaquée, la sortie « progressive » du nucléaire aura dès lors lieu entre le 1<sup>er</sup> octobre 2022 et le 1<sup>er</sup> décembre 2025. La date de sortie définitive du nucléaire, fixée au 1<sup>er</sup> septembre 2025 dans la loi du 31 janvier 2003 et reportée au 1<sup>er</sup> octobre 2025 par la loi du 18 décembre 2013, est donc fixée au 1<sup>er</sup> décembre 2025.

B.5.4. En contrepartie du report de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité des centrales de Doel 1 et Doel 2, les propriétaires des centrales concernées sont tenus de verser à l'État belge une redevance annuelle prévue par l'article 4/2 de la loi du 31 janvier 2003, inséré par l'article 3 de la loi du 28 juin 2015. Les règles précises de cette redevance, notamment les modalités de son calcul, doivent être déterminées par une convention avec l'État belge, conclue pour le 30 novembre 2015 au plus tard.

À défaut de la signature de cette convention au 30 novembre 2015, le Roi fixerait la désactivation de Doel 1 et Doel 2 au 31 mars 2016 (article 4, § 3).

Cette convention a été signée le 30 novembre 2015, de sorte que la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité des centrales de Doel 1 et Doel 2 est celle fixée dans l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 janvier 2003, tel qu'il a été remplacé par la loi du 28 juin 2015.

B.5.5. Le texte de la convention précitée du 30 novembre 2015, conclue entre l'État belge, Electrabel SA et Engie SA, a été annexé au « rapport de la première lecture » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1511/004, pp. 95-167) concernant le projet de loi devenu la loi du 12 juin 2016 « modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité, en vue de la fixation de la redevance annuelle due pour la prolongation des centrales nucléaires Doel 1 et Doel 2 » (ci-après : la loi du 12 juin 2016).

Cette convention prévoit notamment, sous le contrôle de l'AFCN, la réalisation d'un plan d'investissements dit « de jouvence », conçus comme « les investissements prévus pour la prolongation de la durée d'exploitation de Doel 1 et de Doel 2 jusqu'au 14 février 2025 et 30 novembre 2025, respectivement, notamment les investissements approuvés par l'AFCN dans le cadre du Plan d'Action LTO pour le remplacement d'installations pour cause de vieillissement et pour la mise à niveau et la modernisation d'autres installations (' *design upgrade* '), les modifications à apporter en vertu de la quatrième revue périodique de sûreté et des tests de résistances effectués à la suite de l'accident de Fukushima, ainsi que les charges engendrées par l'immobilisation de ces centrales nécessaires pour la réalisation desdits investissements » (article 2, b).

Ces investissements sont estimés à un montant d'environ 700 millions d'euros (article 3 de la convention) et repris dans une liste indicative annexée à la convention comprenant 20 points.

B.5.6. Le plan d'action, intitulé « Long Term Operation » (LTO), prévoit, sous le contrôle de l'AFCN, plusieurs modifications des établissements existants, qui s'imposent en raison de la prolongation de l'activité de production industrielle d'électricité.

Un arrêté royal du 27 septembre 2015 complète dès lors les conditions de l'autorisation d'exploitation fixées dans l'arrêté royal du 25 janvier 1974 et comprend notamment l'engagement d'Electrabel, l'exploitant actuel, d'exécuter les mesures indiquées dans le plan LTO au plus tard fin 2019 et de communiquer au plus tard le 30 avril 2020 un rapport de synthèse sur l'exécution du plan LTO, qui doit être approuvé par l'AFCN. Avant le premier cycle du plan LTO, l'exploitant doit communiquer un rapport sur ses actions prioritaires et un rapport de synthèse sur la quatrième révision périodique de sécurité, qui doivent chacun être approuvés par l'AFCN.

B.5.7. À la suite de la loi attaquée, et sous la surveillance de l'AFCN, la centrale de Doel 1 a redémarré le 30 décembre 2015.

B.6.1. La loi du 12 juin 2016 précise dans le texte de l'article 4/2 de la loi du 31 janvier 2003 certaines modalités de la redevance annuelle versée en contrepartie du report de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité des centrales de Doel 1 et Doel 2, intégrant ainsi dans le texte légal des éléments de la convention du 30 novembre 2015 précitée.

Cette redevance annuelle a été fixée à « 20 millions d'euros pendant toute la période de l'extension de la durée de vie des centrales nucléaires Doel 1 et Doel 2 » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1511/001, p. 5), ce qui représente donc un montant total de 200 millions d'euros sur dix ans, de 2016 à 2025. Ce montant tient compte « des investissements de jouvence nécessaires pour la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires [de] Doel 1 et Doel 2 » (*ibid.*).

Cette redevance annuelle est versée au « Fonds de transition énergétique » visé dans l'article 4<sup>ter</sup> de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, inséré par l'article 4 de la loi du 28 juin 2015 « portant des dispositions diverses en matière d'énergie ». Ce Fonds de transition énergétique est destiné à « encourager la recherche et le développement dans des projets innovants dans le domaine de l'énergie et notamment pour développer la production et le stockage d'énergie » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1511/004, p. 17). Les modalités d'utilisation de ce Fonds ont été déterminées par l'arrêté royal du 9 mai 2017 « fixant les modalités d'utilisation du Fonds de transition énergétique ».

B.6.2. La loi du 12 juin 2016, postérieure à la loi attaquée, est sans incidence sur l'examen du présent recours.

#### *Quant au recours en annulation*

B.7.1. Les parties requérantes critiquent le fait que la loi attaquée n'a pas été précédée d'une étude d'incidences et d'une procédure permettant la participation du public. Ce faisant, le législateur aurait méconnu les articles 10, 11 et 23 de la Constitution, lus isolément ou combinés avec :

- l'article 2, §§ 1<sup>er</sup> à 3, 6 et 7, l'article 3, § 8, l'article 5 et l'article 6, § 1<sup>er</sup>, et le point 2 de l'appendice I de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991 (ci-après : la Convention d'Espoo) (premier moyen);

- les articles 2 et 6, et l'annexe I.1 de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, signée à Aarhus le 25 juin 1998 (ci-après : la Convention d'Aarhus), et les articles 2 à 8 et 11 et les annexes I, II et III de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 « concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement » (ci-après : la directive 2011/92/UE ou directive EIE) (deuxième moyen);

- l'article 6 de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 « concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages » (ci-après : la directive 92/43/CEE ou directive « Habitats ») et les articles 3 et 4 de la directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 « concernant la conservation des oiseaux sauvages » (ci-après : la directive 2009/147/CE ou directive « Oiseaux ») (troisième moyen).

B.7.2. Dans chacun des trois moyens, les parties requérantes considèrent que la loi attaquée, en reportant de dix ans la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité des centrales de Doel 1 et Doel 2, contient une mesure qui entre dans le champ d'application des conventions et directives précitées; elles estiment que la loi attaquée devait dès lors, préalablement à son adoption, faire l'objet d'une étude d'incidences et d'une procédure permettant la participation du public imposées par les conventions et directives précitées.

B.8. Comme la Cour l'a jugé par son arrêt n° 82/2017 du 22 juin 2017, il ressort de l'exposé des moyens que seul l'article 2 de la loi du 28 juin 2015 est attaqué, en ce qu'il reporte la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité des centrales de Doel 1 et Doel 2, les autres dispositions de la loi n'étant attaquées qu'en ce qu'elles seraient indissolublement liées à cet article 2.

La Cour limite dès lors son examen à l'article 2 attaqué, dans la mesure indiquée ci-dessus.

B.9. Par son arrêt n° 82/2017 du 22 juin 2017, la Cour a posé à la Cour de justice les neuf questions préjudicielles suivantes :

« 1. L'article 2, paragraphes 1<sup>er</sup> à 3, 6 et 7, l'article 3, paragraphe 8, l'article 5 et l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, et le point 2 de l'appendice I de la Convention d'Espoo ' sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière ' doivent-ils être interprétés conformément aux précisions apportées par le Document d'information sur l'application de la Convention à des activités en rapport avec l'énergie nucléaire et les Recommandations sur les bonnes pratiques relatives à l'application de la Convention aux activités liées à l'énergie nucléaire ?

2. L'article 1<sup>er</sup>, ix), de la Convention d'Espoo définissant l' ' autorité compétente ' peut-il être interprété comme excluant du champ d'application de ladite Convention des actes législatifs tels que la loi du 28 juin 2015 ' modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique ', compte tenu notamment des différentes études et auditions menées dans le cadre de l'adoption de cette loi ?

3. a) Les articles 2 à 6 de la Convention d'Espoo doivent-ils être interprétés comme s'appliquant préalablement à l'adoption d'un acte législatif tel que la loi du 28 juin 2015 ' modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique ', dont l'article 2 reporte la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité des centrales nucléaires de Doel 1 et Doel 2 ?

b) La réponse à la question énoncée au point a) est-elle différente selon qu'elle concerne la centrale de Doel 1 ou celle de Doel 2, compte tenu de la nécessité, pour la première centrale, de prendre des actes administratifs exécutant la loi précitée du 28 juin 2015 ?

c) La sécurité d'approvisionnement en électricité du pays peut-elle constituer un motif impérieux d'intérêt général permettant de déroger à l'application des articles 2 à 6 de la Convention d'Espoo et/ou de suspendre cette application ?

4. L'article 2, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus ' sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement ' doit-il être interprété comme excluant du champ d'application de ladite Convention des actes législatifs tels que la loi du 28 juin 2015 ' modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique ', compte tenu ou non des différentes études et auditions menées dans le cadre de l'adoption de cette loi ?

5. a) Compte tenu notamment des ' Recommandations de Maastricht sur les moyens de promouvoir la participation effective du public au processus décisionnel en matière d'environnement ' à l'égard d'un processus décisionnel à étapes multiples, les articles 2 et 6, combinés avec l'annexe I.1 de la Convention d'Aarhus, doivent-ils être interprétés comme s'appliquant préalablement à l'adoption d'un acte législatif tel que la loi du 28 juin 2015 ' modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique ', dont l'article 2 reporte la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité des centrales nucléaires de Doel 1 et Doel 2 ?

b) La réponse à la question énoncée au point a) est-elle différente selon qu'elle concerne la centrale de Doel 1 ou celle de Doel 2, compte tenu de la nécessité, pour la première centrale, de prendre des actes administratifs exécutant la loi précitée du 28 juin 2015 ?

c) La sécurité d'approvisionnement en électricité du pays peut-elle constituer un motif impérieux d'intérêt général permettant de déroger à l'application des articles 2 et 6 de la Convention d'Aarhus et/ou de suspendre cette application ?

6. a) L'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, combiné avec le point 13, a), de l'annexe II de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, lus, le cas échéant, à la lumière des Conventions d'Espoo et d'Aarhus, doivent-ils être interprétés comme s'appliquant au report de la date de désactivation et de fin de la production industrielle d'électricité d'une centrale nucléaire, impliquant, comme en l'espèce, des investissements importants et des mises à niveau de la sécurité pour les centrales nucléaires de Doel 1 et Doel 2 ?

b) En cas de réponse affirmative à la question énoncée au point a), les articles 2 à 8 et 11 et les annexes I, II et III de la directive 2011/92/UE doivent-ils être interprétés comme s'appliquant préalablement à l'adoption d'un acte législatif tel que la loi du 28 juin 2015 ' modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique ', dont l'article 2 reporte la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité des centrales nucléaires de Doel 1 et Doel 2 ?

c) La réponse aux questions énoncées aux points a) et b) est-elle différente selon qu'elle concerne la centrale de Doel 1 ou celle de Doel 2, compte tenu de la nécessité, pour la première centrale, de prendre des actes administratifs exécutant la loi précitée du 28 juin 2015 ?

d) En cas de réponse affirmative à la question énoncée au point a), l'article 2, paragraphe 4, de la directive 2011/92/UE doit-il être interprété comme permettant d'exempter le report de la désactivation d'une centrale nucléaire de l'application des articles 2 à 8 et 11 de la directive 2011/92/UE pour des motifs impérieux d'intérêt général liés à la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays ?

7. La notion d' ' acte législatif spécifique ' au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, de la directive 2011/92/UE doit-elle être interprétée comme excluant du champ d'application de ladite directive un acte législatif tel que la loi du 28 juin 2015 ' modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique ', compte tenu notamment des différentes études et auditions menées dans le cadre de l'adoption de cette loi et qui seraient susceptibles d'atteindre les objectifs de la directive précitée ?

8. a) L'article 6 de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, combiné avec les articles 3 et 4 de la directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages, lus, le cas échéant, à la lumière de la directive 2011/92/UE et des Conventions d'Espoo et d'Aarhus, doit-il être interprété comme s'appliquant au report de la date de désactivation et de fin de la production industrielle d'électricité d'une centrale nucléaire, impliquant, comme en l'espèce, des investissements importants et des mises à niveau de la sécurité pour les centrales nucléaires de Doel 1 et Doel 2 ?

b) En cas de réponse affirmative à la question énoncée au point a), l'article 6, paragraphe 3, de la directive 92/43/CEE doit-il être interprété comme s'appliquant préalablement à l'adoption d'un acte législatif tel que la loi du 28 juin 2015 ' modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique ', dont l'article 2 reporte la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité des centrales nucléaires de Doel 1 et Doel 2 ?

c) La réponse aux questions énoncées aux points a) et b) est-elle différente selon qu'elle concerne la centrale de Doel 1 ou celle de Doel 2, compte tenu de la nécessité, pour la première centrale, de prendre des actes administratifs exécutant la loi précitée du 28 juin 2015 ?

d) En cas de réponse affirmative à la question énoncée au point a), l'article 6, paragraphe 4, de la directive 92/43/CEE doit-il être interprété comme permettant de considérer comme une raison impérative d'intérêt public majeur des motifs liés à la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays, compte tenu notamment des différentes études et auditions menées dans le cadre de l'adoption de la loi précitée du 28 juin 2015 et qui seraient susceptibles d'atteindre les objectifs de la directive précitée ?

9. Si, sur la base des réponses données aux questions préjudicielles précédentes, le juge national devait arriver à la conclusion que la loi attaquée méconnaît une des obligations découlant des conventions ou directives précitées, sans que la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays puisse constituer un motif impérieux d'intérêt général permettant de déroger à ces obligations, pourrait-il maintenir les effets de la loi du 28 juin 2015 afin d'éviter une insécurité juridique et de permettre qu'il soit satisfait aux obligations d'évaluation des incidences environnementales et de participation du public qui découleraient des conventions ou directives précitées ? ».

B.10. Par son arrêt du 29 juillet 2019 (C-411/17) dans l'affaire *Inter-Environnement Wallonie ASBL et Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen ASBL*, la Cour de justice a, en grande chambre, répondu aux questions préjudicielles précitées.

Dans les points 59 à 166 de l'arrêt précité du 29 juillet 2019, la Cour de justice répond aux huit premières questions préjudicielles concernant la portée des conventions et directives invoquées dans les moyens, tandis que, dans les points 167 à 182 du même arrêt, la Cour de justice répond à la neuvième question préjudicielle concernant un éventuel maintien des effets de la loi annulée.

#### *Quant au fond*

B.11. Dans les premier et deuxième moyens, les parties requérantes invoquent, en combinaison avec les articles 10, 11 et 23 de la Constitution, la violation de la Convention d'Espoo (premier moyen) et de la Convention d'Aarhus (partie du deuxième moyen).

La Convention d'Espoo impose des obligations en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement et de consultation du public, préalables à l'autorisation de certaines activités susceptibles d'avoir un impact transfrontière préjudiciable important, dont celles relatives aux « centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires » (appendice I, point 2).

En vertu de l'article 6, paragraphe 1, a), de la Convention d'Aarhus, les exigences prévues par cette disposition, qui vise à permettre une participation du public aux décisions environnementales, s'appliquent aux « activités proposées » telles que celles énumérées à l'annexe I, dont celles relatives aux centrales nucléaires.

B.12.1. Interrogée par la Cour sur la portée de ces Conventions, la Cour de justice a considéré que les questions préjudicielles relatives à l'interprétation des Conventions d'Espoo et d'Aarhus n'appelaient pas de réponse :

#### *« C. Sur les première à troisième questions, relatives à la convention d'Espoo*

160. Par ses première à troisième questions, la juridiction de renvoi demande, en substance, si la convention d'Espoo doit être interprétée en ce sens que des mesures telles que celles en cause au principal doivent être soumises à l'évaluation de l'impact sur l'environnement qu'elle prévoit.

161. Toutefois, il a été relevé, au point 93 du présent arrêt, que des mesures telles que celles en cause au principal font partie d'un projet susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'un autre État membre et devant être soumis à une procédure d'évaluation de ses incidences transfrontières conforme à l'article 7 de la directive EIE, laquelle tient compte, ainsi que l'indique son considérant 15, des exigences de la convention d'Espoo.

162. Dans ce contexte, il n'y a donc pas lieu de répondre aux première à troisième questions, relatives à la convention d'Espoo.

#### *D. Sur les quatrième et cinquième questions, relatives à la convention d'Aarhus*

163. Par ses quatrième et cinquième questions, la juridiction de renvoi demande, en substance, si l'article 6 de la convention d'Aarhus doit être interprété en ce sens que les exigences de participation du public qu'il prévoit s'appliquent à des mesures telles que celles en cause au principal.

164. Il ressort de la décision de renvoi que la Cour constitutionnelle pose ces questions en raison des doutes qu'elle éprouve quant à l'applicabilité à ces mesures de la directive EIE, laquelle, ainsi qu'il ressort notamment de ses considérants 18 à 20, a pourtant vocation à prendre en compte les stipulations de la convention d'Aarhus.

165. Il résulte, toutefois, des réponses apportées aux sixième et septième questions que des mesures telles que celles en cause au principal, ensemble avec les travaux qui leur sont indissociablement liés, constituent un projet devant être soumis, préalablement à son adoption, à une évaluation de ses incidences sur l'environnement, en vertu de la directive EIE.

166. Il n'y a, dès lors, pas lieu de répondre aux quatrième et cinquième questions » (CJUE, grande chambre, 29 juillet 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*).

B.12.2. Il ressort de l'arrêt précité que les exigences des Conventions d'Espoo et d'Aarhus sont prises en compte dans la directive 2011/92/UE, de sorte que les premier et deuxième moyens, en ce qu'ils invoquent la violation de ces conventions, ne doivent pas être examinés.

B.13. Dans le deuxième moyen, les parties requérantes invoquent, en combinaison avec les articles 10, 11 et 23 de la Constitution, la violation de la directive 2011/92/UE.

B.14.1. En vertu de l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la directive 2011/92/UE, les États membres prennent les dispositions nécessaires pour que, avant l'octroi de l'autorisation, les projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, notamment en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur localisation, soient soumis à une procédure de demande d'autorisation et à une évaluation en ce qui concerne leurs incidences sur l'environnement.

L'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, a), premier tiret, définit le « projet » au sens de la directive 2011/92/UE comme « la réalisation de travaux de construction ou d'autres installations ou ouvrages ».

Les projets concernés sont définis à l'article 4 de la directive. Cette disposition établit une distinction entre les projets énumérés à l'annexe I (article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>), qui doivent être soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement, et les projets énumérés à l'annexe II (article 4, paragraphe 2), pour lesquels les États membres doivent déterminer, sur la base d'un examen au cas par cas ou sur la base des seuils ou critères fixés par l'État membre, s'ils doivent ou non faire l'objet d'une telle évaluation; des critères de sélection pertinents sont fixés à l'annexe III de la directive.

B.14.2. L'annexe I de la directive 2011/92/UE, qui détermine les projets visés à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, précité, mentionne dans le point 2, b) :

« Centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires, y compris le démantèlement ou le déclassement de ces centrales ou réacteurs (à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et fertiles, dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 kW de charge thermique continue) ».

La note de bas de page n° 1 de cette annexe précise que les centrales nucléaires et les autres réacteurs nucléaires cessent d'être des installations nucléaires lorsque tous les combustibles nucléaires et tous les autres éléments contaminés ont été définitivement retirés du site d'implantation.

L'annexe II de la directive, qui détermine les projets visés à l'article 4, paragraphe 2, mentionne dans le point 3, a) :

« Installations industrielles destinées à la production d'énergie électrique, de vapeur et d'eau chaude (projets non visés à l'annexe I) ».

Le point 13, a), de l'annexe II vise également :

« Toute modification ou extension des projets figurant à l'annexe I ou à la présente annexe, déjà autorisés, réalisés ou en cours de réalisation, qui peut avoir des incidences négatives importantes sur l'environnement (modification ou extension ne figurant pas à l'annexe I) ».

L'annexe III qui détermine les critères de sélection visés à l'article 4, paragraphe 3, mentionne entre autres les caractéristiques des projets, leur localisation et les caractéristiques de l'impact potentiel.

B.14.3. La directive 2011/92/UE prévoit une évaluation des incidences sur l'environnement (articles 3 et 5), permettant la participation du public (article 6), et une consultation transfrontalière si le projet risque d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'un autre État membre (article 7). Le résultat des consultations et les informations visées aux articles 5 à 7 de la directive sont pris en considération dans la procédure d'autorisation (article 8).

B.14.4. L'article 2, paragraphe 4, de la directive 2011/92/UE prévoit néanmoins que les États membres peuvent, dans des cas exceptionnels, exempter en totalité ou en partie un projet spécifique des dispositions prévues par cette directive, dans les conditions déterminées par cet article. Il ne peut toutefois pas être dérogé à l'article 7, qui prévoit une obligation de notification transfrontalière lorsqu'un projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'un autre État membre.

L'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, de la directive 2011/92/UE prévoit par ailleurs que la directive ne s'applique pas aux projets qui sont adoptés en détail par un acte législatif national, pour autant que les objectifs poursuivis par la directive, y compris celui de fournir des informations, soient atteints à travers la procédure législative.

B.15.1. Interrogée par la Cour sur l'interprétation de la directive 2011/92/UE, la Cour de justice a jugé :

« 1. Sur la sixième question, sous a) à c)

59. Par sa sixième question, sous a) à c), qu'il convient d'examiner en premier lieu, la juridiction de renvoi demande, en substance, si l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, sous a), premier tiret, et l'article 2, paragraphe 1, de la directive EIE doivent être interprétés en ce sens que le redémarrage, pour une période de près de dix années, de la production industrielle d'électricité d'une centrale nucléaire à l'arrêt, avec pour effet de reporter de dix ans la date initialement fixée par le législateur national pour sa désactivation et la fin de son activité, et le report, de dix ans également, du terme initialement prévu par ce même législateur pour la désactivation et l'arrêt de la production industrielle d'électricité d'une centrale en activité, mesures qui impliquent des travaux de modernisation des centrales concernées, constituent un projet, au sens de cette directive, et, le cas échéant, si ces mesures et ces travaux doivent être soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement préalablement à l'adoption desdites mesures par le législateur national. La juridiction de renvoi s'interroge également sur la pertinence de la circonstance selon laquelle la mise en œuvre des mesures contestées devant elle exige, pour l'une des deux centrales concernées, l'adoption d'actes ultérieurs, tels que la délivrance d'une nouvelle autorisation individuelle de production d'électricité à des fins industrielles.

60. Dès lors que, selon le considérant 1 de la directive EIE, celle-ci codifie la directive 85/337, l'interprétation fournie par la Cour en ce qui concerne les dispositions de cette dernière directive vaut également pour la directive EIE lorsque leurs dispositions sont identiques.

a) Sur la notion de ' projet ', au sens de la directive EIE

61. Il convient de rappeler que la définition du terme ' projet ', contenue à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, sous a), de la directive EIE, vise, à son premier tiret, la réalisation de travaux de construction ou d'autres installations ou ouvrages et, à son second tiret, d'autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage, y compris celles destinées à l'exploitation des ressources du sol.

62. Il ressort de la jurisprudence de la Cour que le terme ' projet ' correspond, au regard, en particulier, du libellé de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, sous a), premier tiret, de la directive EIE, à des travaux ou à des interventions modifiant la réalité physique du site (voir, en ce sens, arrêt du 19 avril 2012, *Pro-Braine e.a.*, C-121/11, EU: C: 2012: 225, point 31 et jurisprudence citée).

63. La question posée par la juridiction de renvoi est de savoir si les mesures en cause au principal relèvent d'une telle qualification dès lors qu'elles nécessitent pour leur mise en œuvre, et s'accompagnent donc nécessairement, d'importants investissements et travaux de modernisation des deux centrales concernées.

64. Il ressort, en effet, du dossier dont dispose la Cour que les mesures en cause au principal impliquent la réalisation de travaux d'envergure sur les centrales Doel 1 et Doel 2, destinés à les moderniser et à garantir le respect des normes actuelles de sécurité, ainsi qu'en atteste l'enveloppe financière, d'un montant de 700 millions d'euros, qui leur serait consacrée.

65. Selon la décision de renvoi, la convention du 30 novembre 2015 prévoit la réalisation d'un plan d'investissements dit ' de jouvence ', qui décrit ces travaux comme étant ceux nécessaires à la prolongation de la durée d'exploitation des deux centrales et comme comprenant, notamment, les investissements approuvés par l'AFCN dans le cadre du plan LTO pour le remplacement d'installations pour cause de vieillissement et la modernisation d'autres installations, ainsi que les modifications à apporter en vertu de la quatrième revue périodique de sûreté et des tests de résistance effectués à la suite de l'accident de Fukushima (Japon).

66. En particulier, il ressort du dossier fourni à la Cour que ces travaux devraient porter notamment sur la modernisation des dômes des centrales Doel 1 et Doel 2, le renouvellement des piscines de stockage du combustible usagé, l'installation d'une nouvelle station de pompage et l'adaptation des soubassements afin de mieux protéger ces centrales contre les inondations. Ces travaux impliqueraient non seulement des améliorations des structures existantes mais aussi la réalisation de trois bâtiments, dont deux seraient destinés à héberger les systèmes de ventilation et le troisième une structure anti-incendie. Or, de tels travaux sont de nature à affecter la réalité physique des sites concernés, au sens de la jurisprudence de la Cour.

67. Par ailleurs, s'il est vrai que ces travaux sont mentionnés non pas dans la loi du 28 juin 2015 mais dans la convention du 30 novembre 2015, ils sont néanmoins étroitement liés aux mesures adoptées par le législateur belge.

68. En effet, ces dernières, par l'ampleur de la prolongation de la durée d'activité de production industrielle d'énergie qu'elles prévoient, n'ont pu être votées sans que le législateur belge ait préalablement eu connaissance de la nature et de la faisabilité technique et financière des travaux de modernisation qu'elles impliquent ainsi que des investissements nécessaires à leur mise en œuvre. D'ailleurs, l'exposé des motifs de la loi du 28 juin 2015 et les travaux préparatoires à celle-ci mentionnent expressément ces travaux de modernisation et investissements.



69. Il importe également de relever que ce lien matériel entre les mesures contestées devant la juridiction de renvoi et les investissements mentionnés au point précédent est confirmé par le fait que la loi du 28 juin 2015 a inséré, à l'article 4 de la loi du 31 janvier 2003, un paragraphe 3, prévoyant que, à défaut de conclusion, au plus tard pour le 30 novembre 2015, d'une convention entre le propriétaire des centrales Doel 1 et Doel 2 et l'État belge, le Roi avancerait au 31 mars 2016 la date de désactivation de ces centrales.

70. En outre, il résulte également du dossier transmis à la Cour que l'exploitant des deux centrales s'est juridiquement engagé à réaliser l'ensemble de ces travaux pour la fin de l'année 2019.

71. Compte tenu de ces différents éléments, des mesures telles celles en cause au principal ne sauraient être artificiellement détachées des travaux qui leur sont indissociablement liés, aux fins d'apprécier l'existence, en l'occurrence, d'un projet, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, sous a), premier tiret, de la directive EIE. Il y a, dès lors, lieu de constater que de telles mesures et les travaux de modernisation qui leur sont indissociablement liés font, ensemble, et sous réserve des appréciations de fait qu'il appartient à la juridiction de renvoi d'effectuer, partie d'un même projet, au sens de cette disposition.

72. La circonstance que la mise en œuvre de ces mesures exige, pour l'une des deux centrales concernées, l'adoption d'actes ultérieurs, tels que la délivrance d'une nouvelle autorisation individuelle de production d'électricité à des fins industrielles, n'est pas de nature à modifier cette analyse.

*b) Sur la nécessité d'une évaluation des incidences sur l'environnement*

73. Il convient, à titre préalable, de rappeler que des projets, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, sous a), de la directive EIE, doivent, avant d'être autorisés, être soumis à une évaluation de leurs incidences sur l'environnement en vertu de l'article 2, paragraphe 1, de cette directive, lorsqu'ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, notamment en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur localisation.

74. En outre, l'article 2, paragraphe 1, de la directive EIE exige non pas que tout projet susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement soit soumis à la procédure d'évaluation que cette directive prévoit, mais que seuls doivent l'être ceux qui sont mentionnés à l'article 4 de cette directive, lequel renvoie aux projets énumérés aux annexes I et II de celle-ci (voir, en ce sens, arrêt du 17 mars 2011, *Brussels Hoofdstedelijk Gewest e.a.*, C-275/09, EU: C: 2011: 154, point 25).

75. Enfin, il résulte d'une lecture combinée de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 4, paragraphe 1, de la directive EIE que les projets qui relèvent de l'annexe I de cette directive présentent, par nature, un risque d'incidences notables sur l'environnement et doivent impérativement faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences environnementales (voir, en ce sens, sur cette obligation d'évaluation, arrêts du 24 novembre 2011, *Commission/Espagne*, C-404/09, EU: C: 2011: 768, point 74, ainsi que du 11 février 2015, *Marktgemeinde Straßwalchen e.a.*, C-531/13, EU: C: 2015: 79, point 20).

*1) Sur l'application des annexes I et II de la directive EIE*

76. Le point 2, sous b), de l'annexe I de la directive EIE mentionne, au nombre des projets que l'article 4, paragraphe 1, de cette directive soumet à une évaluation conformément aux articles 5 à 10 de ladite directive, les centrales nucléaires et les autres réacteurs nucléaires, y compris leur démantèlement ou leur déclassement.

77. Il importe, dès lors, d'apprécier si des mesures telles que celles en cause au principal, ensemble avec les travaux dont elles sont indissociables, sont susceptibles de relever du point 24 de l'annexe I de la directive EIE, qui renvoie à ' [t]oute modification ou extension des projets énumérés dans la présente annexe qui répond en elle-même aux seuils éventuels, qui y sont énoncés ', ou du point 13, sous a), de l'annexe II de cette directive, qui se réfère à ' [t]oute modification ou extension des projets figurant à l'annexe I ou à la présente annexe, déjà autorisés, réalisés ou en cours de réalisation, qui peut avoir des incidences négatives importantes sur l'environnement (modification ou extension ne figurant pas à l'annexe I) '.

78. S'agissant du point 24 de l'annexe I de la directive EIE, il résulte de ses termes et de son économie qu'il vise les modifications ou les extensions d'un projet qui, notamment par leur nature ou leur ampleur, présentent des risques similaires, en termes d'incidences sur l'environnement, au projet lui-même.

79. Or, les mesures en cause au principal, qui ont pour effet de prolonger, pour une période significative de dix ans, la durée, antérieurement limitée à quarante ans par la loi du 31 janvier 2003, de l'autorisation de production par les deux centrales concernées d'électricité à des fins industrielles, doivent, combinées aux importants travaux de rénovation rendus nécessaires par la vétusté de ces centrales et l'obligation de les mettre en conformité avec les normes de sécurité, être considérées comme étant d'une ampleur comparable, en termes de risques d'incidences environnementales, à celle de la mise en service initiale desdites centrales.

80. Il convient, par conséquent, de considérer que ces mesures et ces travaux relèvent du point 24 de l'annexe I de la directive EIE. En effet, un tel projet présente, par nature, un risque d'incidences notables sur l'environnement, au sens de l'article 2, paragraphe 1, de cette directive, et doit impérativement être soumis à l'évaluation de ses incidences environnementales en vertu de l'article 4, paragraphe 1, de ladite directive.

81. En outre, les centrales Doel 1 et Doel 2 étant situées à proximité de la frontière du Royaume de Belgique avec le Royaume des Pays-Bas, il ne saurait être contesté qu'un tel projet est également susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement de ce dernier État membre, au sens de l'article 7, paragraphe 1, de la même directive.

*2) Sur le moment auquel l'évaluation des incidences sur l'environnement doit être réalisée*

82. L'article 2, paragraphe 1, de la directive EIE précise que l'évaluation des incidences sur l'environnement qu'elle impose doit intervenir ' avant l'octroi de l'autorisation ' des projets qui y sont soumis.

83. Ainsi que la Cour l'a déjà souligné, le caractère préalable d'une telle évaluation se justifie par la nécessité que, dans le processus de décision, l'autorité compétente tienne compte le plus tôt possible des incidences sur l'environnement de tous les processus techniques de planification et de décision afin d'éviter, dès l'origine, la création de pollutions ou de nuisances plutôt que de combattre ultérieurement leurs effets (arrêt du 31 mai 2018, *Commission/Pologne*, C-526/16, non publié, EU: C: 2018: 356, point 75 et jurisprudence citée).

84. Il convient également d'indiquer que l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, sous c), de la directive EIE définit le terme ' autorisation ' comme étant la décision de l'autorité ou des autorités compétentes qui ouvre le droit du maître d'ouvrage de réaliser le projet, ce qu'il revient en principe à la juridiction de renvoi de déterminer, sur la base de la réglementation nationale applicable.

85. Par ailleurs, dans le cas où le droit national prévoit que la procédure d'autorisation se déroule en plusieurs étapes, l'évaluation des incidences sur l'environnement d'un projet doit, en principe, être effectuée aussitôt qu'il est possible d'identifier et d'évaluer tous les effets que ce projet est susceptible d'avoir sur l'environnement (arrêts du 7 janvier 2004, *Wells*, C-201/02, EU: C: 2004: 12, point 52, ainsi que du 28 février 2008, *Abraham e.a.*, C-2/07, EU: C: 2008: 133, point 26).

86. Ainsi, lorsque l'une de ces étapes est une décision principale et l'autre une décision d'exécution qui ne peut aller au-delà des paramètres déterminés par la décision principale, les effets que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement doivent être identifiés et évalués lors de la procédure relative à la décision principale. Ce n'est que si ces effets ne sont identifiables que lors de la procédure relative à la décision d'exécution que l'évaluation devrait être effectuée au cours de cette dernière procédure (arrêts du 7 janvier 2004, *Wells*, C-201/02, EU: C: 2004: 12, point 52, ainsi que du 28 février 2008, *Abraham e.a.*, C-2/07, EU: C: 2008: 133, point 26).

87. En l'occurrence, s'il appartient à la juridiction de renvoi de déterminer, sur la base de la réglementation nationale applicable, si la loi du 28 juin 2015 vaut autorisation, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, sous c), de la directive EIE, il convient d'ores et déjà de constater que cette loi prévoit, de manière précise et sans condition, d'une part, le redémarrage, pour une période de près de dix années, de la production industrielle d'électricité d'une centrale nucléaire à l'arrêt, avec pour effet de reporter de dix ans la date initialement fixée par le législateur national pour sa désactivation et la fin de sa production industrielle d'électricité, et, d'autre part, le report, de dix ans également, du terme initialement prévu par le législateur national pour l'arrêt de la production industrielle d'électricité d'une centrale en activité.

88. Il en résulte que, même si la mise en œuvre de ces mesures nécessite l'adoption d'actes ultérieurs dans le cadre d'un processus complexe et encadré, visant notamment à assurer le respect des normes de sûreté et de sécurité applicables à cette activité de production industrielle d'électricité d'origine nucléaire, et si lesdites mesures sont en particulier soumises, ainsi qu'il ressort de l'exposé des motifs de la loi du 28 juin 2015, à une approbation préalable de l'AFCN, il n'en demeure pas moins que ces mesures, une fois adoptées par le législateur national, définissent les caractéristiques essentielles du projet et n'ont plus, a priori, vocation à être discutées ou remises en cause.

89. Quant à la circonstance que la mise en œuvre de ce projet nécessite la délivrance, pour l'une des deux centrales concernées, d'une nouvelle autorisation individuelle de production d'électricité à des fins industrielles, elle ne saurait justifier qu'une évaluation de ses incidences environnementales ne soit réalisée qu'après l'adoption de cette loi. Il importe, d'ailleurs, de relever que, selon les indications fournies par la décision de renvoi, la quantité supplémentaire de déchets radioactifs susceptible d'être générée par les mesures en cause au principal, à savoir 350 m<sup>3</sup>, avait été portée à la connaissance du Parlement belge avant cette adoption.

90. En outre, ainsi qu'il a été constaté aux points 63 à 71 du présent arrêt, les mesures en cause au principal constituent, ensemble avec les travaux de modernisation qui leur sont indissociablement liés, un projet, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, sous a), premier tiret, de la directive EIE.

91. Dans ce contexte, il semble à première vue que la loi du 28 juin 2015 vaut autorisation, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, sous c), de cette directive, ou que, à tout le moins, elle constitue la première étape du processus d'autorisation du projet en cause, en ce qui concerne ses caractéristiques essentielles.

92. Quant au point de savoir si l'évaluation des incidences environnementales devait également porter sur les travaux indissociablement liés aux mesures en cause au principal, tel serait le cas si, ce qu'il appartient à la juridiction de renvoi de vérifier, tant ces travaux que leurs incidences potentielles sur l'environnement étaient suffisamment identifiables à ce stade de la procédure d'autorisation. Sur ce point, il ressort de la décision de renvoi que, ainsi qu'il a déjà été souligné au point 68 du présent arrêt, tant la nature que le montant des travaux nécessités par les mesures contenues dans la loi du 28 juin 2015 étaient également connus du Parlement belge avant l'adoption de cette loi.

93. Par ailleurs, dès lors que le projet en cause au principal est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'un autre État membre, il importe de constater qu'il doit également être soumis à une procédure d'évaluation transfrontière conforme à l'article 7 de la directive EIE.

94. Compte tenu de tout ce qui précède, il convient de répondre à la sixième question, sous a) à c), que l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, sous a), premier tiret, l'article 2, paragraphe 1, et l'article 4, paragraphe 1, de la directive EIE doivent être interprétés en ce sens que le redémarrage, pour une période de près de dix années, de la production industrielle d'électricité d'une centrale nucléaire à l'arrêt, avec pour effet de reporter de dix ans la date initialement fixée par le législateur national pour sa désactivation et la fin de son activité, et le report, de dix ans également, du terme initialement prévu par ce même législateur pour la désactivation et l'arrêt de la production industrielle d'électricité d'une centrale en activité, mesures qui impliquent des travaux de modernisation des centrales concernées de nature à affecter la réalité physique des sites, constituent un 'projet', au sens de cette directive, qui doit, en principe, et sous réserve des vérifications qu'il appartient à la juridiction de renvoi d'effectuer, être soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement, préalablement à l'adoption de ces mesures. La circonstance que la mise en œuvre de ces dernières implique des actes ultérieurs, tels que la délivrance, pour l'une des centrales concernées, d'une nouvelle autorisation individuelle de production d'électricité à des fins industrielles, n'est pas déterminante à cet égard. Les travaux indissociablement liés auxdites mesures doivent également être soumis à une telle évaluation avant l'adoption de ces mêmes mesures si, ce qu'il appartient à la juridiction de renvoi de vérifier, leur nature et leurs incidences potentielles sur l'environnement sont suffisamment identifiables à ce stade.

#### 2. Sur la sixième question, sous d)

95. Par sa sixième question, sous d), la juridiction de renvoi demande, en substance, si l'article 2, paragraphe 4, de la directive EIE doit être interprété en ce sens qu'un projet tel que celui en cause au principal peut être exempté d'une évaluation des incidences sur l'environnement pour des motifs liés à la sécurité de l'approvisionnement en électricité de l'État membre concerné.

96. En vertu de l'article 2, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive EIE, les États membres peuvent, dans des cas exceptionnels, exempter en totalité ou en partie un projet spécifique des dispositions qu'elle prévoit, sans préjudice toutefois de l'article 7 de ladite directive, relatif aux obligations qui s'imposent à un État membre sur le territoire duquel est envisagée la réalisation d'un projet susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'un autre État membre.

97. S'il ne peut être exclu que la nécessité d'assurer la sécurité d'approvisionnement en électricité d'un État membre puisse caractériser un cas exceptionnel, au sens de l'article 2, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive EIE, de nature à justifier d'exempter un projet d'une évaluation des incidences sur l'environnement, il importe de rappeler que l'article 2, paragraphe 4, deuxième alinéa, sous a) à c), de cette directive impose des obligations particulières aux États membres qui entendent se prévaloir de cette exemption.

98. En effet, dans un tel cas, les États membres concernés sont tenus d'examiner si une autre forme d'évaluation conviendrait, de mettre à la disposition du public concerné les informations obtenues dans ce cadre, d'informer la Commission, préalablement à l'octroi de l'autorisation, des motifs qui justifient l'exception accordée et de lui fournir les informations qu'ils mettent, le cas échéant, à la disposition de leurs propres ressortissants.

99. Ainsi que l'a relevé Mme l'avocate générale au point 150 de ses conclusions, ces obligations constituent non pas de simples formalités mais des conditions destinées à assurer le respect, autant que possible, des objectifs poursuivis par la directive EIE.

100. En l'occurrence, s'il appartient à la juridiction de renvoi de vérifier le respect par le Royaume de Belgique desdites obligations, il peut d'ores et déjà être constaté que la Commission indique dans ses observations écrites qu'elle n'a pas été informée par cet État membre de la mise en œuvre de ladite exemption.

101. Par ailleurs, l'article 2, paragraphe 4, de la directive EIE ne permet d'exempter un projet de l'évaluation des incidences sur l'environnement que si l'État membre concerné est à même de démontrer que le risque pour la sécurité de l'approvisionnement en électricité qu'il invoque est raisonnablement probable et que ce projet présente un caractère d'urgence susceptible de justifier l'absence d'une telle évaluation. En outre, ainsi qu'il a été dit au point 96 du présent arrêt, une telle exemption s'applique sans préjudice de l'article 7 de cette directive, relatif à l'évaluation des projets ayant des incidences transfrontières.

102. Eu égard à ce qui précède, il convient de répondre à la sixième question, sous d), que l'article 2, paragraphe 4, de la directive EIE doit être interprété en ce sens qu'il n'autorise un État membre à exempter un projet tel que celui en cause au principal d'une évaluation des incidences sur l'environnement en vue d'assurer la sécurité de son approvisionnement en électricité que dans le cas où cet État membre démontre que le risque pour la sécurité de cet approvisionnement est raisonnablement probable et que le projet en cause présente un caractère d'urgence susceptible de justifier l'absence d'une telle évaluation, pour autant que les obligations prévues à l'article 2, paragraphe 4, deuxième alinéa, sous a) à c), de cette directive sont respectées. Une telle possibilité d'exemption est cependant sans préjudice des obligations qui s'imposent à l'État membre concerné en vertu de l'article 7 de ladite directive.

### 3. Sur la septième question

103. Par sa septième question, la juridiction de renvoi demande, en substance, si l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, de la directive EIE doit être interprété en ce sens qu'une législation nationale telle que celle en cause au principal constitue un acte législatif national spécifique, au sens de cette disposition, exclu, en vertu de celle-ci, du champ d'application de cette directive.

104. À cet égard, il y a lieu de rappeler que l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, de la directive EIE, qui a repris la teneur de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 5, de la directive 85/337, subordonne l'exclusion d'un projet du champ d'application de la directive EIE au respect de deux conditions.

105. La première condition implique que le projet soit adopté par un acte législatif spécifique, qui présente les mêmes caractéristiques qu'une autorisation. Cet acte doit notamment ouvrir au maître d'ouvrage le droit de réaliser le projet (voir, en ce sens, arrêt du 16 février 2012, *Solvay e.a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, point 32 et jurisprudence citée).

106. Le projet doit, en outre, être adopté en détail, à savoir de manière suffisamment précise et définitive, de sorte que l'acte législatif adoptant celui-ci doit comporter, à l'instar d'une autorisation, après leur prise en compte par le législateur, tous les éléments du projet pertinents, au regard de l'évaluation des incidences sur l'environnement. L'acte législatif doit attester que les objectifs de la directive EIE ont été atteints en ce qui concerne le projet concerné (voir, en ce sens, arrêt du 16 février 2012, *Solvay e.a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, point 33 et jurisprudence citée).

107. Il en résulte qu'un acte législatif ne peut être considéré comme adoptant un projet en détail, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, de la directive EIE, lorsqu'il ne comporte pas les éléments nécessaires à l'évaluation des incidences de ce projet sur l'environnement ou qu'il nécessite l'adoption d'autres actes pour ouvrir au maître d'ouvrage le droit de réaliser le projet (voir, en ce sens, arrêt du 16 février 2012, *Solvay e.a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, point 34 et jurisprudence citée).

108. La seconde condition prévue à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, de la directive EIE implique que les objectifs de cette directive, y compris celui de la mise à disposition d'informations, soient atteints à travers la procédure législative. Il résulte en effet de l'article 2, paragraphe 1, de ladite directive que l'objectif essentiel de cette dernière est de garantir que les projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, notamment en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur localisation, soient, avant l'octroi d'une autorisation, soumis à une évaluation en ce qui concerne leurs incidences sur l'environnement (voir, en ce sens, arrêt du 16 février 2012, *Solvay e.a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, point 35 et jurisprudence citée).

109. Par conséquent, le législateur doit avoir à sa disposition, au moment de l'adoption du projet en cause, une information suffisante. À cet égard, il ressort de l'article 5, paragraphe 3, de la directive EIE que les informations à fournir par le maître d'ouvrage comportent au minimum une description du projet comprenant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions, une description des mesures envisagées pour éviter et réduire des incidences négatives importantes et, si possible, y remédier, les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement, une esquisse des principales solutions de substitution qui ont été examinées par le maître d'ouvrage et une indication des principales raisons de son choix, eu égard aux incidences sur l'environnement, ainsi qu'un résumé non technique de ces différentes informations (voir, en ce sens, arrêts du 18 octobre 2011, *Boxus e.a.*, C-128/09 à C-131/09, C-134/09 et C-135/09, EU: C: 2011: 667, point 43, ainsi que du 16 février 2012, *Solvay e.a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, point 37).

110. En l'occurrence, il appartient à la juridiction de renvoi de déterminer si ces conditions ont été respectées, en tenant compte tant du contenu de l'acte législatif adopté que de l'ensemble de la procédure législative qui a conduit à son adoption, et notamment des actes préparatoires et des débats parlementaires (voir, en ce sens, arrêts du 18 octobre 2011, *Boxus e.a.*, C-128/09 à C-131/09, C-134/09 et C-135/09, EU: C: 2011: 667, point 47, ainsi que du 16 février 2012, *Solvay e.a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, point 41).

111. Pour autant, au regard des informations portées à la connaissance de la Cour, il semble que tel n'ait pas été le cas.

112. En effet, si la juridiction de renvoi mentionne l'existence d'études et d'auditions préalables à l'adoption de la loi du 28 juin 2015, il ne ressort pas du dossier dont dispose la Cour que le législateur national a eu connaissance des informations visées au point 109 du présent arrêt en ce qui concerne tant les mesures en cause au principal que les travaux indissociablement liés à ces mesures, dont il a été considéré, dans le cadre de la réponse à la sixième question, sous a) à c), qu'ils constituaient, ensemble, un même projet.

113. En outre, ainsi qu'il résulte notamment du point 91 du présent arrêt, une loi telle que celle du 28 juin 2015 pourrait ne constituer qu'une première étape dans le processus d'autorisation du projet en cause au principal, pour ce qui concerne les travaux que celui-ci implique, de telle sorte qu'elle ne remplirait pas non plus l'une des conditions requises pour que le projet y afférent soit exclu du champ d'application de la directive EIE en application de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, de celle-ci, à savoir avoir été adopté en détail, par un acte législatif spécifique.

114. Compte tenu de ce qui précède, il convient de répondre à la septième question que l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, de la directive EIE doit être interprété en ce sens qu'une législation nationale telle que celle en cause au principal ne constitue pas un acte législatif national spécifique, au sens de cette disposition, exclu, en vertu de celle-ci, du champ d'application de cette directive ».

B.15.2. Dans le dispositif de son arrêt du 29 juillet 2019, la Cour de justice a dit pour droit :

« 1) L'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, sous a), premier tiret, l'article 2, paragraphe 1, et l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, doivent être interprétés en ce sens que le redémarrage, pour une période de près de dix années, de la production industrielle d'électricité d'une centrale nucléaire à l'arrêt, avec pour effet de reporter de dix ans la date initialement fixée par le législateur national pour sa désactivation et la fin de son activité, et le report, de dix ans également, du terme initialement prévu par ce même législateur pour la désactivation et l'arrêt de la production industrielle d'électricité d'une centrale en activité, mesures

qui impliquent des travaux de modernisation des centrales concernées de nature à affecter la réalité physique des sites, constituent un 'projet', au sens de cette directive, qui doit, en principe, et sous réserve des vérifications qu'il appartient à la juridiction de renvoi d'effectuer, être soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement, préalablement à l'adoption de ces mesures. La circonstance que la mise en œuvre de ces dernières implique des actes ultérieurs, tels que la délivrance, pour l'une des centrales concernées, d'une nouvelle autorisation individuelle de production d'électricité à des fins industrielles, n'est pas déterminante à cet égard. Les travaux indissociablement liés auxdites mesures doivent également être soumis à une telle évaluation avant l'adoption de ces mêmes mesures si, ce qu'il appartient à la juridiction de renvoi de vérifier, leur nature et leurs incidences potentielles sur l'environnement sont suffisamment identifiables à ce stade.

2) L'article 2, paragraphe 4, de la directive 2011/92 doit être interprété en ce sens qu'il n'autorise un État membre à exempter un projet tel que celui en cause au principal d'une évaluation des incidences sur l'environnement en vue d'assurer la sécurité de son approvisionnement en électricité que dans le cas où cet État membre démontre que le risque pour la sécurité de cet approvisionnement est raisonnablement probable et que le projet en cause présente un caractère d'urgence susceptible de justifier l'absence d'une telle évaluation, pour autant que les obligations prévues à l'article 2, paragraphe 4, deuxième alinéa, sous a) à c), de cette directive sont respectées. Une telle possibilité d'exemption est cependant sans préjudice des obligations qui s'imposent à l'État membre concerné en vertu de l'article 7 de ladite directive.

3) L'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, de la directive 2011/92 doit être interprété en ce sens qu'une législation nationale telle que celle en cause au principal ne constitue pas un acte législatif national spécifique, au sens de cette disposition, exclu, en vertu de celle-ci, du champ d'application de cette directive » (CJUE, grande chambre, 29 juillet 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL* précité).

B.16.1. Il ressort de cet arrêt qu'aux fins de déterminer si un projet qui a fait l'objet d'un acte législatif entre ou non dans le champ d'application des exigences en matière d'évaluation des incidences environnementales et de participation du public, rappelées en B.14.1 à B.14.3, le juge national doit d'abord vérifier si le projet respecte ou non les conditions d'application de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, de la directive 2011/92/UE.

Sont en effet exclus du champ d'application de la directive 2011/92/UE, les projets adoptés en détail par un acte législatif spécifique, de manière à ce que les objectifs de ladite directive aient été atteints par la procédure législative.

B.16.2. Il ressort de l'arrêt *Inter-Environnement Wallonie ASBL* précité que, pour satisfaire aux conditions de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 4, de la directive susdite, le projet doit tout d'abord être adopté en détail, de manière suffisamment précise et définitive, par un acte législatif spécifique présentant les mêmes caractéristiques qu'une autorisation et permettant au maître de l'ouvrage de réaliser le projet, le législateur ayant pris en compte tous les éléments du projet pertinents au regard de l'évaluation des incidences sur l'environnement (CJUE, grande chambre, 29 juillet 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, points 105-106).

Par ailleurs, doivent être atteints les objectifs de la directive en matière d'évaluation des incidences sur l'environnement, notamment en ce qui concerne la mise à disposition d'informations par le maître de l'ouvrage, éventuellement complétées par les autorités et le public; pour ce faire, le législateur doit avoir eu à sa disposition, au moment de l'adoption du projet, une information suffisante, comprenant au minimum (1) une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions, (2) une description des mesures envisagées pour éviter et réduire des effets négatifs importants et, si possible, y remédier, (3) les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement, (4) une esquisse des principales solutions de substitution qui ont été examinées par le maître d'ouvrage et une indication des principales raisons de son choix, eu égard aux incidences sur l'environnement, ainsi que (5) un résumé non technique de ces différentes informations (CJUE, grande chambre, 29 juillet 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, points 108-109).

À cet égard, le juge national doit tenir compte tant du contenu de l'acte législatif adopté que de l'ensemble de la procédure législative qui a conduit à son adoption et notamment des actes préparatoires et des débats parlementaires (*ibid.*, point 110).

B.17.1. La loi du 28 juin 2015 postpose de dix ans la date initialement fixée pour la désactivation et la fin de production d'électricité à des fins industrielles des centrales Doel 1 et Doel 2, cette date initiale étant de quarante ans après la mise en service des centrales. Comme il est dit en B.5.3, la loi attaquée, d'une part, autorise la centrale de Doel 1 à produire « à nouveau » de l'électricité à partir de l'entrée en vigueur de la loi attaquée, soit le 6 juillet 2015, et reporte sa désactivation au 15 février 2025; d'autre part, elle reporte de dix ans la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité de la centrale de Doel 2 en la fixant au 1<sup>er</sup> décembre 2025.

Il ressort des travaux préparatoires, cités en B.5.2, de la loi du 28 juin 2015 que les parlementaires se sont limités à exprimer un vote portant sur la prolongation de la durée de la production d'électricité à des fins industrielles des centrales de Doel 1 et de Doel 2.

Si plusieurs études et auditions d'experts leur ont certes permis d'évaluer les risques pour la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays, en l'absence de cette prolongation, ainsi que la nécessité de réaliser des travaux de modernisation des centrales nucléaires, indispensables en raison de cette prolongation, il leur a toutefois été uniquement demandé de s'exprimer sur le principe même de la prolongation de la durée de la production d'électricité à des fins industrielles des centrales de Doel 1 et de Doel 2. Leur vote n'a pas porté, en tant que tel, sur les travaux de modernisation des centrales nucléaires, s'inscrivant dans le cadre du plan LTO, qui ne seront d'ailleurs qu'ultérieurement officiellement énumérés, de manière indicative, dans la convention « de jouvence » signée entre l'État belge et Electrabel le 30 novembre 2015.

B.17.2. Comme la Cour de justice l'a d'ailleurs constaté dans les points 111 à 114 de l'arrêt *Inter-Environnement Wallonie ASBL* précité, il n'apparaît pas des travaux préparatoires de la loi du 28 juin 2015 que les parlementaires disposaient des informations minimales rappelées en B.16.2.

B.17.3. Il résulte de ce qui précède que la loi attaquée ne peut être considérée comme un acte législatif spécifique adoptant en détail un « projet » au sens de la directive 2011/92/UE.

Ce constat a pour conséquence que la loi attaquée n'échappe pas au champ d'application de la directive 2011/92/UE, et est donc soumise aux exigences en matière d'évaluation des incidences environnementales et de participation du public, rappelées en B.14.1 à B.14.3.

B.18.1. Comme il est dit en B.5, le contexte de la loi du 28 juin 2015 établit à suffisance que, par la loi attaquée, le législateur a décidé de prolonger de dix ans la durée de la production d'électricité à des fins industrielles des centrales de Doel 1 et de Doel 2, pour autant que soient réalisés d'importants travaux dans ces centrales, destinés notamment à les moderniser et à garantir le respect des normes de sécurité dans le cadre du plan « LTO ».

Comme il est dit en B.5.4 à B.5.6, ces travaux d'ampleur sont prévus dans la convention « de jouvence » signée entre l'État belge et Electrabel le 30 novembre 2015 et nécessitent des investissements estimés à un montant d'environ 700 millions d'euros (article 3 de la convention). La Cour de justice a constaté à cet égard que ces travaux devraient porter notamment « sur la modernisation des dômes des centrales Doel 1 et Doel 2, le renouvellement des piscines de stockage du combustible usagé, l'installation d'une nouvelle station de pompage et l'adaptation des soubassements afin

de mieux protéger ces centrales contre les inondations », impliquant « non seulement des améliorations des structures existantes mais aussi la réalisation de trois bâtiments, dont deux seraient destinés à héberger les systèmes de ventilation et le troisième une structure anti-incendie », de sorte que « de tels travaux sont de nature à affecter la réalité physique des sites concernés, au sens de la jurisprudence de la Cour » (*ibid.*, point 66).

Même si ces travaux ne sont pas mentionnés dans la loi du 28 juin 2015, ils constituent néanmoins, au regard des travaux préparatoires de la loi attaquée, une condition *sine qua non* de la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0967/001, pp. 7 et 9; *Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0967/003, p. 10).

L'article 4, § 3, de la loi du 31 janvier 2003, tel qu'il a été inséré par la loi du 28 juin 2015, confirme également le lien indissociable entre la signature de cette convention, au plus tard le 30 novembre 2015, et la prolongation de l'activité de production industrielle d'électricité des centrales nucléaires de Doel 1 et de Doel 2, puisque cette disposition prévoyait qu'à défaut de conclusion de cette convention, le Roi avancerait au 31 mars 2016 la date de désactivation de ces centrales.

B.18.2. Comme la Cour de justice le constate dans les points 63 à 71 de son arrêt *Inter-Environnement Wallonie ASBL* précité, de tels travaux de modernisation, impliquant des investissements estimés à 700 millions d'euros, sont indissociablement liés à l'adoption de la décision de prolongation de dix ans de la durée de la production industrielle d'électricité des centrales de Doel 1 et Doel 2, de sorte que la loi attaquée et les travaux prévus dans la convention « de jouvence » signée entre l'État belge et Electrabel le 30 novembre 2015 constituent, ensemble, un même « projet » au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, a), premier tiret, de la directive 2011/92/UE. La Cour n'aperçoit aucun élément de fait susceptible de remettre en cause ce constat.

La Cour de justice considère par ailleurs que ces mesures et ces travaux sont « d'une ampleur comparable, en termes de risques d'incidences environnementales, à celle de la mise en service initiale des dites centrales » et « relèvent du point 24 de l'annexe I de la directive EIE », de sorte qu'« un tel projet présente, par nature, un risque d'incidences notables sur l'environnement, au sens de l'article 2, paragraphe 1, de cette directive, et doit impérativement être soumis à l'évaluation de ses incidences environnementales en vertu de l'article 4, paragraphe 1, de ladite directive » (CJUE, grande chambre, 29 juillet 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, points 79-80).

B.18.3. Il en résulte que la loi du 28 juin 2015 devait faire l'objet d'une étude d'incidences environnementales, avec consultation du public, et, dès lors qu'elle était susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'un autre État membre, elle devait également être soumise à une procédure d'évaluation transfrontalière conforme à l'article 7 de la directive EIE (*ibid.*, points 81 et 93).

B.19.1. En ce qui concerne le moment auquel cette évaluation des incidences environnementales s'impose, la Cour de justice rappelle le caractère préalable d'une telle évaluation, qui doit intervenir « avant l'octroi de l'autorisation » par laquelle la décision de l'autorité ou des autorités compétentes ouvre le droit du maître d'ouvrage de réaliser le projet, « ce qu'il revient en principe à la juridiction de renvoi de déterminer, sur la base de la réglementation nationale applicable » (*ibid.*, points 82-84). La Cour de justice rappelle également que, lorsque la procédure d'autorisation se déroule en plusieurs étapes, dont l'une des étapes est une décision principale et l'autre une décision d'exécution qui ne peut aller au-delà des paramètres déterminés par la décision principale, l'évaluation des incidences sur l'environnement d'un projet doit, en principe, être effectuée aussitôt qu'il est possible d'identifier et d'évaluer tous les effets que ce projet est susceptible d'avoir sur l'environnement (*ibid.*, points 85-86).

B.19.2. Comme la Cour de justice le constate dans les points 87 à 91 de son arrêt *Inter-Environnement Wallonie ASBL* précité, la loi du 28 juin 2015 « prévoit, de manière précise et sans condition, d'une part, le redémarrage, pour une période de près de dix années, de la production industrielle d'électricité d'une centrale nucléaire à l'arrêt, avec pour effet de reporter de dix ans la date initialement fixée par le législateur national pour sa désactivation et la fin de sa production industrielle d'électricité, et, d'autre part, le report, de dix ans également, du terme initialement prévu par le législateur national pour l'arrêt de la production industrielle d'électricité d'une centrale en activité » (*ibid.*, point 87), de sorte que, « même si la mise en œuvre de ces mesures nécessite l'adoption d'actes ultérieurs », « il n'en demeure pas moins que ces mesures, une fois adoptées par le législateur national, définissent les caractéristiques essentielles du projet et n'ont plus, *a priori*, vocation à être discutées ou remises en cause » (*ibid.*, point 88). La Cour de justice souligne également que « la quantité supplémentaire de déchets radioactifs susceptible d'être générée par les mesures en cause au principal, à savoir 350 m<sup>3</sup>, avait été portée à la connaissance du Parlement belge avant cette adoption » (*ibid.*, point 89) et que « tant la nature que le montant des travaux nécessités par les mesures contenues dans la loi du 28 juin 2015 étaient également connus du Parlement belge avant l'adoption de cette loi » (*ibid.*, point 92).

B.19.3. Il ressort en effet des travaux préparatoires de la loi attaquée que les parlementaires disposaient, au moment de l'adoption de la loi du 28 juin 2015, de la « liste des travaux/investissements arrêtée dans le cadre du LTO de Doel 1 et 2, éventuellement budgétée (sur le modèle de la liste arrêtée en 2010 pour Tihange 1) » (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0967/003, p. 4) ainsi que d'un « projet de rapport LTO d'Electrabel, auquel l'AFCN peut formuler des remarques » (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0967/006, p. 23).

Les travaux de sécurisation nécessités par la prolongation de Doel 1 et de Doel 2, et leur phasage, ont été discutés dans le cadre des auditions des experts en la matière (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0967/003, pp. 143, 169-172, 262-269 et 300), et le montant estimé des investissements était connu (*ibid.*, pp. 144 et 291; voy. aussi *Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0967/006, p. 23). De même, la quantité additionnelle estimée de déchets d'exploitation, liée à la prolongation de Doel 1 et Doel 2, était également connue des parlementaires (*ibid.*, pp. 190-191).

Il ressort de ce qui précède qu'au moment de l'adoption de la loi du 28 juin 2015, il était possible d'identifier et d'évaluer tous les effets de la décision de prolongation de la durée de la production industrielle d'électricité par les centrales nucléaires de Doel 1 et de Doel 2.

B.19.4. Par la loi du 28 juin 2015, le législateur fédéral a dès lors pris une décision-cadre posant le principe d'une prolongation de dix ans de la durée de la production industrielle d'électricité par les centrales nucléaires de Doel 1 et de Doel 2, dont la mise en œuvre et les conséquences en matière de travaux de modernisation et de sécurisation étaient identifiées au moment de l'adoption de la loi attaquée. Dans ce contexte, la loi du 28 juin 2015 constituait la première étape du processus d'autorisation du projet, en cause, de prolongation de la durée de la production industrielle d'électricité par les centrales nucléaires de Doel 1 et de Doel 2, dont les effets étaient identifiés et évalués au moment de l'adoption de la loi attaquée, qui devait donc être précédée des études d'incidences environnementales exigées par la directive 2011/92/UE.

Pour le surplus, comme la Cour de justice le souligne, « la circonstance que la mise en œuvre de ce projet nécessite la délivrance, pour l'une des deux centrales concernées, d'une nouvelle autorisation individuelle de production d'électricité à des fins industrielles, [...] ne saurait justifier qu'une évaluation de ses incidences environnementales ne soit réalisée qu'après l'adoption de cette loi » (CJUE, grande chambre, 29 juillet 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, point 89).

B.19.5. Dès lors que la loi du 28 juin 2015 devait être considérée comme la décision de principe valant « autorisation », au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, sous c), de la directive EIE, d'un « projet » au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, a), premier tiret, de la directive 2011/92/UE, combiné avec les annexes I et II de la même directive, la loi attaquée devait être précisée, compte tenu de ses incidences environnementales et d'une consultation du public portant sur le principe de la prolongation de dix ans de durée de la production industrielle d'électricité par les centrales nucléaires de Doel 1 et de Doel 2, ainsi que sur les conséquences de cette prolongation en matière de travaux de modernisation et de sécurisation.

B.20. Pour le surplus, comme le constate la Cour de justice dans les points 100 et 101 de son arrêt *Inter-Environnement Wallonie ASBL* précité, les conditions d'exemption de cette évaluation des incidences environnementales et de cette consultation du public ne sont pas remplies en l'espèce, la Belgique n'ayant pas notifié à la Commission son souhait de faire usage de cette exemption pour des raisons impérieuses liées à la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays. Comme il est rappelé en B.14.4, cette exemption ne pourrait d'ailleurs s'appliquer en l'espèce, compte tenu des incidences transfrontalières du projet d'espèce, d'ailleurs constatées par la Cour de justice dans les points 81 et 93 de l'arrêt *Inter-Environnement Wallonie ASBL* précité.

B.21. Compte tenu de ce qui précède, le deuxième moyen, en ce qu'il est pris de la violation des articles 10, 11 et 23 de la Constitution, combinés avec les articles 2 à 8 de la directive 2011/92/UE, et avec les annexes I et II de cette même directive, est fondé.

B.22. Dans leur troisième moyen, les parties requérantes invoquent, en combinaison avec les articles 10, 11 et 23 de la Constitution, la violation de l'article 6 de la directive 92/43/CEE et des articles 3 et 4 de la directive 2009/147/CE.

Les parties requérantes invoquent l'existence, à proximité des centrales de Doel 1 et de Doel 2, de sites protégés par les directives précitées, qui exigeait donc la réalisation d'une évaluation appropriée des incidences environnementales du projet, avant l'adoption de la loi attaquée.

B.23.1. Interrogée par la Cour quant à l'interprétation des directives 92/43/CEE et 2009/147/CE, la Cour de justice a jugé :

« 1. Sur la huitième question, sous a) à c)

115. Par sa huitième question, sous a) à c), la juridiction de renvoi demande, en substance, si l'article 6, paragraphe 3, de la directive habitats, combiné avec les articles 3 et 4 de la directive oiseaux et lu, le cas échéant, à la lumière de la directive EIE, doit être interprété en ce sens que des mesures telles que celles en cause au principal constituent, compte tenu des travaux de modernisation et de mise en conformité aux normes de sécurité actuelles qu'elles impliquent, un plan ou un projet soumis à évaluation, en vertu de cet article 6, paragraphe 3, et, le cas échéant, si cette évaluation doit être réalisée avant leur adoption par le législateur. La juridiction de renvoi demande également s'il y a lieu de distinguer à cet égard selon que ces mesures visent l'une ou l'autre des deux centrales en cause au principal, eu égard à la nécessité, pour l'une d'entre elles, que soient adoptés ultérieurement des actes d'exécution, tels que la délivrance d'une nouvelle autorisation individuelle de production d'électricité à des fins industrielles.

a) *Observations liminaires*

116. L'article 6 de la directive habitats impose aux États membres un ensemble d'obligations et de procédures spécifiques visant à assurer, ainsi qu'il ressort de l'article 2, paragraphe 2, de cette directive, le maintien ou, le cas échéant, le rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages d'intérêt communautaire, en vue d'atteindre l'objectif plus général poursuivi par cette même directive de garantir un niveau élevé de protection de l'environnement des sites protégés en vertu de celle-ci [voir, en ce sens, arrêt du 17 avril 2018, *Commission/Pologne (Forêt de Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, point 106 et jurisprudence citée].

117. L'article 6, paragraphe 3, de la directive habitats prévoit une procédure d'évaluation visant à garantir, à l'aide d'un contrôle préalable, qu'un plan ou un projet non directement lié ou nécessaire à la gestion du site concerné, mais susceptible d'affecter ce dernier de manière significative, ne soit autorisé que pour autant qu'il ne porte pas atteinte à l'intégrité de ce site [arrêts du 17 avril 2018, *Commission/Pologne (Forêt de Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, point 108 et jurisprudence citée, ainsi que du 25 juillet 2018, *Grace et Sweetman*, C-164/17, EU: C: 2018: 593, point 38].

118. Ce même article 6, paragraphe 3, distingue deux phases dans la procédure d'évaluation qu'il prévoit.

119. La première, visée à la première phrase de cette disposition, exige des États membres qu'ils effectuent une évaluation appropriée des incidences d'un plan ou d'un projet sur un site protégé lorsqu'il existe une probabilité que ce plan ou ce projet l'affecte de manière significative. La seconde, visée à sa seconde phrase, qui intervient à la suite de ladite évaluation appropriée, limite l'autorisation d'un tel plan ou projet à la condition que celui-ci ne porte pas atteinte à l'intégrité du site concerné, sous réserve des dispositions du paragraphe 4 de cet article 6 (arrêt du 25 juillet 2018, *Grace et Sweetman*, C-164/17, EU: C: 2018: 593, point 32).

120. En outre, une évaluation appropriée des incidences d'un plan ou d'un projet implique que, avant l'approbation de celui-ci, doivent être identifiés, compte tenu des meilleures connaissances scientifiques en la matière, tous les aspects de ce plan ou de ce projet pouvant, par eux-mêmes ou conjointement avec d'autres plans ou d'autres projets, affecter les objectifs de conservation du site protégé. Les autorités nationales compétentes n'autorisent une activité qu'à la condition qu'elles aient acquis la certitude que cette activité est dépourvue d'effets préjudiciables pour l'intégrité de ce site. Il en est ainsi lorsqu'il ne subsiste aucune doute raisonnable d'un point de vue scientifique quant à l'absence de tels effets (arrêt du 7 novembre 2018, *Holohan e.a.*, C-461/17, EU: C: 2018: 883, point 33 ainsi que jurisprudence citée).

121. Il convient également d'indiquer que, en ce qui concerne les zones classées en zones de protection spéciale, les obligations découlant de l'article 6, paragraphe 3, de la directive habitats remplacent, conformément à l'article 7 de cette directive, les obligations découlant de l'article 4, paragraphe 4, première phrase, de la directive oiseaux, à partir de la date de classification en vertu de cette directive lorsque cette dernière date est postérieure à la date de mise en application de la directive habitats [arrêts du 17 avril 2018, *Commission/Pologne (Forêt de Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, point 109 et jurisprudence citée, ainsi que du 25 juillet 2018, *Grace et Sweetman*, C-164/17, EU: C: 2018: 593, point 27].

b) *Sur la notion de 'projet', au sens de la directive habitats*

122. La directive habitats ne définissant pas la notion de 'projet', au sens de son article 6, paragraphe 3, il y a lieu, tout d'abord, de tenir compte de la notion de 'projet', au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, sous a), de la directive EIE (voir, en ce sens, arrêts du 7 septembre 2004, *Waddenvereniging et Vogelbeschermingsvereniging*, C-127/02, EU: C: 2004: 482, points 23, 24 et 26; du 14 janvier 2010, *Stadt Papenburg*, C-226/08, EU: C: 2010: 10, point 38; du 17 juillet 2014, *Commission/Grèce* C-600/12, non publié, EU: C: 2014: 2086, point 75, ainsi que du 7 novembre 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment e.a.*, C-293/17 et C-294/17, EU: C: 2018: 882, point 60).

123. En outre, la Cour a déjà jugé que, si une activité relève de la directive EIE, elle doit, à plus forte raison, relever de la directive habitats (arrêt du 7 novembre 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment e.a.*, C-293/17 et C-294/17, EU: C: 2018: 882, point 65).

124. Il s'ensuit que, si une activité est considérée comme étant un projet, au sens de la directive EIE, elle est susceptible de constituer un projet, au sens de la directive habitats (arrêt du 7 novembre 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment e.a.*, C-293/17 et C-294/17, EU: C: 2018: 882, point 66).

125. Compte tenu de la réponse apportée à la sixième question, sous a) à c), il y a lieu de considérer que des mesures telles que celles en cause au principal, ensemble avec les travaux qui leur sont indissociablement liés, constituent un projet, au sens de la directive habitats.

126. Ensuite, il est constant que le projet en cause au principal n'est pas lié ou nécessaire à la gestion d'un site protégé.

127. Enfin, il importe de rappeler que le fait qu'une activité récurrente a été autorisée en vertu du droit national avant l'entrée en vigueur de la directive habitats ne constitue pas, par elle-même, un obstacle à ce qu'une telle activité puisse être considérée, lors de chaque intervention ultérieure, comme un projet distinct au sens de cette directive, au risque de soustraire cette activité de manière permanente à toute évaluation préalable de ses incidences sur le site concerné (voir, en ce sens, arrêts du 14 janvier 2010, *Stadt Papenburg*, C-226/08, EU: C: 2010: 10, point 41, ainsi que du 7 novembre 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment e.a.*, C-293/17 et C-294/17, EU: C: 2018: 882, point 77).

128. À cette fin, il convient d'apprécier si, eu égard notamment à leur récurrence, à leur nature ou à leurs conditions d'exécution, certaines activités doivent être regardées comme constituant une opération unique et peuvent être considérées comme un seul et même projet, au sens de l'article 6, paragraphe 3, de la directive habitats (voir, en ce sens, arrêts du 14 janvier 2010, *Stadt Papenburg*, C-226/08, EU: C: 2010: 10, point 47, ainsi que du 7 novembre 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment e.a.*, C-293/17 et C-294/17, EU: C: 2018: 882, point 78).

129. Tel ne serait pas le cas en l'absence de continuité et d'identité d'une activité, notamment quant à ses lieux et ses conditions d'exécution (arrêt du 7 novembre 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment e.a.*, C-293/17 et C-294/17, EU: C: 2018: 882, point 83).

130. En l'occurrence, si l'activité de production industrielle d'électricité des centrales Doel 1 et Doel 2 avait été autorisée avant l'entrée en vigueur de la directive habitats, pour une période illimitée, la loi du 31 janvier 2003 a toutefois limité à 40 ans cette période d'activité, à savoir jusqu'au 15 février 2015 pour la centrale Doel 1 et jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2015 pour la centrale Doel 2. Ainsi que le relève la juridiction de renvoi, les mesures en cause au principal ont modifié ce choix législatif, ce qui a, notamment, nécessité le redémarrage de l'une de ces deux centrales.

131. Il est également constant que, lors de la mise en œuvre de ces mesures, l'activité de production industrielle de ces deux centrales ne sera pas réalisée dans des conditions d'exécution identiques à celles initialement autorisées, ne serait-ce qu'en raison de l'évolution des connaissances scientifiques et des nouvelles normes de sécurité applicables, ces dernières justifiant, ainsi qu'il a été rappelé aux points 64 à 66 du présent arrêt, que soient réalisés des travaux de modernisation d'envergure. D'ailleurs, il ressort de la décision de renvoi qu'une autorisation de production a été octroyée à l'exploitant desdites centrales après l'entrée en vigueur de la directive habitats, à la suite d'une augmentation de leur puissance.

132. Il en résulte que des mesures telles que celles en cause au principal, ensemble avec les travaux qui leur sont indissociablement liés, constituent un projet distinct, soumis aux règles d'évaluation prévues à l'article 6, paragraphe 3, de la directive habitats.

133. La qualité de législateur de l'autorité nationale compétente pour approuver le plan ou le projet en cause est sans incidence. En effet, contrairement à ce que prévoit la directive EIE, il ne peut être dérogé à l'évaluation prévue à l'article 6, paragraphe 3, de la directive habitats au motif que l'autorité compétente pour autoriser le projet en cause est le législateur (voir, en ce sens, arrêt du 16 février 2012, *Solvay e.a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, point 69).

*c) Sur le risque d'affectation significative d'un site protégé*

134. Il résulte de la jurisprudence de la Cour que l'exigence d'une évaluation appropriée des incidences d'un plan ou d'un projet prévue à l'article 6, paragraphe 3, de la directive habitats est subordonnée à la condition qu'il y ait une probabilité ou un risque qu'il affecte le site concerné de manière significative. Compte tenu, en particulier, du principe de précaution, il est considéré qu'un tel risque existe dès lors qu'il ne peut être exclu, sur la base des meilleures connaissances scientifiques en la matière, que le plan ou le projet puisse affecter les objectifs de conservation de ce site. L'appréciation du risque doit être effectuée, notamment, à la lumière des caractéristiques et des conditions environnementales spécifiques du site concerné par un tel plan ou projet [voir, en ce sens, arrêt du 17 avril 2018, *Commission/Pologne (Forêt de Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, points 111 et 112 ainsi que jurisprudence citée].

135. En l'occurrence, ainsi qu'il ressort d'extraits de travaux parlementaires relatifs à la loi du 28 juin 2015 reproduits dans la décision de renvoi, et comme l'a également relevé Mme l'avocate générale aux points 24 à 26 de ses conclusions, les centrales faisant l'objet des mesures en cause au principal, qui sont situées sur les rives de l'Escaut, se trouvent à proximité de zones protégées, au titre de la directive habitats et de la directive oiseaux, établies notamment en faveur d'espèces protégées de poissons et d'agnathes évoluant dans ce fleuve.

136. À cet égard, il convient de rappeler que la circonstance qu'un projet est situé à l'extérieur d'une zone Natura 2000 ne dispense pas des exigences énoncées à l'article 6, paragraphe 3, de la directive habitats (voir, en ce sens, arrêts du 10 janvier 2006, *Commission/Allemagne*, C-98/03, EU: C: 2006: 3, points 44 et 51, ainsi que du 26 avril 2017, *Commission/Allemagne*, C-142/16, EU: C: 2017: 301, point 29).

137. En l'occurrence, le projet en cause au principal, tant par l'ampleur des travaux qu'il implique que par la durée de prolongation de l'activité de production industrielle d'électricité des deux centrales qu'il prévoit, risque à l'évidence de compromettre les objectifs de conservation des sites protégés situés à proximité, ne serait-ce qu'en raison des modalités mêmes de fonctionnement de celles-ci, et en particulier des prélèvements d'importantes masses d'eau effectués dans le fleuve à proximité pour les besoins du système de refroidissement ainsi que du rejet de ces masses d'eau, mais aussi de l'existence du risque d'accident grave qu'il comporte (voir, par analogie, arrêts du 10 janvier 2006, *Commission/Allemagne*, C-98/03, EU: C: 2006: 3, point 44, et du 26 avril 2017, *Commission/Allemagne*, C-142/16, EU: C: 2017: 301, point 30), sans qu'il y ait lieu de distinguer la situation de chacune des deux centrales.

138. Partant, un projet tel que celui en cause au principal est susceptible d'affecter de manière significative des sites protégés, au sens de l'article 6, paragraphe 3, de la directive habitats.

139. Il résulte de ce qui précède que l'article 6, paragraphe 3, de la directive habitats doit être interprété en ce sens que des mesures telles que celles en cause au principal, ensemble avec les travaux qui leur sont indissociablement liés, constituent un projet devant faire l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur le site concerné conformément à cette directive, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que ces mesures sont relatives à l'une ou l'autre des deux centrales en cause.

*d) Sur le moment auquel l'évaluation doit avoir lieu*

140. L'article 6, paragraphe 3, seconde phrase, de la directive habitats précise que, à la suite de la réalisation de l'évaluation appropriée, les autorités nationales compétentes 'ne marquent leur accord' sur un projet qu'après s'être assurées qu'il ne portera pas atteinte à l'intégrité du site concerné et après avoir pris, le cas échéant, l'avis du public.

141. Il en résulte qu'une telle évaluation doit nécessairement intervenir avant cet accord.

142. Par ailleurs, si la directive habitats ne définit pas les conditions dans lesquelles les autorités ' marquent leur accord ' pour un projet donné, en application de l'article 6, paragraphe 3, de celle-ci, la notion d' ' autorisation ' figurant à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, sous c), de la directive EIE est pertinente pour définir le sens de ces termes.

143. Ainsi, par analogie avec ce qui a été jugé par la Cour en ce qui concerne la directive EIE, dans le cas où le droit national prévoit que la procédure d'autorisation se déroule en plusieurs étapes, il y a lieu de considérer que l'évaluation exigée à l'article 6, paragraphe 3, de la directive habitats doit, en principe, être effectuée aussitôt que tous les effets que le projet en cause est susceptible d'avoir sur un site protégé sont suffisamment identifiables.

144. Par conséquent, et pour des raisons similaires à celles énoncées aux points 87 à 91 du présent arrêt, une législation nationale telle que la loi du 28 juin 2015 présente les caractéristiques d'un accord des autorités à l'égard du projet concerné, au sens de l'article 6, paragraphe 3, de la directive habitats, et la circonstance que la mise en œuvre de ce projet doit faire l'objet d'actes ultérieurs, en particulier, s'agissant de l'une des deux centrales concernées, d'une nouvelle autorisation individuelle de production d'électricité à des fins industrielles, ne saurait justifier l'absence d'évaluation appropriée de ses incidences avant l'adoption de cette législation. En outre, s'agissant des travaux indissociablement liés aux mesures en cause au principal, ils doivent être soumis à évaluation, à ce stade de la procédure d'autorisation du projet, si leur nature et leurs incidences potentielles sur les sites protégés sont suffisamment identifiables, ce qu'il appartient à la juridiction de renvoi de vérifier.

145. Eu égard à ce qui précède, il convient de répondre à la huitième question, sous a) à c), que l'article 6, paragraphe 3, de la directive habitats doit être interprété en ce sens que des mesures telles que celles en cause au principal, ensemble avec les travaux de modernisation et de mise en conformité aux normes de sécurité actuelles, constituent un projet soumis à une évaluation appropriée de ses incidences sur les sites protégés concernés. Ces mesures doivent faire l'objet d'une telle évaluation avant leur adoption par le législateur. La circonstance que la mise en œuvre desdites mesures implique des actes ultérieurs, tels que la délivrance, pour l'une des centrales concernées, d'une nouvelle autorisation individuelle de production d'électricité à des fins industrielles, n'est pas déterminante à cet égard. Les travaux indissociablement liés à ces mêmes mesures doivent également être soumis à une telle évaluation avant l'adoption de ces dernières si, ce qu'il appartient à la juridiction de renvoi de vérifier, leur nature et leurs incidences potentielles sur les sites protégés sont suffisamment identifiables à ce stade.

#### 2. Sur la huitième question, sous d)

146. Par sa huitième question, sous d), la juridiction de renvoi demande, en substance, si l'article 6, paragraphe 4, de la directive habitats doit être interprété en ce sens que l'objectif d'assurer la sécurité de l'approvisionnement en électricité d'un État membre constitue une raison impérative d'intérêt public majeur, au sens de cette disposition.

147. En tant que disposition dérogatoire au critère d'autorisation énoncé à l'article 6, paragraphe 3, seconde phrase, de la directive habitats, l'article 6, paragraphe 4, de celle-ci doit faire l'objet d'une interprétation stricte et ne saurait s'appliquer qu'après que les incidences d'un plan ou d'un projet ont été analysées conformément aux dispositions dudit paragraphe 3 [arrêt du 17 avril 2018, *Commission/Pologne (Forêt de Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, point 189 et jurisprudence citée].

148. En effet, en vertu de l'article 6, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive habitats, dans l'hypothèse où, en dépit de conclusions négatives de l'évaluation effectuée conformément à l'article 6, paragraphe 3, première phrase, de cette directive, et en l'absence de solutions alternatives, un plan ou un projet doit néanmoins être réalisé pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, l'État membre doit prendre toute mesure compensatoire nécessaire pour assurer que la cohérence globale de Natura 2000 est protégée [voir, en ce sens, arrêts du 20 septembre 2007, *Commission/Italie*, C-304/05, EU: C: 2007: 532, point 81, et du 17 avril 2018, *Commission/Pologne (Forêt de Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, point 190].

149. En outre, lorsque le site concerné abrite un type d'habitat naturel ou une espèce prioritaires, l'article 6, paragraphe 4, second alinéa, de la directive habitats prévoit que seules peuvent être évoquées des considérations liées à la santé de l'homme et à la sécurité publique ou à des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ou, après avis de la Commission, à d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur.

150. La connaissance des incidences d'un plan ou d'un projet, au regard des objectifs de conservation relatifs au site en question, constitue, dès lors, un préalable indispensable à l'application de l'article 6, paragraphe 4, de la directive habitats, car, en l'absence de ces éléments, aucune condition d'application de cette disposition dérogatoire ne saurait être appréciée. L'examen d'éventuelles raisons impératives d'intérêt public majeur et celui de l'existence d'alternatives moins préjudiciables requièrent en effet une mise en balance par rapport aux atteintes portées audit site par le plan ou le projet considéré. En outre, afin de déterminer la nature d'éventuelles mesures compensatoires, les atteintes au site concerné doivent être identifiées avec précision [arrêts du 20 septembre 2007, *Commission/Italie*, C-304/05, EU: C: 2007: 532, point 83, et du 17 avril 2018, *Commission/Pologne (Forêt de Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, point 191 et jurisprudence citée].

151. En l'occurrence, il ressort de la décision de renvoi que la huitième question, sous d), repose sur la prémisse selon laquelle les études et les auditions réalisées dans le cadre de la procédure d'adoption des mesures en cause au principal ont permis de procéder à une évaluation conforme aux exigences énoncées à l'article 6, paragraphe 3, de la directive habitats.

152. Toutefois, outre le fait qu'il ne ressort pas du dossier soumis à la Cour que ces études et ces auditions aient permis de réaliser une évaluation des incidences sur l'environnement conforme aux exigences de la directive EIE, il incomberait en tout état de cause à la juridiction de renvoi de vérifier si une telle évaluation peut être considérée comme répondant également aux exigences de la directive habitats (voir, par analogie, arrêts du 22 septembre 2011, *Valčiukienė e.a.*, C-295/10, EU: C: 2011: 608, point 62, ainsi que du 10 septembre 2015, *Dimos Kropias Attikis*, C-473/14, EU: C: 2015: 582, point 58).

153. Pour que tel soit le cas, il convient en particulier, ainsi qu'il a été rappelé au point 120 du présent arrêt, que soient identifiés, compte tenu des meilleures connaissances scientifiques en la matière, tous les aspects du plan ou du projet en cause pouvant, par eux-mêmes ou en combinaison avec d'autres plans ou projets, affecter les objectifs de conservation des sites protégés concernés [voir, en ce sens, arrêts du 17 avril 2018, *Commission/Pologne (Forêt de Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, point 113 et jurisprudence citée, ainsi que du 25 juillet 2018, *Grace et Sweetman*, C-164/17, EU: C: 2018: 593, point 40].

154. Il appartiendrait également, le cas échéant, à la juridiction de renvoi de vérifier si les études et les auditions réalisées dans le cadre de la procédure d'adoption des mesures en cause au principal ont donné lieu à des conclusions négatives, puisque, à défaut, il n'y aurait pas lieu d'appliquer l'article 6, paragraphe 4, de la directive habitats.

155. Quant à la question de savoir si l'objectif d'assurer la sécurité de l'approvisionnement en électricité d'un État membre constitue une raison impérative d'intérêt public majeur, au sens de l'article 6, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive habitats, il convient de rappeler que l'intérêt de nature à justifier la réalisation d'un plan ou d'un projet doit être à la fois ' public ' et ' majeur ', ce qui implique qu'il soit d'une importance telle qu'il puisse être mis en balance avec l'objectif de conservation des habitats naturels, de la faune, y compris l'avifaune, et de la flore sauvages poursuivi par cette directive (arrêt du 11 septembre 2012, *Nomarchiaki Aftodioikisi Aitolokarnanias e.a.*, C-43/10, EU: C: 2012: 560, point 121).



156. À cet égard, il peut être relevé que l'article 194, paragraphe 1, sous b), TFUE identifie la sécurité d'approvisionnement énergétique dans l'Union européenne comme l'un des objectifs fondamentaux de la politique de l'Union dans le domaine de l'énergie (arrêt du 7 septembre 2016, *ANODE*, C-121/15, EU: C: 2016: 637, point 48).

157. En outre, et en tout état de cause, l'objectif d'assurer, en tout temps, la sécurité d'approvisionnement en électricité dans un État membre, remplit les conditions rappelées au point 155 du présent arrêt.

158. Cependant, dans le cas où le site protégé susceptible d'être affecté par un projet abrite un type d'habitat naturel ou une espèce prioritaires, au sens de la directive habitats, seule la nécessité d'écarter une menace réelle et grave de rupture de l'approvisionnement en électricité de l'État membre concerné est de nature à constituer, dans des circonstances telles que celles en cause au principal, une raison de sécurité publique susceptible, en vertu de l'article 6, paragraphe 4, second alinéa, de cette directive, de justifier la réalisation du projet.

159. Par conséquent, il y a lieu de répondre à la huitième question, sous d), que l'article 6, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive habitats doit être interprété en ce sens que l'objectif d'assurer, en tout temps, la sécurité de l'approvisionnement en électricité d'un État membre constitue une raison impérative d'intérêt public majeur, au sens de cette disposition. L'article 6, paragraphe 4, second alinéa, de cette directive doit être interprété en ce sens que, dans le cas où le site protégé susceptible d'être affecté par un projet abrite un type d'habitat naturel ou une espèce prioritaires, ce qu'il revient à la juridiction de renvoi de vérifier, seule la nécessité d'écarter une menace réelle et grave de rupture de l'approvisionnement en électricité de l'État membre concerné est de nature à constituer, dans des circonstances telles que celles en cause au principal, une raison de sécurité publique, au sens de cette disposition ».

B.23.2. Dans le dispositif de son arrêt du 29 juillet 2019, la Cour de justice a dit pour droit :

« 4) L'article 6, paragraphe 3, de la directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, doit être interprété en ce sens que des mesures telles que celles en cause au principal, ensemble avec les travaux de modernisation et de mise en conformité aux normes de sécurité actuelles, constituent un projet soumis à une évaluation appropriée de ses incidences sur les sites protégés concernés. Ces mesures doivent faire l'objet d'une telle évaluation avant leur adoption par le législateur. La circonstance que la mise en œuvre desdites mesures implique des actes ultérieurs, tels que la délivrance, pour l'une des centrales concernées, d'une nouvelle autorisation individuelle de production d'électricité à des fins industrielles, n'est pas déterminante à cet égard. Les travaux indissociablement liés à ces mêmes mesures doivent également être soumis à une telle évaluation avant l'adoption de ces dernières si, ce qu'il appartient à la juridiction de renvoi de vérifier, leur nature et leurs incidences potentielles sur les sites protégés sont suffisamment identifiables à ce stade.

5) L'article 6, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive 92/43 [ /CEE] doit être interprété en ce sens que l'objectif d'assurer, en tout temps, la sécurité de l'approvisionnement en électricité d'un État membre constitue une raison impérative d'intérêt public majeur, au sens de cette disposition. L'article 6, paragraphe 4, second alinéa, de cette directive doit être interprété en ce sens que, dans le cas où le site protégé susceptible d'être affecté par un projet abrite un type d'habitat naturel ou une espèce prioritaires, ce qu'il revient à la juridiction de renvoi de vérifier, seule la nécessité d'écarter une menace réelle et grave de rupture de l'approvisionnement en électricité de l'État membre concerné est de nature à constituer, dans des circonstances telles que celles en cause au principal, une raison de sécurité publique, au sens de cette disposition ».

B.24.1. L'article 6, paragraphe 3, de la directive « Habitats » dispose entre autres que tout plan ou projet non directement lié ou nécessaire à la gestion d'un site abritant des types d'habitats naturels et des habitats d'espèces protégées, mais susceptible d'affecter ce site de manière significative, individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans et projets, fait l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur le site eu égard aux objectifs de conservation de ce site. Les autorités nationales compétentes ne marquent leur accord sur ce projet qu'après avoir tenu compte des conclusions de l'étude d'évaluation des incidences et s'être assurées que ledit projet ne portera pas atteinte à l'intégrité du site concerné.

Le régime dérogatoire prévu par l'article 6, paragraphe 4, de la même directive, qui permet de réaliser un projet pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et lorsqu'il n'existe pas de solutions de rechange, ne s'applique qu'après que les incidences d'un plan ou d'un projet ont été analysées conformément à l'article 6, paragraphe 3, de cette directive (CJUE, 20 septembre 2007, C-304/05, *Commission c. Italie*, point 83; CJUE, 16 février 2012, C-182/10, *Solvay e.a. c. Région wallonne*, point 74).

En vertu de l'article 7 de la directive « Habitats », les zones spéciales de conservation classées en vertu de la directive « Oiseaux » sont soumises aux obligations découlant de l'article 6, paragraphes 2, 3 et 4, de la directive « Habitats ».

B.24.2. Comme la Cour de justice l'a rappelé dans les points 118 et 119 de l'arrêt *Inter-Environnement Wallonie ASBL* précité, la procédure d'évaluation au sens de la directive 92/43/CEE - laquelle remplace les exigences de la directive 2009/147/CE - est une procédure en deux phases : d'abord, la réalisation d'une évaluation appropriée des incidences d'un plan ou d'un projet sur un site protégé lorsqu'il existe une probabilité que ce plan ou ce projet l'affecte de manière significative; ensuite, l'autorisation d'un tel plan ou projet à la condition que celui-ci ne porte pas atteinte à l'intégrité du site concerné, sous réserve des dispositions du paragraphe 4 de cet article 6 de la directive « Habitats » (92/43/CEE) précitée.

Comme la Cour de justice l'a rappelé dans le point 135 de l'arrêt *Inter-Environnement Wallonie ASBL* précité, et comme l'avait également souligné la section de législation du Conseil d'État dans un avis relatif à l'avant-projet devenu la loi attaquée (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0967/006, p. 125), les centrales de Doel 1 et Doel 2 se trouvent à proximité de sites protégés au titre de la directive « Habitats » et de la directive « Oiseaux », en faveur d'espèces protégées de poissons et d'agnathes évoluant dans l'Escaut.

B.24.3. Compte tenu de ce qui a été dit en B.19, en ce qui concerne la directive 2011/92/UE, il y a lieu de considérer que la loi du 28 juin 2015 constitue la décision de principe valant « autorisation » d'un projet, au sens de l'article 6, paragraphe 3, de la directive 92/43/CEE.

La loi attaquée, couplée aux travaux de modernisation et de sécurisation qui en sont indissociables, devait par conséquent être précédée, avant son adoption, d'une évaluation appropriée des incidences environnementales dès lors qu'à ce moment, les incidences potentielles sur les sites protégés étaient suffisamment identifiables et qu'il existait une probabilité que la prolongation de durée de la production industrielle d'électricité par les centrales nucléaires de Doel 1 et de Doel 2 affecte les sites protégés concernés de manière significative.

Rien ne permet de considérer, comme la Cour de justice le relève également dans les points 152 à 154 de l'arrêt *Inter-Environnement Wallonie ASBL* précité, que les études et auditions qui ont eu lieu dans le cadre de l'adoption de la loi attaquée puissent être considérées comme constituant l'évaluation appropriée des incidences sur les sites protégés.

En l'absence de réalisation d'une telle évaluation préalable d'incidences, le régime dérogatoire prévu par l'article 6, paragraphe 4, de la directive 92/43/CEE ne pouvait par conséquent pas s'appliquer en l'espèce (CJUE, grande chambre, 29 juillet 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, points 150 et 154).

B.24.4. Le troisième moyen, en ce qu'il est pris de la violation des articles 10, 11 et 23 de la Constitution, combinés avec l'article 6 de la directive 92/43/CEE, est fondé.

B.25. Par conséquent, il y a lieu d'annuler l'article 2 de la loi du 28 juin 2015, ainsi que, puisqu'elles lui sont indissociablement liées, les autres dispositions de la loi du 28 juin 2015.

*Quant au maintien des effets*

B.26. Dans leurs mémoires complémentaires, le Conseil des ministres et la partie intervenante demandent à la Cour, à titre subsidiaire, de maintenir les effets des dispositions le cas échéant annulées, pour permettre au législateur de réaliser les études d'incidences environnementales requises et de mettre fin à l'inconstitutionnalité éventuellement constatée.

B.27.1. L'article 8, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle dispose :

« Si la Cour l'estime nécessaire, elle indique, par voie de disposition générale, ceux des effets des dispositions annulées qui doivent être considérés comme définitifs ou maintenus provisoirement pour le délai qu'elle détermine ».

B.27.2. En la matière, la Cour doit tenir compte des limitations qui découlent du droit de l'Union européenne quant au maintien des effets des normes nationales qui doivent être annulées parce qu'elles sont contraires à ce droit (CJUE, grande chambre, 8 septembre 2010, C-409/06, *Winner Wetten*, points 53-69; CJUE, grande chambre, 28 février 2012, C-41/11, *Inter-Environnement Wallonie et Terre wallonne*, points 56-63).

En règle générale, ce maintien des effets ne peut avoir lieu qu'aux conditions qui sont fixées par la Cour de justice en réponse à une question préjudicielle.

B.28.1. En réponse à la neuvième question préjudicielle posée par la Cour quant à un éventuel maintien des effets de la loi attaquée, la Cour de justice a jugé :

« 167. Par sa neuvième question, la juridiction de renvoi demande, en substance, si le droit de l'Union permet à une juridiction nationale de maintenir les effets de mesures telles que celles en cause au principal le temps nécessaire aux fins de remédier à leur illégalité éventuelle au regard des directives EIE et habitats.

168. À cet égard, il convient de constater que, si la directive EIE impose, à son article 2, paragraphe 1, une obligation d'évaluation préalable des projets que cette disposition vise, la directive habitats prévoit également, pour ce qui concerne les projets soumis à évaluation en vertu de son article 6, paragraphe 3, que les États membres ne peuvent marquer leur accord qu'après s'être assurés dans ce cadre de l'absence d'atteinte à l'intégrité du site concerné.

169. Cela étant, ni la directive EIE ni la directive habitats ne précisent les conséquences qu'il convient de tirer d'une violation des obligations qu'elles édictent.

170. Pour autant, en vertu du principe de coopération loyale, prévu à l'article 4, paragraphe 3, TUE, les États membres sont tenus d'effacer les conséquences illicites de cette violation du droit de l'Union. Les autorités nationales compétentes sont ainsi dans l'obligation de prendre, dans le cadre de leurs compétences, toutes les mesures nécessaires afin de remédier à l'omission d'une évaluation des incidences sur l'environnement, par exemple en retirant ou en suspendant une autorisation déjà accordée, afin d'effectuer une telle évaluation (voir, en ce sens, arrêt du 26 juillet 2017, *Comune di Corridonia e.a.*, C-196/16 et C-197/16, EU: C: 2017: 589, point 35 et jurisprudence citée).

171. Une telle obligation incombe également aux juridictions nationales saisies de recours à l'encontre d'un acte national comportant une telle autorisation. Il convient, à cet égard, de rappeler que les modalités procédurales applicables à de tels recours relèvent de l'ordre juridique interne de chaque État membre en vertu du principe de l'autonomie procédurale des États membres, à condition toutefois qu'elles ne soient pas moins favorables que celles régissant des situations similaires de nature interne (principe d'équivalence) et qu'elles ne rendent pas impossible en pratique ou excessivement difficile l'exercice des droits conférés par l'ordre juridique de l'Union (principe d'effectivité) (voir, en ce sens, arrêt du 28 février 2012, *Inter-Environnement Wallonie et Terre wallonne*, C-41/11, EU: C: 2012: 103, point 45 ainsi que jurisprudence citée).

172. Par conséquent, les juridictions saisies à cet égard doivent adopter, sur le fondement de leur droit national, des mesures tendant à la suspension ou à l'annulation de l'autorisation d'un projet adoptée en méconnaissance de l'obligation de procéder à une évaluation environnementale (voir, en ce sens, arrêt du 28 février 2012, *Inter-Environnement Wallonie et Terre Wallonne*, C-41/11, EU: C: 2012: 103, point 46 et jurisprudence citée).

173. Il est vrai que la Cour a également jugé que le droit de l'Union ne s'oppose pas à ce que des règles nationales permettent, dans certains cas, de régulariser des opérations ou des actes irréguliers au regard du droit de l'Union (arrêt du 26 juillet 2017, *Comune di Corridonia e.a.*, C-196/16 et C-197/16, EU: C: 2017: 589, point 37 ainsi que jurisprudence citée).

174. Toutefois, une telle possibilité de régularisation doit être subordonnée à la condition qu'elle n'offre pas aux intéressés l'occasion de contourner les règles du droit de l'Union ou de se dispenser de les appliquer et qu'elle demeure exceptionnelle (arrêt du 26 juillet 2017, *Comune di Corridonia e.a.*, C-196/16 et C-197/16, EU: C: 2017: 589, point 38 ainsi que jurisprudence citée).

175. Ainsi, en cas d'omission d'une évaluation des incidences d'un projet sur l'environnement exigée par la directive EIE, s'il incombe aux États membres d'en effacer les conséquences illicites, le droit de l'Union ne s'oppose pas à ce qu'une telle évaluation soit effectuée à titre de régularisation alors que le projet est en cours de réalisation ou même après qu'il a été réalisé, à la double condition, d'une part, que les règles nationales permettant cette régularisation n'offrent pas aux intéressés l'occasion de contourner les règles du droit de l'Union ou de se dispenser de les appliquer et, d'autre part, que l'évaluation effectuée à titre de régularisation ne porte pas uniquement sur les incidences futures de ce projet pour l'environnement, mais prenne en compte l'ensemble des incidences environnementales survenues depuis la réalisation dudit projet (voir, en ce sens, arrêts du 26 juillet 2017, *Comune di Corridonia e.a.*, C-196/16 et C-197/16, EU: C: 2017: 589, point 43, ainsi que du 28 février 2018, *Comune di Castibellino*, C-117/17, EU: C: 2018: 129, point 30).

176. Par analogie, il y a lieu de considérer que le droit de l'Union ne s'oppose pas non plus, et sous réserve des mêmes conditions, à ce qu'une telle régularisation soit effectuée en cas d'omission de l'évaluation préalable des incidences du projet concerné sur un site protégé, exigée à l'article 6, paragraphe 3, de la directive habitats.

177. Il convient d'ajouter que seule la Cour peut, à titre exceptionnel et pour des considérations impérieuses de sécurité juridique, accorder une suspension provisoire de l'effet d'éviction exercé par une règle du droit de l'Union à l'égard du droit national contraire à celle-ci. En effet, si des juridictions nationales avaient le pouvoir de donner aux dispositions nationales la primauté par rapport au droit de l'Union auquel ces dispositions contreviennent, serait-ce même à titre provisoire, il serait porté atteinte à l'application uniforme du droit de l'Union (voir, en ce sens, arrêts du 8 septembre 2010, *Winner Wetten*, C-409/06, EU: C: 2010: 503, points 66 et 67, ainsi que du 28 juillet 2016, *Association France Nature Environnement*, C-379/15, EU: C: 2016: 603, point 33).

178. Toutefois, la Cour a également jugé, au point 58 de son arrêt du 28 février 2012, *Inter-Environnement Wallonie et Terre wallonne* (C-41/11, EU: C: 2012: 103), qu'une juridiction nationale peut, compte tenu de l'existence d'une considération impérieuse liée, comme tel était le cas dans l'affaire ayant donné lieu à cet arrêt, à la protection de l'environnement et pour autant que sont respectées les conditions que cet arrêt précise, exceptionnellement être autorisée à faire usage de sa disposition nationale l'habilitant à maintenir certains effets d'un acte national annulé. Il

ressort ainsi dudit arrêt que la Cour a entendu reconnaître, au cas par cas, et à titre exceptionnel, à une juridiction nationale la faculté d'aménager les effets de l'annulation d'une disposition nationale jugée incompatible avec le droit de l'Union dans le respect des conditions posées par la jurisprudence de la Cour (voir, en ce sens, arrêt du 28 juillet 2016, *Association France Nature Environnement*, C-379/15, EU: C: 2016: 603, point 34).

179. En l'occurrence, conformément à la jurisprudence citée au point 177 du présent arrêt, il appartient à la seule Cour de déterminer les conditions dans lesquelles il peut être justifié, à titre exceptionnel, de maintenir les effets de mesures telles que celles en cause au principal en raison de considérations impérieuses ayant trait à la sécurité de l'approvisionnement en électricité de l'État membre concerné. À cet égard, de telles considérations ne sauraient justifier le maintien des effets de mesures nationales adoptées en méconnaissance des obligations découlant des directives EIE et habitats que si, dans l'hypothèse d'une annulation ou d'une suspension des effets de ces mesures, il existait une menace réelle et grave de rupture de l'approvisionnement en électricité de l'État membre concerné, à laquelle il ne pourrait être fait face par d'autres moyens et alternatives, notamment dans le cadre du marché intérieur.

180. Il revient à la juridiction de renvoi d'apprécier si, compte tenu des autres moyens et alternatives dont l'État membre concerné dispose pour assurer l'approvisionnement en électricité sur son territoire, le maintien exceptionnel des effets des mesures contestées devant cette juridiction est ainsi justifié par la nécessité de faire face à une telle menace.

181. En tout état de cause, un tel maintien ne peut couvrir que le laps de temps strictement nécessaire pour remédier à l'illégalité.

182. Compte tenu de ce qui précède, il convient de répondre à la neuvième question que le droit de l'Union doit être interprété en ce sens qu'une juridiction nationale peut, si le droit interne le permet, exceptionnellement maintenir les effets de mesures, telles que celles en cause au principal, qui auraient été adoptées en violation des obligations édictées par les directives EIE et habitats, si ce maintien est justifié par des considérations impérieuses liées à la nécessité d'écarter une menace réelle et grave de rupture de l'approvisionnement en électricité de l'État membre concerné, à laquelle il ne pourrait être fait face par d'autres moyens et alternatives, notamment dans le cadre du marché intérieur. Ledit maintien ne peut couvrir que le laps de temps strictement nécessaire pour remédier à cette illégalité ».

B.28.2. Dans le dispositif de son arrêt du 29 juillet 2019, la Cour de justice a dit pour droit :

« 6) Le droit de l'Union doit être interprété en ce sens qu'une juridiction nationale peut, si le droit interne le permet, exceptionnellement maintenir les effets de mesures, telles que celles en cause au principal, qui auraient été adoptées en violation des obligations édictées par les directives 2011/92 et 92/43, si ce maintien est justifié par des considérations impérieuses liées à la nécessité d'écarter une menace réelle et grave de rupture de l'approvisionnement en électricité de l'État membre concerné, à laquelle il ne pourrait être fait face par d'autres moyens et alternatives, notamment dans le cadre du marché intérieur. Ledit maintien ne peut couvrir que le laps de temps strictement nécessaire pour remédier à cette illégalité ».

B.29.1. Il ressort de l'arrêt précité que la Cour de justice admet qu'en cas d'omission d'une évaluation des incidences d'un projet sur l'environnement exigée par la directive 2011/92/UE, ou en cas d'omission de l'évaluation préalable des incidences du projet concerné sur un site protégé, exigée à l'article 6, paragraphe 3, de la directive 92/43/CEE, de telles évaluations puissent être effectuées à titre de régularisation même après que le projet a été réalisé, « à la double condition, d'une part, que les règles nationales permettant cette régularisation n'offrent pas aux intéressés l'occasion de contourner les règles du droit de l'Union ou de se dispenser de les appliquer et, d'autre part, que l'évaluation effectuée à titre de régularisation ne porte pas uniquement sur les incidences futures de ce projet pour l'environnement, mais prenne en compte l'ensemble des incidences environnementales survenues depuis la réalisation dudit projet » (CJUE, grande chambre, 29 juillet 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, points 175-176).

B.29.2. La Cour de justice précise à cet égard qu'une juridiction nationale peut, si le droit interne le permet, maintenir à titre exceptionnel les effets de mesures nationales adoptées en méconnaissance des obligations découlant des directives EIE et « Habitats » si, dans l'hypothèse d'une annulation ou d'une suspension des effets de ces mesures, ce maintien est justifié par des considérations impérieuses liées à la « nécessité d'écarter une menace réelle et grave de rupture de l'approvisionnement en électricité de l'État membre concerné, à laquelle il ne pourrait être fait face par d'autres moyens et alternatives, notamment dans le cadre du marché intérieur », ce maintien des effets ne pouvant « couvrir que le laps de temps strictement nécessaire pour remédier à cette illégalité » (*ibid.*, points 178-182).

B.29.3. Ainsi, il y a lieu de vérifier, premièrement, s'il existe une menace réelle et grave que l'annulation de la loi attaquée sans que ses effets soient maintenus entraîne une rupture de l'approvisionnement en électricité de la Belgique et, deuxièmement, s'il ne peut être fait face à cette menace d'une autre manière, « notamment dans le cadre du marché intérieur », autrement dit, par l'importation d'électricité depuis d'autres États membres de l'Union européenne.

B.30.1. La garantie de la sécurité d'approvisionnement en électricité d'un pays constitue un objectif impérieux d'intérêt général. Assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique dans l'Union européenne constitue par ailleurs un des objectifs de la politique énergétique de l'Union européenne (article 194, paragraphe 1, b), du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne).

B.30.2. Comme il a été rappelé en ce qui concerne le contexte de la loi attaquée, la loi du 28 juin 2015 a été prise afin de garantir la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays.

La menace d'une rupture de l'approvisionnement en électricité du pays a été confirmée par les différents rapports et auditions d'experts, cités en B.5.2, qui ont eu lieu au moment de l'adoption de cette loi.

B.30.3. L'existence d'une menace de rupture de l'approvisionnement en électricité de la Belgique avait d'ailleurs déjà justifié l'adoption de la loi du 18 décembre 2013, évoquée en B.4, qui avait reporté de dix ans la date de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité de la centrale nucléaire de Tihange 1. L'adoption d'une telle mesure était présentée comme indispensable, « et ce même en exploitant au mieux le potentiel de gestion de la demande et de développement des interconnexions avec les pays limitrophes » (*Doc. parl.*, Sénat, 2013-2014, n° 5-2367/3, p. 2).

À ce moment, le rapport de la Direction générale Énergie du SPF Économie, intitulé « Rapport sur les moyens de production d'électricité 2012-2017 », rejoignant en cela les conclusions du rapport du groupe GEMIX de septembre 2009 « Quel mix énergétique idéal pour la Belgique aux horizons 2020 et 2030 » et des études de la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG), soulignait déjà « le risque que ferait courir, pour la sécurité d'approvisionnement en Belgique, la fermeture de trois réacteurs nucléaires en 2015 (Doel 1, Doel 2 et Tihange 1) » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3087/001, p. 4).

Cette menace pour la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays est par ailleurs directement liée à l'indisponibilité temporaire, qui s'est répétée à plusieurs reprises depuis 2012, des réacteurs de Doel 3 et de Tihange 2. Lors de l'adoption de la loi du 28 juin 2015, Elia avait toutefois indiqué que « dans tous les cas de figure, avec ou sans Doel 3 et Tihange 2, un problème de sécurité d'approvisionnement se pose » (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0967/003, p. 85).

B.30.4. Les risques pour la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays demeurent une préoccupation constante.

Dans son étude intitulée « Le paysage énergétique belge à l'horizon 2050 - Perspectives à politique inchangée », le Bureau fédéral du plan constatait, en octobre 2017, que, « d'ici 2050, il faudra prévoir chaque année une capacité de production supplémentaire d'environ 1 100 MW » (pp. 5 et 55) pour pouvoir faire face aux fermetures prévues et aux demandes supplémentaires de capacité et de consommation. Ce constat se fondait sur un scénario de référence, à politique inchangée, tenant compte, notamment, de « la révision du calendrier de fermeture du parc nucléaire en Belgique (conformément à la loi du 28 juin 2015) » (p. 15; voy. aussi pp. 21-22).

Dans son étude « *Adequacy and flexibility study for Belgium 2020-2030* », Elia a estimé à 1 GW le déficit en capacité de production d'électricité entre 2022 et 2025 et à 3,9 GW en 2025.

Si la CREG a certes relativisé ces estimations d'Elia et conclu à un déficit moindre pour les périodes visées, son étude confirme toutefois l'existence d'un déficit de 2,4 GW en 2025 et de 0,8 GW en 2028 (Étude (F)1957 du 11 juillet 2019, « *Analysis by the CREG of the Elia Study ' Adequacy and flexibility study for Belgium 2020-2030 '* », 42 pages).

B.30.5. Il ne peut être contesté que la menace de rupture d'approvisionnement en électricité du pays est grave.

Déjà lors de l'adoption de la loi du 18 décembre 2013 était évoqué le risque d'un « *black-out* », qui « toucherait pas moins de 80 000 ménages » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3087/004, p. 17). À ce moment, les travaux préparatoires évoquent déjà la crainte de coupures d'électricité au moment de l'arrêt des centrales de Doel 1 et Doel 2 et de la disparition des 866 MW produits par celles-ci (*ibid.*, pp. 44-45).

Les travaux préparatoires de la loi du 28 juin 2015 indiquent à ce sujet que le Bureau fédéral du plan « estime ainsi le préjudice socio-économique d'une panne d'électricité d'une heure à environ 120 millions d'euros en cas de coupure, en semaine, à un moment où toutes les entreprises sont actives » (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0967/001, p. 5).

B.31.1. En l'état actuel des capacités de production d'électricité, d'origine nucléaire et autres, il n'apparaît pas qu'il puisse être fait face à la menace de rupture d'approvisionnement en électricité du pays par d'autres moyens et alternatives, notamment dans le cadre du marché intérieur.

La transition énergétique, avec le calendrier de la sortie du nucléaire en 2025, suppose en effet que le pays puisse, afin d'assurer sa sécurité d'approvisionnement en électricité, tenir compte de la capacité de production des centrales de Doel 1 et Doel 2, telle qu'elle a été prolongée par la loi du 28 juin 2015.

B.31.2. Le calendrier de la sortie du nucléaire en 2025, établi par la loi de 2003 et confirmé tant par les lois du 18 décembre 2013 que par la loi attaquée, est par ailleurs indissociable de l'investissement dans de nouvelles technologies - favorisé notamment par le Fonds de la transition énergétique, alimenté par la redevance prévue par l'article 4/2 de la loi du 31 janvier 2003, inséré par l'article 3 de la loi du 28 janvier 2015, en contrepartie du report de la désactivation et de la fin de la production industrielle d'électricité des centrales de Doel 1 et Doel 2 - mais aussi de la mise en place d'un mécanisme de rémunération de capacité, par la loi du 22 avril 2019 « modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité portant la mise en place d'un mécanisme de rémunération de capacité » (ci-après : la loi du 22 avril 2019).

Un tel mécanisme de rémunération de capacité a « pour objectif de rémunérer les producteurs d'électricité et d'autres fournisseurs de capacité - comme les gestionnaires de demande - pour que la sécurité d'approvisionnement d'électricité soit assurée sur le moyen et long terme, en respectant les critères d'adéquation (LOLE) dans la loi » (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3584/001, p. 5).

L'instauration de ce mécanisme de rémunération de capacité a été justifiée précisément par le risque pour la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays, à moyen et long terme, établi par plusieurs études récentes :

« La Belgique partage les préoccupations de ses partenaires européens concernant la sécurité d'approvisionnement en électricité. Une étude réalisée très récemment au mois de novembre 2017 par le gestionnaire de réseau de transport belge Elia, fondée sur l'évaluation d'ENTSO-E, a pointé plusieurs problèmes relatifs à la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays à moyen et long terme. Cette étude indique en effet, qu'à la suite de la transition énergétique, les investissements nécessaires dans de nouvelles capacités seront insuffisants en raison des faibles prix de l'électricité et de la réduction des heures de fonctionnement des centrales, alors que près de 6 GW de capacité installée dans la zone de réglage belge disparaîtront à cause de la sortie du nucléaire, prévue entre 2022 et 2025. Selon le scénario de référence d'Elia, cela conduira à un besoin de 3,6 GW en nouvelle capacité, dont seule une fraction [serait] réalisée si aucun mécanisme de marché complémentaire n'est mis en place à partir de 2025. Dans ce scénario était pourtant déjà pris en compte la possibilité d'importer de l'énergie des marchés voisins, des contributions significatives de la gestion de la demande et une augmentation considérable des investissements en énergies renouvelables.

[...]

Les résultats de l'étude d'Elia cités ci-avant sont confirmés par des études similaires menées par d'autres instances, comme l'Université de Gand, le centre de recherches Energyville, le Bureau fédéral du Plan, etc.

Face à ces constats et en addition des engagements en cours visant à améliorer le fonctionnement de son marché de l'électricité, la Belgique doit, dans l'urgence, mettre en place, à l'instar d'autres États membres de l'Union européenne, un mécanisme de rémunération de la capacité afin de garantir l'adéquation entre les capacités de production d'électricité et la demande » (*ibid.*, pp. 11-13).

Ces différentes études confirment ainsi la réalité et l'actualité de la menace pour la sécurité de l'approvisionnement en électricité du pays, qui serait évidemment encore accrue en cas d'arrêt immédiat de la production d'électricité des centrales de Doel 1 et de Doel 2 en l'absence de maintien des effets de la loi du 28 juin 2015 annulée.

Comme l'indiquent les travaux préparatoires de la loi du 22 avril 2019, le mécanisme de rémunération de capacité ne pourra en outre sortir ses effets avant plusieurs années :

« Bien que la Belgique ait l'intention de s'inspirer des expériences européennes afin de réduire le temps de développement et de mise en œuvre de son mécanisme de rémunération, certaines difficultés devront nécessairement être surmontées, spécialement en raison de la sortie du nucléaire. À cet égard, la première année annoncée dans laquelle de la nouvelle capacité est nécessaire, est l'année 2025. Tenant compte du calendrier standard et donc une mise aux enchères T-4, idéalement une première mise aux enchères aura lieu en 2021. Avant que ceci ne soit possible, de nombreuses démarches doivent être prises et il n'est pas à exclure qu'il [doive] être fait appel à un régime particulier (voyez le chapitre suivant) pour faire intervenir certains aspects dans les temps et/ou afin de prévoir plus de temps pour certains aspects et de les laisser entrer en vigueur seulement après 2021.

En premier lieu, il conviendra de négocier et conclure des accords entre les différents niveaux de pouvoir, alors qu'il s'agit d'un sujet présentant une technicité complexe et impliquant d'éventuelles conséquences financières.

Le régime et ses modalités devront ensuite et/ou en parallèle être approuvés par la Commission européenne. Bien que la Belgique puisse à cet égard tirer des leçons des discussions entre les États ayant déjà implémenté un mécanisme de rémunération de capacité et la Commission européenne, ce qui pourra partiellement accélérer le processus, plusieurs mois pourraient s'écouler entre la notification (in)formelle du mécanisme et son éventuelle approbation par la Commission.

Il conviendra également d'établir des accords avec les pays interconnectés, afin d'assurer la compatibilité du mécanisme envisagé avec leurs propres mécanismes de rémunération de capacité et de prévoir les garanties nécessaires par rapport au lien avec le fonctionnement du marché d'énergie et une contribution effective à la sécurité d'approvisionnement du pays. [...]

Par ailleurs, il est généralement admis que le temps de construction d'une centrale thermique est d'environ quatre ans, probablement un des délais de mise en œuvre des différentes technologies le plus long. Afin de donner à toutes les technologies une chance égale, cela a mené dans les systèmes mis en place dans les autres pays européens à une enchère quatre ans avant la mise à disposition de la capacité (T-4). Ce délai, indépendant de la volonté des pouvoirs publics, est par conséquent difficilement compressible » (*ibid.*, pp. 29-30).

B.31.3. Quant à la réserve stratégique pouvant être activée en cas de risque de pénurie d'électricité, prévue par les articles 7bis et suivants de la loi du 29 avril 1999 « relative à l'organisation du marché de l'électricité », tels qu'ils ont été insérés par la loi du 26 mars 2014 et modifiés par la loi du 30 juillet 2018, elle constitue une mesure de crise, à court terme, en vue de la période hivernale suivante, supposant la possibilité de mobiliser des installations de production inutilisées en raison d'une mise à l'arrêt temporaire ou définitive.

La constitution d'une réserve stratégique a été décidée pour les hivers 2014-2015, 2015-2016 et 2017-2018.

Si, en novembre 2019, la dernière étude d'Elia n'a pas conclu au besoin d'une réserve stratégique pour l'hiver 2020-2021, la marge laissée reste néanmoins faible et les perspectives d'Elia indiquent un besoin de 500 MW pour l'hiver 2022-2023 (Elia, *The need for a strategic reserve for winter 2020-21 and winter outlook for 2021-22 and 2022-23*, November 2019).

Au regard de son objet, une mesure telle que la réserve stratégique n'est donc pas de nature à permettre d'assurer, pendant le laps de temps strictement nécessaire pour remédier à l'inconstitutionnalité constatée, la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays, en compensant la perte immédiate, en l'absence de maintien des effets, des 866 MW produits par Doel 1 et Doel 2.

B.31.4. Enfin, si les possibilités d'importation peuvent constituer une solution pour assurer l'approvisionnement en électricité, elles sont toutefois limitées par les capacités des interconnexions existantes avec les pays voisins ainsi que par la production d'électricité effective et les choix respectifs de ces États membres en matière de politique énergétique, plusieurs pays voisins ayant également décidé de fermer des centrales nucléaires et/ou au charbon, ou envisageant de le faire, ce qui pourrait limiter leur capacité d'exportation (voy. *Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1511/004, pp. 64-67).

B.32.1. Compte tenu de ce qui précède, la réalité et la gravité d'une menace structurelle de rupture de l'approvisionnement en électricité du pays, à laquelle il ne peut pas être fait face par d'autres moyens et alternatives, notamment dans le cadre du marché intérieur, sont établies.

Quant à la circonstance qu'il n'y ait pas eu, à ce jour, de rupture d'approvisionnement en électricité en Belgique, elle ne permet d'atténuer ni la réalité ni la gravité de cette menace.

B.32.2. Afin d'écarter cette menace réelle et grave de rupture de l'approvisionnement en électricité du pays, à laquelle il ne peut être fait face par d'autres moyens et alternatives, notamment dans le cadre du marché intérieur, et afin de permettre au législateur de conduire à son terme une procédure législative, dans le respect des exigences d'études environnementales préalables requises, il y a lieu de maintenir les effets des dispositions annulées.

B.33.1. Le maintien des effets doit, comme il est dit en B.29.2, être limité au temps strictement nécessaire pour remédier à l'illégalité constatée, à savoir pour permettre au législateur de conduire à son terme une procédure législative au cours de laquelle pourront avoir lieu les études d'incidences environnementales requises, en ce compris une participation du public et une consultation transfrontalière.

B.33.2. La Cour renvoie à cet égard au chapitre IIIter, comportant les articles 27/3 à 27/10, de la loi du 15 avril 1994 « relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire », tel qu'il a été inséré par la loi du 6 décembre 2018 « portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire ».

B.33.3. En ce qui concerne l'évaluation des incidences environnementales visée par le nouveau chapitre IIIter de la loi du 15 avril 1994, les travaux préparatoires de la loi du 6 décembre 2018 précitée exposent :

« Cette évaluation des incidences sur l'environnement est une évaluation intégrale des 'projets publics et privés susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement' ».

À ce propos, il convient de se rappeler que l'environnement est en principe une compétence régionalisée. Toutefois, l'article 6, § 1, II, deuxième alinéa, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles réserve une exception à cette compétence de principe. Cette disposition stipule que 'l'autorité fédérale est compétente pour la protection contre les radiations ionisantes, en ce compris les déchets radioactifs'.

Bien que les Régions puissent déjà demander et réaliser une évaluation des incidences sur l'environnement, celle-ci ne peut porter sur les incidences environnementales en lien avec les rayonnements ionisants, y compris les déchets radioactifs. Comme l'autorité fédérale est compétente pour les aspects de la politique environnementale qui touchent à la protection contre les rayonnements ionisants, elle peut, dans les limites de ces compétences, soumettre les activités des établissements nucléaires à une autorisation ou à une évaluation des incidences sur l'environnement.

Cet avant-projet entend régler cette situation. La loi fixe les lignes de force et les principales obligations. Les détails sont par contre délégués au Roi.

[...]

Un accord de coopération au sens de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 s'impose pour garantir une évaluation globale de toutes les incidences environnementales, hormis les modifications au niveau de compétence fédéral. Ce projet contient un fondement juridique spécifique à cet effet. L'accord de coopération constitue l'objet des négociations entre l'autorité fédérale et les Régions » (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3335/001, pp. 6-7).

« Enfin, le projet de loi instaure le fondement juridique qui permet à l'Agence d'organiser une concertation préalable à propos d'un futur projet, avant même le dépôt d'une demande d'autorisation (article 16/1 de la loi AFCN) » (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3335/003, p. 3).

En réponse aux observations de la section de législation du Conseil d'État, il a également été précisé que « ni l'avant-projet lui-même, ni le texte de l'exposé des motifs n'exonèrent *a priori* 'une simple prolongation de la durée de vie d'une installation nucléaire' de l'obligation d'effectuer une EIE, contrairement à ce que postule l'avis » (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3335/001, p. 8), et que « si la Cour de Justice devait donner à la notion de 'projet' une interprétation plus large que l'actuel avant-projet, il faudrait alors assurément interpréter la notion de 'projet' selon le sens nouveau que lui donne la Cour de Justice » (*ibid.*, p. 9; voy. aussi *Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3335/003, p. 8).

B.33.4. Compte tenu des délais prévus dans les législations précitées, le maintien des effets au plus tard jusqu'au 31 décembre 2022 inclus constitue un laps de temps strictement nécessaire pour permettre au législateur de conduire à son terme une procédure législative au cours de laquelle pourront avoir lieu les études d'incidences environnementales requises, en ce compris une participation du public et une consultation transfrontalière.

Par ces motifs,

la Cour

- annule la loi du 28 juin 2015 « modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité afin de garantir la sécurité d'approvisionnement sur le plan énergétique »;

- maintient les effets de la loi annulée jusqu'à l'adoption, par le législateur, d'une nouvelle loi précédée d'une évaluation de ses incidences sur l'environnement et d'une évaluation appropriée requises, comprenant une participation du public et une consultation transfrontalière, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2022 inclus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 5 mars 2020.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

F. Daoût

## GRONDWETTELIJK HOF

[2020/201499]

### Uittreksel uit arrest nr. 34/2020 van 5 maart 2020

Rolnummer 6328

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de wet van 28 juni 2015 « tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie », ingesteld door de vzw « Inter-Environnement Wallonie » en de vzw « Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en A. Alen, en de rechters L. Lavrysen, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman en M. Pâques, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 5 januari 2016 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 6 januari 2016, is beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 28 juni 2015 « tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 juli 2015, tweede editie) door de vzw « Inter-Environnement Wallonie » en de vzw « Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Sambon, advocaat bij de balie te Brussel.

Bij tussenarrest nr. 82/2017 van 22 juni 2017, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 augustus 2017, heeft het Hof de volgende prejudiciële vragen gesteld aan het Hof van Justitie van de Europese Unie :

« 1. Dienen artikel 2, leden 1 tot 3, 6 en 7, artikel 3, lid 8, artikel 5, artikel 6, lid 1, en punt 2 van aanhangsel I van het Verdrag van Espoo ' inzake milieu-effectrapportage in grensoverschrijdend verband ' te worden geïnterpreteerd overeenkomstig de preciseringen aangebracht in de ' Background note on the application of the Convention to nuclear energy-related activities ' (Achtergrondnota over de toepassing van het Verdrag op activiteiten in verband met kernenergie) en in de ' Good practice recommendations on the application of the Convention to nuclear energy-related activities ' (Aanbevelingen voor goede praktijken met betrekking tot de toepassing van het Verdrag op kernenergiegerelateerde activiteiten) ?

2. Dient artikel 1, punt ix), van het Verdrag van Espoo, waarin de ' bevoegde autoriteit ' wordt omschreven, in die zin te worden geïnterpreteerd dat het van het toepassingsgebied van dat Verdrag wetgevende akten uitsluit zoals de wet van 28 juni 2015 ' tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie ', met name rekening houdend met de verschillende studies en hoorzittingen die in het kader van het aannemen van die wet hebben plaatsgevonden ?

3. a) Dienen de artikelen 2 tot 6 van het Verdrag van Espoo in die zin te worden geïnterpreteerd dat zij van toepassing zijn vóór het aannemen van een wetgevende handeling zoals de wet van 28 juni 2015 ' tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie ', waarvan artikel 2 de datum van de desactivering en van het einde van de industriële productie van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 uitstelt ?

b) Is het antwoord op de in punt a) bedoelde vraag verschillend naargelang het betrekking heeft op de centrale Doel 1 of op de centrale Doel 2, rekening houdend met de noodzaak om voor de eerstgenoemde centrale bestuurshandelingen te nemen om de voormelde wet van 28 juni 2015 uit te voeren ?

c) Kan de bevoorradingszekerheid van het land inzake elektriciteit een dwingende reden van algemeen belang uitmaken die het mogelijk maakt dat van de toepassing van de artikelen 2 tot 6 van het Verdrag van Espoo wordt afgeweken en/of dat die toepassing wordt geschorst ?

4. Dient artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus ' betreffende toegang tot informatie, inspraak in besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden ' in die zin te worden geïnterpreteerd dat het van het toepassingsgebied van dat Verdrag wetgevende akten uitsluit zoals de wet van 28 juni 2015 ' tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie ', al dan niet rekening houdend met de verschillende studies en hoorzittingen die in het kader van het aannemen van die wet hebben plaatsgevonden ?

5. a) Dienen de artikelen 2 en 6, in samenhang gelezen met bijlage I, punt 1, van het Verdrag van Aarhus, met name rekening houdend met de ' Maastricht Recommendations on Promoting Effective Public Participation in Decision-making in Environmental Matters ' (Aanbevelingen van Maastricht voor het bevorderen van daadwerkelijke inspraak in besluitvorming in milieuaangelegenheden) ten aanzien van een besluitvormingsproces in verschillende fasen, in die

zin te worden geïnterpreteerd dat zij van toepassing zijn vóór het aannemen van een wetgevende handeling zoals de wet van 28 juni 2015 ' tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie ', waarvan artikel 2 de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 uitstelt ?

b) Is het antwoord op de in punt a) vermelde vraag verschillend naargelang het betrekking heeft op de centrale Doel 1 of op de centrale Doel 2, rekening houdend met de noodzaak om voor de eerstgenoemde centrale bestuurshandelingen te nemen om de voormelde wet van 28 juni 2015 uit te voeren ?

c) Kan de bevoorradingszekerheid van het land inzake elektriciteit een dwingende reden van algemeen belang uitmaken die het mogelijk maakt dat van de toepassing van de artikelen 2 en 6 van het Verdrag van Aarhus wordt afgeweken en/of dat die toepassing wordt geschorst ?

6. a) Dient artikel 1, lid 2, in samenhang gelezen met punt 13, a), van bijlage II, van de richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, in voorkomend geval gelezen in het licht van de Verdragen van Espoo en van Aarhus, in die zin te worden geïnterpreteerd dat het van toepassing is op het uitstellen van de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van een kerncentrale, hetgeen, zoals te dezen, aanzienlijke investeringen en het op peil brengen van de veiligheid voor de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 inhoudt ?

b) Dienen de artikelen 2 tot 8 en 11 en bijlagen I, II en III van de richtlijn 2011/92/EU, indien de in punt a) bedoelde vraag bevestigend wordt beantwoord, in die zin te worden geïnterpreteerd dat zij van toepassing zijn vóór het aannemen van een wetgevende handeling zoals de wet van 28 juni 2015 ' tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie ', waarvan artikel 2 de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 uitstelt ?

c) Is het antwoord op de in de punten a) en b) bedoelde vragen verschillend naargelang het betrekking heeft op de centrale Doel 1 of op de centrale Doel 2, rekening houdend met de noodzaak om voor de eerstgenoemde centrale bestuurshandelingen te nemen om de voormelde wet van 28 juni 2015 uit te voeren ?

d) Dient artikel 2, lid 4, van de richtlijn 2011/92/EU, indien de in punt a) bedoelde vraag bevestigend wordt beantwoord, in die zin te worden geïnterpreteerd dat het de mogelijkheid biedt om het uitstellen van de desactivering van een kerncentrale vrij te stellen van de toepassing van de artikelen 2 tot 8 en 11 van de richtlijn 2011/92/EU om dwingende redenen van algemeen belang die verband houden met de bevoorradingszekerheid van het land inzake elektriciteit ?

7. Dient het begrip ' specifieke wet ' in de zin van artikel 1, lid 4, van de richtlijn 2011/92/EU, in die zin te worden geïnterpreteerd dat het van het toepassingsgebied van die richtlijn een wetgevende akte uitsluit zoals de wet van 28 juni 2015 ' tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie ', met name rekening houdend met de verschillende studies en hoorzittingen die in het kader van het aannemen van die wet hebben plaatsgevonden en die de doelstellingen van de voormelde richtlijn zouden kunnen verwezenlijken ?

8. a) Dient artikel 6 van de richtlijn 92/43/EEG van de Raad van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, in samenhang gelezen met de artikelen 3 en 4 van de richtlijn 2009/147/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 november 2009 inzake het behoud van de vogelstand, in voorkomend geval gelezen in het licht van de richtlijn 2011/92/EU en in het licht van de Verdragen van Espoo en van Aarhus, in die zin te worden geïnterpreteerd dat het van toepassing is op het uitstellen van de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van een kerncentrale, hetgeen, zoals te dezen, aanzienlijke investeringen en het op peil brengen van de veiligheid voor de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 inhoudt ?

b) Dient artikel 6, lid 3, van de richtlijn 92/43/EEG, indien de in punt a) bedoelde vraag bevestigend wordt beantwoord, in die zin te worden geïnterpreteerd dat het van toepassing is vóór het aannemen van een wetgevende handeling zoals de wet van 28 juni 2015 ' tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie ', waarvan artikel 2 de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 uitstelt ?

c) Is het antwoord op de in de punten a) en b) bedoelde vragen verschillend naargelang het betrekking heeft op de centrale Doel 1 of op de centrale Doel 2, rekening houdend met de noodzaak om voor de eerstgenoemde centrale bestuurshandelingen te nemen om de voormelde wet van 28 juni 2015 uit te voeren ?

d) Dient artikel 6, lid 4, van de richtlijn 92/43/EEG, indien de in punt a) vermelde vraag bevestigend wordt beantwoord, in die zin te worden geïnterpreteerd dat het de mogelijkheid biedt om redenen die verband houden met de bevoorradingszekerheid van het land inzake elektriciteit, als een dwingende reden van groot openbaar belang te beschouwen, met name rekening houdend met de verschillende studies en hoorzittingen die in het kader van het aannemen van de wet van 28 juni 2015 hebben plaatsgevonden en die de doelstellingen van de voormelde richtlijn zouden kunnen verwezenlijken ?

9. Zou de nationale rechter, indien hij op grond van de antwoorden verstrekt op de voorgaande prejudiciële vragen tot de conclusie zou komen dat de bestreden wet een van de uit de voormelde verdragen of richtlijnen voortvloeiende verplichtingen schendt, zonder dat de bevoorradingszekerheid van het land inzake elektriciteit een dwingende reden van algemeen belang kan uitmaken waardoor van die verplichtingen kan worden afgeweken, de gevolgen van de wet van 28 juni 2015 kunnen handhaven teneinde rechtsonzekerheid te voorkomen en het mogelijk te maken dat de verplichtingen tot milieueffectbeoordeling en tot inspraak van het publiek die uit de voormelde verdragen of richtlijnen zouden voortvloeien, worden nagekomen ? ».

Bij arrest van 29 juli 2019 in de zaak C-411/17 heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie op de vragen geantwoord.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1.1. Het beroep tot vernietiging is gericht tegen de wet van 28 juni 2015 « tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie » (hierna : de wet van 28 juni 2015), die bepaalt :

« Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 4 van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie, vervangen bij de wet van 18 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

‘ § 1. De kerncentrale Doel 1 mag opnieuw elektriciteit produceren vanaf de inwerkingtreding van de wet van 28 juni 2015 tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op gebied van energie. Ze wordt gedesactiveerd en mag geen elektriciteit meer produceren vanaf 15 februari 2025. De andere kerncentrales bestemd voor industriële elektriciteitsproductie door splijting van kernbrandstoffen, worden gedesactiveerd op de volgende data en mogen geen elektriciteit meer produceren vanaf deze data :

- Doel 3 : 1 oktober 2022;
- Tihange 2 : 1 februari 2023;
- Doel 4 : 1 juli 2025;
- Tihange 3 : 1 september 2025;
- Tihange 1 : 1 oktober 2025;
- Doel 2 : 1 december 2025. ’

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

‘ § 3. De Koning vervroegt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de in § 1 bedoelde datum voor de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 tot 31 maart 2016, indien de in artikel 4/2, § 3, bedoelde overeenkomst niet is gesloten uiterlijk op 30 november 2015. ’

Art. 3. In hoofdstuk 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 december 2013, wordt een artikel 4/2 ingevoegd, luidende :

‘ Art. 4/2. § 1. De eigenaar van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 stort aan de federale Staat, tot 15 februari 2025 voor Doel 1 en tot 1 december 2025 voor Doel 2, een jaarlijkse vergoeding als tegenprestatie voor de verlenging van de duur betreffende de toelating tot industriële elektriciteitsproductie door splijting van kernbrandstoffen.

§ 2. De vergoeding, bedoeld in § 1, sluit alle andere heffingen ten voordele van de federale Staat uit (met uitzondering van de belastingen van algemene toepassing) die zouden zijn verbonden aan de eigendom of de exploitatie van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2, aan de inkomsten, productie of productiecapaciteit van deze centrales of aan het gebruik van kernbrandstof door deze centrales.

§ 3. De federale Staat sluit een overeenkomst met de eigenaar van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 in het bijzonder om :

- 1° de berekeningswijze van de vergoeding, bedoeld in § 1, te verduidelijken;
- 2° de schadeloosstelling te regelen ingeval één der partijen haar verbintenissen niet nakomt. ’

Art. 4. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt ».

B.1.2. De wet van 28 juni 2015, die op 6 juli 2015 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, is overeenkomstig artikel 4 ervan in werking getreden op 6 juli 2015.

*Ten aanzien van de bestreden wet en de context ervan*

B.2. In België zijn er zeven kerncentrales : vier zijn gelegen op het grondgebied van het Vlaamse Gewest te Doel (Doel 1, Doel 2, Doel 3 en Doel 4), en drie zijn gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest te Tihange (Tihange 1, Tihange 2 en Tihange 3), waarbij het Belgische nucleaire park tussen 15 februari 1975 en 1 september 1985 in gebruik is genomen.

Bij de ministeriële besluiten van 1 maart 2004 en van 18 februari 2008 (berichten verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 2004 en van 3 maart 2008) wordt aan Electrabel een individuele vergunning tot elektriciteitsproductie, zonder tijdsbeperking, toegekend voor respectievelijk Doel 2 en Doel 1, wegens een toename van het vermogen ervan.

De centrales Doel 1 en Doel 2 produceren samen 866 MW. Volgens de cijfers van 2014 vertegenwoordigt elektriciteit uit kernenergie ongeveer 55 % van de in België verbruikte elektriciteit (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1511/007, p. 65). Volgens het jaarverslag van 2018 van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (hierna : de CREG) vertegenwoordigen de kerncentrales 38 % van de in 2018 in België geproduceerde elektriciteit (CREG, Jaarverslag 2018, p. 51).

De site te Doel beschikt over een door het Vlaamse Gewest uitgereikte milieuvergunning, die geldig is tot in 2031, voor de installaties die niet onder het koninklijk besluit van 20 juli 2001 « houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen » vallen, dat is genomen ter uitvoering van de wet van 15 april 1994 « betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle » (hierna : de wet van 15 april 1994).

B.3. Bij de wet van 31 januari 2003 « houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie » (hierna : de wet van 31 januari 2003) werd een tijdschema voor de geleidelijke uitstap uit kernenergie vastgelegd tussen 15 februari 2015 en 1 september 2025, door de kerncentrales, 40 jaar na de industriële ingebruikname ervan, geleidelijk te desactiveren en een einde te maken aan de industriële elektriciteitsproductie ervan (artikel 4, in samenhang gelezen met artikel 2, 1°).

B.4. De wet van 18 december 2013 « houdende wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie en houdende wijziging van de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestaand in deze kerncentrales » (hierna : de wet van 18 december 2013) heeft de wet van 31 januari 2003 gewijzigd, teneinde de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de kerncentrale Tihange 1 met tien jaar uit te stellen, en zulks gelet op « de risico's voor de bevoorradingszekerheid van het land » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3087/001, pp. 5-6).

Als tegenprestatie voor het uitstellen van die desactivering zijn de eigenaars van de centrale Tihange 1 ertoe gehouden aan de Belgische Staat een jaarlijkse vergoeding te storten die is vastgesteld in artikel 4/1 van de wet van 31 januari 2003, ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 18 december 2013.

B.5.1. Overeenkomstig artikel 4, § 1, van de wet van 31 januari 2003, zoals vervangen bij de wet van 18 december 2013, mocht de centrale Doel 1 geen elektriciteit meer produceren vanaf 15 februari 2015. Artikel 4, § 2, van de wet van 31 januari 2003, zoals vervangen bij de wet van 18 december 2013, bepaalt evenwel dat in de individuele vergunningen tot exploitatie en tot industriële elektriciteitsproductie enkel de bepalingen betreffende de toelating tot industriële elektriciteitsproductie een einde nemen op de in artikel 4, § 1, van dezelfde wet bedoelde datum van desactivering, waarbij de overige bepalingen - waaronder die met betrekking tot de exploitatievergunning - van toepassing blijven tot op het ogenblik dat zij worden aangepast.



B.5.2.1. De bestreden wet van 28 juni 2015, die op 6 juli 2015 in werking is getreden, wijzigt de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de centrales Doel 1 en Doel 2, « om bij te dragen aan de bevoorradingszekerheid inzake elektriciteit in België » (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0967/001, p. 4; zie eveneens *Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0967/003, pp. 5-6).

In de memorie van toelichting bij het wetsontwerp dat de wet van 28 juni 2015 is geworden, worden de risico's voor de bevoorradingszekerheid van het land als volgt uiteengezet :

« Deze potentieel problematische situatie met betrekking tot de bevoorradingszekerheid, werd reeds aangetoond in de Memorie van toelichting van het wetsontwerp van 24 oktober 2013 tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie en tot wijziging van de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales (*Doc. Parl.*, 53-3087/001). Zij blijft actueel. Zij is overigens aangetoond in verschillende studies door de Algemene Directie Energie van de FOD Economie, waaronder recentelijk haar studie over de perspectieven van elektriciteitsbevoorrading tegen 2030 (*cf.* [http://economie.fgov.be/nl/modules/publications/analyses\\_studies/etude\\_perspectives\\_approvisionnement\\_electricite\\_horizon\\_2030\\_-\\_projet.jsp](http://economie.fgov.be/nl/modules/publications/analyses_studies/etude_perspectives_approvisionnement_electricite_horizon_2030_-_projet.jsp)).

Het risico dat de sluiting van kernreactoren in 2015 (Doel 1, Doel 2) met zich zou meebrengen, voor de bevoorradingszekerheid in België, werd eveneens bevestigd in het rapport van de GEMIX groep van september 2009 ' Welke ideale energiemix voor België tegen 2020 en 2030 ' ([http://economie.fgov.be/nl/binaries/rapport\\_gemix\\_2009\\_nl\\_tcm325-76356.pdf](http://economie.fgov.be/nl/binaries/rapport_gemix_2009_nl_tcm325-76356.pdf)).

Volgens deze studie (zie specifiek pagina 4 en 5) zou de sluiting van de drie kerncentrales Tihange 1, Doel 1 en Doel 2 een risico op bevoorradingszekerheid creëren. Bijgevolg raadt ze in het bijzonder aan om de drie reactoren Doel 1, Doel 2 en Tihange 1 met 10 jaar te verlengen.

Overigens heeft het Federaal Planbureau de kwantitatieve kostenanalyse uitgevoerd van een black-out op de Belgische economie in haar rapport van maart 2014. Het Planbureau schat de sociaaleconomische schade ten gevolge van een elektriciteitspanne van één uur op ongeveer 120 miljoen euro in geval van onderbreking tijdens de week op een ogenblik dat alle bedrijven actief zijn (zie de studie ' Belgische black-outs berekend - Een kwantitatieve evaluatie van stroompannes in België ' van het Federaal Planbureau, gepubliceerd in maart 2014 ([http://www.plan.be/admin/uploaded/201403\\_170843050.WP\\_1403.pdf](http://www.plan.be/admin/uploaded/201403_170843050.WP_1403.pdf))).

Gelet op de grote onzekerheid over het heropstarten van de reactoren Doel 3 en Tihange 2, de aangekondigde sluiting van conventionele productie-eenheden in 2015 en de daarop volgende jaren en het feit dat de integratie van buitenlands productievermogen op het Belgisch net op korte termijn niet mogelijk is, heeft de Regering beslist op 18 december 2014 om :

1. de reactoren Doel 1 en 2 onmiddellijk te verlengen voor een periode van tien (10) jaar zonder dat de exploitatieduur van deze reactoren 2025 overschrijdt. Het akkoord van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (hierna ' FANC '), dat de voorwaarden betreffende de beveiliging en de veiligheid zal vastleggen, is een onvoorwaardelijke essentiële voorwaarde vooraleer de verlenging van deze reactoren kan ingaan;

2. Erover te waken dat de voorwaarden [...] tot een effectieve concurrentie op de Belgische productiemarkt aangemoedigd worden en dat in dat kader de exploitant aangemoedigd moet worden om de mogelijkheden te onderzoeken om derden te laten investeren in de eigendomsstructuur en het conform maken van de reactoren Doel 1 en Doel 2;

[...]

Om dit akkoord uit te voeren, moeten er onmiddellijk bepaalde beslissingen genomen worden om rekening te houden met technische en reglementaire beperkingen. [...]

[...]

Gezien de risico's voor de bevoorradingszekerheid van het land, moet de levensduur van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 met 10 jaar, dus tot 2025, verlengd worden, mits het naleven van de voorschriften in verband met de tienjaarlijkse herzieningen van de beveiliging, in het bijzonder met betrekking tot de specifieke aspecten van de ' LTO ' (*Long Term Operation*), de heraanpassing van het actieplan voor de stresstests, en de vereiste goedkeuringen van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle.

[...]

De bepalingen van deze verlenging zullen op deze manier voldoende op voorhand vastgesteld zijn, zodat de betrokken centrales beschikbaar zijn tijdens de winterperiode 2015-2016 en bijdragen tot de bevoorradingszekerheid van het land.

De studie over de bevoorradingsperspectieven tegen 2030 analyseert de bevoorradingszekerheid in het geval van een verlenging van de uitbating van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 en de sluiting van Doel 3 en Tihange 2. Dit scenario, Nuc-2000 genaamd, werd, net als de anderen, onderworpen aan een analyse van de milieu-impact (Strategische milieubeoordeling van de studie over de perspectieven van elektriciteitsbevoorrading tegen 2030, addendum, blz. 29 en 30). De studie heeft geen nieuwe impact op het milieu en de gezondheid [vastgesteld] » (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0967/001, pp. 4-8).

B.5.2.2. Naast de hiervoor vermelde verslagen en studies werden tal van personen gehoord in het kader van hoorzittingen die over het wetsontwerp zijn georganiseerd (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0967/003, pp. 3-4 en pp. 129-358).

Tijdens zijn hoorzitting heeft de directeur van het FANC aangegeven :

« De kerncentrale van Doel 1 is stilgelegd op 15 februari 2015. De exploitatie zal alleen onder bepaalde voorwaarden kunnen worden hervat. Een daarvan is de wetswijziging; een andere is dat de centrale over brandstof moet beschikken - de exploitant heeft, gelet op de geplande sluiting, immers de bevoorradingscontracten verbroken. Een derde voorwaarde hangt af van het Agentschap, dat al dan niet met een hervatting van de exploitatie zal instemmen » (*ibid.*, p. 133).

De vertegenwoordigers van Elia, die de strategische elektriciteitsreserve beheert, hebben de nadruk gelegd op de bevoorradingszekerheid van het land :

« In dat verband is de capaciteit van 800 MW die wordt geproduceerd door de centrales van Doel 1 en Doel 2, een zeer belangrijk in aanmerking te nemen element » (*ibid.*, p. 150).

De experte bij het Federaal Planbureau heeft de economische impact van een stroomuitval van één uur in België geanalyseerd :

« De schade is dus het grootst tussen 8 en 16 uur : de economische schade kan in die tijdsspanne worden geraamd op 120 miljoen euro voor een één uur durende panne » (*ibid.*, p. 164).

Ten slotte heeft de directeur van de Nationale instelling voor radioactief afval en verrijkte splijtstoffen (NIRAS) de impact van de verlenging van Doel 1 en Doel 2 op de hoeveelheid afval geëvalueerd : de verlenging met tien jaar heeft geen weerslag op het afval afkomstig van de ontmanteling, maar heeft een effect dat op 350 m<sup>3</sup> aan exploitatieafval wordt geraamd, waarbij het in aanmerking genomen percentage voor de verbruikte splijtstof door het NIRAS op 4 % wordt geraamd (*ibid.*, pp. 190-191).

B.5.2.3. In de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet wordt, met betrekking tot de plaats van kernenergie in het land, eveneens uiteengezet :

« In de door de regering nagestreefde duurzame en betaalbare energiemix, neemt kernenergie een belangrijke plaats in. De centrales van Doel en Tihange zorgen al sinds 30 jaar voor ongeveer de helft van de totale elektriciteitsproductie in België en dragen zo bij tot een stabiele bevoorradingszekerheid. Ze maakt ons bovendien minder afhankelijk van de internationale gas- en oliemarkt, die gekenmerkt wordt door forse prijsschommelingen en onderhevig is aan geopolitieke conflicten.

Kernenergie heeft echter nog meer troeven :

- Als kernenergie in de energiemix van België gehandhaafd blijft, zullen de gemiddelde netto productiekosten van elektriciteit relatief stabiel blijven.

- Het gebruik van kernenergie is ook essentieel om de aan België opgelegde klimaatdoelstellingen te kunnen behalen » (*ibid.*, p. 11).

B.5.3. Uit de formulering van artikel 4, § 1, van de wet van 31 januari 2003, zoals vervangen bij de bestreden wet, blijkt dat de bestreden wet de geleidelijke uitstap uit kernenergie, zoals voorzien in voormeld artikel 4, § 1, in twee opzichten heeft gewijzigd : enerzijds staat zij toe dat de centrale Doel 1 « opnieuw » elektriciteit produceert vanaf de inwerkingtreding van de bestreden wet, zijnde 6 juli 2015, en stelt zij de desactivering ervan uit tot 15 februari 2025; anderzijds stelt zij de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de centrale Doel 2 uit met tien jaar, tot 1 december 2025.

Overeenkomstig de bestreden wet zal de « geleidelijke » uitstap uit kernenergie bijgevolg plaatsvinden tussen 1 oktober 2022 en 1 december 2025. De datum voor de definitieve uitstap uit kernenergie, die in de wet van 31 januari 2003 op 1 september 2025 is vastgesteld en bij de wet van 18 december 2013 tot 1 oktober 2025 is uitgesteld, wordt aldus vastgesteld op 1 december 2025.

B.5.4. Als tegenprestatie voor het uitstellen van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de centrales Doel 1 en Doel 2 zijn de eigenaars van de betrokken centrales ertoe gehouden aan de Belgische Staat een jaarlijkse vergoeding te storten waarin is voorzien in artikel 4/2 van de wet van 31 januari 2003, ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 28 juni 2015. De nadere regels van die vergoeding, met name de modaliteiten voor de berekening daarvan, moeten worden bepaald in een uiterlijk op 30 november 2015 gesloten overeenkomst met de Belgische Staat.

Bij niet-ondertekening van die overeenkomst op 30 november 2015 zou de Koning de desactivering van Doel 1 en Doel 2 vastleggen op 31 maart 2016 (artikel 4, § 3).

Die overeenkomst werd ondertekend op 30 november 2015, zodat de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de centrales Doel 1 en Doel 2 de datum is die is vastgelegd in artikel 4, § 1, van de wet van 31 januari 2003, zoals vervangen bij de wet van 28 juni 2015.

B.5.5. De tekst van de voormelde overeenkomst van 30 november 2015, die tussen de Belgische Staat, de nv « Electrabel » en de nv « Engie » is gesloten, is als bijlage gevoegd bij het verslag van de eerste lezing (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1511/004, pp. 95-167) over het wetsontwerp dat de wet van 12 juni 2016 « tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie, met het oog op de vaststelling van de jaarlijkse vergoeding verschuldigd voor de verlenging van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 » (hierna : de wet van 12 juni 2016) is geworden.

In die overeenkomst wordt met name, onder toezicht van het FANC, voorzien in de verwezenlijking van een investeringsplan « voor levensduurverlenging », opgevat als « de investeringen waarin is voorzien voor de verlenging van de exploitatieduur van Doel 1 en van Doel 2 tot respectievelijk 14 februari 2025 en 30 november 2025, met name de door het FANC goedgekeurde investeringen in het kader van het LTO-actieplan voor het vervangen van installaties omdat zij verouderd zijn en voor het verbeteren en moderniseren van andere installaties (' *design upgrade* '), de wijzigingen die krachtens de vierde periodieke veiligheidsherziening en de naar aanleiding van het ongeval te Fukushima uitgevoerde weerstandstests moeten worden aangebracht, alsook de lasten die voortvloeien uit het stilleggen van die centrales, die noodzakelijk zijn om die investeringen uit te voeren » (artikel 2, b).

Die investeringen worden geraamd op een bedrag van ongeveer 700 miljoen euro (artikel 3 van de overeenkomst) en zijn opgenomen in een indicatieve lijst met twintig punten die bij de overeenkomst is gevoegd.

B.5.6. Het « Long-Term Operation »-actieplan (LTO-plan) voorziet, onder toezicht van het FANC, in een aantal wijzigingen van de bestaande inrichtingen, die geboden zijn ten gevolge van de verlenging van de activiteit van industriële elektriciteitsproductie.

Een koninklijk besluit van 27 september 2015 vult bijgevolg de in het koninklijk besluit van 25 januari 1974 vastgestelde voorwaarden van de exploitatievergunning aan en omvat met name de verbintenis van Electrabel, de huidige exploitant, om de in het LTO-plan vermelde maatregelen uiterlijk eind 2019 ten uitvoer te leggen en uiterlijk op 30 april 2020 een syntheserapport over de uitvoering van het LTO-plan over te leggen, dat door het FANC moet worden goedgekeurd. Vóór de eerste cyclus van het LTO-plan dient de exploitant een verslag over zijn prioritair acties en een syntheserapport over de vierde periodieke veiligheidsherziening over te leggen, die elk door het FANC moeten worden goedgekeurd.

B.5.7. Ingevolge de bestreden wet, en onder toezicht van het FANC, werd de centrale Doel 1 op 30 december 2015 opnieuw opgestart.

B.6.1. Bij de wet van 12 juni 2016 worden in de tekst van artikel 4/2 van de wet van 31 januari 2003 een aantal nadere regels verduidelijkt van de jaarlijkse vergoeding die als tegenprestatie voor het uitstellen van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de centrales Doel 1 en Doel 2 wordt gestort, waarbij aldus elementen van de voormelde overeenkomst van 30 november 2015 in de wettekst worden opgenomen.

Die jaarlijkse vergoeding werd vastgelegd op « 20 miljoen EUR gedurende de volledige periode van de levensduurverlenging van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1511/001, p. 5), hetgeen dus een totaalbedrag van 200 miljoen euro over tien jaar, van 2016 tot 2025, vertegenwoordigt. Dat bedrag houdt rekening « met de vereiste verjongingsinvesteringen voor de levensduurverlenging van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 » (*ibid.*).

Die jaarlijkse vergoeding wordt gestort in het « Energietransitiefonds » dat is bedoeld in artikel 4<sup>ter</sup> van de wet van 29 april 1999 « betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt », ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 28 juni 2015 « houdende diverse bepalingen inzake energie ». Dat Energietransitiefonds is bestemd om « onderzoek en ontwikkeling te stimuleren in innovatieve projecten op het gebied van energie (en in het bijzonder de productie en de opslag van energie) uit te bouwen » (*Parl. St., Kamer, 2015-2016, DOC 54-1511/004, p. 17*). De gebruiksvoorwaarden van dat Fonds werden vastgelegd bij het koninklijk besluit van 9 mei 2017 « tot vaststelling van de gebruiksvoorwaarden van het Energietransitiefonds ».

B.6.2. De wet van 12 juni 2016, die dateert van na de bestreden wet, heeft geen weerslag op het onderzoek van het onderhavige beroep.

*Ten aanzien van het beroep tot vernietiging*

B.7.1. De verzoekende partijen bekritisieren het feit dat de bestreden wet niet is voorafgegaan door een milieueffectrapportering en door een procedure die inspraak van het publiek mogelijk maakt. Zodoende zou de wetgever zijn voorbijgegaan aan de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met :

- artikel 2, leden 1 tot 3, 6 en 7, artikel 3, lid 8, artikel 5, artikel 6, lid 1, en punt 2 van aanhangsel I van het Verdrag inzake milieu-effectrapportage in grensoverschrijdend verband, ondertekend te Espoo op 25 februari 1991 (hierna : het Verdrag van Espoo) (eerste middel);

- de artikelen 2 en 6 en bijlage I, punt 1, van het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak in besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, ondertekend te Aarhus op 25 juni 1998 (hierna : het Verdrag van Aarhus), en de artikelen 2 tot 8 en 11 en de bijlagen I, II en III van de richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 « betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten » (hierna : de richtlijn 2011/92/EU of MEB-richtlijn) (tweede middel);

- artikel 6 van de richtlijn 92/43/EEG van de Raad van 21 mei 1992 « inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna » (hierna : de richtlijn 92/43/EEG of Habitatrichtlijn) en de artikelen 3 en 4 van de richtlijn 2009/147/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 november 2009 « inzake het behoud van de vogelstand » (hierna : de richtlijn 2009/147/EG of Vogelrichtlijn) (derde middel).

B.7.2. In elk van de drie middelen zijn de verzoekende partijen van oordeel dat de bestreden wet, door de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de centrales Doel 1 en Doel 2 met tien jaar uit te stellen, een maatregel bevat die onder het toepassingsgebied van de voormelde verdragen en richtlijnen valt; zij zijn van mening dat de bestreden wet bijgevolg, vóór het aannemen ervan, het voorwerp moest uitmaken van een milieueffectrapportering en van een procedure die inspraak van het publiek mogelijk maakt, die door de voormelde verdragen en richtlijnen worden opgelegd.

B.8. Zoals het Hof bij zijn arrest nr. 82/2017 van 22 juni 2017 heeft geoordeeld, blijkt uit de uiteenzetting van de middelen dat alleen artikel 2 van de wet van 28 juni 2015 wordt bestreden, in zoverre de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de centrales Doel 1 en Doel 2 daarin wordt uitgesteld, waarbij de andere bepalingen van de wet enkel worden bestreden in zoverre zij onlosmakelijk verbonden zouden zijn met dat artikel 2.

Het Hof beperkt zijn onderzoek dan ook tot het bestreden artikel 2, in de hiervoor aangegeven mate.

B.9. Bij zijn arrest nr. 82/2017 van 22 juni 2017 heeft het Hof aan het Hof van Justitie de volgende negen prejudiciële vragen gesteld :

« 1. Dienen artikel 2, leden 1 tot 3, 6 en 7, artikel 3, lid 8, artikel 5, artikel 6, lid 1, en punt 2 van aanhangsel I van het Verdrag van Espoo ' inzake milieu-effectrapportage in grensoverschrijdend verband ' te worden geïnterpreteerd overeenkomstig de preciseringen aangebracht in de ' Background note on the application of the Convention to nuclear energy-related activities ' (Achtergrondnota over de toepassing van het Verdrag op activiteiten in verband met kernenergie) en in de ' Good practice recommendations on the application of the Convention to nuclear energy-related activities ' (Aanbevelingen voor goede praktijken met betrekking tot de toepassing van het Verdrag op kernenergiegerelateerde activiteiten) ?

2. Dient artikel 1, punt ix), van het Verdrag van Espoo, waarin de ' bevoegde autoriteit ' wordt omschreven, in die zin te worden geïnterpreteerd dat het van het toepassingsgebied van dat Verdrag wetgevende akten uitsluit zoals de wet van 28 juni 2015 ' tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie ', met name rekening houdend met de verschillende studies en hoorzittingen die in het kader van het aannemen van die wet hebben plaatsgevonden ?

3. a) Dienen de artikelen 2 tot 6 van het Verdrag van Espoo in die zin te worden geïnterpreteerd dat zij van toepassing zijn vóór het aannemen van een wetgevende handeling zoals de wet van 28 juni 2015 ' tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie ', waarvan artikel 2 de datum van de desactivering en van het einde van de industriële productie van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 uitstelt ?

b) Is het antwoord op de in punt a) bedoelde vraag verschillend naargelang het betrekking heeft op de centrale Doel 1 of op de centrale Doel 2, rekening houdend met de noodzaak om voor de eerstgenoemde centrale bestuurshandelingen te nemen om de voormelde wet van 28 juni 2015 uit te voeren ?

c) Kan de bevoorradingszekerheid van het land inzake elektriciteit een dwingende reden van algemeen belang uitmaken die het mogelijk maakt dat van de toepassing van de artikelen 2 tot 6 van het Verdrag van Espoo wordt afgeweken en/of dat die toepassing wordt geschorst ?

4. Dient artikel 2, lid 2, van het Verdrag van Aarhus ' betreffende toegang tot informatie, inspraak in besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden ' in die zin te worden geïnterpreteerd dat het van het toepassingsgebied van dat Verdrag wetgevende akten uitsluit zoals de wet van 28 juni 2015 ' tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie ', al dan niet rekening houdend met de verschillende studies en hoorzittingen die in het kader van het aannemen van die wet hebben plaatsgevonden ?

5. a) Dienen de artikelen 2 en 6, in samenhang gelezen met bijlage I, punt 1, van het Verdrag van Aarhus, met name rekening houdend met de ' Maastricht Recommendations on Promoting Effective Public Participation in Decision-making in Environmental Matters ' (Aanbevelingen van Maastricht voor het bevorderen van daadwerkelijke inspraak in besluitvorming in milieuaangelegenheden) ten aanzien van een besluitvormingsproces in verschillende fasen, in die zin te worden geïnterpreteerd dat zij van toepassing zijn vóór het aannemen van een wetgevende handeling zoals de wet van 28 juni 2015 ' tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie ', waarvan artikel 2 de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 uitstelt ?

b) Is het antwoord op de in punt a) vermelde vraag verschillend naargelang het betrekking heeft op de centrale Doel 1 of op de centrale Doel 2, rekening houdend met de noodzaak om voor de eerstgenoemde centrale bestuurshandelingen te nemen om de voormelde wet van 28 juni 2015 uit te voeren ?

c) Kan de bevoorradingszekerheid van het land inzake elektriciteit een dwingende reden van algemeen belang uitmaken die het mogelijk maakt dat van de toepassing van de artikelen 2 en 6 van het Verdrag van Aarhus wordt afgeweken en/of dat die toepassing wordt geschorst ?

6. a) Dient artikel 1, lid 2, in samenhang gelezen met punt 13, a), van bijlage II, van de richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, in voorkomend geval gelezen in het licht van de Verdragen van Espoo en van Aarhus, in die zin te worden geïnterpreteerd dat het van toepassing is op het uitstellen van de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van een kerncentrale, hetgeen, zoals te dezen, aanzienlijke investeringen en het op peil brengen van de veiligheid voor de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 inhoudt ?

b) Dienen de artikelen 2 tot 8 en 11 en bijlagen I, II en III van de richtlijn 2011/92/EU, indien de in punt a) bedoelde vraag bevestigend wordt beantwoord, in die zin te worden geïnterpreteerd dat zij van toepassing zijn vóór het aannemen van een wetgevende handeling zoals de wet van 28 juni 2015 ' tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie ', waarvan artikel 2 de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 uitstelt ?

c) Is het antwoord op de in de punten a) en b) bedoelde vragen verschillend naargelang het betrekking heeft op de centrale Doel 1 of op de centrale Doel 2, rekening houdend met de noodzaak om voor de eerstgenoemde centrale bestuurshandelingen te nemen om de voormelde wet van 28 juni 2015 uit te voeren ?

d) Dient artikel 2, lid 4, van de richtlijn 2011/92/EU, indien de in punt a) bedoelde vraag bevestigend wordt beantwoord, in die zin te worden geïnterpreteerd dat het de mogelijkheid biedt om het uitstellen van de desactivering van een kerncentrale vrij te stellen van de toepassing van de artikelen 2 tot 8 en 11 van de richtlijn 2011/92/EU om dwingende redenen van algemeen belang die verband houden met de bevoorradingszekerheid van het land inzake elektriciteit ?

7. Dient het begrip ' specifieke wet ' in de zin van artikel 1, lid 4, van de richtlijn 2011/92/EU, in die zin te worden geïnterpreteerd dat het van het toepassingsgebied van die richtlijn een wetgevende akte uitsluit zoals de wet van 28 juni 2015 ' tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie ', met name rekening houdend met de verschillende studies en hoorzittingen die in het kader van het aannemen van die wet hebben plaatsgevonden en die de doelstellingen van de voormelde richtlijn zouden kunnen verwezenlijken ?

8. a) Dient artikel 6 van de richtlijn 92/43/EEG van de Raad van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, in samenhang gelezen met de artikelen 3 en 4 van de richtlijn 2009/147/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 november 2009 inzake het behoud van de vogelstand, in voorkomend geval gelezen in het licht van de richtlijn 2011/92/EU en in het licht van de Verdragen van Espoo en van Aarhus, in die zin te worden geïnterpreteerd dat het van toepassing is op het uitstellen van de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van een kerncentrale, hetgeen, zoals te dezen, aanzienlijke investeringen en het op peil brengen van de veiligheid voor de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 inhoudt ?

b) Dient artikel 6, lid 3, van de richtlijn 92/43/EEG, indien de in punt a) bedoelde vraag bevestigend wordt beantwoord, in die zin te worden geïnterpreteerd dat het van toepassing is vóór het aannemen van een wetgevende handeling zoals de wet van 28 juni 2015 ' tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie ', waarvan artikel 2 de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 uitstelt ?

c) Is het antwoord op de in de punten a) en b) bedoelde vragen verschillend naargelang het betrekking heeft op de centrale Doel 1 of op de centrale Doel 2, rekening houdend met de noodzaak om voor de eerstgenoemde centrale bestuurshandelingen te nemen om de voormelde wet van 28 juni 2015 uit te voeren ?

d) Dient artikel 6, lid 4, van de richtlijn 92/43/EEG, indien de in punt a) vermelde vraag bevestigend wordt beantwoord, in die zin te worden geïnterpreteerd dat het de mogelijkheid biedt om redenen die verband houden met de bevoorradingszekerheid van het land inzake elektriciteit, als een dwingende reden van groot openbaar belang te beschouwen, met name rekening houdend met de verschillende studies en hoorzittingen die in het kader van het aannemen van de wet van 28 juni 2015 hebben plaatsgevonden en die de doelstellingen van de voormelde richtlijn zouden kunnen verwezenlijken ?

9. Zou de nationale rechter, indien hij op grond van de antwoorden verstrekt op de voorgaande prejudiciële vragen tot de conclusie zou komen dat de bestreden wet een van de uit de voormelde verdragen of richtlijnen voortvloeiende verplichtingen schendt, zonder dat de bevoorradingszekerheid van het land inzake elektriciteit een dwingende reden van algemeen belang kan uitmaken waardoor van die verplichtingen kan worden afgeweken, de gevolgen van de wet van 28 juni 2015 kunnen handhaven teneinde rechtsonzekerheid te voorkomen en het mogelijk te maken dat de verplichtingen tot milieueffectbeoordeling en tot inspraak van het publiek die uit de voormelde verdragen of richtlijnen zouden voortvloeien, worden nagekomen ? ».

B.10. Bij zijn arrest van 29 juli 2019 (C-411/17) in de zaak *Inter-Environnement Wallonie ASBL en Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen vzw* heeft het Hof van Justitie, in grote kamer, de voormelde prejudiciële vragen beantwoord.

In de punten 59 tot 166 van het voormelde arrest van 29 juli 2019 beantwoordt het Hof van Justitie de eerste acht prejudiciële vragen met betrekking tot de draagwijdte van de in de middelen aangevoerde verdragen en richtlijnen, terwijl het Hof van Justitie, in de punten 167 tot 182 van hetzelfde arrest, de negende prejudiciële vraag met betrekking tot een eventuele handhaving van de gevolgen van de vernietigde wet beantwoordt.

*Ten gronde*

B.11. In het eerste en het tweede middel voeren de verzoekende partijen de schending aan van het Verdrag van Espoo (eerste middel) en van het Verdrag van Aarhus (gedeelte van het tweede middel), in samenhang gelezen met de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet.

Het Verdrag van Espoo legt verplichtingen op inzake milieueffectbeoordeling en raadpleging van het publiek vóór het vergunnen van bepaalde activiteiten die mogelijk een belangrijk nadelig grensoverschrijdend effect hebben, waaronder die met betrekking tot « kerncentrales en andere kernreactoren » (aanhangsel I, punt 2).

Krachtens artikel 6, lid 1, a), van het Verdrag van Aarhus zijn de vereisten bedoeld in die bepaling, die ertoe strekt inspraak van het publiek bij milieubesluiten mogelijk te maken, van toepassing op de « voorgestelde activiteiten » zoals opgesomd in bijlage I, waaronder die met betrekking tot kerncentrales.

B.12.1. Het Hof van Justitie, dat door het Hof werd gevraagd naar de draagwijdte van die Verdragen, heeft geoordeeld dat de prejudiciële vragen met betrekking tot de interpretatie van de Verdragen van Espoo en van Aarhus geen antwoord behoeften :

« C. Eerste, tweede en derde prejudiciële vraag, die betrekking hebben op het Verdrag van Espoo

160. Met zijn eerste, zijn tweede en zijn derde vraag wenst de verwijzende rechter in wezen te vernemen of het Verdrag van Espoo aldus moet worden uitgelegd dat voor maatregelen als die welke in het hoofdgeding aan de orde zijn, de door dat verdrag voorgeschreven milieueffectbeoordeling moet worden verricht.

161. In punt 93 van dit arrest is evenwel opgemerkt dat maatregelen als die welke in het hoofdgeding aan de orde zijn, deel uitmaken van een project dat vermoedelijk aanzienlijke milieueffecten zal hebben in een andere lidstaat en waarvan de grensoverschrijdende effecten moeten worden onderworpen aan een beoordelingsprocedure als bedoeld in artikel 7 van de MEB-richtlijn, waarbij - zoals is vermeld in overweging 15 van deze richtlijn - rekening wordt gehouden met de vereisten van het Verdrag van Espoo.

162. In deze context hoeft dan ook niet te worden geantwoord op de eerste, de tweede en de derde prejudiciële vraag, die [betrekking] hebben op het Verdrag van Espoo.

D. Vierde en vijfde prejudiciële vraag, die betrekking hebben op het Verdrag van Aarhus

163. Met zijn vierde en zijn vijfde vraag wenst de verwijzende rechter in wezen te vernemen of artikel 6 van het Verdrag van Aarhus aldus moet worden uitgelegd dat de bij dit verdrag opgelegde vereisten inzake inspraak gelden voor maatregelen als die welke in het hoofdgeding aan de orde zijn.

164. Uit de verwijzingsbeslissing blijkt dat het Grondwettelijk Hof deze vragen stelt omdat het twijfelt of de MEB-richtlijn van toepassing is op die maatregelen, ook al wordt met deze richtlijn - zoals met name blijkt uit de overwegingen 18 tot en met 20 ervan - beoogd rekening te houden met de bepalingen van het Verdrag van Aarhus.

165. Uit de antwoorden op de zesde en de zevende prejudiciële vraag volgt evenwel dat maatregelen als die welke in het hoofdgeding aan de orde zijn, samen met de werkzaamheden die daarmee onlosmakelijk verbonden zijn, een project vormen waarvoor krachtens de MEB-richtlijn een milieueffectbeoordeling moet worden verricht vóór de vaststelling van dat project.

166. Bijgevolg hoeven de vierde en de vijfde prejudiciële vraag niet te worden beantwoord » (HvJ, grote kamer, 29 juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*).

B.12.2. Uit het voormelde arrest blijkt dat met de vereisten van de Verdragen van Espoo en van Aarhus rekening wordt gehouden in de richtlijn 2011/92/EU, zodat het eerste en het tweede middel, in zoverre de schending van die Verdragen erin wordt aangevoerd, niet moeten worden onderzocht.

B.13. In het tweede middel voeren de verzoekende partijen voorts de schending aan van de richtlijn 2011/92/EU, in samenhang gelezen met de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet.

B.14.1. Krachtens artikel 2, lid 1, van de richtlijn 2011/92/EU treffen de lidstaten de nodige maatregelen om te verzekeren dat een vergunning vereist is voor projecten die een aanzienlijk milieueffect kunnen hebben, onder meer gezien hun aard, omvang of ligging, en dat een beoordeling van hun milieueffecten plaatsvindt alvorens een vergunning wordt verleend.

Bij artikel 1, lid 2, a), eerste streepje, wordt het « project » in de zin van de richtlijn 2011/92/EU gedefinieerd als « de uitvoering van bouwwerken of de totstandbrenging van andere installaties of werken ».

De betrokken projecten worden omschreven in artikel 4 van de richtlijn. Die bepaling maakt een onderscheid tussen de in bijlage I genoemde projecten, die aan een milieueffectbeoordeling moeten worden onderworpen (artikel 4, lid 1), en de in bijlage II genoemde projecten, waarvoor de lidstaten door middel van een onderzoek per geval of aan de hand van door de lidstaat vastgestelde drempelwaarden of criteria moeten bepalen of zij al dan niet aan een dergelijke beoordeling moeten worden onderworpen (artikel 4, lid 2); relevante selectiecriteria zijn vastgesteld in bijlage III van de richtlijn.

B.14.2. Bijlage I bij de richtlijn 2011/92/EU, die de in voormeld artikel 4, lid 1, bedoelde projecten bepaalt, vermeldt in punt 2, b) :

« Kerncentrales en andere kernreactoren, met inbegrip van de ontmanteling of buitengebruikstelling van dergelijke centrales of reactoren (met uitzondering van onderzoekinstallaties voor de productie en verwerking van splijt- en kweekstoffen, met een constant vermogen van ten hoogste 1 thermische kW) ».

Voetnoot 1 van die bijlage bepaalt dat kerncentrales en andere kernreactoren ophouden zulke installaties te zijn wanneer alle splijtstoffen en ander radioactief besmette elementen permanent van de plaats van installatie zijn verwijderd.

Bijlage II bij de richtlijn, die de in voormeld artikel 4, lid 2, bedoelde projecten bepaalt, vermeldt in punt 3, a) :

« Industriële installaties voor de productie van elektriciteit, stoom en warm water (niet onder bijlage I vallende projecten) ».

Punt 13, a), van bijlage II vermeldt eveneens :

« Wijziging of uitbreiding van projecten opgesomd in bijlage I of in deze bijlage waarvoor reeds een vergunning is afgegeven, die zijn of worden uitgevoerd en die aanzienlijke nadelige gevolgen voor het milieu kunnen hebben (niet in bijlage I opgenomen wijziging of uitbreiding) ».

Bijlage III, die de in artikel 4, lid 3, bedoelde selectiecriteria bepaalt, vermeldt onder meer de kenmerken van de projecten, de plaats ervan en de kenmerken van het potentiële effect.

B.14.3. De richtlijn 2011/92/EU voorziet in een milieueffectbeoordeling (artikelen 3 en 5), die inspraak van het publiek mogelijk maakt (artikel 6) en grensoverschrijdend overleg indien het project aanzienlijke milieueffecten in een andere lidstaat kan hebben (artikel 7). De resultaten van de raadplegingen en de in de artikelen 5 tot 7 van de richtlijn bedoelde informatie worden in de vergunningsprocedure in aanmerking genomen (artikel 8).

B.14.4. Artikel 2, lid 4, van de richtlijn 2011/92/EU bepaalt evenwel dat de lidstaten in uitzonderlijke gevallen voor een welbepaald project gehele of gedeeltelijke vrijstelling kunnen verlenen van de bepalingen van die richtlijn, onder de bij dat artikel vastgestelde voorwaarden. Er kan echter niet worden afgeweken van artikel 7, dat voorziet in een verplichting tot grensoverschrijdende aanmelding wanneer een project vermoedelijk aanzienlijke milieueffecten in een andere lidstaat zal hebben.

Artikel 1, lid 4, van de richtlijn 2011/92/EU bepaalt daarenboven dat de richtlijn niet van toepassing is op projecten die in detail worden aangenomen via een nationale wet, voor zover de doelstellingen die met de richtlijn worden nagestreefd, waaronder het verstrekken van informatie, worden bereikt via de wetgevingsprocedure.

B.15.1. Het Hof van Justitie, waaraan door het Hof prejudiciële vragen over de interpretatie van de richtlijn 2011/92/EU zijn gesteld, heeft geoordeeld :

« 1. Zesde prejudiciële vraag, onder a) tot en met c)

59. Met zijn zesde vraag, onder a) tot en met c), die in de eerste plaats dient te worden onderzocht, wenst de verwijzende rechter in wezen te vernemen of artikel 1, lid 2, onder a), eerste streepje, en artikel 2, lid 1, van de MEB-richtlijn aldus moeten worden uitgelegd dat maatregelen die bestaan in het heropstarten van de industriële elektriciteitsproductie van een buiten werking gestelde kerncentrale voor een periode van bijna tien jaar - waardoor het aanvankelijk door de nationale wetgever vastgestelde tijdstip voor de desactivering en het stopzetten van de activiteiten van die kerncentrale met tien jaar wordt uitgesteld - en in het uitspel, eveneens met tien jaar, van de aanvankelijk door die wetgever vastgestelde termijn voor de desactivering en het stopzetten van de industriële elektriciteitsproductie van een in gebruik zijnde kerncentrale, welke maatregelen gepaard gaan met werkzaamheden voor de modernisering van de centrales in kwestie, een project in de zin van die richtlijn vormen en of, in voorkomend geval, deze maatregelen en werkzaamheden aan een milieueffectbeoordeling moeten worden onderworpen voordat die maatregelen door de nationale wetgever worden vastgesteld. Tevens vraagt de verwijzende rechter zich af in hoeverre het relevant is dat de tenuitvoerlegging van de voor hem bestreden maatregelen, wat één van de twee centrales in kwestie betreft, noopt tot de vaststelling van verdere handelingen, zoals de afgifte van een nieuwe individuele vergunning voor industriële elektriciteitsproductie.

60. Aangezien de MEB-richtlijn volgens overweging 1 ervan richtlijn 85/337 codificeert, geldt de uitlegging van het Hof met betrekking tot laatstgenoemde richtlijn eveneens voor de MEB-richtlijn wanneer de bepalingen van beide richtlijnen identiek zijn.

a) *Begrip 'project' in de zin van de MEB-richtlijn*

61. In herinnering dient te worden gebracht dat de in artikel 1, lid 2, onder a), van de MEB-richtlijn vervatte definitie van het begrip 'project' in het eerste streepje verwijst naar de uitvoering van bouwwerken of de totstandbrenging van andere installaties of werken, en in het tweede streepje naar andere ingrepen in natuurlijk milieu of landschap, inclusief de ingrepen voor de ontginning van bodemschatten.

62. Uit de rechtspraak van het Hof blijkt dat het begrip 'project', met name gelet op de bewoordingen van artikel 1, lid 2, onder a), eerste streepje, van de MEB-richtlijn, ziet op werken of ingrepen die de materiële toestand van de plaats veranderen (zie in die zin arrest van 19 april 2012, *Pro-Braine e.a.*, C-121/11, EU: C: 2012: 225, punt 31 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

63. Met zijn vraag wenst de verwijzende rechter te vernemen of de in het hoofdgeding aan de orde zijnde maatregelen aldus kunnen worden aangemerkt, aangezien de tenuitvoerlegging ervan noopt tot - en dus noodzakelijkerwijs gepaard gaat met - aanzienlijke investeringen en werkzaamheden voor de modernisering van de twee centrales in kwestie.

64. Uit het dossier waarover het Hof beschikt, komt namelijk naar voren dat de maatregelen die in het hoofdgeding aan de orde zijn, gepaard gaan met grote werkzaamheden aan de centrales Doel 1 en Doel 2, die worden verricht om deze centrales te moderniseren en te waarborgen dat de geldende veiligheidsvoorschriften worden nageleefd, hetgeen blijkt uit het feit dat voor die werkzaamheden financiële middelen ten belope van 700 miljoen EUR worden uitgetrokken.

65. Volgens de verwijzingsbeslissing voorziet de overeenkomst van 30 november 2015 in de verwezenlijking van een investeringsplan 'voor levensduurverlenging', waarin wordt gesteld dat de werkzaamheden in kwestie noodzakelijk zijn voor de verlenging van de exploitatieduur van de twee centrales en dat zij zich met name uitspreken tot de door het FANC in het kader van het LTO-plan goedgekeurde investeringen voor de vervanging van installaties wegens veroudering en voor de modernisering van andere installaties, alsmede tot de wijzigingen die moeten worden doorgevoerd naar aanleiding van de vierde periodieke veiligheidsherziening en de na het ongeval te Fukushima (Japan) uitgevoerde weerstandstesten.

66. Met name blijkt uit het aan het Hof overgelegde dossier dat die werkzaamheden onder meer betrekking hebben op de modernisering van de koepels van de centrales Doel 1 en Doel 2, op de vernieuwing van de bassins voor de opslag van gebruikte splijtstof, op de plaatsing van een nieuwe pompinstallatie en op de aanpassing van de onderbouw om die centrales beter te beschermen tegen overstromingen. Met deze werkzaamheden worden niet enkel verbeteringen aangebracht aan de bestaande structuren, maar worden tevens drie gebouwen opgericht. Twee daarvan zouden worden bestemd voor het onderbrengen van de ventilatiesystemen en het derde voor een brandbestrijdingsinstallatie. Dergelijke werkzaamheden kunnen gevolgen hebben voor de materiële toestand van de betrokken plaatsen, zoals bedoeld in de rechtspraak van het Hof.

67. Voorts is het weliswaar juist dat de bovengenoemde werkzaamheden worden vermeld in de overeenkomst van 30 november 2015 en niet in de wet van 28 juni 2015, maar niettemin hangen zij nauw samen met de door de Belgische wetgever vastgestelde maatregelen.

68. Door de omvang van de verlenging van de periode voor de industriële energieproductie waarin die maatregelen voorzien, konden zij namelijk niet worden goedgekeurd zonder dat de Belgische wetgever vooraf op de hoogte was van zowel de aard en de technische en financiële haalbaarheid van de moderniseringswerkzaamheden die met die maatregelen gepaard zouden gaan, als de investeringen die vereist zouden zijn voor de tenuitvoerlegging ervan. Deze moderniseringswerkzaamheden en investeringen worden overigens uitdrukkelijk vermeld in de memorie van toelichting bij de wet van 28 juni 2015 en in de voorbereidende werkzaamheden van deze wet.

69. Tevens zij opgemerkt dat deze feitelijke band tussen de voor de verwijzende rechter bestreden maatregelen en de in het vorige punt vermelde investeringen wordt bevestigd door het feit dat bij de wet van 28 juni 2015 in artikel 4 van de wet van 31 januari 2003 een § 3 is ingevoegd die bepaalt dat de Koning de datum van desactivering van de centrales Doel 1 en Doel 2 vervroegt tot 31 maart 2016 indien niet uiterlijk op 30 november 2015 een overeenkomst is gesloten tussen de eigenaar van die centrales en de Belgische Staat.

70. Daarnaast blijkt uit het aan het Hof overgelegde dossier eveneens dat de exploitant van de twee centrales zich juridisch ertoe heeft verbonden al die werkzaamheden vóór eind 2019 uit te voeren.

71. Gelet op deze verschillende elementen kunnen maatregelen als die welke in het hoofdgeding aan de orde zijn, met het oog op de beoordeling of er *in casu* sprake is van een project in de zin van artikel 1, lid 2, onder a), eerste streepje, van de MEB-richtlijn, niet kunstmatig worden losgekoppeld van de werkzaamheden waarmee zij onlosmakelijk verbonden zijn. Geconstateerd moet dan ook worden dat dergelijke maatregelen en de onlosmakelijk daarmee verbonden moderniseringswerkzaamheden samen deel uitmaken van één en hetzelfde project in de zin van die bepaling, onder voorbehoud van de feitelijke beoordelingen die de verwijzende rechter dient te verrichten.

72. Aan deze analyse wordt niet afgedaan door de omstandigheid dat de tenuitvoerlegging van die maatregelen, wat één van de twee centrales in kwestie betreft, noopt tot de vaststelling van verdere handelingen zoals de afgifte van een nieuwe individuele vergunning voor industriële elektriciteitsproductie.

b) *Noodzaak om een milieueffectbeoordeling te verrichten*

73. Om te beginnen zij eraan herinnerd dat projecten in de zin van artikel 1, lid 2, onder a), van de MEB-richtlijn krachtens artikel 2, lid 1, van deze richtlijn aan een milieueffectbeoordeling moeten worden onderworpen voordat een vergunning wordt verleend, wanneer zij gezien onder meer hun aard, omvang of ligging een aanzienlijk milieueffect kunnen hebben.

74. Voorts vereist artikel 2, lid 1, van de MEB-richtlijn niet dat elk project dat een aanzienlijk milieueffect kan hebben, wordt onderworpen aan de beoordelingsprocedure waarin deze richtlijn voorziet, doch slechts dat aan deze procedure de projecten worden onderworpen die zijn vermeld in artikel 4 van deze richtlijn, waarin wordt verwezen naar de in de bijlagen I en II bij die richtlijn genoemde projecten (zie in die zin arrest van 17 maart 2011, *Brussels Hoofdstedelijk Gewest e.a.*, C-275/09, EU: C: 2011: 154, punt 25).

75. Ten slotte volgt uit artikel 2, lid 1, van de MEB-richtlijn, gelezen in samenhang met artikel 4, lid 1, van deze richtlijn, dat de onder bijlage I bij die richtlijn vallende projecten uit hun aard een aanzienlijk milieueffect dreigen te hebben en absoluut moeten worden onderworpen aan een milieueffectbeoordeling (zie in die zin, met betrekking tot deze beoordelingsplicht, arresten van 24 november 2011, *Commissie/Spanje*, C-404/09, EU: C: 2011: 768, punt 74, en 11 februari 2015, *Marktgemeinde Straßwalchen e.a.*, C-531/13, EU: C: 2015: 79, punt 20).

1) *Toepassing van de bijlagen I en II bij de MEB-richtlijn*

76. In punt 2, onder b), van bijlage I bij de MEB-richtlijn wordt bij de projecten die op grond van artikel 4, lid 1, van deze richtlijn moeten worden onderworpen aan een beoordeling overeenkomstig de artikelen 5 tot en met 10 van die richtlijn, melding gemaakt van kerncentrales en andere kernreactoren, met inbegrip van de ontmanteling of buitengebruikstelling ervan.

77. Bijgevolg moet worden beoordeeld of maatregelen als die welke in het hoofdgeding aan de orde zijn, samen met de werkzaamheden waarmee zij onlosmakelijk verbonden zijn, kunnen vallen onder punt 24 van bijlage I bij de MEB-richtlijn, waarin wordt verwezen naar ' [elke wijziging] of uitbreiding van in deze bijlage opgenomen projecten, wanneer die wijziging of uitbreiding voldoet aan de in deze bijlage genoemde drempelwaarden, voor zover deze bestaan ', of onder punt 13, onder a), van bijlage II bij die richtlijn, waarin wordt verwezen naar ' [elke wijziging] of uitbreiding van projecten opgesomd in bijlage I of in deze bijlage waarvoor reeds een vergunning is afgegeven, die zijn of worden uitgevoerd en die aanzienlijke nadelige gevolgen voor het milieu kunnen hebben (niet in bijlage I opgenomen wijziging of uitbreiding) '.

78. Uit de opzet en de bewoordingen van punt 24 van bijlage I bij de MEB-richtlijn blijkt dat dit punt ziet op de wijzigingen of uitbreidingen van een project die, met name door hun aard of hun omvang, qua milieueffecten soortgelijke risico's met zich meebrengen als het project zelf.

79. De in het hoofdgeding aan de orde zijnde maatregelen, die tot gevolg hebben dat de duur van de vergunning voor de industriële elektriciteitsproductie van de twee centrales in kwestie - die voordien bij de wet van 31 januari 2003 was beperkt tot veertig jaar - met een aanzienlijke periode van tien jaar wordt verlengd, moeten in samenhang met de aanzienlijke renovatiewerken die vereist zijn wegens de verouderde staat van deze centrales en met de verplichting om ze in overeenstemming te brengen met de veiligheidsvoorschriften, worden geacht risico's op milieueffecten met zich mee te brengen die qua omvang vergelijkbaar zijn met de risico's die zich voordeden bij de oorspronkelijke ingebruikname van die centrales.

80. Derhalve moet worden geoordeeld dat de bovengenoemde maatregelen en werkzaamheden onder punt 24 van bijlage I bij de MEB-richtlijn vallen. Een dergelijk project levert immers uit zijn aard een risico op een aanzienlijk milieueffect in de zin van artikel 2, lid 1, van deze richtlijn op en moet krachtens artikel 4, lid 1, van die richtlijn worden onderworpen aan een milieueffectbeoordeling.

81. Aangezien de centrales Doel 1 en Doel 2 zich dicht bij de grens van het Koninkrijk België met het Koninkrijk der Nederlanden bevinden, kan bovendien niet worden betwist dat een dergelijk project vermoedelijk ook in laatstgenoemde lidstaat aanzienlijke milieueffecten zal hebben, zodat artikel 7, lid 1, van de MEB-richtlijn van toepassing is.

2) *Tijdstip waarop de milieueffectbeoordeling moet worden verricht*

82. In artikel 2, lid 1, van de MEB-richtlijn wordt gepreciseerd dat de door deze bepaling voorgeschreven milieueffectbeoordeling moet worden verricht ' alvorens een vergunning wordt verleend ' voor projecten die aan een dergelijke beoordeling onderworpen zijn.

83. Zoals het Hof reeds heeft benadrukt, vindt de omstandigheid dat een dergelijke beoordeling vooraf dient te worden verricht, haar rechtvaardiging in de noodzaak dat de bevoegde instantie in het besluitvormingsproces zo vroeg mogelijk rekening houdt met de milieueffecten van alle technische plannings- en beslissingsprocessen, teneinde het ontstaan van vervuiling of hinder van meet af aan te vermijden in plaats van later de gevolgen ervan te bestrijden (arrest van 31 mei 2018, *Commissie/Polen*, C-526/16, niet gepubliceerd, EU: C: 2018: 356, punt 75 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

84. Tevens dient te worden vermeld dat het begrip ' vergunning ' in artikel 1, lid 2, onder c), van de MEB-richtlijn wordt gedefinieerd als het besluit van de bevoegde instantie of instanties waardoor de opdrachtgever het recht verkrijgt om het project uit te voeren, wat in beginsel door de verwijzende rechter moet worden vastgesteld op basis van de toepasselijke nationale regeling.

85. Bovendien moet de milieueffectbeoordeling van een project, wanneer het nationale recht voorschrijft dat de vergunningprocedure in verschillende fasen verloopt, in beginsel worden verricht zodra het mogelijk is alle milieueffecten die het project kan hebben te bepalen en beoordelen (arresten van 7 januari 2004, *Wells*, C-201/02, EU: C: 2004: 12, punt 52, en 28 februari 2008, *Abraham e.a.*, C-2/07, EU: C: 2008: 133, punt 26).

86. Wanneer een van die fasen bestaat in de vaststelling van een basisbesluit en de andere in de vaststelling van een uitvoeringsbesluit - waarbij in laatstgenoemd besluit de in het basisbesluit vastgelegde parameters niet mogen worden overschreden - moet het potentiële milieueffect van het project, dan ook bepaald en beoordeeld worden in de procedure betreffende het basisbesluit. Alleen indien dit effect pas in de procedure betreffende het uitvoeringsbesluit kan worden bepaald, moet de beoordeling in laatstgenoemde procedure worden verricht (arresten van 7 januari 2004, *Wells*, C-201/02, EU: C: 2004: 12, punt 52, en 28 februari 2008, *Abraham e.a.*, C-2/07, EU: C: 2008: 133, punt 26).

87. *In casu* staat het weliswaar aan de verwijzende rechter om op basis van de toepasselijke nationale regeling te bepalen of de wet van 28 juni 2015 kan worden aangemerkt als een vergunning in de zin van artikel 1, lid 2, onder c), van de MEB-richtlijn, maar dient nu reeds te worden geconstateerd dat deze wet op precieze en onvoorwaardelijke wijze voorziet in ten eerste het heropstarten van de industriële elektriciteitsproductie van een buiten werking gestelde kerncentrale voor een periode van bijna tien jaar, waardoor het aanvankelijk door de nationale wetgever vastgestelde tijdstip voor de desactivering en het stopzetten van de activiteiten van die kerncentrale met tien jaar wordt uitgesteld, en ten tweede het uitstel, eveneens met tien jaar, van de aanvankelijk door die wetgever vastgestelde termijn voor het stopzetten van de industriële elektriciteitsproductie van een in gebruik zijnde centrale.

88. Hieruit volgt dat de tenuitvoerlegging van deze maatregelen weliswaar noopt tot de vaststelling van verdere handelingen in het kader van een complex en gereguleerd proces - die met name tot doel hebben de voorschriften inzake beveiliging en veiligheid die van toepassing zijn op de industriële elektriciteitsproductie van nucleaire oorsprong te waarborgen - en dat die maatregelen weliswaar met name onderworpen zijn aan een voorafgaande goedkeuring van het FANC, zoals blijkt uit de memorie van toelichting bij de wet van 28 juni 2015, maar dat zij vanaf hun vaststelling door de nationale wetgever de essentiële kenmerken van het project definiëren en *a priori* niet meer worden geacht besproken of ter discussie gesteld te worden.

89. Dat de tenuitvoerlegging van dit project voor één van de twee centrales in kwestie vereist dat een nieuwe individuele vergunning voor industriële elektriciteitsproductie wordt afgegeven, kan niet rechtvaardigen dat pas een milieueffectbeoordeling wordt verricht na de vaststelling van de wet van 28 juni 2015. Overigens zij opgemerkt dat het Belgische parlement volgens de in de verwijzingsbeslissing verstrekte gegevens reeds vóór de vaststelling van die wet in kennis was gesteld van de extra hoeveelheid radioactief afval die mogelijk zou ontstaan door de in het hoofdgeding aan de orde zijnde maatregelen, te weten 350 m<sup>3</sup>.

90. Zoals in de punten 63 tot en met 71 van dit arrest is geconstateerd, vormen de in het hoofdgeding aan de orde zijnde maatregelen samen met de moderniseringswerkzaamheden die daarmee onlosmakelijk verbonden zijn, bovendien een project in de zin van artikel 1, lid 2, onder a), eerste streepje, van de MEB-richtlijn.

91. In deze context lijkt de wet van 28 juni 2015 op het eerste gezicht te kunnen worden aangemerkt als een vergunning in de zin van artikel 1, lid 2, onder c), van de MEB-richtlijn, of - gezien de essentiële kenmerken ervan - op zijn minst de eerste fase van de vergunningsprocedure voor het project in kwestie te vormen.

92. Wat betreft de vraag of de milieueffectbeoordeling ook betrekking behoort te hebben op de werkzaamheden die onlosmakelijk verbonden zijn met de in het hoofdgeding aan de orde zijnde maatregelen, geldt dat zulks het geval is indien zowel die werkzaamheden als de mogelijke milieueffecten ervan in die fase van de vergunningsprocedure voldoende kunnen worden bepaald, wat de verwijzende rechter dient na te gaan. In zoverre blijkt uit de verwijzingsbeslissing dat het Belgische parlement, zoals in punt 68 van dit arrest is bevestigd, vóór de vaststelling van de wet van 28 juni 2015 eveneens op de hoogte was van zowel de aard als het bedrag van de werkzaamheden die vereist waren voor de in deze wet vervatte maatregelen.

93. Daarbij komt dat het in het hoofdgeding aan de orde zijnde project vermoedelijk aanzienlijke milieueffecten zal hebben in een andere lidstaat, zodat moet worden geconstateerd dat het tevens dient te worden onderworpen aan een grensoverschrijdende beoordelingsprocedure als bedoeld in artikel 7 van de MEB-richtlijn.

94. Gelet op een en ander dient op de zesde prejudiciële vraag, onder a) tot en met c), te worden geantwoord dat artikel 1, lid 2, onder a), eerste streepje, artikel 2, lid 1, en artikel 4, lid 1, van de MEB-richtlijn aldus moeten worden uitgelegd dat maatregelen die bestaan in het heropstarten van de industriële elektriciteitsproductie van een buiten werking gestelde kerncentrale voor een periode van bijna tien jaar - waardoor het aanvankelijk door de nationale wetgever vastgestelde tijdstip voor de desactivering en het stopzetten van de activiteiten van die kerncentrale met tien jaar wordt uitgesteld - en in het uitstel, eveneens met tien jaar, van de aanvankelijk door die wetgever vastgestelde termijn voor de desactivering en het stopzetten van de industriële elektriciteitsproductie van een in gebruik zijnde kerncentrale, welke maatregelen gepaard gaan met werkzaamheden voor de modernisering van de centrales in kwestie die gevolgen kunnen hebben voor de materiële toestand van de betrokken plaatsen, een 'project' in de zin van die richtlijn vormen dat in beginsel, en onder voorbehoud van de door de verwijzende rechter te verrichten verificaties, aan een milieueffectbeoordeling moet worden onderworpen voordat de betreffende maatregelen worden vastgesteld. Dat de tenuitvoerlegging van deze maatregelen, wat één van de twee centrales in kwestie betreft, noopt tot de vaststelling van verdere handelingen, zoals de afgifte van een nieuwe individuele vergunning voor industriële elektriciteitsproductie, is in dit verband niet beslissend. Ook de werkzaamheden die onlosmakelijk met die maatregelen verbonden zijn, moeten vóór de vaststelling van die maatregelen aan een dergelijke beoordeling worden onderworpen indien de aard en de potentiële milieueffecten ervan in die fase voldoende kunnen worden bepaald, wat de verwijzende rechter dient na te gaan.

#### 2. Zesde prejudiciële vraag, onder d)

95. Met zijn zesde vraag, onder d), wenst de verwijzende rechter in wezen te vernemen of artikel 2, lid 4, van de MEB-richtlijn aldus moet worden uitgelegd dat een project zoals aan de orde is in het hoofdgeding, van een milieueffectbeoordeling kan worden vrijgesteld om redenen die verband houden met de bevoorradingszekerheid van de betrokken lidstaat inzake elektriciteit.

96. Krachtens artikel 2, lid 4, eerste alinea, van de MEB-richtlijn kunnen de lidstaten in uitzonderlijke gevallen voor een welbepaald project gehele of gedeeltelijke vrijstelling verlenen van de bepalingen van die richtlijn, evenwel onverminderd artikel 7 ervan met betrekking tot de verplichtingen die rusten op een lidstaat op het grondgebied waarvan men een project wil uitvoeren dat vermoedelijk aanzienlijke milieueffecten zal hebben in een andere lidstaat.

97. Hoewel niet kan worden uitgesloten dat de noodzaak om de bevoorradingszekerheid van een lidstaat inzake elektriciteit te waarborgen een uitzonderlijk geval in de zin van artikel 2, lid 4, eerste alinea, van de MEB-richtlijn vormt dat kan rechtvaardigen dat voor een project vrijstelling wordt verleend van een milieueffectbeoordeling, dient in herinnering te worden gebracht dat bij artikel 2, lid 4, tweede alinea, onder a) tot en met c), van die richtlijn bijzondere verplichtingen worden opgelegd aan de lidstaten die voornemens zijn zich op die vrijstelling te beroepen.

98. In een dergelijk geval dienen de betrokken lidstaten namelijk na te gaan of er geen andere vorm van beoordeling geschikt is, de door andere vormen van beoordeling verzamelde gegevens ter beschikking te stellen van het betrokken publiek, en de Commissie, voordat de vergunning wordt verleend, op de hoogte te stellen van de redenen waarom de vrijstelling is verleend en haar alle informatie te verschaffen die zij, waar dat van toepassing is, ter beschikking van hun eigen onderdanen stellen.

99. Zoals de advocaat-generaal in punt 150 van haar conclusie heeft opgemerkt, zijn deze verplichtingen geen loutere formaliteiten, maar voorwaarden die ervoor moeten zorgen dat de met de MEB-richtlijn nagestreefde doelstellingen zo veel mogelijk worden geëerbiedigd.

100. *In casu* staat het weliswaar aan de verwijzende rechter om na te gaan of het Koninkrijk België die verplichtingen is nagekomen, maar kan nu reeds worden geconstateerd dat de Commissie er in haar schriftelijke opmerkingen op heeft gewezen dat zij door deze lidstaat niet in kennis is gesteld van de toepassing van die vrijstelling.

101. Voorts kan op grond van artikel 2, lid 4, van de MEB-richtlijn voor een project slechts vrijstelling van de milieueffectbeoordeling worden verleend indien de betrokken lidstaat in staat is om aan te tonen dat het redelijk waarschijnlijk is dat het door hem aangevoerde risico voor de bevoorradingszekerheid inzake elektriciteit zich verwezenlijkt, en dat het project in kwestie een spoedeisend karakter heeft waardoor het achterwege blijven van een milieueffectbeoordeling kan worden gerechtvaardigd. Zoals in punt 96 van dit arrest is opgemerkt, is deze uitzondering bovendien van toepassing onverminderd artikel 7 van die richtlijn, dat betrekking heeft op de beoordeling van projecten met grensoverschrijdende effecten.

102. Gelet op een en ander dient op de zesde prejudiciële vraag, onder d), te worden geantwoord dat artikel 2, lid 4, van de MEB-richtlijn aldus moet worden uitgelegd dat een lidstaat op grond van deze bepaling voor een project zoals aan de orde is in het hoofdgeding, teneinde zijn bevoorradingszekerheid inzake elektriciteit te waarborgen, enkel vrijstelling van een milieueffectbeoordeling mag verlenen indien hij aantoont dat het redelijk waarschijnlijk is dat het risico voor die bevoorradingszekerheid zich verwezenlijkt, en dat het project in kwestie een spoedeisend karakter heeft waardoor het achterwege blijven van een milieueffectbeoordeling kan worden gerechtvaardigd, mits de in artikel 2, lid 4, tweede alinea, onder a) tot en met c), van de MEB-richtlijn neergelegde verplichtingen worden nagekomen. Deze mogelijkheid om vrijstelling te verlenen laat echter de verplichtingen onverlet die op de betrokken lidstaat rusten krachtens artikel 7 van die richtlijn.



### 3. Zevende prejudiciële vraag

103. Met zijn zevende vraag wenst de verwijzende rechter in wezen te vernemen of artikel 1, lid 4, van de MEB-richtlijn aldus moet worden uitgelegd dat een nationale wettelijke regeling als die welke aan de orde is in het hoofdgeding, een specifieke nationale wet in de zin van die bepaling is die op grond van diezelfde bepaling is uitgesloten van de werkingssfeer van die richtlijn.

104. In dit verband zij eraan herinnerd dat een project op grond van artikel 1, lid 4, van de MEB-richtlijn, waarin de inhoud van artikel 1, lid 5, van richtlijn 85/337 is overgenomen, enkel van de werkingssfeer van de MEB-richtlijn is uitgesloten indien aan twee voorwaarden is voldaan.

105. De eerste voorwaarde houdt in dat het project wordt vastgesteld via een specifieke wetgevingshandeling die dezelfde kenmerken als een vergunning heeft. Met name moet deze handeling de opdrachtgever het recht geven om het project uit te voeren (zie in die zin arrest van 16 februari 2012, *Solvay e.a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, punt 32 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

106. Tevens moet het project tot in detail - dat wil zeggen voldoende nauwkeurig en definitief - worden vastgesteld, zodat de wetgevingshandeling tot vaststelling ervan, net als een vergunning, alle door de wetgever in aanmerking genomen onderdelen moet omvatten die relevant zijn voor de beoordeling van de milieueffecten. Uit de wetgevingshandeling moet blijken dat de doelstellingen van de MEB-richtlijn in het geval van het betreffende project zijn bereikt (zie in die zin arrest van 16 februari 2012, *Solvay e.a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, punt 33 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

107. Uit het voorgaande volgt dat een wetgevingshandeling niet kan worden geacht een project in detail te hebben vastgesteld in de zin van artikel 1, lid 4, van de MEB-richtlijn, wanneer zij niet ziet op alle onderdelen van het project die voor de beoordeling van de milieueffecten nodig zijn, of wanneer zij noopt tot de vaststelling van andere handelingen om de opdrachtgever het recht te geven het project uit te voeren (zie in die zin arrest van 16 februari 2012, *Solvay e.a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, punt 34 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

108. De tweede in artikel 1, lid 4, van de MEB-richtlijn gestelde voorwaarde houdt in dat de doelstellingen van deze richtlijn, waaronder het ter beschikking stellen van gegevens, worden bereikt via de wetgevingsprocedure. Uit artikel 2, lid 1, van de MEB-richtlijn blijkt namelijk dat de belangrijkste doelstelling van deze richtlijn erin bestaat te verzekeren dat projecten die - met name gezien hun aard, omvang of ligging - aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben, aan een beoordeling van die effecten worden onderworpen voordat een vergunning wordt verleend (zie in die zin arrest van 16 februari 2012, *Solvay e.a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, punt 35 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

109. Bijgevolg dient de wetgever, wanneer het project wordt vastgesteld, over voldoende informatie te beschikken. In dit verband blijkt uit artikel 5, lid 3, van de MEB-richtlijn dat de door de opdrachtgever te verstrekken informatie ten minste het volgende moet bevatten: een beschrijving van het project met informatie over vestigingsplaats, ontwerp en omvang van het project; een beschrijving van de beoogde maatregelen om aanzienlijke nadelige effecten te vermijden, te beperken en zo mogelijk te verhelpen; de nodige gegevens om de voornaamste milieueffecten die het project vermoedelijk zal hebben te kunnen bepalen en beoordelen; een schets van de voornaamste alternatieven die de opdrachtgever heeft onderzocht, met opgave van de voornaamste motieven voor zijn keuze, met inachtneming van de milieueffecten, en een niet-technische samenvatting van al deze gegevens (zie in die zin arresten van 18 oktober 2011, *Boxus e.a.*, C-128/09-C-131/09, C-134/09 en C-135/09, EU: C: 2011: 667, punt 43, en 16 februari 2012, *Solvay e.a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, punt 37).

110. *In casu* staat het aan de verwijzende rechter om uit te maken of deze voorwaarden zijn vervuld, waarbij rekening moet worden gehouden met zowel de inhoud van de wetgevingshandeling als de volledige wetgevingsprocedure die tot de vaststelling ervan heeft geleid, in het bijzonder de voorbereidende handelingen en de parlementaire debatten (zie in die zin arresten van 18 oktober 2011, *Boxus e.a.*, C-128/09-C-131/09, C-134/09 en C-135/09, EU: C: 2011: 667, punt 47, en 16 februari 2012, *Solvay e.a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, punt 41).

111. Gelet op de gegevens die het Hof ter kennis zijn gebracht, lijkt dit echter niet het geval te zijn geweest.

112. De verwijzende rechter vermeldt weliswaar dat er studies en hoorzittingen zijn voorafgegaan aan de vaststelling van de wet van 28 juni 2015, maar uit het dossier waarover het Hof beschikt, blijkt niet dat de nationale wetgever op de hoogte was van de in punt 109 van het onderhavige arrest bedoelde informatie, zowel wat betreft de in het hoofdgeding aan de orde zijnde maatregelen als wat betreft de onlosmakelijk daarmee verbonden werkzaamheden, ten aanzien waarvan bij de beantwoording van de zesde prejudiciële vraag, onder a) tot en met c), is geoordeeld dat zij samen één en hetzelfde project zijn.

113. Daarbij komt dat het, zoals met name volgt uit punt 91 van dit arrest, denkbaar is dat een wet zoals de wet van 28 juni 2015, wat betreft de werkzaamheden die gepaard gaan met het in het hoofdgeding aan de orde zijnde project, slechts een eerste fase is in de vergunningsprocedure voor dat project, zodat met die wet ook niet is voldaan aan een van de voorwaarden waaronder het bijbehorende project op grond van artikel 1, lid 4, van de MEB-richtlijn is uitgesloten van de werkingssfeer van deze richtlijn, te weten dat het project in kwestie in detail is vastgesteld via een specifieke nationale wet.

114. Gelet op een en ander dient op de zevende prejudiciële vraag te worden geantwoord dat artikel 1, lid 4, van de MEB-richtlijn aldus moet worden uitgelegd dat een nationale wettelijke regeling als die welke aan de orde is in het hoofdgeding, geen specifieke nationale wet in de zin van die bepaling is die op grond van diezelfde bepaling is uitgesloten van de werkingssfeer van die richtlijn ».

B.15.2. In het dictum van zijn arrest van 29 juli 2019 heeft het Hof van Justitie voor recht verklaard :

« 1) Artikel 1, lid 2, onder a), eerste streepje, artikel 2, lid 1, en artikel 4, lid 1, van richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten moeten aldus worden uitgelegd dat maatregelen die bestaan in het heropstarten van de industriële elektriciteitsproductie van een buiten werking gestelde kerncentrale voor een periode van bijna tien jaar - waardoor het aanvankelijk door de nationale wetgever vastgestelde tijdstip voor de desactivering en het stopzetten van de activiteiten van die kerncentrale met tien jaar wordt uitgesteld - en in het uitstel, eveneens met tien jaar, van de aanvankelijk door die wetgever vastgestelde termijn voor de desactivering en het stopzetten van de industriële elektriciteitsproductie van een in gebruik zijnde kerncentrale, welke maatregelen gepaard gaan met werkzaamheden voor de modernisering van de centrales in kwestie die gevolgen kunnen hebben voor de materiële toestand van de betrokken plaatsen, een 'project' in de zin van die richtlijn vormen dat in beginsel, en onder voorbehoud van de door de verwijzende rechter te verrichten verificaties, aan een milieueffectbeoordeling moet worden onderworpen voordat de betreffende maatregelen worden vastgesteld. Dat de tenuitvoerlegging van deze maatregelen, wat één van de twee centrales in kwestie betreft, noopt tot de vaststelling van verdere handelingen, zoals de afgifte van een nieuwe individuele vergunning voor industriële elektriciteitsproductie, is in dit verband niet beslissend. Ook de werkzaamheden die onlosmakelijk met die maatregelen verbonden zijn, moeten vóór de vaststelling van die maatregelen aan een dergelijke beoordeling worden onderworpen indien de aard en de potentiële milieueffecten ervan in die fase voldoende kunnen worden bepaald, wat de verwijzende rechter dient na te gaan.

2) Artikel 2, lid 4, van richtlijn 2011/92 moet aldus worden uitgelegd dat een lidstaat op grond van deze bepaling voor een project zoals aan de orde is in het hoofdgeding, teneinde zijn bevoorradingszekerheid inzake elektriciteit te waarborgen, enkel vrijstelling van een milieueffectbeoordeling mag verlenen indien hij aantoonbaar dat het redelijk waarschijnlijk is dat het risico voor die bevoorradingszekerheid zich verwezenlijkt, en dat het project in kwestie een spoedeisend karakter heeft waardoor het achterwege blijven van een milieueffectbeoordeling kan worden gerechtvaardigd, mits de in artikel 2, lid 4, tweede alinea, onder a) tot en met c), van richtlijn 2011/92 neergelegde verplichtingen worden nagekomen. Deze mogelijkheid om vrijstelling te verlenen laat echter de verplichtingen onverlet die op de betrokken lidstaat rusten krachtens artikel 7 van die richtlijn.

3) Artikel 1, lid 4, van richtlijn 2011/92 moet aldus worden uitgelegd dat een nationale wettelijke regeling als die welke aan de orde is in het hoofdgeding, geen specifieke nationale wet in de zin van die bepaling is die op grond van diezelfde bepaling is uitgesloten van de werkingssfeer van die richtlijn » (HvJ, grote kamer, 29 juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, reeds aangehaald).

B.16.1. Uit dat arrest blijkt dat, om te bepalen of een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een wetgevingshandeling al dan niet binnen het toepassingsgebied valt van de vereisten inzake milieueffectbeoordeling en inspraak van het publiek, vermeld in B.14.1 tot B.14.3, de nationale rechter eerst moet nagaan of het project al dan niet beantwoordt aan de toepassingsvoorwaarden van artikel 1, lid 4, van de richtlijn 2011/92/EU.

Projecten die in detail worden aangenomen via een specifieke wetgevingshandeling, zodat de met die richtlijn nagestreefde doelstellingen via de wetgevingsprocedure worden bereikt, vallen immers buiten het toepassingsgebied van de richtlijn 2011/92/EU.

B.16.2. Uit het voormelde arrest *Inter-Environnement Wallonie ASBL* blijkt dat, om te voldoen aan de voorwaarden van artikel 1, lid 4, van de voormelde richtlijn, het project eerst in detail, voldoende nauwkeurig en definitief moet worden vastgesteld via een specifieke wetgevingshandeling die dezelfde kenmerken als een vergunning heeft en die de opdrachtgever in staat stelt om het project uit te voeren, waarbij de wetgever alle onderdelen van het project die relevant zijn voor de beoordeling van de milieueffecten in aanmerking heeft genomen (HvJ, grote kamer, 29 juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, punten 105-106).

Overigens moeten de doelstellingen van de richtlijn inzake milieueffectbeoordeling worden bereikt, meer bepaald wat betreft het ter beschikking stellen van informatie door de opdrachtgever, eventueel aangevuld door de autoriteiten en het publiek; daartoe dient de wetgever, wanneer het project wordt vastgesteld, over voldoende informatie te hebben beschikt, die ten minste het volgende moet bevatten: (1) een beschrijving van het project met informatie over vestigingsplaats, ontwerp en omvang van het project, (2) een beschrijving van de beoogde maatregelen om aanzienlijke nadelige effecten te vermijden, te beperken en zo mogelijk te verhelpen, (3) de nodige gegevens om de voornaamste milieueffecten die het project vermoedelijk zal hebben, te kunnen bepalen en beoordelen, (4) een schets van de voornaamste alternatieven die de opdrachtgever heeft onderzocht, met opgave van de voornaamste motieven voor zijn keuze, met inachtneming van de milieueffecten, en (5) een niet-technische samenvatting van al die gegevens (HvJ, grote kamer, 29 juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, punten 108-109).

In dat opzicht moet de nationale rechter rekening houden met zowel de inhoud van de wetgevingshandeling als de volledige wetgevingsprocedure die tot de vaststelling ervan heeft geleid, in het bijzonder de voorbereidende handelingen en de parlementaire debatten (*ibid.*, punt 110).

B.17.1. Bij de wet van 28 juni 2015 wordt de datum die oorspronkelijk was vastgesteld voor de desactivering en het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de centrales Doel 1 en Doel 2, zijnde veertig jaar na de ingebruikname van de centrales, met tien jaar uitgesteld. Zoals in B.5.3 is vermeld, staat de bestreden wet, enerzijds, de centrale Doel 1 toe « opnieuw » elektriciteit te produceren vanaf de inwerkingtreding van de bestreden wet, zijnde 6 juli 2015, en stelt zij de desactivering ervan uit tot 15 februari 2025; anderzijds, wordt bij diezelfde wet de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de centrale Doel 2 met tien jaar uitgesteld, tot 1 december 2025.

Uit de in B.5.2 geciteerde parlementaire voorbereiding van de wet van 28 juni 2015 blijkt dat de parlementsleden zich hebben beperkt tot een stemming over de verlenging van de duur van de industriële elektriciteitsproductie van de centrales Doel 1 en Doel 2.

Hoewel zij op basis van verschillende studies en hoorzittingen van experts de risico's konden inschatten voor de elektriciteitsbevoorradingszekerheid van het land bij ontstentenis van die verlenging, alsook de noodzaak om moderniseringswerkzaamheden aan de kerncentrales uit te voeren, die noodzakelijk waren wegens die verlenging, werd hun toch enkel gevraagd zich uit te spreken over het principe zelf van de verlenging van de duur van de industriële elektriciteitsproductie van de centrales Doel 1 en Doel 2. Hun stemming had als zodanig geen betrekking op de moderniseringswerken van de kerncentrales, die passen binnen het LTO-plan, en die overigens pas later officieel zullen worden opgesomd, indicatief, in de overeenkomst « voor levensduurverlenging » die op 30 november 2015 werd ondertekend tussen de Belgische Staat en Electrabel.

B.17.2. Zoals het Hof van Justitie overigens heeft vastgesteld in de punten 111 tot 114 van het voormelde arrest *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 28 juni 2015 niet dat de parlementsleden over de in B.16.2 vermelde minimale informatie beschikten.

B.17.3. Uit het voorgaande volgt dat de bestreden wet niet kan worden beschouwd als een specifieke wetgevingshandeling waarbij in detail een « project » in de zin van de richtlijn 2011/92/EU wordt vastgesteld.

Die vaststelling heeft tot gevolg dat de bestreden wet niet ontsnapt aan het toepassingsgebied van de richtlijn 2011/92/EU en aldus onderworpen is aan de vereisten inzake milieueffectbeoordeling en inspraak van het publiek, zoals vermeld in B.14.1 tot B.14.3.

B.18.1. Zoals in B.5 is vermeld, toont de context van de wet van 28 juni 2015 voldoende aan dat de wetgever, door de bestreden wet aan te nemen, heeft beslist de duur van de industriële elektriciteitsproductie van de centrales Doel 1 en Doel 2 met tien jaar te verlengen, op voorwaarde dat aanzienlijke werkzaamheden aan die centrales worden verricht, meer bepaald om ze te moderniseren en om te waarborgen dat de veiligheidsnormen in het kader van het « LTO »-plan worden nageleefd.

Zoals in B.5.4 tot B.5.6 is vermeld, zijn die omvangrijke werkzaamheden vastgelegd in de overeenkomst « voor levensduurverlenging » die op 30 november 2015 werd ondertekend tussen de Belgische Staat en Electrabel, en maken zij investeringen noodzakelijk die geraamd worden op een bedrag van ongeveer 700 miljoen euro (artikel 3 van de overeenkomst). Het Hof van Justitie heeft in dat verband vastgesteld dat die werkzaamheden onder meer betrekking zouden moeten hebben « op de modernisering van de koepels van de centrales Doel 1 en Doel 2, op de vernieuwing van de bassins voor de opslag van gebruikte splijtstof, op de plaatsing van een nieuwe pompinstallatie en op de aanpassing van de onderbouw om die centrales beter te beschermen tegen overstromingen », en impliceren dat « niet enkel verbeteringen [worden] aangebracht aan de bestaande structuren, maar [...] tevens [dat] drie gebouwen [worden] opgericht. Twee daarvan zouden worden bestemd voor het onderbrengen van de ventilatiesystemen en het derde voor een brandbestrijdingsinstallatie », zodat « dergelijke werkzaamheden [...] gevolgen [kunnen] hebben voor de materiële toestand van de betrokken plaatsen, zoals bedoeld in de rechtspraak van het Hof » (*ibid.*, punt 66).

Ook al zijn die werkzaamheden niet vermeld in de wet van 28 juni 2015, vormen zij niettemin, in het licht van de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet, een *conditio sine qua non* voor de verlenging van de levensduur van de kerncentrales (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0967/001, pp. 7 en 9; *Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0967/003, p. 10).

Artikel 4, § 3, van de wet van 31 januari 2003, zoals het werd ingevoegd bij de wet van 28 juni 2015, bevestigt eveneens het onlosmakelijke verband tussen de ondertekening van die overeenkomst, uiterlijk op 30 november 2015, en de verlenging van de activiteit van industriële elektriciteitsproductie van de kerncentrales Doel 1 en Doel 2, daar die bepaling erin voorzagt dat, wanneer die overeenkomst niet wordt gesloten, de Koning de datum van desactivering van die centrales zou vervroegen naar 31 maart 2016.

B.18.2. Zoals het Hof van Justitie vaststelt in de punten 63 tot 71 van zijn voormelde arrest *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, zijn zulke moderniseringswerkzaamheden, die investeringen impliceren die op 700 miljoen euro worden geraamd, onlosmakelijk verbonden met de aanneming van de beslissing tot verlenging, met tien jaar, van de duur van de industriële elektriciteitsproductie van de centrales Doel 1 en Doel 2, zodat de bestreden wet en de werkzaamheden die zijn vastgelegd in de overeenkomst « voor levensduurverlenging » die op 30 november 2015 werd ondertekend tussen de Belgische Staat en Electrabel, samen een en hetzelfde « project » vormen in de zin van artikel 1, lid 2, a), eerste streepje, van de richtlijn 2011/92/EU. Het Hof ziet geen enkel feitelijk element dat die vaststelling op losse schroeven zou kunnen zetten.

Het Hof van Justitie oordeelt overigens dat die maatregelen en die werkzaamheden « qua omvang vergelijkbaar zijn met de risico's die zich voordeden bij de oorspronkelijke ingebruikname van die centrales », en « onder punt 24 van bijlage I bij de MEB-richtlijn vallen », zodat « een dergelijk project [...] uit zijn aard een risico op een aanzienlijk milieueffect in de zin van artikel 2, lid 1, van deze richtlijn [oplevert] en [...] krachtens artikel 4, lid 1, van die richtlijn [moet] worden onderworpen aan een milieueffectbeoordeling » (Hv), grote kamer, 29 juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, punten 79-80).

B.18.3. Daaruit volgt dat de wet van 28 juni 2015 het voorwerp moest uitmaken van een milieueffectbeoordeling, met raadpleging van het publiek, en dat, aangezien zij vermoedelijk in een andere lidstaat aanzienlijke milieueffecten kon hebben, zij ook moest worden onderworpen aan een grensoverschrijdende beoordelingsprocedure als bedoeld in artikel 7 van de MEB-richtlijn (*ibid.*, punten 81 en 93).

B.19.1. Wat betreft het tijdstip waarop die milieueffectbeoordeling moet worden verricht, herinnert het Hof van Justitie eraan dat een dergelijke beoordeling vooraf dient te worden verricht, « alvorens een vergunning wordt verleend », waarbij de opdrachtgever door het besluit van de bevoegde instantie of instanties het recht verkrijgt om het project uit te voeren, wat in beginsel door de verwijzende rechter moet worden vastgesteld op basis van de toepasselijke nationale regeling (*ibid.*, punten 82-84). Het Hof van Justitie brengt eveneens in herinnering dat, wanneer de vergunningsprocedure in verschillende fasen verloopt, waarvan één bestaat in de vaststelling van een basisbesluit en de andere in de vaststelling van een uitvoeringsbesluit, waarbij in laatstgenoemd besluit de in het basisbesluit vastgelegde parameters niet mogen worden overschreden, de milieueffectbeoordeling van een project in beginsel moet worden verricht zodra het mogelijk is alle milieueffecten die het project kan hebben, te bepalen en beoordelen (*ibid.*, punten 85-86).

B.19.2. Zoals het Hof van Justitie vaststelt in de punten 87 tot 91 van zijn voormelde arrest *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, voorziet de wet van 28 juni 2015 « op precieze en onvoorwaardelijke wijze [...] in ten eerste het heropstarten van de industriële elektriciteitsproductie van een buiten werking gestelde kerncentrale voor een periode van bijna tien jaar, waardoor het aanvankelijk door de nationale wetgever vastgestelde tijdstip voor de desactivering en het stopzetten van de activiteiten van die kerncentrale met tien jaar wordt uitgesteld, en ten tweede het uitstel, eveneens met tien jaar, van de aanvankelijk door die wetgever vastgestelde termijn voor het stopzetten van de industriële elektriciteitsproductie van een in gebruik zijnde centrale » (*ibid.*, punt 87), zodat « de tenuitvoerlegging van deze maatregelen weliswaar noopt tot de vaststelling van verdere handelingen », « maar dat zij vanaf hun vaststelling door de nationale wetgever de essentiële kenmerken van het project definiëren en *a priori* niet meer worden geacht besproken of ter discussie gesteld te worden » (*ibid.*, punt 88). Het Hof van Justitie onderstreept eveneens dat « het Belgische parlement [...] reeds vóór de vaststelling van die wet in kennis was gesteld van de extra hoeveelheid radioactief afval die mogelijkere wijs zou ontstaan door de in het hoofdgeding aan de orde zijnde maatregelen, te weten 350 m<sup>3</sup> » (*ibid.*, punt 89) en dat « het Belgische Parlement [...] vóór de vaststelling van die wet van 28 juni 2015 eveneens op de hoogte was van zowel de aard als het bedrag van de werkzaamheden die vereist waren voor de in deze wet vervatte maatregelen » (*ibid.*, punt 92).

B.19.3. Uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet blijkt immers dat de parlementsleden, op het ogenblik van de aanneming van de wet van 28 juni 2015, beschikten over de « vastgestelde lijst van werkzaamheden/investeringen in het kader van de LTO van Doel 1 en 2, eventueel begroot (op basis van de in 2010 vastgestelde lijst voor Tihange 1) » (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0967/003, p. 4), alsook over een « draft van het LTO-verslag van Electrabel, waarop het FANC al opmerkingen kan formuleren » (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0967/006, p. 23).

De beveiligingswerkzaamheden die noodzakelijk zijn door de verlenging van Doel 1 en Doel 2, en de fasering ervan, werden besproken in het kader van de hoorzittingen van de deskundigen op dat gebied (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0967/003, pp. 143, 169-172, 262-269 en 300), en het geraamde bedrag van de investeringen was bekend (*ibid.*, pp. 144 en 291; zie eveneens *Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0967/006, p. 23). Op dezelfde wijze kenden de parlementsleden ook de geraamde additionele hoeveelheid exploitatieafval, verbonden aan de verlenging van Doel 1 en Doel 2 (*ibid.*, pp. 190-191).

Uit het voorgaande blijkt dat het, op het ogenblik van de aanneming van de wet van 28 juni 2015, mogelijk was alle gevolgen van de beslissing tot verlenging van de duur van de industriële elektriciteitsproductie door de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 vast te stellen en te beoordelen.

B.19.4. Met de wet van 28 juni 2015 heeft de federale wetgever bijgevolg een kaderbesluit genomen waarin het principe wordt vastgelegd van een verlenging met tien jaar van de duur van de industriële elektriciteitsproductie door de kerncentrales Doel 1 en Doel 2, waarvan de uitvoering en de gevolgen inzake moderniserings- en beveiligingswerkzaamheden bekend waren op het ogenblik van de aanneming van de bestreden wet. In die context vormde de wet van 28 juni 2015 de eerste fase van de vergunningsprocedure van het in het geding zijnde project inzake de verlenging van de duur van de industriële elektriciteitsproductie door de kerncentrales Doel 1 en Doel 2, waarvan de gevolgen waren vastgesteld en beoordeeld op het ogenblik van de aanneming van de bestreden wet, die dus moest worden voorafgegaan door de milieueffectrapportering die wordt geëist door de richtlijn 2011/92/EU.

Voor het overige, zoals het Hof van Justitie onderstreept, « [kan het feit] dat de tenuitvoerlegging van dit project voor één van de twee centrales in kwestie vereist dat een nieuwe individuele vergunning voor industriële elektriciteitsproductie wordt afgegeven, [...] niet rechtvaardigen dat pas een milieueffectbeoordeling wordt verricht na de vaststelling van de wet van 28 juni 2015 » (Hv), grote kamer, 29 juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, punt 89).

B.19.5. Aangezien de wet van 28 juni 2015 moest worden beschouwd als de principiële beslissing die geldt als « vergunning » in de zin van artikel 1, lid 2, c), van de MEB-richtlijn, van een « project » in de zin van artikel 1, lid 2, a), eerste streepje, van de richtlijn 2011/92/EU, in samenhang gelezen met de bijlagen I en II van dezelfde richtlijn, diende de bestreden wet, vóór de aanneming ervan, te worden voorafgegaan door een milieueffectbeoordeling en een raadpleging van het publiek over het principe van de verlenging met tien jaar van de duur van de industriële elektriciteitsproductie door de kerncentrales Doel 1 en Doel 2, en over de gevolgen van die verlenging inzake moderniserings- en beveiligingswerkzaamheden.

B.20. Voor het overige zijn, zoals het Hof van Justitie vaststelt in de punten 100 en 101 van het voormelde arrest *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, de voorwaarden voor een vrijstelling van die milieueffectbeoordeling en van die raadpleging van het publiek te dezen niet vervuld, omdat België de Commissie niet in kennis heeft gesteld van zijn wens om van die vrijstelling gebruik te maken om dwingende redenen die verband houden met de elektriciteitsbevoorradingszekerheid van het land. Zoals in B.14.4 is vermeld, zou die vrijstelling te dezen overigens niet kunnen worden toegepast, gelet op de grensoverschrijdende effecten van het voorliggende project, die overigens door het Hof van Justitie zijn vastgesteld in de punten 81 en 93 van het voormelde arrest *Inter-Environnement Wallonie ASBL*.

B.21. Rekening houdend met het voorgaande is het tweede middel, in zoverre het is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 2 tot 8 van de richtlijn 2011/92/EU, en met de bijlagen I en II van diezelfde richtlijn, gegrond.

B.22. In hun derde middel voeren de verzoekende partijen, in samenhang met de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet, de schending aan van artikel 6 van de richtlijn 92/43/EEG en van de artikelen 3 en 4 van de richtlijn 2009/147/EG.

De verzoekende partijen voeren aan dat er in de nabijheid van de centrales van Doel 1 en Doel 2 gebieden gelegen zijn die door de voormelde richtlijnen worden beschermd, waardoor dus een passende beoordeling van de milieueffecten van het project diende te worden gerealiseerd vóór de aanneming van de bestreden wet.

B.23.1. Door het Hof ondervraagd over de interpretatie van de richtlijnen 92/43/EEG en 2009/147/EG, heeft het Hof van Justitie geoordeeld :

« 1. Achtste prejudiciële vraag, onder a) tot en met c)

115. Met zijn achtste vraag, onder a) tot en met c), wenst de verwijzende rechter in wezen te vernemen of artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn, gelezen in samenhang met de artikelen 3 en 4 van de vogelrichtlijn en in voorkomend geval gelezen in het licht van de MEB-richtlijn, aldus moet worden uitgelegd dat maatregelen als die welke in het hoofdgeding aan de orde zijn, rekening houdend met de daarmee gepaard gaande moderniseringswerkzaamheden en werkzaamheden om te voldoen aan de geldende veiligheidsvoorschriften, een plan of project vormen waarvoor krachtens die bepaling van de habitatrichtlijn een beoordeling moet worden verricht en, indien dit het geval is, of die beoordeling moet worden verricht voordat die maatregelen door de wetgever worden vastgesteld. Tevens wenst de verwijzende rechter te vernemen of in dit verband een onderscheid moet worden gemaakt naargelang de maatregelen in kwestie betrekking hebben op de ene dan wel op de andere van de twee centrales die in het hoofdgeding aan de orde zijn, gelet op de noodzaak om voor één van deze centrales verdere uitvoeringshandelingen vast te stellen, zoals de afgifte van een nieuwe individuele vergunning voor industriële elektriciteitsproductie.

a) Inleidende opmerkingen

116. Bij artikel 6 van de habitatrichtlijn wordt de lidstaten een geheel van verplichtingen en specifieke procedures voorgeschreven die, zoals blijkt uit artikel 2, lid 2, van deze richtlijn, tot doel hebben de natuurlijke habitats en de wilde dier- en plantensoorten van communautair belang in een gunstige staat van instandhouding te behouden of in voorkomend geval te herstellen met het oog op de verwezenlijking van het algemenere doel van die richtlijn, te weten het waarborgen van een hoog niveau van milieubescherming in de op grond van diezelfde richtlijn beschermde gebieden [zie in die zin arrest van 17 april 2018, *Commissie/Polen (Oerbos van Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, punt 106 en aldaar aangehaalde rechtspraak].

117. Artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn voorziet in een beoordelingsprocedure die ertoe strekt om door middel van een voorafgaande controle te waarborgen dat voor een plan of project dat niet direct verband houdt met of nodig is voor het beheer van het betrokken gebied, maar dat voor het gebied significante gevolgen kan hebben, alleen toestemming wordt verleend voor zover het de natuurlijke kenmerken van dat gebied niet aantast [arresten van 17 april 2018, *Commissie/Polen (Oerbos van Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, punt 108 en aldaar aangehaalde rechtspraak, en 25 juli 2018, *Grace en Sweetman*, C-164/17, EU: C: 2018: 593, punt 38].

118. In artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn wordt een onderscheid gemaakt tussen twee fasen in de beoordelingsprocedure waarin het voorziet.

119. In de eerste fase, waarop de eerste volzin van deze bepaling ziet, dienen de lidstaten een passende beoordeling te maken van de gevolgen van een plan of project voor een beschermd gebied wanneer dit plan of project waarschijnlijk significante gevolgen voor dat gebied heeft. In de tweede fase, waarop de tweede volzin van die bepaling ziet en die volgt op bovengenoemde passende beoordeling, mag voor dat plan of project slechts toestemming worden verleend indien het de natuurlijke kenmerken van het betreffende gebied niet aantast, onder voorbehoud van artikel 6, lid 4, van de habitatrichtlijn (arrest van 25 juli 2018, *Grace en Sweetman*, C-164/17, EU: C: 2018: 593, punt 32).

120. Voorts brengt een passende beoordeling van de gevolgen van een plan of project voor een beschermd gebied mee dat alle aspecten van dit plan of project die op zichzelf of samen met andere plannen of projecten de instandhoudingsdoelstellingen van dat gebied in gevaar kunnen brengen, voordat goedkeuring wordt verleend voor dat plan of project, op basis van de beste wetenschappelijke kennis ter zake moeten worden bepaald. De bevoegde nationale instanties geven slechts toestemming voor een activiteit in het betreffende gebied wanneer zij de zekerheid hebben verkregen dat deze activiteit geen schadelijke gevolgen heeft voor de natuurlijke kenmerken van dat gebied. Dat is het geval wanneer er wetenschappelijk gezien redelijkerwijs geen twijfel meer over bestaat dat dergelijke gevolgen uitblijven (arrest van 7 november 2018, *Holohan e.a.*, C-461/17, EU: C: 2018: 883, punt 33 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

121. Tevens dient te worden opgemerkt dat, wat de speciale beschermingszones betreft, de uit artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn voortvloeiende verplichtingen - overeenkomstig artikel 7 van deze richtlijn - in de plaats komen van de verplichtingen die voortvloeien uit artikel 4, lid 4, eerste volzin, van de vogelrichtlijn, en dit vanaf de datum van aanwijzing overeenkomstig de vogelrichtlijn indien deze datum na de datum van toepassing van de habitatrichtlijn valt [arresten van 17 april 2018, *Commissie/Polen (Oerbos van Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, punt 109 en aldaar aangehaalde rechtspraak, en 25 juli 2018, *Grace en Sweetman*, C-164/17, EU: C: 2018: 593, punt 27].

b) Begrip 'project' in de zin van de habitatrichtlijn

122. Aangezien het begrip 'project' als bedoeld in artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn niet in deze richtlijn wordt gedefinieerd, moet om te beginnen het begrip 'project' in de zin van artikel 1, lid 2, onder a), van de MEB-richtlijn in aanmerking worden genomen (zie in die zin arresten van 7 september 2004, *Waddenvereniging en Vogelbeschermingsvereniging*, C-127/02, EU: C: 2004: 482, punten 23, 24 en 26; 14 januari 2010, *Stadt Papenburg*, C-226/08, EU: C: 2010: 10, punt 38; 17 juli 2014, *Commissie/Griekenland* C-600/12, niet gepubliceerd, EU: C: 2014: 2086, punt 75, en 7 november 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment e.a.*, C-293/17 en C-294/17, EU: C: 2018: 882, punt 60).

123. Daarnaast heeft het Hof reeds geoordeeld dat een activiteit die binnen de werkingssfeer van de MEB-richtlijn valt, *a fortiori* onder de habitatrichtlijn valt (arrest van 7 november 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment e.a.*, C-293/17 en C-294/17, EU: C: 2018: 882, punt 65).

124. Hieruit volgt dat een activiteit die is aan te merken als een project in de zin van de MEB-richtlijn, een project in de zin van de habitatrichtlijn kan zijn (arrest van 7 november 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment e.a.*, C-293/17 en C-294/17, EU: C: 2018: 882, punt 66).

125. Gelet op het antwoord dat is gegeven op de zesde prejudiciële vraag, onder a) tot en met c), moet worden geoordeeld dat maatregelen als die welke in het hoofdgeding aan de orde zijn, samen met de werkzaamheden die onlosmakelijk verbonden zijn met die maatregelen, een project in de zin van de habitatrichtlijn vormen.

126. Daarnaast staat het vast dat het project dat in het hoofdgeding aan de orde is, geen verband houdt met of noodzakelijk is voor het beheer van een beschermd gebied.

127. Ten slotte zij eraan herinnerd dat het feit dat vóór de inwerkingtreding van de habitatrichtlijn op grond van het nationale recht toestemming is verleend voor een periodieke activiteit, er op zichzelf niet aan in de weg staat dat de activiteit bij elke latere ingreep als een afzonderlijk project in de zin van die richtlijn wordt beschouwd, aangezien die activiteit anders permanent zou zijn onttrokken aan iedere voorafgaande beoordeling van haar gevolgen voor het betreffende gebied (zie in die zin arresten van 14 januari 2010, *Stadt Papenburg*, C-226/08, EU: C: 2010: 10, punt 41, en 7 november 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment e.a.*, C-293/17 en C-294/17, EU: C: 2018: 882, punt 77).

128. Derhalve moet worden beoordeeld of bepaalde activiteiten - met name gelet op het feit dat zij telkens opnieuw worden verricht, op hun aard of op de omstandigheden waaronder zij worden verricht - als één enkele handeling zijn te beschouwen en kunnen worden geacht één en hetzelfde project in de zin van artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn te vormen (zie in die zin arresten van 14 januari 2010, *Stadt Papenburg*, C-226/08, EU: C: 2010: 10, punt 47, en 7 november 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment e.a.*, C-293/17 en C-294/17, EU: C: 2018: 882, punt 78).

129. Dat is niet het geval indien een activiteit niet doorlopend wordt verricht en wijzigt, met name wat betreft de plaatsen waar en de omstandigheden waaronder zij wordt verricht (arrest van 7 november 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment e.a.*, C-293/17 en C-294/17, EU: C: 2018: 882, punt 83).

130. *In casu* was vóór de inwerkingtreding van de habitatrichtlijn weliswaar voor onbepaalde tijd een vergunning verleend voor industriële elektriciteitsproductie in de centrales Doel 1 en Doel 2, maar is de geldigheidsduur daarvan bij de wet van 31 januari 2003 beperkt tot veertig jaar, namelijk tot 15 februari 2015 voor de centrale Doel 1 en tot 1 december 2015 voor de centrale Doel 2. Zoals de verwijzende rechter opmerkt, is de wetgever van deze keuze teruggekomen met de maatregelen die in het hoofdgeding aan de orde zijn, hetgeen met name tot gevolg had dat een van die twee centrales moest worden heropgestart.

131. Tevens staat het vast dat de industriële productie van bovengenoemde twee centrales bij de tenuitvoerlegging van die maatregelen niet zal plaatsvinden onder omstandigheden die identiek zijn aan de omstandigheden waarvan sprake was toen aanvankelijk de vergunning werd afgegeven, alleen al omdat de wetenschappelijke kennis is geëvolueerd en de toepasselijke veiligheidsvoorschriften zijn gewijzigd, waarbij die veiligheidsvoorschriften - zoals in de punten 64 tot en met 66 van dit arrest in herinnering is gebracht - rechtvaardigen dat grote moderniseringswerkzaamheden worden uitgevoerd. Uit de verwijzingsbeslissing blijkt overigens dat na de inwerkingtreding van de habitatrichtlijn aan de exploitant van die centrales een productievergunning is afgegeven naar aanleiding van een capaciteitsverhoging in die centrales.

132. Hieruit volgt dat maatregelen als die welke in het hoofdgeding aan de orde zijn, samen met de werkzaamheden die daarmee onlosmakelijk verbonden zijn, een afzonderlijk project vormen dat onderworpen is aan de in artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn neergelegde voorschriften inzake beoordeling.

133. Het is niet van belang dat de nationale instantie die bevoegd is om het plan of project in kwestie goed te keuren, een wetgevend lichaam is. Anders dan het geval is in de MEB-richtlijn, kan van de beoordeling waarin artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn voorziet, namelijk niet worden afgeweken omdat de wetgever de instantie is die bevoegd is om toestemming te verlenen voor het betreffende plan of project (zie in die zin arrest van 16 februari 2012, *Solvay e.a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, punt 69).

*c) Risico op significante gevolgen voor het beschermde gebied*

134. Uit de rechtspraak van het Hof blijkt dat het in artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn neergelegde vereiste van een passende beoordeling van de gevolgen van een plan of project geldt indien het waarschijnlijk is of het risico bestaat dat dit plan of project significante gevolgen heeft voor het betreffende gebied. Gelet op met name het voorzorgsbeginsel wordt geoordeeld dat een dergelijk risico bestaat wanneer het op basis van de beste wetenschappelijke kennis ter zake niet valt uit te sluiten dat het plan of project de instandhoudingsdoelstellingen van dat gebied in gevaar brengt. Het risico daarop moet in het bijzonder worden beoordeeld in het licht van de specifieke milieukarakteristieken en -omstandigheden van het gebied waarop het plan of project betrekking heeft [zie in die zin arrest van 17 april 2018, *Commissie/Polen (Oerbos van Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, punten 111 en 112 en aldaar aangehaalde rechtspraak].

135. Zoals blijkt uit in de verwijzingsbeslissing weergegeven uittreksels van parlementaire werkzaamheden met betrekking tot de wet van 28 juni 2015 en zoals de advocaat-generaal in de punten 24 tot en met 26 van haar conclusie heeft opgemerkt, bevinden *in casu* de centrales waarop de in het hoofdgeding aan de orde zijnde maatregelen betrekking hebben zich aan de oevers van de Schelde, vlak bij gebieden die op grond van de habitatrichtlijn en de vogelrichtlijn worden beschermd, meer bepaald omdat zich in die stroom beschermde vis- en rondbeksoorten ontwikkelen.

136. In dit verband zij eraan herinnerd dat de omstandigheid dat een project wordt uitgevoerd buiten een Natura 2000-gebied, niet betekent dat het wordt vrijgesteld van de in artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn vermelde vereisten (zie in die zin arresten van 10 januari 2006, *Commissie/Duitsland*, C-98/03, EU: C: 2006: 3, punten 44 en 51, en 26 april 2017, *Commissie/Duitsland*, C-142/16, EU: C: 2017: 301, punt 29).

137. *In casu* is het onmiskenbaar dat het in het hoofdgeding aan de orde zijnde project ten gevolge van zowel de omvang van de daarmee gepaard gaande werkzaamheden als de met dat project beoogde periode waarmee de industriële elektriciteitsproductie van de twee centrales wordt verlengd, afbreuk dreigt te doen aan de instandhoudingsdoelstellingen van de nabijgelegen beschermde gebieden, alleen al door de wijze zelf waarop die centrales werken - met name door de enorme hoeveelheden water die aan de nabijgelegen rivier worden onttrokken voor het koelingsstelsel, alsook door het lozen van die hoeveelheden water - maar ook door het risico dat er zich een ernstig ongeval zou voordoen (zie naar analogie arresten van 10 januari 2006, *Commissie/Duitsland*, C-98/03, EU: C: 2006: 3, punt 44, en 26 april 2017, *Commissie/Duitsland*, C-142/16, EU: C: 2017: 301, punt 30). Daarbij hoeft geen onderscheid te worden gemaakt ten aanzien van de situatie van elk van beide centrales.

138. Bijgevolg kan een project zoals aan de orde is in het hoofdgeding, voor beschermde gebieden significante gevolgen hebben in de zin van artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn.

139. Gelet op het voorgaande moet artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn aldus worden uitgelegd dat maatregelen als die welke in het hoofdgeding aan de orde zijn, samen met de werkzaamheden die daarmee onlosmakelijk verbonden zijn, een project vormen waarvan de gevolgen voor het betreffende gebied overeenkomstig die richtlijn het voorwerp moeten uitmaken van een passende beoordeling, zonder dat een onderscheid hoeft te worden gemaakt naargelang die maatregelen betrekking hebben op de ene dan wel op de andere van de twee in het geding zijnde centrales.

*d) Tijdstip waarop de beoordeling moet worden verricht*

140. In artikel 6, lid 3, tweede volzin, van de habitatrichtlijn wordt gepreciseerd dat de bevoegde nationale instanties na het verrichten van een passende beoordeling 'slechts toestemming [geven]' voor een project nadat zij de zekerheid hebben verkregen dat het de natuurlijke kenmerken van het betreffende gebied niet zal aantasten en nadat zij in voorkomend geval inspraakmogelijkheden hebben geboden.

141. Hieruit volgt dat die beoordeling noodzakelijkerwijs moet plaatsvinden voordat die toestemming wordt gegeven.

142. Bovendien is in de habitatrichtlijn weliswaar niet bepaald onder welke voorwaarden de instanties op grond van artikel 6, lid 3, van deze richtlijn 'toestemming [geven]' voor een bepaald project, maar is het in artikel 1, lid 2, onder c), van de MEB-richtlijn voorkomende begrip 'vergunning' relevant om de betekenis van die woorden nader te bepalen.

143. Naar analogie van wat het Hof met betrekking tot de MEB-richtlijn heeft vastgesteld, moet dan ook in het geval waarin het nationale recht bepaalt dat de vergunningsprocedure in verschillende fasen verloopt, worden geoordeeld dat de door artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn voorgeschreven beoordeling in beginsel moet worden verricht zodra alle gevolgen die het project in kwestie voor een beschermd gebied kan hebben, voldoende kunnen worden bepaald.

144. Derhalve - en om soortgelijke redenen als die welke in de punten 87 tot en met 91 van dit arrest zijn uiteengezet - heeft een nationale wettelijke regeling als de wet van 28 juni 2015 de kenmerken van een door de instanties voor het project in kwestie gegeven toestemming in de zin van artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn. Dat voor de uitvoering van dit project verdere handelingen vereist zijn, meer bepaald de afgifte van een nieuwe individuele vergunning voor industriële elektriciteitsproductie voor één van de twee betrokken centrales, kan niet rechtvaardigen dat vóór de vaststelling van die wettelijke regeling geen passende beoordeling van de gevolgen van dat project is verricht. Voorts moeten de werkzaamheden die onlosmakelijk verbonden zijn met de in het hoofdgeding aan de orde zijnde maatregelen, in die fase van de vergunningsprocedure voor het project aan een beoordeling worden onderworpen indien hun aard en hun mogelijke gevolgen voor de beschermde gebieden voldoende kunnen worden bepaald, wat de verwijzende rechter dient na te gaan.

145. Gelet op een en ander dient op de achtste prejudiciële vraag, onder a) tot en met c), te worden geantwoord dat artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn aldus moet worden uitgelegd dat maatregelen als die welke in het hoofdgeding aan de orde zijn, samen met de moderniseringswerkzaamheden en met de werkzaamheden om te voldoen aan de geldende veiligheidsvoorschriften, een project vormen dat aan een passende beoordeling moet worden onderworpen wat zijn gevolgen voor de in het geding zijnde beschermde gebieden betreft. Deze maatregelen moeten het voorwerp uitmaken van een dergelijke beoordeling voordat zij door de wetgever worden vastgesteld. Dat de tenuitvoerlegging van die maatregelen, wat één van de twee centrales in kwestie betreft, noopt tot de vaststelling van verdere handelingen, zoals de afgifte van een nieuwe individuele vergunning voor industriële elektriciteitsproductie, is in dit verband niet beslissend. Ook de onlosmakelijk met de betreffende maatregelen verbonden werkzaamheden moeten aan een dergelijke beoordeling worden onderworpen voordat die maatregelen worden vastgesteld, indien het in die fase mogelijk is om de aard van die werkzaamheden en de potentiële gevolgen ervan voor de beschermde gebieden voldoende te bepalen, wat de verwijzende rechter dient na te gaan.

*2. Achtste prejudiciële vraag, onder d)*

146. Met zijn achtste vraag, onder d), wenst de verwijzende rechter in wezen te vernemen of artikel 6, lid 4, van de habitatrichtlijn aldus moet worden uitgelegd dat de doelstelling die bestaat in het waarborgen van de bevoorradingszekerheid van een lidstaat inzake elektriciteit, een dwingende reden van groot openbaar belang in de zin van die bepaling vormt.

147. Artikel 6, lid 4, van de habitatrichtlijn moet strikt worden uitgelegd, aangezien het gaat om een uitzondering op het in artikel 6, lid 3, tweede volzin, van die richtlijn neergelegde toestemmingscriterium, en kan enkel toepassing vinden indien voorafgaandelijk de gevolgen van een plan of project zijn onderzocht overeenkomstig datzelfde lid 3 [arrest van 17 april 2018, *Commissie/Polen (Oerbos van Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, punt 189 en aldaar aangehaalde rechtspraak].

148. In artikel 6, lid 4, eerste alinea, van de habitatrichtlijn is namelijk bepaald dat indien een plan of project ondanks negatieve conclusies van de beoordeling die overeenkomstig artikel 6, lid 3, eerste volzin, van die richtlijn is verricht, bij ontstentenis van alternatieve oplossingen toch moet worden gerealiseerd om dwingende redenen van groot openbaar belang, met inbegrip van redenen van sociale of economische aard, de lidstaat alle nodige compenserende maatregelen moet nemen om te waarborgen dat de algehele samenhang van Natura 2000 bewaard blijft [zie in die zin arresten van 20 september 2007, *Commissie/Italië*, C-304/05, EU: C: 2007: 532, punt 81, en 17 april 2018, *Commissie/Polen (Oerbos van Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, punt 190].

149. Voorts is in artikel 6, lid 4, tweede alinea, van de habitatrichtlijn bepaald dat wanneer het betreffende gebied een gebied met een prioritair type natuurlijke habitat of een prioritaire soort is, alleen argumenten kunnen worden aangevoerd die verband houden met de menselijke gezondheid, de openbare veiligheid of voor het milieu wezenlijke gunstige effecten dan wel, na advies van de Commissie, andere dwingende redenen van groot openbaar belang.

150. Derhalve is het voor de toepassing van artikel 6, lid 4, van de habitatrichtlijn noodzakelijk dat bekend is welke gevolgen een plan of project heeft voor de instandhoudingsdoelstellingen die voor het gebied in kwestie zijn vastgelegd, aangezien anders geen enkele van de voorwaarden voor de toepassing van deze uitzonderingsregel kan worden getoetst. Het onderzoek naar eventuele dwingende redenen van groot openbaar belang en het onderzoek naar het bestaan van minder schadelijke alternatieven vereisen immers een afweging tegen de aantasting van het betreffende gebied door het onderzochte plan of project. Bovendien moet de aantasting van dat gebied nauwkeurig worden geïdentificeerd om de aard van eventuele compenserende maatregelen te bepalen [arresten van 20 september 2007, *Commissie/Italië*, C-304/05, EU: C: 2007: 532, punt 83, en 17 april 2018, *Commissie/Polen (Oerbos van Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, punt 191 en aldaar aangehaalde rechtspraak].

151. *In casu* blijkt uit de verwijzingsbeslissing dat de achtste prejudiciële vraag, onder d), berust op de premisse dat de studies en hoorzittingen in het kader van de procedure voor de vaststelling van de maatregelen die aan de orde zijn in het hoofdgeding, het mogelijk hebben gemaakt om een beoordeling te verrichten die voldeed aan de in artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn neergelegde vereisten.

152. Afgezien van het feit dat uit het aan het Hof overgelegde dossier niet blijkt dat die studies en hoorzittingen het mogelijk hebben gemaakt om een milieueffectbeoordeling te verrichten die voldeed aan de vereisten van de MEB-richtlijn, staat het evenwel hoe dan ook aan de verwijzende rechter om na te gaan of een dergelijke beoordeling tevens kan worden geacht te voldoen aan de vereisten van de habitatrichtlijn (zie naar analogie arresten van 22 september 2011, *Valčiukienė e.a.*, C-295/10, EU: C: 2011: 608, punt 62, en 10 september 2015, *Dimos Kropias Attikis*, C-473/14, EU: C: 2015: 582, punt 58).

153. Opdat dit laatste het geval is, is met name vereist dat - zoals in punt 120 van het onderhavige arrest in herinnering is gebracht - op basis van de beste wetenschappelijke kennis ter zake alle aspecten van het betreffende plan of project worden bepaald die op zichzelf of samen met andere plannen of projecten de instandhoudingsdoelstellingen van de in het geding zijnde beschermde gebieden in gevaar kunnen brengen [zie in die zin arresten van 17 april 2018, *Commissie/Polen (Oerbos van Białowieża)*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, punt 113 en aldaar aangehaalde rechtspraak, en 25 juli 2018, *Grace en Sweetman*, C-164/17, EU: C: 2018: 593, punt 40].

154. In voorkomend geval dient de verwijzende rechter eveneens na te gaan of de studies en hoorzittingen in het kader van de procedure voor de vaststelling van de maatregelen die aan de orde zijn in het hoofdgeding, hebben geleid tot negatieve conclusies, aangezien artikel 6, lid 4, van de habitatrichtlijn anders niet hoeft te worden toegepast.

155. Wat betreft de vraag of de doelstelling die bestaat in het waarborgen van de bevoorradingszekerheid van een lidstaat inzake elektriciteit, een dwingende reden van groot openbaar belang in de zin van artikel 6, lid 4, eerste alinea, van de habitatrichtlijn vormt, dient in herinnering te worden gebracht dat het belang dat de verwezenlijking van een plan of project kan rechtvaardigen zowel 'openbaar' als 'groot' moet zijn, wat impliceert dat het zo groot is dat het kan worden afgewogen tegen de met die richtlijn nagestreefde doelstelling van instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, waaronder de vogelfauna (arrest van 11 september 2012, *Nomarchiaki Aftodioikisi Aitolokarnanias e.a.*, C-43/10, EU: C: 2012: 560, punt 121).

156. In dit verband kan worden opgemerkt dat artikel 194, lid 1, onder b), VWEU de continuïteit van de energievoorziening in de Europese Unie vermeldt als een van de fundamentele doelstellingen van het beleid van de Unie op het gebied van energie (arrest van 7 september 2016, *ANODE*, C-121/15, EU: C: 2016: 637, punt 48).

157. Bovendien voldoet de doelstelling die bestaat in het te allen tijde waarborgen van de bevoorradingszekerheid van een lidstaat inzake elektriciteit, hoe dan ook aan de in punt 155 van het onderhavige arrest in herinnering gebrachte voorwaarden.

158. Wanneer het beschermde gebied dat vermoedelijk effecten zal ondervinden van een project, een gebied met een prioritair type natuurlijke habitat of een prioritaire soort in de zin van de habitatrichtlijn is, kan evenwel enkel de noodzaak om het reële en ernstige risico af te wenden dat de elektriciteitsbevoorrading van de betrokken lidstaat wordt onderbroken, in omstandigheden als die van het hoofdgeding een reden van openbaar belang vormen die op grond van artikel 6, lid 4, tweede alinea, van die richtlijn de uitvoering van het project kan rechtvaardigen.

159. Bijgevolg dient op de achtste prejudiciële vraag, onder d), te worden geantwoord dat artikel 6, lid 4, eerste alinea, van de habitatrichtlijn aldus moet worden uitgelegd dat de doelstelling die bestaat in het te allen tijde waarborgen van de bevoorradingszekerheid van een lidstaat inzake elektriciteit, een dwingende reden van groot openbaar belang in de zin van die bepaling vormt. Artikel 6, lid 4, tweede alinea, van bovengenoemde richtlijn moet aldus worden uitgelegd dat wanneer het beschermde gebied dat vermoedelijk effecten zal ondervinden van een project, een gebied met een prioritair type natuurlijke habitat of een prioritaire soort is, wat de verwijzende rechter dient na te gaan, enkel de noodzaak om het reële en ernstige risico af te wenden dat de elektriciteitsbevoorrading van de betrokken lidstaat wordt onderbroken, in omstandigheden als die van het hoofdgeding een reden van openbaar belang in de zin van die bepaling kan vormen ».

B.23.2. In het dictum van zijn arrest van 29 juli 2019 verklaarde het Hof van Justitie voor recht :

« 4) Artikel 6, lid 3, van richtlijn 92/43/EEG van de Raad van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna moet aldus worden uitgelegd dat maatregelen als die welke in het hoofdgeding aan de orde zijn, samen met de moderniseringswerkzaamheden en met de werkzaamheden om te voldoen aan de geldende veiligheidsvoorschriften, een project vormen dat aan een passende beoordeling moet worden onderworpen wat zijn gevolgen voor de in het geding zijnde beschermde gebieden betreft. Deze maatregelen moeten het voorwerp uitmaken van een dergelijke beoordeling voordat zij door de wetgever worden vastgesteld. Dat de tenuitvoerlegging van die maatregelen, wat één van de twee centrales in kwestie betreft, noopt tot de vaststelling van verdere handelingen, zoals de afgifte van een nieuwe individuele vergunning voor industriële elektriciteitsproductie, is in dit verband niet beslissend. Ook de onlosmakelijk met de betreffende maatregelen verbonden werkzaamheden moeten aan een dergelijke beoordeling worden onderworpen voordat die maatregelen worden vastgesteld, indien het in die fase mogelijk is om de aard van die werkzaamheden en de potentiële gevolgen ervan voor de beschermde gebieden voldoende te bepalen, wat de verwijzende rechter dient na te gaan.

5) Artikel 6, lid 4, eerste alinea, van richtlijn 92/43 moet aldus worden uitgelegd dat de doelstelling die bestaat in het te allen tijde waarborgen van de bevoorradingszekerheid van een lidstaat inzake elektriciteit, een dwingende reden van groot openbaar belang in de zin van die bepaling vormt. Artikel 6, lid 4, tweede alinea, van bovengenoemde richtlijn moet aldus worden uitgelegd dat wanneer het beschermde gebied dat vermoedelijk effecten zal ondervinden van een project, een gebied met een prioritair type natuurlijke habitat of een prioritaire soort is, wat de verwijzende rechter dient na te gaan, enkel de noodzaak om het reële en ernstige risico af te wenden dat de elektriciteitsbevoorrading van de betrokken lidstaat wordt onderbroken, in omstandigheden als die van het hoofdgeding een reden van openbaar belang in de zin van die bepaling kan vormen ».

B.24.1. Artikel 6, lid 3, van de Habitatrichtlijn bepaalt onder meer dat elk plan of project dat niet direct verband houdt met of nodig is voor het beheer van het gebied dat natuurlijke habitats en habitats van beschermde soorten huisvest, maar afzonderlijk of in combinatie met andere plannen of projecten significante gevolgen kan hebben voor dat gebied, het voorwerp uitmaakt van een passende beoordeling van de gevolgen voor dat gebied, rekening houdend met de instandhoudingsdoelstellingen van dat gebied. De bevoegde nationale instanties geven slechts toestemming voor dat project nadat zij rekening hebben gehouden met de conclusies van de beoordeling van de gevolgen voor het gebied en nadat zij de zekerheid hebben verkregen dat het project het betrokken gebied niet zal aantasten.

De in artikel 6, lid 4, van dezelfde richtlijn bedoelde afwijkende regeling, die het mogelijk maakt een project te realiseren om dwingende redenen van groot openbaar belang, met inbegrip van redenen van sociale of economische aard, en wanneer er geen alternatieve oplossingen bestaan, vindt slechts toepassing nadat de gevolgen van een plan of project zijn beoordeeld overeenkomstig artikel 6, lid 3, van die richtlijn (HvJ, 20 september 2007, C-304/05, *Commissie t. Italië*, punt 83; HvJ, 16 februari 2012, C-182/10, *Solvay e.a. t. Waals Gewest*, punt 74).

Krachtens artikel 7 van de Habitatrichtlijn worden de krachtens de Vogelrichtlijn aangewezen speciale beschermingszones onderworpen aan de uit artikel 6, leden 2, 3 en 4, van de Habitatrichtlijn voortvloeiende verplichtingen.

B.24.2. Zoals het Hof van Justitie eraan heeft herinnerd in de punten 118 en 119 van het voormelde arrest *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, is de beoordelingsprocedure in de zin van de richtlijn 92/43/EEG - die de vereisten van de richtlijn 2009/147/EG vervangt - een procedure in twee fasen : eerst dient een passende beoordeling te worden gemaakt van de gevolgen van een plan of project voor een beschermd gebied wanneer dat plan of project waarschijnlijk significante gevolgen voor dat gebied heeft; vervolgens mag voor dat plan of project slechts toestemming worden verleend indien het de natuurlijke kenmerken van het betreffende gebied niet aantast, onder voorbehoud van artikel 6, lid 4, van de voormelde Habitatrichtlijn (92/43/EEG).

Zoals het Hof van Justitie eraan heeft herinnerd in punt 135 van het voormelde arrest *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, en zoals ook de afdeling wetgeving van de Raad van State had onderstreept in een advies over het voorontwerp dat tot de bestreden wet heeft geleid (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0967/006, p. 125), bevinden de centrales van Doel 1 en Doel 2 zich in de nabijheid van gebieden die op grond van de Habitatrichtlijn en de Vogelrichtlijn worden beschermd, omdat zich in de Schelde beschermde vis- en rondbeksoorten ontwikkelen.

B.24.3. Rekening houdend met hetgeen in B.19 is vermeld wat de richtlijn 2011/92/EU betreft, dient ervan te worden uitgegaan dat de wet van 28 juni 2015 de principiële beslissing vormt die geldt als « vergunning » van een project in de zin van artikel 6, lid 3, van de richtlijn 92/43/EEG.

De bestreden wet, gekoppeld aan de moderniserings- en beveiligingswerkzaamheden die onlosmakelijk daaraan verbonden zijn, moest bijgevolg, vóór de aanneming ervan, zijn voorafgegaan door een passende beoordeling van de milieueffecten, daar, op dat tijdstip, de mogelijke gevolgen voor de beschermde gebieden voldoende konden worden vastgesteld en omdat de verlenging van de duur van de industriële elektriciteitsproductie door de kerncentrales Doel 1 en Doel 2 waarschijnlijk significante gevolgen voor de in het geding zijnde beschermde gebieden zou hebben.

Er is geen enkele reden om aan te nemen, zoals het Hof van Justitie eveneens opmerkt in de punten 152 tot 154 van het voormelde arrest *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, dat de studies en hoorzittingen in het kader van de aanneming van de bestreden wet kunnen worden beschouwd als een afdoende beoordeling van de gevolgen voor de beschermde gebieden.

Door het ontbreken van zulk een voorafgaande milieueffectbeoordeling kon de afwijkende regeling van artikel 6, lid 4, van de richtlijn 92/43/EEG te dezen niet worden toegepast (HvJ, grote kamer, 29 juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, punten 150 en 154).

B.24.4. Het derde middel, in zoverre het is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van de richtlijn 92/43/EEG, is gegrond.

B.25. Bijgevolg dienen artikel 2 van de wet van 28 juni 2015, alsook, vermits zij onlosmakelijk ermee verbonden zijn, de andere bepalingen van de wet van 28 juni 2015 te worden vernietigd.

*Ten aanzien van de handhaving van de gevolgen*

B.26. In hun aanvullende memories verzoeken de Ministerraad en de tussenkomende partij het Hof in ondergeschikte orde de gevolgen te handhaven van de in voorkomend geval vernietigde bepalingen, om de wetgever de mogelijkheid te bieden de vereiste milieueffectrapportering uit te voeren en een einde te maken aan de eventueel vastgestelde ongrondwettigheid.

B.27.1. Artikel 8, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof bepaalt :

« Zo het Hof dit nodig oordeelt, wijst het, bij wege van algemene beschikking, die gevolgen van de vernietigde bepalingen aan welke als gehandhaafd moeten worden beschouwd of voorlopig gehandhaafd worden voor de termijn die het vaststelt ».

B.27.2. Het Hof dient ter zake rekening te houden met de beperkingen die uit het recht van de Europese Unie voortvloeien inzake de handhaving van de gevolgen van nationale normen die dienen te worden vernietigd omdat zij in strijd zijn met dat recht (HvJ, grote kamer, 8 september 2010, C-409/06, *Winner Wetten*, punten 53-69; HvJ, grote kamer, 28 februari 2012, C-41/11, *Inter-Environnement Wallonie en Terre wallonne*, punten 56-63).

In de regel kan dit enkel onder de voorwaarden die door het Hof van Justitie in antwoord op een prejudiciële vraag worden vastgesteld.

B.28.1. In antwoord op de door het Hof gestelde negende prejudiciële vraag over een eventuele handhaving van de gevolgen van de bestreden wet, heeft het Hof van Justitie geoordeeld :

« 167. Met zijn negende vraag wenst de verwijzende rechter in wezen te vernemen of het Unierecht toestaat dat een nationale rechter de gevolgen van maatregelen als die welke in het hoofdgeding aan de orde zijn, handhaaft gedurende de tijd die nodig is om een einde te maken aan het eventueel onrechtmatige karakter ervan uit het oogpunt van de MEB- en de habitatrichtlijn.

168. In dit verband moet worden geconstateerd dat bij artikel 2, lid 1, van de MEB-richtlijn een verplichting wordt opgelegd om een voorafgaande beoordeling te verrichten voor projecten die onder die bepaling vallen, terwijl in de habitatrichtlijn ten aanzien van projecten waarvoor krachtens artikel 6, lid 3, ervan een beoordeling moet worden verricht, eveneens is bepaald dat de lidstaten slechts toestemming mogen geven nadat zij naar aanleiding van die beoordeling de zekerheid hebben verkregen dat het project in kwestie de natuurlijke kenmerken van het betreffende gebied niet zal aantasten.

169. Niettemin wordt noch in de MEB-richtlijn noch in de habitatrichtlijn gepreciseerd welke gevolgtrekkingen moeten worden gemaakt uit de niet-nakoming van de bij deze richtlijnen opgelegde verplichtingen.

170. Krachtens het in artikel 4, lid 3, VEU neergelegde beginsel van loyale samenwerking zijn de lidstaten evenwel gehouden de onwettige gevolgen van een dergelijke schending van het Unierecht ongedaan te maken. De bevoegde nationale instanties zijn dus verplicht in het kader van hun bevoegdheden alle nodige maatregelen - zoals de intrekking of schorsing van een reeds verleende vergunning - te treffen om het verzuim van een milieueffectbeoordeling te herstellen teneinde alsnog een dergelijke beoordeling te verrichten (zie in die zin arrest van 26 juli 2017, *Comune di Corridonia e.a.*, C-196/16 en C-197/16, EU: C: 2017: 589, punt 35 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

171. Deze verplichting rust tevens op de nationale rechterlijke instanties waarbij beroep is ingesteld tegen een nationale handeling die een dergelijke vergunning behelst. In dit verband zij eraan herinnerd dat de procedurele voorschriften die voor dergelijke beroepen gelden, op grond van het beginsel van procedurele autonomie van de lidstaten een aangelegenheid van de interne rechtsorde van elke lidstaat zijn, met dien verstande evenwel dat deze voorschriften niet ongunstiger mogen zijn dan die welke voor soortgelijke nationale situaties gelden (gelijkwaardigheidsbeginsel) en dat zij de uitoefening van de door het Unierecht verleende rechten in de praktijk niet onmogelijk of uiterst moeilijk mogen maken (doeltreffendheidsbeginsel) (zie in die zin arrest van 28 februari 2012, *Inter-Environnement Wallonie en Terre wallonne*, C-41/11, EU: C: 2012: 103, punt 45 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

172. Derhalve moeten de in dit verband aangezochte rechterlijke instanties op de grondslag van hun nationale recht maatregelen vaststellen die strekken tot nietigverklaring of schorsing van de vergunning voor een project dat is vastgesteld in strijd met de verplichting om een milieubeoordeling te verrichten (zie in die zin arrest van 28 februari 2012, *Inter-Environnement Wallonie en Terre Wallonne*, C-41/11, EU: C: 2012: 103, punt 46 en aldaar aangehaalde rechtspraak).



173. Het is juist dat het Hof tevens heeft geoordeeld dat het Unierecht er niet aan in de weg staat dat verrichtingen of handelingen die uit het oogpunt van het Unierecht onregelmatig zijn, in bepaalde gevallen kunnen worden geregulariseerd op grond van nationale regels (arrest van 26 juli 2017, *Comune di Corridonia e.a.*, C-196/16 en C-197/16, EU: C: 2017: 589, punt 37 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

174. Een dergelijke regularisatiemogelijkheid moet evenwel afhankelijk worden gesteld van de voorwaarde dat zij de belanghebbenden niet de gelegenheid biedt om de Unierechtelijke regels te omzeilen of buiten toepassing te laten, en dat zij een uitzondering blijft (arrest van 26 juli 2017, *Comune di Corridonia e.a.*, C-196/16 en C-197/16, EU: C: 2017: 589, punt 38 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

175. Wanneer voor een project de door de MEB-richtlijn voorgeschreven milieueffectbeoordeling niet is verricht, moeten de lidstaten dan ook weliswaar de onrechtmatige gevolgen van dit verzuim ongedaan maken, maar staat het Unierecht er niet aan in de weg dat tijdens of zelfs na de uitvoering van het betreffende project bij wijze van regularisatie alsnog een dergelijke beoordeling wordt verricht. Daarvoor moet aan twee voorwaarden zijn voldaan. De eerste voorwaarde houdt in dat de nationale regels die in die regularisatiemogelijkheid voorzien de betrokkenen niet de gelegenheid bieden om de Unierechtelijke voorschriften te omzeilen of buiten toepassing te laten. De tweede voorwaarde is dat de bij wijze van regularisatie verrichte beoordeling niet alleen ziet op de toekomstige milieueffecten van dat project, maar tevens rekening houdt met alle milieueffecten die zich sinds de uitvoering ervan hebben voorgedaan (zie in die zin arresten van 26 juli 2017, *Comune di Corridonia e.a.*, C-196/16 en C-197/16, EU: C: 2017: 589, punt 43, en 28 februari 2018, *Comune di Castelbellino*, C-117/17, EU: C: 2018: 129, punt 30).

176. Naar analogie moet worden geoordeeld dat het Unierecht er onder dezelfde voorwaarden evenmin aan in de weg staat dat een dergelijke regularisatie plaatsvindt wanneer de door artikel 6, lid 3, van de habitatrichtlijn voorgeschreven voorafgaande beoordeling van de gevolgen van het project in kwestie voor een beschermd gebied niet is verricht.

177. Daaraan moet worden toegevoegd dat enkel het Hof, bij wijze van uitzondering en om dwingende redenen van rechtszekerheid, een voorlopige opschorting kan toestaan van het effect dat een regel van het Unierecht op het daarmee strijdige nationale recht heeft, namelijk de terzijdestelling daarvan. Immers, waren de nationale rechterlijke instanties bevoegd om aan de nationale bepalingen voorrang te geven boven het Unierecht waarmee zij in strijd zijn, al was het maar tijdelijk, dan zou afbreuk worden gedaan aan de uniforme toepassing van het Unierecht (zie in die zin arresten van 8 september 2010, *Winner Wetten*, C-409/06, EU: C: 2010: 503, punten 66 en 67, en 28 juli 2016, *Association France Nature Environnement*, C-379/15, EU: C: 2016: 603, punt 33).

178. Het Hof heeft in punt 58 van zijn arrest van 28 februari 2012, *Inter-Environnement Wallonie en Terre wallonne* (C-41/11, EU: C: 2012: 103), echter eveneens geoordeeld dat het een nationale rechter gelet op het bestaan van een dwingende reden die verband houdt met de bescherming van het milieu, zoals het geval was in de zaak die aanleiding heeft gegeven tot dat arrest, bij wijze van uitzondering is toegestaan een nationaal voorschrift toe te passen op grond waarvan hij bepaalde gevolgen van een nietig verklaarde nationale handeling kan handhaven, mits voldaan is aan de in dat arrest gepreciseerde voorwaarden. Uit dat arrest komt dus naar voren dat het Hof een nationale rechterlijke instantie de mogelijkheid heeft willen bieden om van geval tot geval en bij wijze van uitzondering de gevolgen van de nietigverklaring van een met het Unierecht onverenigbaar geachte nationale bepaling te regelen met inachtneming van de in de rechtspraak van het Hof gestelde voorwaarden (zie in die zin arrest van 28 juli 2016, *Association France Nature Environnement*, C-379/15, EU: C: 2016: 603, punt 34).

179. Overeenkomstig de in punt 177 van het onderhavige arrest aangehaalde rechtspraak staat het *in casu* enkel aan het Hof om vast te stellen onder welke voorwaarden het bij wijze van uitzondering gerechtvaardigd kan zijn om de gevolgen van maatregelen als die welke in het hoofdgeding aan de orde zijn te handhaven om dwingende redenen die verband houden met de bevoorradingszekerheid van de betrokken lidstaat inzake elektriciteit. Dergelijke redenen kunnen de handhaving van de gevolgen van nationale maatregelen die zijn vastgesteld in strijd met de uit de MEB- en de habitatrichtlijn voortvloeiende verplichtingen, enkel rechtvaardigen wanneer in geval van de nietigverklaring van die maatregelen of in geval van de opschorting van de gevolgen ervan het reële en ernstige risico zou bestaan dat de elektriciteitsbevoorrading van de betrokken lidstaat wordt onderbroken, en aan dit risico niet het hoofd zou kunnen worden geboden met andere middelen en alternatieven, met name in het kader van de interne markt.

180. Het staat aan de verwijzende rechter om te beoordelen of het bij wijze van uitzondering handhaven van de gevolgen van de voor hem bestreden maatregelen, rekening houdend met de andere middelen en alternatieven waarover de betrokken lidstaat beschikt om de elektriciteitsbevoorrading op zijn grondgebied te waarborgen, aldus wordt gerechtvaardigd door de noodzaak om dat risico het hoofd te bieden.

181. Die handhaving kan hoe dan ook niet langer duren dan de tijd die strikt noodzakelijk is om een einde te maken aan de onrechtmatigheid.

182. Gelet op een en ander dient op de negende prejudiciële vraag te worden geantwoord dat het Unierecht aldus moet worden uitgelegd dat een nationale rechter, indien het nationale recht dat toestaat, bij wijze van uitzondering de gevolgen kan handhaven van maatregelen als die welke aan de orde zijn in het hoofdgeding, die zouden zijn vastgesteld in strijd met de bij de MEB- en de habitatrichtlijn opgelegde verplichtingen, indien deze handhaving wordt gerechtvaardigd door dwingende redenen die verband houden met de noodzaak om het reële en ernstige risico af te wenden dat de elektriciteitsbevoorrading van de betrokken lidstaat wordt onderbroken, en aan dit risico niet het hoofd zou kunnen worden geboden met andere middelen en alternatieven, met name in het kader van de interne markt. Die handhaving kan niet langer duren dan de tijd die strikt noodzakelijk is om een einde te maken aan die onrechtmatigheid ».

B.28.2. In het dictum van zijn arrest van 29 juli 2019 heeft het Hof van Justitie verklaard voor recht :

« 6) Het Unierecht moet aldus worden uitgelegd dat een nationale rechter, indien het nationale recht dat toestaat, bij wijze van uitzondering de gevolgen kan handhaven van maatregelen als die welke aan de orde zijn in het hoofdgeding, die zouden zijn vastgesteld in strijd met de bij richtlijn 2011/92 en richtlijn 92/43 opgelegde verplichtingen, indien deze handhaving wordt gerechtvaardigd door dwingende redenen die verband houden met de noodzaak om het reële en ernstige risico af te wenden dat de elektriciteitsbevoorrading van de betrokken lidstaat wordt onderbroken, en aan dit risico niet het hoofd zou kunnen worden geboden met andere middelen en alternatieven, met name in het kader van de interne markt. Die handhaving kan niet langer duren dan de tijd die strikt noodzakelijk is om een einde te maken aan die onrechtmatigheid ».

B.29.1. Uit het voormelde arrest blijkt dat het Hof van Justitie erkent dat, wanneer voor een project de door de richtlijn 2011/92/EU voorgeschreven milieueffectbeoordeling niet is verricht of wanneer de door artikel 6, lid 3, van de richtlijn 92/43/EEG voorgeschreven voorafgaande beoordeling van de gevolgen van het project in kwestie voor een beschermd gebied niet is verricht, zelfs na de uitvoering van het betreffende project bij wijze van regularisatie alsnog dergelijke beoordelingen kunnen worden verricht, indien « aan twee voorwaarden [is] voldaan. De eerste voorwaarde houdt in dat de nationale regels die in die regularisatiemogelijkheid voorzien de betrokkenen niet de gelegenheid bieden om de Unierechtelijke voorschriften te omzeilen of buiten toepassing te laten. De tweede voorwaarde is dat de bij wijze van regularisatie verrichte beoordeling niet alleen ziet op de toekomstige milieueffecten van dat project, maar tevens rekening houdt met alle milieueffecten die zich sinds de uitvoering ervan hebben voorgedaan » (HvJ, grote kamer, 29 juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, punten 175-176).

B.29.2. Het Hof van Justitie preciseert dienaangaande dat een nationale rechter, indien het nationale recht dat toestaat, bij wijze van uitzondering de gevolgen kan handhaven van nationale maatregelen die zijn vastgesteld met schending van de uit de MEB- en de Habitatrichtlijn voortvloeiende verplichtingen, indien, in het geval van een vernietiging of een schorsing van de gevolgen van die maatregelen, die handhaving wordt gerechtvaardigd door dwingende redenen die verband houden met de « noodzaak om het reële en ernstige risico af te wenden dat de elektriciteitsbevoorrading van de betrokken lidstaat wordt onderbroken, en aan dit risico niet het hoofd zou kunnen worden geboden met andere middelen en alternatieven, met name in het kader van de interne markt », waarbij die handhaving van de gevolgen « niet langer [kan] duren dan de tijd die strikt noodzakelijk is om een einde te maken aan die onrechtmatigheid » (*ibid.*, punten 178-182).

B.29.3. Er dient aldus te worden nagegaan, ten eerste, of er een reëel en ernstig risico bestaat dat de Belgische elektriciteitsbevoorrading door de vernietiging van de bestreden wet zonder handhaving van de gevolgen ervan, wordt onderbroken en, ten tweede, of aan dit risico niet het hoofd kan worden geboden op een andere manier, « met name in het kader van de interne markt », met andere woorden door de invoer van elektriciteit uit andere lidstaten van de Europese Unie.

B.30.1. Het waarborgen van de elektriciteitsbevoorrading in een land vormt een dwingende doelstelling van algemeen belang. Daarenboven is het waarborgen van de continuïteit van de energievoorziening in de Europese Unie een van de doelstellingen van het energiebeleid van de Europese Unie (artikel 194, lid 1, punt b), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie).

B.30.2. Zoals in herinnering is gebracht in verband met de context van de bestreden wet, is de wet van 28 juni 2015 aangenomen teneinde de elektriciteitsbevoorrading in het land te waarborgen.

Het risico dat de elektriciteitsbevoorrading van het land wordt onderbroken, is bevestigd in de verschillende, in B.5.2 aangehaalde, rapporten en hoorzittingen met deskundigen die op het ogenblik van de aanneming van die wet hebben plaatsgevonden.

B.30.3. Het bestaan van een risico dat de elektriciteitsbevoorrading van België wordt onderbroken, had trouwens reeds de in B.4 vermelde aanneming verantwoord van de wet van 18 december 2013, waarbij de datum van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de kerncentrale Tihange 1 met tien jaar werd uitgesteld. De aanneming van een dergelijke maatregel werd voorgesteld als onontbeerlijk, « zelfs indien men zo goed mogelijk gebruik maakt van het potentieel van het beheer van de vraag en de ontwikkeling van interconnectiecapaciteit met de buurlanden » (*Parl. St.*, Senaat, 2013-2014, nr. 5-2367/3, p. 2).

Op dat ogenblik onderstreepte het rapport van de Algemene Directie Energie van de FOD Economie, met als titel « Rapport over de middelen voor elektriciteitsproductie 2012-2017 », reeds « het risico dat de sluiting van drie kernreactoren in 2015 (Doel 1, Doel 2 en Tihange 1) zou meebrengen voor de bevoorrading in België », en sloot het daarmee aan bij de conclusies van het rapport van de GEMIX-groep van september 2009 « Welke is de ideale energiemix voor België tegen 2020 en 2030 » en bij de studies van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (CREG) (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3087/001, p. 4).

Dat risico voor de elektriciteitsbevoorrading in het land houdt overigens rechtstreeks verband met de tijdelijke onbeschikbaarheid van de reactoren Doel 3 en Tihange 2, die zich sinds 2012 meermaals heeft herhaald. Bij de aanneming van de wet van 28 juni 2015 heeft Elia echter erop gewezen dat « in alle scenario's, met of zonder Doel 3 en Tihange 2, er inzake bevoorrading een probleem rijst » (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0967/003, p. 85).

B.30.4. De risico's voor de elektriciteitsbevoorrading in het land blijven een constante bekommernis.

In zijn studie met als titel « Het Belgische energielandschap tegen 2050 - Een projectie bij ongewijzigd beleid » stelde het Federaal Planbureau in oktober 2017 vast dat « vanaf nu tot 2050 elk jaar om en bij de 1 100 MW aan nieuwe centrales bijgebouwd [moet] worden » (pp. 5 en 55) om het hoofd te kunnen bieden aan de geplande sluitingen en aan de extra vraag op het vlak van capaciteit en verbruik. Die vaststelling steunde op een referentiescenario, bij ongewijzigd beleid, waarbij onder meer rekening werd gehouden met « de herziening van het tijdschema voor de sluiting van de kerncentrales in België (overeenkomstig de wet van 28 juni 2015) » (p. 15; zie ook pp. 21-22).

In zijn studie « *Adequacy and flexibility study for Belgium 2020-2030* » heeft Elia het tekort aan elektriciteitsproductiecapaciteit op 1 GW tussen 2022 en 2025 en op 3,9 GW in 2025 geraamd.

Hoewel de CREG die ramingen van Elia weliswaar heeft gerelativeerd en heeft geconcludeerd dat er voor de beoogde periodes een kleiner tekort is, bevestigt haar studie toch het bestaan van een tekort van 2,4 GW in 2025 en van 0,8 GW in 2028 (Studie (F)1957 van 11 juli 2019, « *Analysis by the CREG of the Elia Study ' Adequacy and flexibility study for Belgium 2020-2030 '* », 42 pagina's).

B.30.5. Het kan niet worden betwist dat het risico dat de elektriciteitsbevoorrading van het land wordt onderbroken, ernstig is.

Reeds bij de aanneming van de wet van 18 december 2013 werd het risico van een « *black out* » vermeld, die « niet minder dan 80.000 gezinnen [zou] treffen » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3087/004, p. 17). Op dat ogenblik wordt in de parlementaire voorbereiding reeds de vrees vermeld voor het uitvallen van de stroom op het ogenblik van het stilleggen van de centrales Doel 1 en Doel 2 en van het verdwijnen van de door die centrales geproduceerde 866 MW (*ibid.*, pp. 44-45).

In de parlementaire voorbereiding van de wet van 28 juni 2015 wordt dienaangaande vermeld dat het Federaal Planbureau « de sociaaleconomische schade ten gevolge van een elektriciteitspanne van één uur op ongeveer 120 miljoen euro [schat] in geval van onderbreking tijdens de week op een ogenblik dat alle bedrijven actief zijn » (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0967/001, p. 5).

B.31.1. In de huidige stand van de productiecapaciteit inzake elektriciteit, al dan niet van nucleaire oorsprong, blijkt niet dat het hoofd kan worden geboden aan het risico van een onderbreking van de elektriciteitsbevoorrading van het land met andere middelen en alternatieven, met name in het kader van de interne markt.

De energietransitie, met het tijdschema van de kernuitstap in 2025, veronderstelt immers dat, teneinde de elektriciteitsbevoorrading in het land te waarborgen, het land rekening kan houden met de productiecapaciteit van de centrales Doel 1 en Doel 2 zoals zij bij de wet van 28 juni 2015 is verlengd.

B.31.2. Het tijdschema van de kernuitstap in 2025, opgesteld bij de wet van 2003 en bevestigd zowel bij de wet van 18 december 2013 als bij de bestreden wet, is daarenboven onlosmakelijk verbonden met de investering in nieuwe technologieën - inzonderheid bevorderd door het Energietransitiefonds, dat gefinancierd wordt met de vergoeding waarin is voorzien bij artikel 4/2 van de wet van 31 januari 2003, ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 28 januari 2015, als tegenprestatie voor het uitstel van de desactivering en van het einde van de industriële elektriciteitsproductie van de centrales Doel 1 en Doel 2 - maar ook met de invoering van een capaciteitsvergoedingsmechanisme bij de wet van 22 april 2019 « tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, teneinde een capaciteitsvergoedingsmechanisme in te stellen » (hierna : de wet van 22 april 2019).

Een dergelijk capaciteitsvergoedingsmechanisme « [beoogt] de producenten van elektriciteit en andere leveranciers van capaciteit te vergoeden - zoals de vraagzijdebeheerders - opdat de bevoorradingszekerheid, op middellange en lange termijn verzekerd zou zijn, waarbij de toereikendheidscriteria (LOLE) in de wet worden nageleefd » (*Parl. St.*, Kamer, 2018-2019, DOC 54-3584/001, p. 5).

De instelling van dat capaciteitsvergoedingsmechanisme is precies verantwoord door het in verscheidene recente studies vastgestelde risico voor de elektriciteitsbevoorradingszekerheid in het land op middellange en lange termijn :

« België deelt met zijn Europese partners de bezorgdheden omtrent de elektriciteitsbevoorradingszekerheid. Een zeer recent door de beheerder van het Belgische transmissienet Elia uitgevoerde studie (november 2017), gebaseerd op de evaluatie van ENTSO-E, heeft gewezen op meerdere problemen met betrekking tot de elektriciteitsbevoorradingszekerheid in het land op middellange en lange termijn. Deze studie geeft immers aan dat ingevolge de energietransitie, de noodzakelijke investeringen in nieuwe capaciteit onvoldoende zullen zijn ingevolge lage elektriciteitsprijzen en de vermindering van de bedrijfsuren, terwijl de geïnstalleerde capaciteit in de Belgische regelzone met bijna 6 GW zal verminderen ingevolge de kernuitstap, voorzien tussen 2022 en 2025. Volgens het referentiescenario van Elia, zal dit leiden tot een nood van 3,6 GW nieuwe capaciteit, waarvan slechts een fractie zou gerealiseerd worden in het geval er geen bijkomend marktmechanisme in werking wordt gesteld vanaf 2025. In dit scenario werd nochtans reeds rekening gehouden met de mogelijkheid tot het importeren van energie vanuit naburige markten, met significante bijdragen via vraagbeheer en met een aanzienlijke verhoging van investeringen in hernieuwbare energiebronnen.

[...]

De resultaten van bovenvermelde studie van Elia worden bevestigd door gelijkaardige studies uitgevoerd door andere instanties, zoals de Universiteit Gent, het onderzoekscentrum Energyville, het Federaal Planbureau, enz.

Gelet op deze vaststellingen en in aanvulling op de lopende engagementen die een verbetering van de werking van de elektriciteitsmarkt beogen, moet België dringend, net als andere lidstaten van de Europese Unie, een capaciteitsvergoedingsmechanisme invoeren teneinde het evenwicht tussen de elektriciteitsproductiecapaciteit en de vraag te garanderen » (*ibid.*, pp. 11-13).

Die verschillende studies bevestigen aldus de werkelijkheid en de actualiteit van het risico voor de elektriciteitsbevoorradingszekerheid in het land, dat uiteraard nog zou toenemen in geval van onmiddellijke stopzetting van de elektriciteitsproductie in de centrales Doel 1 en Doel 2 bij ontstentenis van handhaving van de gevolgen van de vernietigde wet van 28 juni 2015.

Zoals vermeld in de parlementaire voorbereiding van de wet van 22 april 2019, kan het capaciteitsvergoedingsmechanisme bovendien pas over verscheidene jaren uitwerking hebben :

« Hoewel België van plan is om zich te inspireren op Europese ervaringen teneinde de ontwikkelings- en implementatietijd van haar vergoedingsmechanisme te verminderen, zullen bepaalde problemen noodzakelijkerwijs moeten worden overwonnen, in het bijzonder omwille van de kernuitstap. In dat opzicht is het vooropgestelde eerste jaar [waarin] nieuwe capaciteit nodig is, het jaar 2025. Rekening houdend met een standaard kalender en dus een T-4 veiling, zal idealiter de eerste veiling in 2021 plaatsvinden. Vooraleer dit mogelijk is, zijn vele stappen noodzakelijk en het valt niet uit te sluiten dat [een] beroep gedaan moet worden op een bijzonder regime (zie volgend hoofdstuk) om bepaalde aspecten tijdig te kunnen laten plaatsvinden en/of om voor bepaalde aspecten meer tijd te voorzien en deze pas na 2021 in voege te laten gaan.

In de eerste plaats zal het nodig zijn om te onderhandelen en om overeenkomsten te sluiten tussen de verschillende bevoegdheidsniveaus, terwijl het gaat om een onderwerp dat een complexe technische aard heeft en eventuele financiële gevolgen met zich zal meebrengen.

Vervolgens, en/of in parallel, zullen het regime en [de] modaliteiten [ervan] moeten worden goedgekeurd door de Europese Commissie. Hoewel België met betrekking tot dit punt lessen kan trekken uit de discussies tussen de lidstaten die reeds een capaciteitsvergoedingsmechanisme hebben geïmplementeerd met de Europese Commissie - hetgeen het proces gedeeltelijk zou kunnen versnellen - kunnen meerdere maanden verstrijken tussen de (in)formele kennisgeving van het mechanisme en haar eventuele goedkeuring door de Commissie.

Verder is het eveneens aangewezen om akkoorden te sluiten met de geïnterconnecteerde landen, teneinde de verenigbaarheid van het beoogde mechanisme met hun eigen capaciteitsvergoedingsmechanismen te waarborgen en de nodige garanties te voorzien inzake de link met de werking van [de] energiemarkt en een effectieve bijdrage tot 's lands bevoorradingszekerheid. [...]

Overigens wordt algemeen aangenomen dat de bouwtijd van een thermische centrale ongeveer vier jaar is, wellicht één van de langste doorlooptijden van de verschillende technologieën. Teneinde alle technologieën een eerlijke kans tot deelname te geven, leidde dit in de systemen die in de andere Europese landen zijn opgezet tot een veiling vier jaar voor het ter beschikking stellen van capaciteit (T-4). Deze periode is, onafhankelijk van de wil van de overheid, dan ook moeilijk te verkorten » (*ibid.*, pp. 29-30).

B.31.3. De strategische reserve die kan worden geactiveerd in geval van een risico van een elektriciteitstekort, bedoeld in de artikelen 7bis en volgende van de wet van 29 april 1999 « betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt », zoals ingevoegd bij de wet van 26 maart 2014 en gewijzigd bij de wet van 30 juli 2018, vormt een crisismaatregel op korte termijn met het oog op de volgende winterperiode, die de mogelijkheid inhoudt om een beroep te doen op productie-installaties die wegens een tijdelijke of definitieve buitenwerkingstelling niet worden gebruikt.

Er werd besloten om een strategische reserve aan te leggen voor de winters van 2014-2015, 2015-2016 en 2017-2018.

Hoewel, in november 2019, in de laatste studie van Elia niet werd besloten dat een strategische reserve nodig was voor de winter van 2020-2021, blijft de gelaten marge evenwel klein en wordt in de perspectieven van Elia aangegeven dat 500 MW nodig is voor de winter van 2022-2023 (Elia, *The need for a strategic reserve for winter 2020-21 and winter outlook for 2021-2022 and 2022-23*, november 2019).

Ten aanzien van het doel ervan is een maatregel zoals de strategische reserve dus niet van dien aard dat hij het mogelijk maakt om de bevoorradingszekerheid van het land inzake elektriciteit te verzekeren tijdens de tijd die strikt noodzakelijk is om een einde te maken aan de vastgestelde ongrondwettigheid, door het onmiddellijke verlies, bij gebrek aan handhaving van de gevolgen, van de 866 MW die door Doel 1 en Doel 2 wordt geproduceerd, te compenseren.

B.31.4. Ten slotte, hoewel de invoermogelijkheden een oplossing kunnen vormen om de elektriciteitsbevoorrading te verzekeren, worden zij evenwel beperkt door de capaciteit van de bestaande interconnecties met de buurlanden en door de daadwerkelijke elektriciteitsproductie en de respectieve keuzes van die lidstaten inzake energiebeleid, waarbij verscheidene buurlanden eveneens hebben beslist of overwegen te beslissen tot de sluiting van kerncentrales en/of kolencentrales, wat hun uitvoercapaciteit zou kunnen beperken (zie *Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1511/004, pp. 64-67).

B.32.1. Rekening houdend met hetgeen voorafgaat, staan de realiteit en de ernst van een structureel risico dat de elektriciteitsbevoorrading van het land wordt onderbroken, waaraan niet het hoofd kan worden geboden met andere middelen en alternatieven, met name in het kader van de interne markt, vast.

De omstandigheid dat de elektriciteitsbevoorrading in België tot op heden nog niet werd onderbroken, maakt het niet mogelijk om de realiteit of de ernst van dat risico af te zwakken.

B.32.2. Teneinde dat reële en ernstige risico af te wenden dat de elektriciteitsbevoorrading van het land wordt onderbroken, waaraan niet het hoofd kan worden geboden met andere middelen en alternatieven, met name in het kader van de interne markt, en teneinde het de wetgever mogelijk te maken een wetgevingsprocedure tot een goed einde te brengen met inachtneming van de eisen inzake vereiste voorafgaande milieustudies, dienen de gevolgen van de vernietigde bepalingen te worden gehandhaafd.

B.33.1. De handhaving van de gevolgen dient, zoals in B.29.2 is vermeld, te worden beperkt tot de tijd die strikt noodzakelijk is om een einde te maken aan de vastgestelde onrechtmatigheid, namelijk om het de wetgever mogelijk te maken een wetgevingsprocedure tot een goed einde te brengen tijdens welke de vereiste milieueffectrapporteringen, met inbegrip van inspraak van het publiek en een grensoverschrijdende raadpleging, kunnen plaatsvinden.

B.33.2. Het Hof verwijst in dat verband naar hoofdstuk III<sup>ter</sup>, bestaande uit de artikelen 27/3 tot 27/10, van de wet van 15 april 1994 « betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle », zoals ingevoegd bij de wet van 6 december 2018 « houdende wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire controle met betrekking tot de milieueffectbeoordeling ».

B.33.3. Met betrekking tot de in het nieuwe hoofdstuk III<sup>ter</sup> van de wet van 15 april 1994 bedoelde milieueffectbeoordeling wordt in de parlementaire voorbereiding van de voormelde wet van 6 december 2018 uiteengezet :

« Deze milieueffectbeoordeling gaat uit van een integrale beoordeling van de ' openbare en particuliere projecten die aanzienlijke gevolgen voor het milieu kunnen hebben '.

Te dezen dient in herinnering te worden gebracht dat de Gewesten principieel bevoegd zijn voor het leefmilieu. Op deze principiële bevoegdheid voorziet artikel 6, § 1, II, tweede lid, 2<sup>o</sup> van de Bijzondere Wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen evenwel een uitzondering. Deze bepaling voorziet dat de federale overheid bevoegd is voor ' de bescherming tegen ioniserende stralingen, met inbegrip van het radioactief afval '.

Hoewel de Gewesten ook zelf reeds een milieueffectbeoordeling voorschrijven en uitvoeren, mag deze zich niet uitstrekken tot de gevolgen voor het leefmilieu die betrekking hebben op ioniserende stralingen, met inbegrip van het radioactief afval. Vermits de federale overheid bevoegd is ten aanzien van de aspecten van het milieubeleid die de bescherming tegen ioniserende stralingen betreffen, kan zij binnen die grenzen de activiteiten van nucleaire inrichtingen aan een vergunning of een milieueffectbeoordeling onderwerpen.

Daaraan beoogt dit voorontwerp tegemoet te komen. De krachtlijnen en voornaamste verplichtingen worden bij wet voorzien. De verdere detailuitwerking wordt aan de Koning gedelegeerd.

[...]

Teneinde een globale beoordeling van alle milieueffecten te waarborgen, dringt zich, behalve wijzigingen op federaal bevoegdheidsniveau, een samenwerkingsakkoord in de zin van artikel 92<sup>bis</sup> van de Bijzondere Wet van 8 augustus 1980 op. In dit ontwerp wordt hiertoe een specifieke rechtsgrond opgenomen. Het samenwerkingsakkoord vormt het voorwerp van onderhandelingen tussen de federale overheid en de Gewesten » (*Parl. St.*, Kamer, 2018-2019, DOC 54-3335/001, pp. 6-7).

« Tot slot wordt voorzien in een rechtsgrond opdat het Agentschap vooraf over een toekomstig project kan overleggen voordat een vergunningsaanvraag wordt ingediend (artikel 16/2 [lees : 16/1] van de FANC-wet) » (*Parl. St.*, Kamer, 2018-2019, DOC 54-3335/003, p. 3).

In antwoord op de opmerkingen van de afdeling wetgeving van de Raad van State werd eveneens gepreciseerd dat « noch in het voorontwerp zelf, noch in de tekst van de memorie het geval ' een loutere verlenging van de levensduur van een nucleaire installatie ' bij voorbaat [wordt] uitgesloten van de MER-plicht in tegenstelling tot de premisse opgenomen in het advies » (*Parl. St.*, Kamer, 2018-2019, DOC 54-3335/001, p. 8), en dat, « voor zover het Hof van Justitie het begrip ' project ' aldus ruimer zou interpreteren dan in huidig voorontwerp, [...] alleszins bij de toekomstige interpretatie van het begrip ' project ' [zal] moeten worden uitgegaan van de nieuwe invulling die hieraan door het Hof van Justitie zou worden gegeven » (*ibid.*, p. 9; zie eveneens *Parl. St.*, Kamer, 2018-2019, DOC 54-3335/003, p. 8).

B.33.4. Gelet op de termijnen in de voormelde wetgevingen is de handhaving van de gevolgen uiterlijk tot en met 31 december 2022 een strikt noodzakelijke termijn om het de wetgever mogelijk te maken een wetgevingsprocedure tot een goed einde te brengen tijdens welke de vereiste milieueffectrapporteringen, met inbegrip van inspraak van het publiek en een grensoverschrijdende raadpleging, kunnen plaatsvinden.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt de wet van 28 juni 2015 « tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie met het oog op het verzekeren van de bevoorradingszekerheid op het gebied van energie »;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde wet tot het aannemen, door de wetgever, van een nieuwe wet die is voorafgegaan door de vereiste milieueffectbeoordeling en passende beoordeling, met inspraak van het publiek en een grensoverschrijdende raadpleging, en uiterlijk tot en met 31 december 2022.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 5 maart 2020.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

F. Daoût

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2020/201499]

## Auszug aus dem Entscheid Nr. 34/2020 vom 5. März 2020

Geschäftsverzeichnisnummer 6328

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 28. Juni 2015 « zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit », erhoben von der VoG « Inter-Environnement Wallonie » und der VoG « Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen ».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und A. Alen, und den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman und M. Pâques, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

## I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 5. Januar 2016 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 6. Januar 2016 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 28. Juni 2015 « zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 6. Juli 2015, zweite Ausgabe): die VoG « Inter-Environnement Wallonie » und die VoG « Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen », unterstützt und vertreten durch RA J. Sambon, in Brüssel zugelassen.

In seinem Zwischenentscheid Nr. 82/2017 vom 22. Juni 2017, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 16. August 2017, hat der Verfassungsgerichtshof dem Gerichtshof der Europäischen Union folgende Vorabentscheidungsfragen gestellt:

« 1. Sind Artikel 2 Absätze 1 bis 3, 6 und 7, Artikel 3 Absatz 8, Artikel 5, Artikel 6 Absatz 1, und Nummer 2 von Anhang I des Übereinkommens von Espoo ' über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen ' gemäß den Präzisierungen in der ' Background note on the application of the Convention to nuclear energy-related activities ' (Informationsdokument über die Anwendung des Übereinkommens auf Aktivitäten im Zusammenhang mit Kernenergie) und den ' Good Practice recommendations on the application of the Convention to nuclear energy-related activities ' (Empfehlungen für gute Praktiken in Bezug auf die Anwendung des Übereinkommens und des Protokolls auf Aktivitäten im Zusammenhang mit Kernenergie) auszulegen?

2. Ist Artikel 1 Ziffer ix des Übereinkommens von Espoo, in dem die ' zuständige Behörde ' definiert wird, dahin auszulegen, dass er Gesetzgebungsakte wie das Gesetz vom 28. Juni 2015 ' zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit ' vom Anwendungsbereich dieses Übereinkommens ausschließt, insbesondere in Anbetracht der verschiedenen Studien und Anhörungen, die im Rahmen der Annahme dieses Gesetzes durchgeführt wurden?

3. a) Sind die Artikel 2 bis 6 des Übereinkommens von Espoo dahin auszulegen, dass sie vor der Annahme eines Gesetzgebungsaktes wie das Gesetz vom 28. Juni 2015 ' zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit ', dessen Artikel 2 das Datum der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 aufschiebt, anwendbar sind?

b) Ist die Antwort auf die in Buchstabe a) enthaltene Frage unterschiedlich je nachdem, ob sie sich auf das Kernkraftwerk Doel 1 oder auf das Kernkraftwerk Doel 2 bezieht, in Anbetracht der Notwendigkeit, für das erstgenannte Kernkraftwerk Verwaltungsakte zur Ausführung des vorerwähnten Gesetzes vom 28. Juni 2015 zu erlassen?

c) Kann die Stromversorgungssicherheit des Landes einen zwingenden Grund des öffentlichen Interesses darstellen, der es ermöglichen würde, von der Anwendung der Artikel 2 bis 6 des Übereinkommens von Espoo abzuweichen und/oder ihre Anwendung auszusetzen?

4. Ist Artikel 1 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus ' über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten ' dahin auszulegen, dass er Gesetzgebungsakte wie das Gesetz vom 28. Juni 2015 ' zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit ' vom Anwendungsbereich dieses Übereinkommens ausschließt, gegebenenfalls in Anbetracht der verschiedenen Studien und Anhörungen, die im Rahmen der Annahme dieses Gesetzes durchgeführt wurden?

5. a) Sind die Artikel 2 und 6 in Verbindung mit Nummer 1 von Anhang I des Übereinkommens von Aarhus, insbesondere in Anbetracht der ' Maastricht Recommendations on Promoting Effective Public Participation in Decision-making in Environmental Matters ' (Maastrichter Empfehlungen zur Förderung der effektiven Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren in Umweltangelegenheiten) hinsichtlich eines mehrstufigen Entscheidungsverfahrens, dahin auszulegen, dass sie vor der Annahme eines Gesetzgebungsaktes wie das Gesetz vom 28. Juni 2015 ' zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit ', dessen Artikel 2 das Datum der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 aufschiebt, anwendbar sind?

b) Ist die Antwort auf die in Buchstabe a) enthaltene Frage unterschiedlich je nachdem, ob sie sich auf das Kernkraftwerk Doel 1 oder auf das Kernkraftwerk Doel 2 bezieht, in Anbetracht der Notwendigkeit, für das erstgenannte Kernkraftwerk Verwaltungsakte zur Ausführung des vorerwähnten Gesetzes vom 28. Juni 2015 zu erlassen?

c) Kann die Stromversorgungssicherheit des Landes einen zwingenden Grund des öffentlichen Interesses darstellen, der es ermöglichen würde, von der Anwendung der Artikel 2 bis 6 des Übereinkommens von Aarhus abzuweichen und/oder ihre Anwendung auszusetzen?

6. a) Ist Artikel 1 Absatz 2 in Verbindung mit Nummer 13 Buchstabe a von Anhang II der Richtlinie 2011/92/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten, gegebenenfalls im Lichte der Übereinkommen von Espoo und Aarhus gelesen, dahin auszulegen, dass er auf den Aufschub des Datums der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung eines Kernkraftwerks, der - wie im vorliegenden Fall - beträchtliche Investitionen für die Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 und das Nachrüsten bei der Sicherheit dieser Kernkraftwerke voraussetzt, anwendbar ist?

b) Sind die Artikel 2 bis 8 und 11 und die Anhänge I, II und III der Richtlinie 2011/92/EU in dem Fall, dass die in Buchstabe a) enthaltene Frage bejahend beantwortet wird, dahin auszulegen, dass sie vor der Annahme eines Gesetzgebungsaktes wie das Gesetz vom 28. Juni 2015 ' zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit ', dessen Artikel 2 das Datum der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 aufschiebt, anwendbar sind?

c) Ist die Antwort auf die in den Buchstaben a) und b) enthaltenen Fragen unterschiedlich je nachdem, ob sie sich auf das Kernkraftwerk Doel 1 oder auf das Kernkraftwerk Doel 2 bezieht, in Anbetracht der Notwendigkeit, für das erstgenannte Kernkraftwerk Verwaltungsakte zur Ausführung des vorerwähnten Gesetzes vom 28. Juni 2015 zu erlassen?

d) Ist Artikel 2 Absatz 4 der Richtlinie 2011/92/EU in dem Fall, dass die in Buchstabe a) enthaltene Frage bejahend beantwortet wird, dahin auszulegen, dass er es ermöglicht, den Aufschub der Deaktivierung eines Kernkraftwerks aus zwingenden Gründen des öffentlichen Interesses, die mit der Stromversorgungssicherheit des Landes zusammenhängen, von der Anwendung der Artikel 2 bis 8 und 11 der Richtlinie 2011/92/EU auszunehmen?

7. Ist der Begriff ' besonderer Gesetzgebungsakt ' im Sinne von Artikel 1 Absatz 4 der Richtlinie 2011/92/EU vor deren Abänderung durch die Richtlinie 2014/52/EU dahin auszulegen, dass er einen Gesetzgebungsakt wie das Gesetz vom 28. Juni 2015 ' zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit ' vom Anwendungsbereich dieser Richtlinie ausschließt, insbesondere in Anbetracht der verschiedenen Studien und Anhörungen, die im Rahmen der Annahme dieses Gesetzes durchgeführt wurden und die Zielsetzungen der vorerwähnten Richtlinie verwirklichen könnten?

8. a) Ist Artikel 6 der Richtlinie 92/43/EWG des Rates vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen, in Verbindung mit den Artikeln 3 und 4 der Richtlinie 2009/147/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. November 2009 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten, gegebenenfalls im Lichte der Richtlinie 2011/92/EU sowie im Lichte der Übereinkommen von Espoo und Aarhus gelesen, dahin auszulegen, dass er auf den Aufschub des Datums der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung eines Kernkraftwerks, der - wie im vorliegenden Fall - beträchtliche Investitionen für die Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 und das Nachrüsten bei der Sicherheit dieser Kernkraftwerke voraussetzt, anwendbar ist?

b) Ist Artikel 6 Absatz 3 der Richtlinie 92/43/EWG in dem Fall, dass die in Buchstabe a) enthaltene Frage bejahend beantwortet wird, dahin auszulegen, dass er vor der Annahme eines Gesetzgebungsaktes wie das Gesetz vom 28. Juni 2015 ' zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit ', dessen Artikel 2 das Datum der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 aufschiebt, anwendbar ist?

c) Ist die Antwort auf die in den Buchstaben a) und b) enthaltenen Fragen unterschiedlich je nachdem, ob sie sich auf das Kernkraftwerk Doel 1 oder auf das Kernkraftwerk Doel 2 bezieht, in Anbetracht der Notwendigkeit, für das erstgenannte Kernkraftwerk Verwaltungsakte zur Ausführung des vorerwähnten Gesetzes vom 28. Juni 2015 zu erlassen?

d) Ist Artikel 6 Absatz 4 der Richtlinie 92/43/EWG in dem Fall, dass die in Buchstabe a) enthaltene Frage bejahend beantwortet wird, dahin auszulegen, dass er es ermöglicht, mit der Stromversorgungssicherheit des Landes zusammenhängende Gründe als zwingende Gründe des überwiegenden öffentlichen Interesses zu betrachten, insbesondere in Anbetracht der verschiedenen Studien und Anhörungen, die im Rahmen der Annahme des vorerwähnten Gesetzes durchgeführt wurden und die Zielsetzungen der vorerwähnten Richtlinie verwirklichen könnten?

9. Könnte der einzelstaatliche Richter in dem Fall, dass er aufgrund der auf die vorstehenden Vorabentscheidungsfragen erteilten Antworten zu der Schlussfolgerung gelangen würde, dass das angefochtene Gesetz gegen eine der aus den vorerwähnten Übereinkommen oder Richtlinien sich ergebenden Verpflichtungen verstößt, ohne dass die Stromversorgungssicherheit des Landes einen zwingenden Grund des öffentlichen Interesses darstellen könnte, wodurch von diesen Verpflichtungen abgewichen werden könnte, die Folgen des Gesetzes vom 28. Juni 2015 aufrechterhalten, um Rechtsunsicherheit zu vermeiden und es zu ermöglichen, dass die aus den vorerwähnten Übereinkommen oder Richtlinien sich ergebenden Verpflichtungen zur Umweltverträglichkeitsprüfung und Öffentlichkeitsbeteiligung eingehalten werden? ».

In seinem Urteil vom 29. Juli 2019 in der Rechtssache C-411/17 hat der Gerichtshof der Europäischen Union auf die Fragen geantwortet.

(...)

## II. Rechtliche Würdigung

(...)

B.1.1. Die Nichtigkeitsklage richtet sich gegen das Gesetz vom 28. Juni 2015 « zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit » (nachstehend: Gesetz vom 28. Juni 2015), das bestimmt:

« Artikel 1. Vorliegendes Gesetz regelt eine in Artikel 74 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2. Artikel 4 des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung, ersetzt durch das Gesetz vom 18. Dezember 2013, wird wie folgt abgeändert:

1. Paragraph 1 wird wie folgt ersetzt:

' § 1. Das Kernkraftwerk Doel 1 darf ab Inkrafttreten des Gesetzes vom 28. Juni 2015 zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit erneut Strom erzeugen. Ab dem 15. Februar 2025 wird es deaktiviert und darf es keinen Strom mehr erzeugen. Die anderen Kernkraftwerke für industrielle Stromerzeugung durch Spaltung von Kernbrennstoffen werden an den folgenden Daten deaktiviert und dürfen ab diesen Daten keinen Strom mehr erzeugen:

- Doel 3: 1. Oktober 2022,
- Tihange 2: 1. Februar 2023,
- Doel 4: 1. Juli 2025,
- Tihange 3: 1. September 2025,
- Tihange 1: 1. Oktober 2025,
- Doel 2: 1. Dezember 2025. '

2. Der Artikel wird durch einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' § 3. Der König zieht durch einen im Ministerrat beratenen Erlass für die Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 das in § 1 erwähnte Datum auf den 31. März 2016 vor, wenn das in Artikel 4/2 § 3 erwähnte Abkommen nicht bis spätestens 30. November 2015 geschlossen ist. '

Art. 3. In Kapitel 2 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 18. Dezember 2013, wird ein Artikel 4/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

' Art. 4/2. § 1. Der Eigentümer der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 überweist dem Föderalstaat bis zum 15. Februar 2025 für Doel 1 und bis zum 1. Dezember 2025 für Doel 2 eine jährliche Gebühr als Gegenleistung für die Verlängerung der Dauer der Genehmigung zur industriellen Stromerzeugung durch Spaltung von Kernbrennstoffen.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Gebühr schließt alle anderen Abgaben zugunsten des Föderalstaates (mit Ausnahme der allgemein anwendbaren Steuern) aus, die mit dem Eigentum oder dem Betrieb der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2, mit den Einkünften, der Erzeugung oder Erzeugungskapazität dieser Kraftwerke oder der Nutzung von Kernbrennstoffen durch diese Kraftwerke zusammenhängen.

§ 3. Der Föderalstaat schließt mit dem Eigentümer der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 ein Abkommen, insbesondere um:

1. die Modalitäten für die Berechnung der in § 1 erwähnten Gebühr zu bestimmen,
2. die Entschädigung zu regeln, wenn eine der Parteien ihre vertraglichen Verpflichtungen nicht einhält. '

Art. 4. Vorliegendes Gesetz tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft ».

B.1.2. Das Gesetz vom 28. Juni 2015, das am 6. Juli 2015 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde, ist gemäß seinem Artikel 4 am 6. Juli 2015 in Kraft getreten.

*In Bezug auf das angefochtene Gesetz und dessen Kontext*

B.2. In Belgien gibt es sieben Kernkraftwerke: vier befinden sich auf dem Gebiet der Flämischen Region in Doel (Doel 1, Doel 2, Doel 3 und Doel 4), und drei befinden sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region in Tihange (Tihange 1, Tihange 2 und Tihange 3); die belgischen Kernkraftwerke sind zwischen dem 15. Februar 1975 und dem 1. September 1985 in Betrieb genommen worden.

Durch die ministeriellen Erlasse vom 1. März 2004 und vom 18. Februar 2008 (Bekanntmachungen veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. März 2004 beziehungsweise vom 3. März 2008) wird Electrabel eine individuelle Genehmigung zur Stromerzeugung, ohne zeitliche Beschränkung, gewährt für Doel 2 beziehungsweise Doel 1 wegen einer Erhöhung ihrer Leistung.

Die Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 erzeugen zusammen 866 MW. Gemäß den Zahlen von 2014 stellt die aus Kernenergie gewonnene Elektrizität etwa 55 Prozent der in Belgien verbrauchten Elektrizität dar (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1511/007, S. 65). Laut dem Jahresbericht 2018 der Elektrizitäts- und Gasregulierungscommission (nachstehend: CREG) hatten die Kernkraftwerke 2018 einen Anteil von 38 % an der Stromerzeugung in Belgien (CREG, Jahresbericht 2018, S. 51).

Der Standort Doel verfügt über eine durch die Flämische Region erteilte, bis 2031 gültige Umweltgenehmigung für die Anlagen, die nicht in den Anwendungsbereich des königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 « zur Festlegung einer allgemeinen Ordnung über den Schutz der Bevölkerung, der Arbeitnehmer und der Umwelt gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen », ergangen in Ausführung des Gesetzes vom 15. April 1994 « über den Schutz der Bevölkerung und der Umwelt gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen und über die Föderalagentur für Nuklearkontrolle » (nachstehend: Gesetz vom 15. April 1994), fallen.

B.3. Durch das Gesetz vom 31. Januar 2003 « über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung » (nachstehend: Gesetz vom 31. Januar 2003) wurde ein Zeitplan für den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie zwischen dem 15. Februar 2015 und dem 1. September 2025 durch die Deaktivierung der Kernkraftwerke und die Beendigung ihrer industriellen Stromerzeugung 40 Jahre nach ihrer industriellen Inbetriebnahme festgelegt (Artikel 4 in Verbindung mit Artikel 2 Nr. 1).

B.4. Durch das Gesetz vom 18. Dezember 2013 « zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung und zur Abänderung des Gesetzes vom 11. April 2003 über die Rückstellungen für die Stilllegung von Kernkraftwerken und die Verwaltung des in diesen Kraftwerken bestrahlten Spaltmaterials » (nachstehend: Gesetz vom 18. Dezember 2013) wurde das Gesetz vom 31. Januar 2003 abgeändert, um das Datum der Deaktivierung und der Beendigung der industriellen Stromerzeugung des Kernkraftwerks Tihange 1 um zehn Jahre zu verschieben, dies angesichts « der Risiken für die Versorgungssicherheit des Landes » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3087/001, SS. 5-6).

Als Gegenleistung für den Aufschub dieser Deaktivierung sind die Eigentümer des Kraftwerks Tihange 1 verpflichtet, dem belgischen Staat eine jährliche Gebühr zu zahlen, die in Artikel 4/1 des Gesetzes vom 31. Januar 2003, eingefügt durch Artikel 4 des Gesetzes vom 18. Dezember 2013, festgelegt ist.

B.5.1. Gemäß Artikel 4 § 1 des Gesetzes vom 31. Januar 2003, ersetzt durch das Gesetz vom 18. Dezember 2013, durfte das Kraftwerk Doel 1 ab dem 15. Februar 2015 keinen Strom mehr produzieren. In Artikel 4 § 2 des Gesetzes vom 31. Januar 2003, ersetzt durch das Gesetz vom 18. Dezember 2013, ist jedoch vorgesehen, dass in den individuellen Genehmigungen zum Betrieb und zur industriellen Stromerzeugung nur die Bestimmungen über die Genehmigung zur industriellen Stromerzeugung an dem in Artikel 4 § 1 desselben Gesetzes vorgesehenen Datum der Deaktivierung enden, während die anderen Bestimmungen - darunter diejenigen über die Betriebsgenehmigung - anwendbar bleiben, bis sie angepasst werden.

B.5.2.1. Durch das angefochtene Gesetz vom 28. Juni 2015, das am 6. Juli 2015 in Kraft getreten ist, wurde das Datum der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 abgeändert, « um zur Stromversorgungssicherheit in Belgien beizutragen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0967/001, S. 4; siehe ebenfalls *Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0967/003, SS. 5-6).

In der Begründung zu dem Gesetzentwurf, aus dem das Gesetz vom 28. Juni 2015 entstanden ist, wurden die Risiken für die Versorgungssicherheit des Landes wie folgt erläutert:

« Diese potenziell problematische Situation für die Versorgungssicherheit wurde bereits in der Begründung zum Gesetzentwurf vom 24. Oktober 2013 zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung und zur Abänderung des Gesetzes vom 11. April 2003 über die Rückstellungen für die Stilllegung von Kernkraftwerken und die Verwaltung des in diesen Kraftwerken bestrahlten Spaltmaterials hervorgehoben (*Parl. Dok.*, 53-3087/001). Sie bleibt aktuell. Sie wird im Übrigen in mehreren Studien durch die Generaldirektion Energie des FÖD Wirtschaft und kürzlich in ihrer Studie über die Perspektiven der Elektrizitätsversorgung bis 2030 verdeutlicht (siehe [http://economie.fgov.be/fr/modules/publications/analyses\\_etudes/etude\\_perspectives\\_approvisionnement\\_electricite\\_horizon\\_2030\\_-\\_projet.jsp](http://economie.fgov.be/fr/modules/publications/analyses_etudes/etude_perspectives_approvisionnement_electricite_horizon_2030_-_projet.jsp)).

Die Gefahr, die für die Versorgungssicherheit in Belgien durch die Schließung von Kernreaktoren im Jahr 2015 (Doel 1, Doel 2) herbeigeführt würde, ist auch in der Studie der GEMIX-Gruppe von September 2009 ' Welcher ideale Energiemix für Belgien bis 2020 und 2030 ' bestätigt worden ([http://economie.fgov.be/fr/binaries/gemix1\\_fr\\_tcm326-201964.pdf](http://economie.fgov.be/fr/binaries/gemix1_fr_tcm326-201964.pdf)).

Gemäß dieser Studie (siehe insbesondere SS. 4 und 5) würde die Schließung der drei Kernkraftwerke Tihange 1, Doel 1 und Doel 2 im Jahr 2015 die Versorgungssicherheit gefährden. Außerdem wird darin insgesamt empfohlen, die drei Reaktoren Doel 1, Doel 2 und Tihange 1 um 10 Jahre zu verlängern.

Im Übrigen hat das Föderale Planbüro eine quantitative Kostenanalyse eines Blackout für die belgische Wirtschaft in seinem Bericht von März 2014 vorgenommen. So ist das Planbüro der Auffassung, dass der wirtschaftlich-soziale Schaden einer Strompanne von einer Stunde etwa 120 Millionen Euro im Falle einer Unterbrechung während der Woche zu einem Zeitpunkt, wo alle Unternehmen tätig sind, betragen würde (siehe die Studie ' Belgische black-outs berekend - Een kwantitatieve evaluatie van stroompannes in België ' des Föderalen Planbüros, veröffentlicht im März 2014 ([http://www.plan.be/admin/uploaded/201403170843050.WP\\_1403.pdf](http://www.plan.be/admin/uploaded/201403170843050.WP_1403.pdf))).

Angesichts der großen Unsicherheit in Verbindung mit dem erneuten Hochfahren der Reaktoren Doel 3 und Tihange 2, der angekündigten Schließung der thermischen Kraftwerke im Jahr 2015 und in den darauf folgenden Jahren sowie des Umstandes, dass die Integration der ausländischen Kapazitäten ins belgische Netz kurzfristig nicht möglich ist, hat die Regierung am 18. Dezember 2014 beschlossen:

1. die Reaktoren Doel 1 und 2 unverzüglich um einen Zeitraum von zehn (10) Jahren zu verlängern, ohne dass die Betriebsdauer dieser Reaktoren über 2025 hinausgehen darf. Das Einverständnis der Föderalagentur für Nuklearkontrolle (nachstehend ' FANK '), die die Bedingungen für die Sicherheit festlegen wird, ist eine unerlässliche Voraussetzung vor dem Inkrafttreten der Verlängerung dieser Reaktoren;

2. dafür zu sorgen, dass die Bedingungen für einen effektiven Wettbewerb im Bereich der Energieerzeugung auf belgischem Staatsgebiet gefördert werden und in diesem Rahmen die Betreiber ermutigt werden, die Möglichkeiten von Investitionen Dritter am Besitz und an der Konformität der Reaktoren Doel 1 und Doel 2 zu prüfen;

[...]

Um dieses Abkommen auszuführen, müssen gewisse Entscheidungen sofort getroffen werden, insbesondere zur Einhaltung von technischen und verordnungsrechtlichen Auflagen. [...]

[...]

Angesichts der Risiken für die Versorgungssicherheit des Landes ist die Lebensdauer der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 um 10 Jahre, also bis 2025, zu verlängern unter Einhaltung der Vorschriften in Zusammenhang mit der zehnjährlichen Neubewertung der Sicherheit, insbesondere unter Einbeziehung der spezifischen Aspekte der ' LTO ' (*Long Term Operation*), der Wiederanpassung des Aktionsplans bezüglich der Stresstests und der erforderlichen Genehmigungen durch die *Föderalagentur für Nuklearkontrolle*.

[...]

Die Bestimmungen dieser Verlängerung werden somit ausreichend frühzeitig festgelegt, damit die betreffenden Kraftwerke während der Winterperiode 2015-2016 verfügbar sein und somit die Versorgungssicherheit des Landes gewährleisten können.

In der Studie bezüglich der Versorgungsperspektiven bis zum Jahr 2030 wird die Versorgungssicherheit im Falle einer Verlängerung der Betriebsdauer der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 und der Schließung von Doel 3 und Tihange 2 analysiert. Dieses Szenario, Nuc-2000 genannt, ist, ebenso wie die anderen, Gegenstand einer Analyse der Umweltauswirkungen (Strategische Umweltbewertung bezüglich der Perspektiven der Elektrizitätsversorgung bis zum Jahr 2030, Addendum, SS. 29 und 30). In der Studie gelangt man zu der Schlussfolgerung, dass es keine neuen Auswirkungen auf die Umwelt und die Gesundheit gibt » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0967/001, SS. 4-8).

B.5.2.2. Neben den vorstehend angeführten Berichten und Studien wurden zahlreiche Personen im Rahmen von Anhörungen anlässlich der Prüfung des Gesetzentwurfs angehört (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0967/003, SS. 3-4 und SS. 129-358).

Bei seiner Anhörung erklärte der Direktor der FANK:

« Das Kernkraftwerk Doel 1 ist seit dem 15. Februar 2015 abgeschaltet. Die Wiederaufnahme des Betriebs wird nur unter bestimmten Bedingungen erfolgen. Eine davon ist die Abänderung des Gesetzes; eine weitere ist die, dass das Kraftwerk über Brennstoff verfügen muss - der Betreiber hat nämlich im Hinblick auf die Schließung die Versorgungsverträge gekündigt. Eine dritte Bedingung hängt von der Agentur ab, die einer Wiederaufnahme des Betriebs zustimmen wird oder nicht » (ebenda, S. 133).

Die Vertreter von Elia, die den strategischen Elektrizitätsvorrat verwaltet, haben den Nachdruck auf die Versorgungssicherheit des Landes gelegt:

« Diesbezüglich stellt die Kapazität von 800 MW der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 ein wichtiges Element dar, das zu berücksichtigen ist » (ebenda, S. 150).

Die Sachverständigen des Föderalen Planbüros hat ihrerseits die wirtschaftlichen Auswirkungen eines einstündigen Stromausfalls in Belgien analysiert:

« Die Schäden sind also am größten zwischen 8 und 16 Uhr; der wirtschaftliche Schaden ist zwischen diesen beiden Zeitpunkten auf 120 Millionen Euro nach einer einstündigen Panne zu veranschlagen » (ebenda, S. 164).

Schließlich hat der Direktor der Nationalen Einrichtung für Radioaktive Abfälle und angereicherte Spaltmaterialien (NERAS) die Auswirkungen der Verlängerung von Doel 1 und Doel 2 auf die Abfälle beurteilt; die Verlängerung um zehn Jahre hat keine Auswirkungen auf die Abfälle, die sich aus der Stilllegung ergeben, aber Auswirkungen von geschätzten 350 m<sup>3</sup> in Form von Betriebsabfällen, wobei der für den verbrauchten Brennstoff angenommene Prozentsatz durch die NERAS auf 4 Prozent veranschlagt wird (ebenda, SS. 190-191).

B.5.2.3. In den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz wurde hinsichtlich der Stellung der Kernenergie im Land ferner dargelegt:

« In dem von der Föderalregierung angestrebten bezahlbaren und nachhaltigen Energiemix nimmt die Kernenergie eine wichtige Stellung ein. Die Kraftwerke von Doel und Tihange sorgen seit rund 30 Jahren für gut die Hälfte der gesamten Stromerzeugung in Belgien und tragen somit wesentlich zur Versorgungsstabilität bei. Durch die Kernenergie lässt sich überdies unsere Abhängigkeit vom internationalen Gas- und Ölmarkt begrenzen, deren Preise stark schwanken und die außerdem geopolitischen Konflikten unterliegen.

Die Kernenergie bietet auch andere Vorzüge:

- Durch die Aufrechterhaltung der Kernenergie im Energiemix Belgiens werden die mittleren Netto-Produktionskosten von Elektrizität relativ stabil bleiben.

- Die Inanspruchnahme von Kernenergie ist außerdem unerlässlich, um die Klimaziele, die Belgien auferlegt wurden, zu erreichen » (ebenda, S. 11).



B.5.3. Aus dem Wortlaut von Artikel 4 § 1 des Gesetzes vom 31. Januar 2003, ersetzt durch das angefochtene Gesetz, ergibt sich, dass durch das angefochtene Gesetz der schrittweise Ausstieg aus der Kernenergie, so wie er im vorerwähnten Artikel 4 § 1 vorgesehen ist, in zwei Aspekten abgeändert wurde: Einerseits wird es dem Kraftwerk Doel 1 erlaubt, « erneut » Elektrizität ab dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes, das heißt ab dem 6. Juli 2015, zu produzieren und wird dessen Deaktivierung auf den 15. Februar 2025 verschoben; andererseits wird das Datum der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung des Kraftwerks Doel 2 um zehn Jahre bis zum 1. Dezember 2025 verschoben.

Gemäß dem angefochtenen Gesetz wird der « schrittweise » Ausstieg aus der Kernenergie also zwischen dem 1. Oktober 2022 und dem 1. Dezember 2025 erfolgen. Das Datum des endgültigen Ausstiegs aus der Kernenergie, das im Gesetz vom 31. Januar 2003 auf den 1. September 2025 festgelegt und durch das Gesetz vom 18. Dezember 2013 auf den 1. Oktober 2025 verschoben wurde, wird also auf den 1. Dezember 2025 festgesetzt.

B.5.4. Als Gegenleistung für den Aufschub der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 sind die Eigentümer der betreffenden Kraftwerke verpflichtet, dem belgischen Staat eine jährliche Gebühr zu zahlen, die in Artikel 4/2 des Gesetzes vom 31. Januar 2003, eingefügt durch Artikel 3 des Gesetzes vom 28. Juni 2015, vorgesehen ist. Die Modalitäten dieser Gebühr, insbesondere ihre Berechnungsweise, müssen durch ein spätestens bis zum 30. November 2015 geschlossenes Abkommen mit dem belgischen Staat festgelegt werden.

Bei Nichtunterzeichnung dieses Abkommens bis zum 30. November 2015 würde der König die Deaktivierung von Doel 1 und Doel 2 auf den 31. März 2016 festlegen (Artikel 4 § 3).

Dieses Abkommen wurde unterschrieben am 30. November 2015, sodass das Datum der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 dasjenige ist, das in Artikel 4 § 1 des Gesetzes vom 31. Januar 2003, ersetzt durch das Gesetz vom 28. Juni 2015, festgelegt ist.

B.5.5. Der Text des vorerwähnten Abkommens vom 30. November 2015, das zwischen dem belgischen Staat, der « Electrabel » AG und der « Engie » AG geschlossen wurde, ist dem « Bericht der ersten Lesung » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1511/004, SS. 95-167) über den Gesetzentwurf beigefügt worden, aus dem das Gesetz vom 12. Juni 2016 « zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Festlegung der jährlichen Gebühr für die Verlängerung der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 » (nachstehend: Gesetz vom 12. Juni 2016) geworden ist.

In diesem Abkommen ist insbesondere, unter der Aufsicht der FANK, die Erstellung eines Investitionsplans « für die Verlängerung der Lebensdauer » vorgesehen, der verstanden wird als « die vorgesehenen Investitionen für die Verlängerung der Betriebsdauer von Doel 1 und von Doel 2 bis zum 14. Februar 2025 beziehungsweise 30. November 2025, insbesondere die Investitionen, die durch die FANK genehmigt wurden im Rahmen des LTO-Aktionsplans für den Ersatz von Anlagen wegen Alterung und die Verbesserung und Modernisierung von anderen Anlagen ( ' *design upgrade* '), die aufgrund der vierten regelmäßigen Sicherheitsinspektion und der anlässlich des Unfalls von Fukushima vorgenommenen Stresstests vorzunehmenden Änderungen, sowie die Lasten, die durch die Abschaltung dieser Kraftwerke, die notwendig sind, um die Investitionen auszuführen, verursacht werden » (Artikel 2 Buchstabe b).

Diese Investitionen werden auf einen Betrag von etwa 700 Millionen Euro veranschlagt (Artikel 3 des Abkommens) und sind in einer informationshalber erstellten Liste mit zwanzig Punkten angeführt, die dem Abkommen beigefügt ist.

B.5.6. Der Aktionsplan mit der Bezeichnung « Long-Term Operation »-Plan (LTO-Plan) sieht unter der Aufsicht der FANK eine Reihe von Änderungen an den bestehenden Einrichtungen vor, die wegen der Verlängerung der Tätigkeit der industriellen Stromerzeugung erforderlich sind.

Ein königlicher Erlass vom 27. September 2015 ergänzt somit die im königlichen Erlass vom 25. Januar 1974 festgelegten Bedingungen der Betriebsgenehmigung und enthält insbesondere die Verpflichtung von Electrabel - der heutige Betreiber -, die im LTO-Plan angeführten Maßnahmen spätestens bis Ende 2019 auszuführen und spätestens bis zum 30. April 2020 einen zusammenfassenden Bericht über die Ausführung des LTO-Plans vorzulegen, der durch die FANK genehmigt werden muss. Vor dem ersten Zyklus des LTO-Plans muss der Betreiber einen Bericht über seine vorrangigen Maßnahmen und einen zusammenfassenden Bericht über die vierte regelmäßige Sicherheitsinspektion vorlegen, die jeweils durch die FANK genehmigt werden müssen.

B.5.7. Im Anschluss an das angefochtene Gesetz und unter der Aufsicht der FANK wurde das Kraftwerk Doel 1 am 30. Dezember 2015 wieder hochgefahren.

B.6.1. Durch das Gesetz vom 12. Juni 2016 werden im Text von Artikel 4/2 des Gesetzes vom 31. Januar 2003 gewisse Modalitäten bezüglich der jährlichen Gebühr präzisiert, die als Gegenleistung für den Aufschub der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 gezahlt wird, wobei somit Elemente des vorerwähnten Abkommens vom 30. November 2015 in den Gesetzestext aufgenommen wurden.

Diese jährliche Gebühr wurde auf « 20 Millionen EUR während des gesamten Zeitraums der Verlängerung der Lebensdauer der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 » festgelegt (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1511/001, S. 5), was also einen Gesamtbetrag von 200 Millionen Euro über zehn Jahre, von 2016 bis 2025, darstellt. Dieser Betrag berücksichtigt die « erforderlichen Investitionen für die Verlängerung der Lebensdauer der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 » (ebenda).

Diese jährliche Gebühr wird an den « Energiewende-Fonds » im Sinne von Artikel 4ter des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes, eingefügt durch Artikel 4 des Gesetzes vom 28. Juni 2015 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Energiebereich », gezahlt. Dieser Energiewende-Fonds dient dazu, « die Forschung und Entwicklung in innovierenden Projekten im Bereich der Energie zu fördern und insbesondere die Erzeugung und die Speicherung von Energie zu entwickeln » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1511/004, S. 17). Die Verwendungsbedingungen dieses Fonds wurden durch den königlichen Erlass vom 9. Mai 2017 « zur Festlegung der Verwendungsbedingungen des Energiewende-Fonds » festgelegt.

B.6.2. Das Gesetz vom 12. Juni 2016, das aus der Zeit nach dem angefochtenen Gesetz stammt, hat keine Auswirkungen auf die Prüfung der vorliegenden Klage.

#### *In Bezug auf die Nichtigkeitsklage*

B.7.1. Die klagenden Parteien bemängeln, dass dem angefochtenen Gesetz keine Verträglichkeitsprüfung und kein Verfahren, das die Beteiligung der Öffentlichkeit ermöglicht hätte, vorangegangen seien. Auf diese Weise habe der Gesetzgeber die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung missachtet, an sich oder in Verbindung mit:

- Artikel 2 Absätze 1 bis 3, 6 und 7, Artikel 3 Absatz 8, Artikel 5, Artikel 6 Absatz 1, und Nummer 2 von Anhang I des Übereinkommens über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen, unterzeichnet in Espoo am 25. Februar 1991 (nachstehend: Übereinkommen von Espoo) (erster Klagegrund);

- den Artikeln 2 und 6 und Anhang I Nummer 1 des Übereinkommens über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten, unterzeichnet in Aarhus am 25. Juni 1998 (nachstehend: Übereinkommen von Aarhus), und den Artikeln 2 bis 8 und 11 sowie den Anhängen I, II und III der Richtlinie 2011/92/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 « über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten » (nachstehend: Richtlinie 2011/92/EU oder UVP-Richtlinie) (zweiter Klagegrund);

- Artikel 6 der Richtlinie 92/43/EWG des Rates vom 21. Mai 1992 « zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen » (nachstehend: Richtlinie 92/43/EWG oder Habitatrichtlinie) und den Artikeln 3 und 4 der Richtlinie 2009/147/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. November 2009 « über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten » (nachstehend: Richtlinie 2009/147/EG oder Vogelschutzrichtlinie) (dritter Klagegrund).

B.7.2. In jedem der drei Klagegründe vertreten die klagenden Parteien den Standpunkt, dass das angefochtene Gesetz, indem dadurch das Datum der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 um zehn Jahre verschoben werde, eine Maßnahme enthalte, die zum Anwendungsbereich der vorerwähnten Verträge und Richtlinien gehöre; sie sind der Auffassung, dass das angefochtene Gesetz daher vor seiner Annahme Gegenstand einer Verträglichkeitsprüfung und eines Verfahrens, das die Beteiligung der Öffentlichkeit ermöglicht hätte, so wie es durch die vorerwähnten Verträge und Richtlinien vorgeschrieben sei, habe sein müssen.

B.8. Wie der Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 82/2017 vom 22. Juni 2017 geurteilt hat, geht aus der Darlegung der Klagegründe hervor, dass nur Artikel 2 des Gesetzes vom 28. Juni 2015 angefochten wird, insofern dadurch das Datum der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 verschoben wird, während die anderen Bestimmungen des Gesetzes nur in dem Maße angefochten werden, als sie untrennbar mit diesem Artikel 2 verbunden wären.

Der Gerichtshof beschränkt seine Prüfung daher auf den angefochtenen Artikel 2 in dem angeführten Maße.

B.9. In seinem Entscheid Nr. 82/2017 vom 22. Juni 2017 hat der Verfassungsgerichtshof dem Gerichtshof der Europäischen Union neun Vorabentscheidungsfragen gestellt:

« 1. Sind Artikel 2 Absätze 1 bis 3, 6 und 7, Artikel 3 Absatz 8, Artikel 5, Artikel 6 Absatz 1, und Nummer 2 von Anhang I des Übereinkommens von Espoo ' über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen ' gemäß den Präzisierungen in der ' Background note on the application of the Convention to nuclear energy-related activities ' (Informationsdokument über die Anwendung des Übereinkommens auf Aktivitäten im Zusammenhang mit Kernenergie) und den ' Good Practice recommendations on the application of the Convention to nuclear energy-related activities ' (Empfehlungen für gute Praktiken in Bezug auf die Anwendung des Übereinkommens und des Protokolls auf Aktivitäten im Zusammenhang mit Kernenergie) auszulegen?

2. Ist Artikel 1 Ziffer ix des Übereinkommens von Espoo, in dem die ' zuständige Behörde ' definiert wird, dahin auszulegen, dass er Gesetzgebungsakte wie das Gesetz vom 28. Juni 2015 ' zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit ' vom Anwendungsbereich dieses Übereinkommens ausschließt, insbesondere in Anbetracht der verschiedenen Studien und Anhörungen, die im Rahmen der Annahme dieses Gesetzes durchgeführt wurden?

3. a) Sind die Artikel 2 bis 6 des Übereinkommens von Espoo dahin auszulegen, dass sie vor der Annahme eines Gesetzgebungsaktes wie das Gesetz vom 28. Juni 2015 ' zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit ', dessen Artikel 2 das Datum der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 aufschiebt, anwendbar sind?

b) Ist die Antwort auf die in Buchstabe a) enthaltene Frage unterschiedlich je nachdem, ob sie sich auf das Kernkraftwerk Doel 1 oder auf das Kernkraftwerk Doel 2 bezieht, in Anbetracht der Notwendigkeit, für das erstgenannte Kernkraftwerk Verwaltungsakte zur Ausführung des vorerwähnten Gesetzes vom 28. Juni 2015 zu erlassen?

c) Kann die Stromversorgungssicherheit des Landes einen zwingenden Grund des öffentlichen Interesses darstellen, der es ermöglichen würde, von der Anwendung der Artikel 2 bis 6 des Übereinkommens von Espoo abzuweichen und/oder ihre Anwendung auszusetzen?

4. Ist Artikel 1 Absatz 2 des Übereinkommens von Aarhus ' über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten ' dahin auszulegen, dass er Gesetzgebungsakte wie das Gesetz vom 28. Juni 2015 ' zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit ' vom Anwendungsbereich dieses Übereinkommens ausschließt, gegebenenfalls in Anbetracht der verschiedenen Studien und Anhörungen, die im Rahmen der Annahme dieses Gesetzes durchgeführt wurden?

5. a) Sind die Artikel 2 und 6 in Verbindung mit Nummer 1 von Anhang I des Übereinkommens von Aarhus, insbesondere in Anbetracht der ' Maastricht Recommendations on Promoting Effective Public Participation in Decision-making in Environmental Matters ' (Maastrichter Empfehlungen zur Förderung der effektiven Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren in Umweltangelegenheiten) hinsichtlich eines mehrstufigen Entscheidungsverfahrens, dahin auszulegen, dass sie vor der Annahme eines Gesetzgebungsaktes wie das Gesetz vom 28. Juni 2015 ' zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit ', dessen Artikel 2 das Datum der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 aufschiebt, anwendbar sind?

b) Ist die Antwort auf die in Buchstabe a) enthaltene Frage unterschiedlich je nachdem, ob sie sich auf das Kernkraftwerk Doel 1 oder auf das Kernkraftwerk Doel 2 bezieht, in Anbetracht der Notwendigkeit, für das erstgenannte Kernkraftwerk Verwaltungsakte zur Ausführung des vorerwähnten Gesetzes vom 28. Juni 2015 zu erlassen?

c) Kann die Stromversorgungssicherheit des Landes einen zwingenden Grund des öffentlichen Interesses darstellen, der es ermöglichen würde, von der Anwendung der Artikel 2 bis 6 des Übereinkommens von Aarhus abzuweichen und/oder ihre Anwendung auszusetzen?

6. a) Ist Artikel 1 Absatz 2 in Verbindung mit Nummer 13 Buchstabe a von Anhang II der Richtlinie 2011/92/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten, gegebenenfalls im Lichte der Übereinkommen von Espoo und Aarhus gelesen, dahin auszulegen, dass er auf den Aufschub des Datums der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung eines Kernkraftwerks, der - wie im vorliegenden Fall - beträchtliche Investitionen für die Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 und das Nachrüsten bei der Sicherheit dieser Kernkraftwerke voraussetzt, anwendbar ist?

b) Sind die Artikel 2 bis 8 und 11 und die Anhänge I, II und III der Richtlinie 2011/92/EU in dem Fall, dass die in Buchstabe a) enthaltene Frage bejahend beantwortet wird, dahin auszulegen, dass sie vor der Annahme eines Gesetzgebungsaktes wie das Gesetz vom 28. Juni 2015 ' zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit ', dessen Artikel 2 das Datum der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 aufschiebt, anwendbar sind?

c) Ist die Antwort auf die in den Buchstaben a) und b) enthaltenen Fragen unterschiedlich je nachdem, ob sie sich auf das Kernkraftwerk Doel 1 oder auf das Kernkraftwerk Doel 2 bezieht, in Anbetracht der Notwendigkeit, für das erstgenannte Kernkraftwerk Verwaltungsakte zur Ausführung des vorerwähnten Gesetzes vom 28. Juni 2015 zu erlassen?

d) Ist Artikel 2 Absatz 4 der Richtlinie 2011/92/EU in dem Fall, dass die in Buchstabe a) enthaltene Frage bejahend beantwortet wird, dahin auszulegen, dass er es ermöglicht, den Aufschub der Deaktivierung eines Kernkraftwerks aus zwingenden Gründen des öffentlichen Interesses, die mit der Stromversorgungssicherheit des Landes zusammenhängen, von der Anwendung der Artikel 2 bis 8 und 11 der Richtlinie 2011/92/EU auszunehmen?

7. Ist der Begriff ' besonderer Gesetzgebungsakt ' im Sinne von Artikel 1 Absatz 4 der Richtlinie 2011/92/EU vor deren Abänderung durch die Richtlinie 2014/52/EU dahin auszulegen, dass er einen Gesetzgebungsakt wie das Gesetz vom 28. Juni 2015 ' zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit ' vom Anwendungsbereich dieser Richtlinie ausschließt, insbesondere in Anbetracht der verschiedenen Studien und Anhörungen, die im Rahmen der Annahme dieses Gesetzes durchgeführt wurden und die Zielsetzungen der vorerwähnten Richtlinie verwirklichen könnten?

8. a) Ist Artikel 6 der Richtlinie 92/43/EWG des Rates vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen, in Verbindung mit den Artikeln 3 und 4 der Richtlinie 2009/147/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. November 2009 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten, gegebenenfalls im Lichte der Richtlinie 2011/92/EU sowie im Lichte der Übereinkommen von Espoo und Aarhus gelesen, dahin auszulegen, dass er auf den Aufschub des Datums der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung eines Kernkraftwerks, der - wie im vorliegenden Fall - beträchtliche Investitionen für die Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 und das Nachrüsten bei der Sicherheit dieser Kernkraftwerke voraussetzt, anwendbar ist?

b) Ist Artikel 6 Absatz 3 der Richtlinie 92/43/EWG in dem Fall, dass die in Buchstabe a) enthaltene Frage bejahend beantwortet wird, dahin auszulegen, dass er vor der Annahme eines Gesetzgebungsaktes wie das Gesetz vom 28. Juni 2015 ' zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit ', dessen Artikel 2 das Datum der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 aufschiebt, anwendbar ist?

c) Ist die Antwort auf die in den Buchstaben a) und b) enthaltenen Fragen unterschiedlich je nachdem, ob sie sich auf das Kernkraftwerk Doel 1 oder auf das Kernkraftwerk Doel 2 bezieht, in Anbetracht der Notwendigkeit, für das erstgenannte Kernkraftwerk Verwaltungsakte zur Ausführung des vorerwähnten Gesetzes vom 28. Juni 2015 zu erlassen?

d) Ist Artikel 6 Absatz 4 der Richtlinie 92/43/EWG in dem Fall, dass die in Buchstabe a) enthaltene Frage bejahend beantwortet wird, dahin auszulegen, dass er es ermöglicht, mit der Stromversorgungssicherheit des Landes zusammenhängende Gründe als zwingende Gründe des überwiegenden öffentlichen Interesses zu betrachten, insbesondere in Anbetracht der verschiedenen Studien und Anhörungen, die im Rahmen der Annahme des vorerwähnten Gesetzes durchgeführt wurden und die Zielsetzungen der vorerwähnten Richtlinie verwirklichen könnten?

9. Könnte der einzelstaatliche Richter in dem Fall, dass er aufgrund der auf die vorstehenden Vorabentscheidungsfragen erteilten Antworten zu der Schlussfolgerung gelangen würde, dass das angefochtene Gesetz gegen eine der aus den vorerwähnten Übereinkommen oder Richtlinien sich ergebenden Verpflichtungen verstößt, ohne dass die Stromversorgungssicherheit des Landes einen zwingenden Grund des öffentlichen Interesses darstellen könnte, wodurch von diesen Verpflichtungen abgewichen werden könnte, die Folgen des Gesetzes vom 28. Juni 2015 aufrechterhalten, um Rechtsunsicherheit zu vermeiden und es zu ermöglichen, dass die aus den vorerwähnten Übereinkommen oder Richtlinien sich ergebenden Verpflichtungen zur Umweltverträglichkeitsprüfung und Öffentlichkeitsbeteiligung eingehalten werden? ».

B.10. In seinem Urteil vom 29. Juli 2019 (C-411/17) in der Rechtssache *Inter-Environnement Wallonie ASBL und « Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen » ASBL* hat der Gerichtshof der Europäischen Union auf die vorerwähnten Vorabentscheidungsfragen geantwortet.

In den Erwägungsgründen 59 bis 166 des vorerwähnten Urteils vom 29. Juli 2019 antwortet der Europäische Gerichtshof auf die ersten acht Vorabentscheidungsfragen bezüglich der Tragweite der in den Klagegründen angeführten Verträge und Richtlinien, während der Europäische Gerichtshof in den Erwägungsgründen 167 bis 182 desselben Urteils auf die neunte Vorabentscheidungsfrage bezüglich einer eventuellen Aufrechterhaltung der Folgen des für nichtig erklärten Gesetzes antwortet.

#### *Zur Hauptsache*

B.11. Im ersten und zweiten Klagegrund führen die klagenden Parteien in Verbindung mit den Artikeln 10, 11 und 23 der Verfassung einen Verstoß gegen das Übereinkommen von Espoo (erster Klagegrund) und das Übereinkommen von Aarhus (Teil des zweiten Klagegrunds) an.

Durch das Übereinkommen von Espoo werden Verpflichtungen zur Umweltverträglichkeitsprüfung und zur Befragung der Öffentlichkeit vor der Genehmigung gewisser Tätigkeiten auferlegt, die erhebliche nachteilige grenzüberschreitende Auswirkungen haben können, darunter solche in Bezug auf « Kernkraftwerke und sonstige Kernreaktoren » (Anhang I Nr. 1).

Aufgrund von Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe a des Übereinkommens von Aarhus sind die Anforderungen im Sinne dieser Bestimmung, die darauf abzielt, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren in Umweltangelegenheiten zu ermöglichen, anwendbar auf die in Anhang I aufgeführten « geplanten Tätigkeiten », darunter diejenigen in Bezug auf Kernkraftwerke.

B.12.1. Der Europäische Gerichtshof, der vom Verfassungsgerichtshof zur Tragweite dieser Übereinkommen befragt wurde, hat entschieden, dass die Vorabentscheidungsfragen bezüglich der Auslegung der Übereinkommen von Espoo und von Aarhus keiner Antwort bedürfen:

« C. Zu Fragen 1 bis 3 in Bezug auf das Übereinkommen von Espoo

160. Mit seinen Fragen 1 bis 3 möchte das vorliegende Gericht wissen, ob das Übereinkommen von Espoo dahin auszulegen ist, dass Maßnahmen wie die im Ausgangsverfahren streitigen der in diesem Übereinkommen vorgesehenen Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen werden müssen.

161. In Rn. 93 des vorliegenden Urteils ist jedoch festgestellt worden, dass Maßnahmen wie die im Ausgangsverfahren streitigen Teil eines Projekts sind, bei dem mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt eines anderen Mitgliedstaats zu rechnen ist und das einem Verfahren zur Prüfung seiner grenzüberschreitenden Auswirkungen nach Art. 7 der UVP-Richtlinie unterzogen werden muss, die nach ihrem 15. Erwägungsgrund die Anforderungen des Übereinkommens von Espoo berücksichtigt.

162. Vor diesem Hintergrund sind die Fragen 1 bis 3 in Bezug auf das Übereinkommen von Espoo somit nicht zu beantworten.

*D. Zu Fragen 4 und 5 in Bezug auf das Übereinkommen von Aarhus*

163. Mit seinen Fragen 4 und 5 möchte das vorlegende Gericht wissen, ob Art. 6 des Übereinkommens von Aarhus dahin auszulegen ist, dass die darin vorgesehenen Erfordernisse der Öffentlichkeitsbeteiligung für Maßnahmen wie die im Ausgangsverfahren streitigen gelten.

164. Aus der Vorlageentscheidung geht hervor, dass der Grund für diese Fragen des Verfassungsgerichtshofs dessen Zweifel sind, ob auf diese Maßnahmen die UVP-Richtlinie anwendbar ist, mit der jedenfalls, wie u. a. aus ihren Erwägungsgründen 18 bis 20 hervorgeht, die Vorgaben des Übereinkommens von Aarhus berücksichtigt werden sollen.

165. Aus den Antworten auf die die Fragen 6 und 7 ergibt sich jedoch, dass Maßnahmen wie die im Ausgangsverfahren streitigen zusammen mit den Arbeiten, die mit ihnen untrennbar verbunden sind, ein Projekt darstellen, das vor seiner Annahme einer Prüfung auf seine Umweltverträglichkeit nach der UVP-Richtlinie unterzogen werden muss.

166. Daher sind die Fragen 4 und 5 nicht zu beantworten » (EuGH, Große Kammer, 29. Juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*).

B.12.2. Aus dem vorerwähnten Urteil geht hervor, dass die Anforderungen der Übereinkommen von Espoo und von Aarhus in der Richtlinie 2011/92/EU berücksichtigt werden, weshalb die Prüfung des ersten und des zweiten Klagegrunds insofern, als darin ein Verstoß gegen diese Übereinkommen geltend gemacht wird, sich erübrigt.

B.13. Im zweiten Klagegrund führen die klagenden Parteien in Verbindung mit den Artikeln 10, 11 und 23 der Verfassung einen Verstoß gegen die Richtlinie 2011/92/EU an.

B.14.1. Aufgrund von Artikel 2 Absatz 1 der Richtlinie 2011/92/EU treffen die Mitgliedstaaten die erforderlichen Maßnahmen, damit vor Erteilung der Genehmigung die Projekte, bei denen unter anderem aufgrund ihrer Art, ihrer Größe oder ihres Standortes mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt zu rechnen ist, einer Genehmigungspflicht unterworfen und einer Prüfung in Bezug auf ihre Umweltauswirkungen unterzogen werden.

In Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe a wird ein « Projekt » im Sinne der Richtlinie 2011/92/EU als « die Errichtung von baulichen oder sonstigen Anlagen » definiert.

Die betreffenden Projekte sind in Artikel 4 der Richtlinie definiert. Diese Bestimmung unterscheidet zwischen den in Anhang I genannten Projekten, die einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehen sind (Artikel 4 Absatz 1), und den in Anhang II genannten Projekten, bei denen die Mitgliedstaaten anhand einer Einzelfalluntersuchung oder anhand der von den Mitgliedstaaten festgelegten Schwellenwerte beziehungsweise Kriterien bestimmen müssen, ob das Projekt einer solchen Prüfung unterzogen werden muss (Artikel 4 Absatz 2); relevante Auswahlkriterien sind in Anhang III der Richtlinie festgelegt.

B.14.2. Anhang I der Richtlinie 2011/92/EU, der die im vorerwähnten Artikel 4 Absatz 1 genannten Projekte erfasst, erwähnt in Nummer 2 Buchstabe b:

« Kernkraftwerke und andere Kernreaktoren einschließlich der Demontage oder Stilllegung solcher Kraftwerke oder Reaktoren (mit Ausnahme von Forschungseinrichtungen zur Erzeugung und Bearbeitung von spaltbaren und brutstoffhaltigen Stoffen, deren Höchstleistung 1 kW thermische Dauerleistung nicht übersteigt) ».

Fußnote 1 dieses Anhangs bestimmt, dass Kernkraftwerke und andere Kernreaktoren nicht mehr als solche gelten, wenn der gesamte Kernbrennstoff und andere radioaktiv kontaminierte Komponenten auf Dauer vom Standort der Anlage entfernt wurden.

Anhang II der Richtlinie, der die im vorerwähnten Artikel 4 Absatz 2 genannten Projekte erfasst, erwähnt in Nummer 3 Buchstabe a:

« Anlagen der Industrie zur Erzeugung von Strom, Dampf und Warmwasser (nicht durch Anhang I erfasste Projekte) ».

Nummer 13 Buchstabe a von Anhang II erwähnt ebenfalls:

« Die Änderung oder Erweiterung von bereits genehmigten, durchgeführten oder in der Durchführungsphase befindlichen Projekten des Anhangs I oder dieses Anhangs, die erhebliche nachteilige Auswirkungen auf die Umwelt haben können (nicht durch Anhang I erfasste Änderung oder Erweiterung) ».

Anhang III, der die in Artikel 4 Absatz 3 genannten Auswahlkriterien bestimmt, erwähnt unter anderem die Merkmale der Projekte, deren Standort und die Merkmale der potenziellen Auswirkungen.

B.14.3. Die Richtlinie 2011/92/EU sieht eine Umweltverträglichkeitsprüfung vor (Artikel 3 und 5), die die Öffentlichkeitsbeteiligung ermöglicht (Artikel 6), sowie eine grenzüberschreitende Konsultation, wenn das Projekt erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt eines anderen Mitgliedstaats haben könnte (Artikel 7). Die Ergebnisse der Anhörungen und die in den Artikeln 5 bis 7 erwähnten Angaben sind beim Genehmigungsverfahren zu berücksichtigen (Artikel 8).

B.14.4. Artikel 2 Absatz 4 der Richtlinie 2011/92/EU bestimmt jedoch, dass die Mitgliedstaaten in Ausnahmefällen ein einzelnes Projekt ganz oder teilweise von den Bestimmungen dieser Richtlinie ausnehmen können, und zwar unter den in diesem Artikel festgelegten Bedingungen. Es kann aber nicht von Artikel 7 abgewichen werden, der eine Verpflichtung zur grenzüberschreitenden Anmeldung vorsieht, wenn ein Projekt erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt eines anderen Mitgliedstaats haben könnte.

Artikel 1 Absatz 4 der Richtlinie 2011/92/EU sieht übrigens vor, dass die Richtlinie nicht für Projekte gilt, die im Einzelnen durch einen einzelstaatlichen Gesetzgebungsakt genehmigt werden, soweit die mit der Richtlinie verfolgten Ziele, einschließlich desjenigen der Bereitstellung von Informationen, im Wege des Gesetzgebungsverfahrens erreicht werden.

B.15.1. Der Europäische Gerichtshof, der vom Verfassungsgerichtshof zur Auslegung der Richtlinie 2011/92/EU befragt wurde, hat entschieden:

*« 1. Zu Frage 6 Buchst. a bis c*

59. Mit seiner Frage 6 Buchst. a bis c, die an erster Stelle zu prüfen ist, möchte das vorlegende Gericht wissen, ob Art. 1 Abs. 2 Buchst. a erster Gedankenstrich und Art. 2 Abs. 1 der UVP-Richtlinie dahin auszulegen sind, dass die Wiederaufnahme der industriellen Stromerzeugung eines abgeschalteten Kernkraftwerks für einen Zeitraum von fast zehn Jahren mit der Folge, dass der Zeitpunkt, den der nationale Gesetzgeber ursprünglich für seine Stilllegung und die Einstellung seines Betriebs vorgesehen hat, um zehn Jahre aufgeschoben wird, und das Aufschieben des Endtermins, den der nationale Gesetzgeber ursprünglich für die Stilllegung und die Einstellung der industriellen

Stromerzeugung eines in Betrieb befindlichen Kraftwerks vorgesehen hat, um ebenfalls zehn Jahre - Maßnahmen, die mit Arbeiten zur Modernisierung der betreffenden Kraftwerke einhergehen - ein Projekt im Sinne dieser Richtlinie darstellen und ob diese Maßnahmen und diese Arbeiten gegebenenfalls einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen werden müssen, bevor der nationale Gesetzgeber die betreffenden Maßnahmen erlässt. Das vorliegende Gericht möchte außerdem wissen, ob der Umstand erheblich ist, dass die Durchführung der vor ihm angefochtenen Maßnahmen für eines der beiden betroffenen Kraftwerke den Erlass weiterer Rechtsakte erfordert, wie die Erteilung einer neuen individuellen Genehmigung für Stromerzeugung zu industriellen Zwecken.

60. Da die UVP-Richtlinie ihrem ersten Erwägungsgrund zufolge die Richtlinie 85/337 kodifiziert, gilt die vom Gerichtshof vorgenommene Auslegung der Bestimmungen der letztgenannten Richtlinie auch für die UVP-Richtlinie, soweit ihre Bestimmungen identisch sind.

a) Zum Begriff 'Projekt' im Sinne der UVP-Richtlinie

61. Die in Art. 1 Abs. 2 Buchst. a der UVP-Richtlinie enthaltene Definition des Begriffs 'Projekt' erfasst im ersten Gedankenstrich dieser Vorschrift die Errichtung von baulichen oder sonstigen Anlagen und in ihrem zweiten Gedankenstrich sonstige Eingriffe in Natur und Landschaft, einschließlich derjenigen zum Abbau von Bodenschätzen.

62. Nach der Rechtsprechung des Gerichtshofs bezieht sich der Begriff 'Projekt' in Anbetracht - insbesondere - des Wortlauts von Art. 1 Abs. 2 Buchst. a erster Gedankenstrich der UVP-Richtlinie auf Arbeiten oder Eingriffe, die den materiellen Zustand eines Platzes verändern (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 19. April 2012, *Pro-Braine u. a.*, C-121/11, EU: C: 2012: 225, Rn. 31 und die dort angeführte Rechtsprechung).

63. Die Frage des vorlegenden Gerichts geht dahin, ob die im Ausgangsverfahren streitigen Maßnahmen in diesem Sinne einzustufen sind, weil für die Umsetzung dieser Maßnahmen Investitionen in die beiden betreffenden Kernkraftwerke und Modernisierungsarbeiten an ihnen von erheblichem Umfang erforderlich sind und daher zwangsläufig mit ihrer Durchführung einhergehen.

64. Aus den dem Gerichtshof vorliegenden Akten geht nämlich hervor, dass die im Ausgangsverfahren streitigen Maßnahmen mit umfangreichen Arbeiten an den Kraftwerken Doel 1 und Doel 2 zu deren Modernisierung und zur Gewährleistung der Einhaltung der aktuellen Sicherheitsvorschriften verbunden sind, was die dafür vorgesehene Finanzausstattung von 700 Mio. Euro belegt.

65. Der Vorlageentscheidung zufolge sieht das Abkommen vom 30. November 2015 die Erstellung eines Investitionsplans 'für die Verlängerung der Lebensdauer' vor, in dem es heißt, dass diese für die Verlängerung der Laufzeit dieser beiden Kraftwerke notwendigen Arbeiten insbesondere die Investitionen, die von der FANK im Rahmen des LTO-Plans für den Ersatz von Anlagen wegen Überalterung genehmigt worden seien, und die Modernisierung anderer Anlagen umfassten sowie die aufgrund der vierten regelmäßigen Sicherheitsinspektion und der infolge des Unfalls von Fukushima (Japan) vorzunehmenden Änderungen.

66. Konkret geht aus den dem Gerichtshof vorgelegten Akten hervor, dass es bei diesen Arbeiten u. a. darum gehen soll, die Kuppeln der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 zu modernisieren, die Abklingbecken für verbrauchte Brennelemente zu erneuern, eine neue Pumpanlage zu errichten und die Sockel anzupassen, um diese Kraftwerke besser vor Überschwemmungen zu schützen. Mit diesen Arbeiten wären nicht nur Verbesserungen der bestehenden Strukturen verbunden, sondern auch die Errichtung von drei Gebäuden, von denen zwei die Lüftungseinrichtungen und das dritte eine Brandschutzanlage beherbergen sollten. Solche Arbeiten sind im Sinne der Rechtsprechung des Gerichtshofs geeignet, sich auf den materiellen Zustand der betroffenen Gebiete auszuwirken.

67. Im Übrigen werden diese Arbeiten zwar nicht im Gesetz vom 28. Juni 2015 erwähnt, sondern im Abkommen vom 30. November 2015, sie sind aber gleichwohl mit den vom belgischen Gesetzgeber erlassenen Maßnahmen eng verbunden.

68. Diese Maßnahmen hätten nämlich wegen des Umfangs der Verlängerung der industriellen Stromerzeugung, die sie vorsehen, nicht beschlossen werden können, wenn der belgische Gesetzgeber nicht vorher von der Art und der technischen und finanziellen Machbarkeit der mit ihnen einhergehenden Modernisierungsarbeiten sowie den für ihre Durchführung erforderlichen Investitionen Kenntnis gehabt hätte. Im Übrigen werden die betreffenden Modernisierungsarbeiten und Investitionen in der Begründung des Gesetzes vom 28. Juni 2015 und in dessen Materialien ausdrücklich erwähnt.

69. Dieser Sachzusammenhang zwischen den beim vorlegenden Gericht angefochtenen Maßnahmen und den in der vorstehenden Randnummer genannten Investitionen wird auch durch den Umstand bestätigt, dass mit dem Gesetz vom 28. Juni 2015 in Art. 4 des Gesetzes vom 31. Januar 2003 ein § 3 eingefügt worden ist, wonach der König, wenn nicht bis spätestens 30. November 2015 ein Abkommen zwischen dem Eigentümer der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 und dem belgischen Staat geschlossen würde, den Zeitpunkt für die Stilllegung dieser Kraftwerke auf den 31. März 2016 vorziehen würde.

70. Aus den dem Gerichtshof übermittelten Akten geht zudem auch hervor, dass sich der Betreiber der beiden Kraftwerke rechtsverbindlich verpflichtet hat, alle diese Arbeiten bis zum Ende des Jahres 2019 durchzuführen.

71. In Anbetracht dieser verschiedenen Gesichtspunkte dürfen bei der Prüfung, ob es sich im vorliegenden Fall um ein Projekt im Sinne von Art. 1 Abs. 2 Buchst. a erster Gedankenstrich der UVP-Richtlinie handelt, Maßnahmen wie die im Ausgangsverfahren in Rede stehenden nicht künstlich von den Arbeiten losgelöst werden, die mit diesen Maßnahmen untrennbar verbunden sind. Daher ist festzustellen, dass solche Maßnahmen und die Modernisierungsarbeiten, die mit ihnen untrennbar verbunden sind, zusammen und vorbehaltlich der Tatsachenwürdigung, deren Vornahme Sache des vorlegenden Gerichts ist, Bestandteil ein und desselben Projekts im Sinne dieser Vorschrift sind.

72. Der Umstand, dass die Durchführung dieser Maßnahmen für eines der betroffenen Kraftwerke den Erlass weiterer Rechtsakte, wie die Erteilung einer neuen individuellen Genehmigung für Stromerzeugung zu industriellen Zwecken, erfordert, kann daran nichts ändern.

b) Zur Erforderlichkeit einer Umweltverträglichkeitsprüfung

73. Vorab ist darauf hinzuweisen, dass Projekte im Sinne von Art. 1 Abs. 2 Buchst. a der UVP-Richtlinie nach Art. 2 Abs. 1 dieser Richtlinie vor ihrer Genehmigung einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen werden müssen, wenn bei ihnen u. a. aufgrund ihrer Art, ihrer Größe oder ihres Standorts mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt zu rechnen ist.

74. Zudem verlangt Art. 2 Abs. 1 der UVP-Richtlinie nicht, dass jedes Projekt, bei dem mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt zu rechnen ist, dem in dieser Richtlinie vorgesehenen Prüfungsverfahren unterzogen wird, sondern nur, dass dies bei Projekten geschehen muss, die in Art. 4 dieser Richtlinie genannt sind, der auf die in ihren Anhängen I und II aufgezählten Projekte verweist (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 17. März 2011, *Brussels Hoofdstedelijk Gewest u. a.*, C-275/09, EU: C: 2011: 154, Rn. 25).

75. Schließlich ergibt sich aus einer Zusammenschau von Art. 2 Abs. 1 und Art. 4 Abs. 1 der UVP-Richtlinie, dass unter Anhang I dieser Richtlinie fallende Projekte naturgemäß mit der Gefahr erheblicher Auswirkungen auf die Umwelt behaftet sind und zwingend Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sein müssen (vgl. in diesem Sinne zu dieser Prüfungspflicht Urteile vom 24. November 2011, *Kommission/Spanien*, C-404/09, EU: C: 2011: 768, Rn. 74, sowie vom 11. Februar 2015, *Marktgemeinde Straßwalchen u. a.*, C-531/13, EU: C: 2015: 79, Rn. 20).

1) Zur Anwendung der Anhänge I und II der UVP-Richtlinie

76. In Nr. 2 Buchst. b des Anhangs I der UVP-Richtlinie werden als Projekte, die nach ihrem Art. 4 Abs. 1 einer Prüfung gemäß ihren Art. 5 bis 10 unterzogen werden müssen, u. a. Kernkraftwerke und andere Kernreaktoren, einschließlich ihrer Demontage oder ihrer Stilllegung, genannt.

77. Daher muss geprüft werden, ob Maßnahmen wie die im Ausgangsverfahren streitigen zusammen mit den Arbeiten, von denen sie nicht getrennt werden können, unter Nr. 24 des Anhangs I der UVP-Richtlinie fallen könnten, der auf ' [j]ede Änderung oder Erweiterung von Projekten, die in diesem Anhang aufgeführt sind, wenn sie für sich genommen die Schwellenwerte, sofern solche in diesem Anhang festgelegt sind, erreicht ', Bezug nimmt, oder unter Nr. 13 Buchst. a des Anhangs II dieser Richtlinie, der sich auf ' [d]ie Änderung oder Erweiterung von bereits genehmigten, durchgeführten oder in der Durchführungsphase befindlichen Projekten des Anhangs I oder dieses Anhangs, die erhebliche nachteilige Auswirkungen auf die Umwelt haben können (nicht durch Anhang I erfasste Änderung oder Erweiterung) ' bezieht.

78. Was Nr. 24 des Anhangs I der UVP-Richtlinie betrifft, ergibt sich aus ihrem Wortlaut und ihrer Systematik, dass sie Änderungen oder Erweiterungen eines Projekts erfassen soll, die u. a. wegen ihrer Art und ihres Ausmaßes hinsichtlich der Auswirkungen auf die Umwelt mit ähnlichen Gefahren behaftet sind wie das Projekt selber.

79. Die im Ausgangsverfahren streitigen Maßnahmen, die zur Folge haben, dass die Laufzeit der durch das Gesetz vom 31. Januar 2003 zuvor auf 40 Jahre befristeten Genehmigung zur Stromerzeugung für industrielle Zwecke durch die beiden betreffenden Kraftwerke um einen erheblichen Zeitraum von zehn Jahren verlängert wird, müssen in Verbindung mit den umfangreichen Renovierungsarbeiten, die aufgrund des Alters dieser Kraftwerke und der Verpflichtung, diese in Einklang mit den Sicherheitsbestimmungen zu bringen, so angesehen werden, dass sie, was die Gefahren von Umweltauswirkungen betrifft, ein Ausmaß haben, das dem der Erstinbetriebnahme dieser Kraftwerke vergleichbar ist.

80. Daher ist davon auszugehen, dass diese Maßnahmen und diese Arbeiten unter Nr. 24 des Anhangs I der UVP-Richtlinie fallen. Denn ein solches Projekt ist naturgemäß mit der Gefahr erheblicher Auswirkungen auf die Umwelt im Sinne von Art. 2 Abs. 1 dieser Richtlinie behaftet und muss nach Art. 4 Abs. 1 dieser Richtlinie zwingend einer Prüfung in Bezug auf seine Auswirkungen auf die Umwelt unterzogen werden.

81. Da zudem die Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 in der Nähe zur Grenze des Königreichs Belgien mit dem Königreich der Niederlande gelegen sind, lässt sich nicht in Abrede stellen, dass ein solches Projekt im Sinne von Art. 7 Abs. 1 dieser Richtlinie erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt des letztgenannten Mitgliedstaats haben könnte.

2) Zum Zeitpunkt, zu dem die Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt werden muss

82. Nach Art. 2 Abs. 1 der UVP-Richtlinie muss die Umweltverträglichkeitsprüfung ' vor Erteilung der Genehmigung ' für die Projekte stattfinden, die dieser Prüfung unterliegen.

83. Wie der Gerichtshof bereits festgestellt hat, ist eine solche vorherige Prüfung durch die Notwendigkeit gerechtfertigt, dass die zuständige Behörde bei ihrer Entscheidungsfindung die Auswirkungen auf die Umwelt bei allen technischen Planungs- und Entscheidungsprozessen so früh wie möglich berücksichtigt, um Umweltbelastungen von vornherein zu vermeiden, statt sie erst nachträglich in ihren Auswirkungen zu bekämpfen (Urteil vom 31. Mai 2018, *Kommission/Polen*, C-526/16, nicht veröffentlicht, EU: C: 2018: 356, Rn. 75 und die dort angeführte Rechtsprechung).

84. Außerdem ist nach der Definition in Art. 1 Abs. 2 Buchst. c der UVP-Richtlinie unter dem Begriff ' Genehmigung ' die Entscheidung der zuständigen Behörde oder der zuständigen Behörden zu verstehen, aufgrund deren der Projektträger das Recht zur Durchführung des Projekts erhält, was grundsätzlich das vorliegende Gericht auf der Grundlage der einschlägigen nationalen Regelung festzustellen hat.

85. Sieht das nationale Recht ein mehrstufiges Genehmigungsverfahren vor, ist die Umweltverträglichkeitsprüfung eines Projekts überdies grundsätzlich durchzuführen, sobald es möglich ist, sämtliche Auswirkungen zu ermitteln und zu prüfen, die das Projekt möglicherweise auf die Umwelt hat (Urteile vom 7. Januar 2004, *Wells*, C-201/02, EU: C: 2004: 12, Rn. 52, sowie vom 28. Februar 2008, *Abraham u. a.*, C-2/07, EU: C: 2008: 133, Rn. 26).

86. Ergeht also zunächst eine Grundsatzentscheidung und dann eine Durchführungsentscheidung, die nicht über die in der Grundsatzentscheidung festgelegten Vorgaben hinausgehen darf, so sind die Auswirkungen, die das Projekt möglicherweise auf die Umwelt hat, im Verfahren zum Erlass der Grundsatzentscheidung zu ermitteln und zu prüfen. Nur dann, wenn diese Auswirkungen erst im Verfahren zum Erlass der Durchführungsentscheidung ermittelt werden können, ist die Prüfung in diesem Verfahren durchzuführen (Urteile vom 7. Januar 2004, *Wells*, C-201/02, EU: C: 2004: 12, Rn. 52, sowie vom 28. Februar 2008, *Abraham u. a.*, C-2/07, EU: C: 2008: 133, Rn. 26).

87. Auch wenn es Sache des vorlegenden Gerichts ist, auf der Grundlage der einschlägigen nationalen Regelung zu prüfen, ob das Gesetz vom 28. Juni 2015 eine Genehmigung im Sinne von Art. 1 Abs. 2 Buchst. c der UVP-Richtlinie darstellt, lässt sich vorliegend bereits zum jetzigen Zeitpunkt feststellen, dass dieses Gesetz präzise und unabhängig von Bedingungen vorsieht, dass zum einen die industrielle Stromerzeugung eines abgeschalteten Kernkraftwerks für einen Zeitraum von fast zehn Jahren mit der Folge wieder aufgenommen wird, dass der Zeitpunkt, den der nationale Gesetzgeber ursprünglich für seine Stilllegung und die Einstellung seiner industriellen Stromerzeugung festgelegt hat, um zehn Jahre aufgeschoben wird, und dass zum anderen der Endtermin, den der nationale Gesetzgeber ursprünglich für die Einstellung der industriellen Stromerzeugung eines in Betrieb befindlichen Kraftwerks vorgesehen hat, ebenfalls um zehn Jahre aufgeschoben wird.

88. Auch wenn die Durchführung dieser Maßnahmen den Erlass weiterer Rechtsakte im Rahmen eines komplexen und kontrollierten Prozesses erfordert, der u. a. die Einhaltung der für die industrielle Stromerzeugung aus Kernenergie geltenden Sicherheitsvorschriften gewährleisten soll, und die Maßnahmen insbesondere, wie aus der Begründung des Gesetzes vom 28. Juni 2015 hervorgeht, von der FANK vorher genehmigt werden müssen, bleibt es dabei, dass diese Maßnahmen, nachdem sie vom nationalen Gesetzgeber erlassen worden sind, die wesentlichen Merkmale des Projekts festlegen und von vornherein nicht dazu bestimmt sind, erörtert oder in Frage gestellt zu werden.

89. Der Umstand, dass die Durchführung dieses Projekts für eines der betroffenen Kraftwerke die Erteilung einer neuen individuellen Genehmigung für Stromerzeugung zu industriellen Zwecken erfordert, vermag nicht zu rechtfertigen, dass eine Prüfung seiner Umweltauswirkungen erst nach dem Erlass dieses Gesetzes durchgeführt wird. Im Übrigen ist nach den Angaben in der Vorlageentscheidung die zusätzliche Menge radioaktiver Abfälle, die durch die im Ausgangsverfahren streitigen Maßnahmen entstehen kann, nämlich 350 m<sup>3</sup>, dem belgischen Parlament vor dem Erlass des Gesetzes zur Kenntnis gebracht worden.

90. Zudem stellen, wie in den Rn. 63 bis 71 des vorliegenden Urteils festgestellt, die im Ausgangsverfahren streitigen Maßnahmen zusammen mit den Modernisierungsarbeiten, die untrennbar mit ihnen verbunden sind, ein Projekt im Sinne von Art. 1 Abs. 2 Buchst. a erster Gedankenstrich der UVP-Richtlinie dar.

91. Vor diesem Hintergrund scheint das Gesetz vom 28. Juni 2015 auf den ersten Blick eine Genehmigung im Sinne von Art. 1 Abs. 2 Buchst. c dieser Richtlinie zu sein oder zumindest den ersten Schritt eines Verfahrens zur Genehmigung des fraglichen Projekts darzustellen, was dessen wesentliche Merkmale betrifft.

92. Die Umweltverträglichkeitsprüfung musste sich auch auf die Arbeiten erstrecken, die mit den im Ausgangsverfahren streitigen Maßnahmen untrennbar verbunden sind, falls - was vom vorlegenden Gericht zu prüfen ist - sowohl diese Arbeiten als auch ihre potenziellen Umweltauswirkungen bereits in diesem Stadium des Genehmigungsverfahrens ausreichend ermittelt werden konnten. Insoweit geht aus der Vorlageentscheidung hervor, dass - wie bereits in Rn. 68 des vorliegenden Urteils ausgeführt - sowohl die Natur als auch die Kosten der Arbeiten, die die im Gesetz vom 28. Juni 2015 vorgesehenen Maßnahmen erfordern, dem belgischen Parlament ebenfalls vor der Annahme dieses Gesetzes bekannt waren.

93. Da bei dem im Ausgangsverfahren streitigen Projekt mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt eines anderen Mitgliedstaats zu rechnen ist, ist im Übrigen festzustellen, dass das Projekt auch einem grenzüberschreitenden Prüfungsverfahren nach Art. 7 der UVP-Richtlinie zu unterziehen ist.

94. Nach alledem ist auf Frage 6 Buchst. a bis c zu antworten, dass Art. 1 Abs. 2 Buchst. a erster Gedankenstrich, Art. 2 Abs. 1 und Art. 4 Abs. 1 der UVP-Richtlinie dahin auszulegen sind, dass die Wiederaufnahme der industriellen Stromerzeugung eines abgeschalteten Kernkraftwerks für einen Zeitraum von fast zehn Jahren mit der Folge, dass der Zeitpunkt, den der nationale Gesetzgeber ursprünglich für seine Stilllegung und die Einstellung seines Betriebs festgelegt hat, um zehn Jahre aufgeschoben wird, und das Aufschieben des Endtermins, den der nationale Gesetzgeber ursprünglich für die Stilllegung und die Einstellung der industriellen Stromerzeugung eines in Betrieb befindlichen Kraftwerks vorgesehen hat, um ebenfalls zehn Jahre - Maßnahmen, die mit Arbeiten zur Modernisierung der betreffenden Kraftwerke einhergehen, die sich auf den materiellen Zustand der Gebiete auswirken können - ein 'Projekt' im Sinne dieser Richtlinie darstellen, das grundsätzlich und vorbehaltlich der vom vorlegenden Gericht vorzunehmenden Überprüfung einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen werden muss, bevor die Maßnahmen erlassen werden. Der Umstand, dass die Durchführung dieser Maßnahmen mit weiteren Rechtsakten, wie der Erteilung einer neuen individuellen Genehmigung für Stromerzeugung zu industriellen Zwecken an eines der betroffenen Kraftwerke, einhergeht, ist insoweit nicht ausschlaggebend. Die mit diesen Maßnahmen untrennbar verbundenen Arbeiten müssen ebenfalls vor dem Erlass der Maßnahmen einer solchen Prüfung unterzogen werden, falls - was vom vorlegenden Gericht zu prüfen ist - ihre Natur und ihre potenziellen Auswirkungen auf die Umwelt in diesem Stadium hinreichend ermittelbar sind.

### 2. Zu Frage 6 Buchst. d

95. Mit seiner Frage 6 Buchst. d möchte das vorlegende Gericht wissen, ob Art. 2 Abs. 4 der UVP-Richtlinie dahin auszulegen ist, dass ein Projekt wie das im Ausgangsverfahren streitige aus mit der Stromversorgungssicherheit des betreffenden Mitgliedstaats zusammenhängenden Gründen von einer Umweltverträglichkeitsprüfung ausgenommen werden darf.

96. Nach Art. 2 Abs. 4 Unterabs. 1 der UVP-Richtlinie können die Mitgliedstaaten in Ausnahmefällen ein bestimmtes Projekt ganz oder teilweise von den Bestimmungen der Richtlinie ausnehmen, allerdings unbeschadet des Art. 7 der Richtlinie, der die Pflichten regelt, die einem Mitgliedstaat obliegen, in dessen Hoheitsgebiet ein Projekt durchgeführt werden soll, das erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt eines anderen Mitgliedstaats haben kann.

97. Auch wenn nicht auszuschließen ist, dass die Notwendigkeit, die Stromversorgungssicherheit eines Mitgliedstaats zu gewährleisten, einen Ausnahmefall im Sinne von Art. 2 Abs. 4 Unterabs. 1 der UVP-Richtlinie darstellen kann, der zu rechtfertigen vermag, dass ein Projekt von der Umweltverträglichkeitsprüfung ausgenommen wird, ist zu beachten, dass Art. 2 Abs. 4 Unterabs. 2 Buchst. a bis c der Richtlinie den Mitgliedstaaten, die diese Ausnahme geltend machen möchten, bestimmte Pflichten auferlegt.

98. In einem solchen Fall sind die betreffenden Mitgliedstaaten nämlich verpflichtet, zu prüfen, ob eine andere Form der Prüfung angemessen ist, sowie der betroffenen Öffentlichkeit die in diesem Rahmen gewonnenen Informationen zugänglich zu machen und die Kommission vor Erteilung der Genehmigung über die Gründe für die Gewährung dieser Ausnahme zu unterrichten und ihr die Informationen zu übermitteln, die sie gegebenenfalls ihren eigenen Staatsangehörigen zur Verfügung stellen.

99. Wie die Generalanwältin in Nr. 150 ihrer Schlussanträge festgestellt hat, handelt es sich bei diesen Verpflichtungen nicht um bloße Formalien, sondern um Voraussetzungen, die gewährleisten sollen, dass die Ziele der UVP-Richtlinie so weit wie möglich eingehalten werden.

100. Auch wenn es im vorliegenden Fall Sache des vorlegenden Gerichts ist, zu prüfen, ob das Königreich Belgien diese Verpflichtungen eingehalten hat, lässt sich bereits zum jetzigen Zeitpunkt feststellen, dass die Kommission in ihren schriftlichen Erklärungen vorträgt, dass dieser Mitgliedstaat sie von der Anwendung der fraglichen Ausnahme nicht unterrichtet habe.

101. Ferner darf nach Art. 2 Abs. 4 der UVP-Richtlinie ein Projekt nur dann von der Umweltverträglichkeitsprüfung ausgenommen werden, wenn der betreffende Mitgliedstaat in der Lage ist, darzutun, dass die von ihm geltend gemachte Gefahr für die Stromversorgungssicherheit bei vernünftiger Betrachtung wahrscheinlich ist und dass das Projekt so dringlich ist, dass es das Unterbleiben einer solchen Prüfung zu rechtfertigen vermag. Zudem gilt diese Ausnahme, wie in Rn. 96 des vorliegenden Urteils ausgeführt, unbeschadet des Art. 7 der Richtlinie, der Projekte mit grenzüberschreitenden Auswirkungen betrifft.

102. In Anbetracht dessen ist auf Frage 6 Buchst. d zu antworten, dass Art. 2 Abs. 4 der UVP-Richtlinie dahin auszulegen ist, dass es einem Mitgliedstaat nur dann gestattet ist, ein Projekt wie das im Ausgangsverfahren streitige von einer Prüfung seiner Auswirkungen auf die Umwelt auszunehmen, um die Sicherheit seiner Stromversorgung zu gewährleisten, wenn der Mitgliedstaat dartut, dass die Gefahr für die Stromversorgungssicherheit bei vernünftiger Betrachtung wahrscheinlich ist und das fragliche Projekt so dringlich ist, dass es das Unterbleiben einer solchen Prüfung zu rechtfertigen vermag, vorausgesetzt, dass die in Art. 2 Abs. 4 Unterabs. 2 Buchst. a bis c der Richtlinie vorgesehenen Verpflichtungen eingehalten werden. Die Möglichkeit einer solchen Ausnahme besteht allerdings unbeschadet der Pflichten, die dem betreffenden Mitgliedstaat nach Art. 7 dieser Richtlinie obliegen.

### 3. Zu Frage 7

103. Mit seiner Frage 7 möchte das vorlegende Gericht wissen, ob Art. 1 Abs. 4 der UVP-Richtlinie dahin auszulegen ist, dass nationale Rechtsvorschriften wie die im Ausgangsverfahren streitigen einen besonderen einzelstaatlichen Gesetzgebungsakt im Sinne dieser Bestimmung darstellen, der nach dieser Bestimmung vom Geltungsbereich der UVP-Richtlinie ausgenommen ist.

104. Nach Art. 1 Abs. 4 der UVP-Richtlinie, der Art. 1 Abs. 5 der Richtlinie 85/337 inhaltlich übernommen hat, gilt die Ausnahme eines Projekts vom Geltungsbereich der UVP-Richtlinie unter zwei Voraussetzungen.

105. Die erste Voraussetzung besteht darin, dass das Projekt durch einen besonderen Gesetzgebungsakt genehmigt wird, der die gleichen Merkmale wie eine Genehmigung aufweist. Dieser Gesetzgebungsakt muss insbesondere dem Projektträger das Recht zur Durchführung des Projekts verleihen (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 16. Februar 2012, *Solvay u. a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, Rn. 32 und die dort angeführte Rechtsprechung).

106. Das Projekt muss außerdem im Einzelnen, also hinreichend genau und abschließend, genehmigt werden, so dass der Gesetzgebungsakt, durch den es genehmigt wird, wie eine Genehmigung alle für die Umweltverträglichkeitsprüfung erheblichen, vom Gesetzgeber berücksichtigten Punkte des Projekts umfassen muss. Der Gesetzgebungsakt muss erkennen lassen, dass die Zwecke der UVP-Richtlinie bei dem betreffenden Projekt erreicht wurden (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 16. Februar 2012, *Solvay u. a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, Rn. 33 und die dort angeführte Rechtsprechung).

107. Demnach kann nicht angenommen werden, dass ein Gesetzgebungsakt ein Projekt im Sinne von Art. 1 Abs. 4 der UVP-Richtlinie im Einzelnen genehmigt, wenn er nicht die zur Prüfung der Umweltauswirkungen des Projekts erforderlichen Angaben enthält oder wenn er den Erlass anderer Akte erfordert, damit der Projektträger das Recht zur Durchführung des Projekts erhält (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 16. Februar 2012, *Solvay u. a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, Rn. 34 und die dort angeführte Rechtsprechung).

108. Die zweite in Art. 1 Abs. 4 der UVP-Richtlinie vorgesehene Voraussetzung verlangt, dass die mit dieser Richtlinie verfolgten Ziele, einschließlich desjenigen der Bereitstellung von Informationen, im Wege des Gesetzgebungsverfahrens erreicht werden. Aus Art. 2 Abs. 1 der Richtlinie ergibt sich nämlich, dass das wesentliche Ziel der Richtlinie darin besteht, zu gewährleisten, dass Projekte, bei denen u. a. aufgrund ihrer Art, ihrer Größe oder ihres Standorts mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt zu rechnen ist, vor Erteilung der Genehmigung einer Prüfung in Bezug auf ihre Umweltauswirkungen unterzogen werden (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 16. Februar 2012, *Solvay u. a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, Rn. 35 und die dort angeführte Rechtsprechung).

109. Folglich muss der Gesetzgeber zum Zeitpunkt der Genehmigung des betreffenden Projekts über ausreichende Angaben verfügen. Nach Art. 5 Abs. 3 der UVP-Richtlinie umfassen die vom Projektträger vorzulegenden Angaben mindestens eine Beschreibung des Projekts mit Angaben zu seinem Standort, seiner Ausgestaltung und seiner Größe, eine Beschreibung der Maßnahmen, mit denen erhebliche nachteilige Umweltauswirkungen des Projekts vermieden, verringert und soweit möglich ausgeglichen werden sollen, die notwendigen Angaben zur Feststellung und Beurteilung der Hauptauswirkungen, die das Projekt voraussichtlich auf die Umwelt haben wird, eine Übersicht über die wichtigsten anderweitigen vom Projektträger geprüften Lösungsmöglichkeiten und die Angabe der wesentlichen Auswahlgründe im Hinblick auf die Umweltauswirkungen sowie eine nicht technische Zusammenfassung der vorgenannten Angaben (vgl. in diesem Sinne Urteile vom 18. Oktober 2011, *Boxus u. a.*, C-128/09 bis C-131/09, C-134/09 und C-135/09, EU: C: 2011: 667, Rn. 43, sowie vom 16. Februar 2012, *Solvay u. a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, Rn. 37).

110. Im vorliegenden Fall ist es Sache des vorlegenden Gerichts, festzustellen, ob diese Voraussetzungen erfüllt sind, wobei sowohl der Inhalt des erlassenen Gesetzgebungsakts als auch das gesamte Gesetzgebungsverfahren, das zu seinem Erlass geführt hat, und insbesondere die Vorarbeiten und die parlamentarischen Debatten zu berücksichtigen sind (vgl. in diesem Sinne Urteile vom 18. Oktober 2011, *Boxus u. a.*, C-128/09 bis C-131/09, C-134/09 und C-135/09, EU: C: 2011: 667, Rn. 47, sowie vom 16. Februar 2012, *Solvay u. a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, Rn. 41).

111. Gleichwohl scheint dies in Anbetracht der Informationen, die dem Gerichtshof zur Kenntnis gebracht worden sind, nicht der Fall gewesen zu sein.

112. Obschon das vorlegende Gericht die Existenz von Studien und Anhörungen erwähnt, die dem Erlass des Gesetzes vom 28. Juni 2015 vorausgegangen sind, geht nämlich aus den dem Gerichtshof zur Verfügung stehenden Akten nicht hervor, dass der nationale Gesetzgeber in Bezug auf sowohl die im Ausgangsverfahren streitigen Maßnahmen als auch die mit ihnen untrennbar verbundenen Arbeiten, die bei der Antwort auf Frage 6 Buchst. a bis c zusammen als ein und dasselbe Projekt angesehen worden sind, Kenntnis von den in Rn. 109 des vorliegenden Urteils genannten Angaben hatte.

113. Zudem könnte - wie u. a. aus Rn. 91 des vorliegenden Urteils hervorgeht - ein Gesetz wie das vom 28. Juni 2015 lediglich ein erster Schritt des Verfahrens zur Genehmigung des im Ausgangsverfahren streitigen Projekts sein, was die mit ihm einhergehenden Arbeiten betrifft, so dass es auch nicht eine der erforderlichen Voraussetzungen dafür erfüllt, dass das damit verbundene Projekt nach Art. 1 Abs. 4 der UVP-Richtlinie von deren Geltungsbereich ausgenommen ist, nämlich die Voraussetzung, durch einen besonderen einzelstaatlichen Gesetzgebungsakt im Einzelnen genehmigt worden zu sein.

114. In Anbetracht dessen ist auf Frage 7 zu antworten, dass Art. 1 Abs. 4 der UVP-Richtlinie dahin auszulegen ist, dass nationale Rechtsvorschriften wie die im Ausgangsverfahren streitigen keinen besonderen einzelstaatlichen Gesetzgebungsakt im Sinne dieser Bestimmung darstellen, der nach dieser Bestimmung vom Geltungsbereich der UVP-Richtlinie ausgenommen ist ».

B.15.2. Im Tenor seines Urteils vom 29. Juli 2019 hat der Europäische Gerichtshof für Recht erkannt:

« 1. Art. 1 Abs. 2 Buchst. a erster Gedankenstrich, Art. 2 Abs. 1 und Art. 4 Abs. 1 der Richtlinie 2011/92/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten sind dahin auszulegen, dass die Wiederaufnahme der industriellen Stromerzeugung eines abgeschalteten Kernkraftwerks für einen Zeitraum von fast zehn Jahren mit der Folge, dass der Zeitpunkt, den der nationale Gesetzgeber ursprünglich für seine Stilllegung und die Einstellung seines Betriebs festgelegt hat, um zehn Jahre aufgeschoben wird, und das Aufschieben des Endtermins, den der nationale Gesetzgeber ursprünglich für die Stilllegung und die Einstellung der industriellen Stromerzeugung eines in Betrieb befindlichen Kraftwerks vorgesehen hat, um ebenfalls zehn Jahre - Maßnahmen, die mit Arbeiten zur Modernisierung der betreffenden Kraftwerke einhergehen, die sich auf den materiellen Zustand der Gebiete auswirken können - ein 'Projekt' im Sinne dieser Richtlinie darstellen, das grundsätzlich und vorbehaltlich der vom vorlegenden Gericht vorzunehmenden Überprüfung einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen werden muss, bevor die Maßnahmen erlassen werden. Der Umstand, dass die Durchführung dieser Maßnahmen mit weiteren Rechtsakten, wie der Erteilung einer neuen individuellen Genehmigung für Stromerzeugung zu industriellen Zwecken an eines der betroffenen Kraftwerke, einhergeht, ist insoweit nicht ausschlaggebend. Die mit diesen Maßnahmen untrennbar verbundenen Arbeiten müssen ebenfalls vor dem Erlass der Maßnahmen einer solchen Prüfung unterzogen werden, falls - was vom vorlegenden Gericht zu prüfen ist - ihre Natur und ihre potenziellen Auswirkungen auf die Umwelt in diesem Stadium hinreichend ermittelbar sind.

2. Art. 2 Abs. 4 der Richtlinie 2011/92 ist dahin auszulegen, dass es einem Mitgliedstaat nur dann gestattet ist, ein Projekt wie das im Ausgangsverfahren streitige von einer Prüfung seiner Auswirkungen auf die Umwelt auszunehmen, um die Sicherheit seiner Stromversorgung zu gewährleisten, wenn der Mitgliedstaat dartut, dass die Gefahr für die Stromversorgungssicherheit bei vernünftiger Betrachtung wahrscheinlich ist und das fragliche Projekt so dringlich ist, dass es das Unterbleiben einer solchen Prüfung zu rechtfertigen vermag, vorausgesetzt, dass die in Art. 2 Abs. 4 Unterabs. 2 Buchst. a bis c der Richtlinie vorgesehenen Verpflichtungen eingehalten werden. Die Möglichkeit einer solchen Ausnahme besteht allerdings unbeschadet der Pflichten, die dem betreffenden Mitgliedstaat nach Art. 7 dieser Richtlinie obliegen.

3. Art. 1 Abs. 4 der Richtlinie 2011/92 ist dahin auszulegen, dass nationale Rechtsvorschriften wie die im Ausgangsverfahren streitigen keinen besonderen einzelstaatlichen Gesetzgebungsakt im Sinne dieser Bestimmung darstellen, der nach dieser Bestimmung vom Geltungsbereich der UVP-Richtlinie ausgenommen ist » (EuGH, Große Kammer, 29. Juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, vorerwähnt).



B.16.1. Aus diesem Urteil geht hervor, dass zur Bestimmung dessen, ob ein Projekt, das Gegenstand eines Gesetzgebungsaktes gewesen ist, in den Anwendungsbereich der in B.14.1 bis B.14.3 in Erinnerung gerufenen Anforderungen in Bezug auf die Umweltverträglichkeitsprüfung und Öffentlichkeitsbeteiligung fällt oder nicht, der nationale Richter zunächst zu prüfen hat, ob das Projekt die Anwendungsbedingungen von Artikel 1 Absatz 4 der Richtlinie 2011/92/EU erfüllt oder nicht.

Vom Anwendungsbereich der Richtlinie 2011/92/EU sind nämlich jene Projekte ausgeschlossen, die im Einzelnen durch einen besonderen Gesetzgebungsakt genehmigt werden, wenn die mit dieser Richtlinie verfolgten Ziele im Wege des Gesetzgebungsverfahrens erreicht worden sind.

B.16.2. Aus dem vorerwähnten Urteil *Inter-Environnement Wallonie ASBL* geht hervor, dass zur Erfüllung der Voraussetzungen von Artikel 1 Absatz 4 der vorerwähnten Richtlinie das Projekt an erster Stelle im Einzelnen, hinreichend genau und abschließend durch einen besonderen Gesetzgebungsakt genehmigt werden muss, der die gleichen Merkmale wie eine Genehmigung aufweist und es dem Projektträger ermöglicht, das Projekt durchzuführen, wobei der Gesetzgeber alle für die Umweltverträglichkeitsprüfung erheblichen Punkte des Projekts berücksichtigt hat (EuGH, Große Kammer, 29. Juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, Randnrn. 105-106).

Erforderlich ist im Übrigen die Erfüllung der Zielsetzungen der Richtlinie im Bereich der Umweltverträglichkeitsprüfung, insbesondere in Bezug auf die Bereitstellung von Informationen durch den Projektträger, die gegebenenfalls durch die Behörden und die Öffentlichkeit ergänzt werden; dazu muss der Gesetzgeber zum Zeitpunkt der Genehmigung des Projekts über ausreichende Angaben verfügt haben; diese umfassen mindestens (1) eine Beschreibung des Projekts mit Angaben zu seinem Standort, seiner Ausgestaltung und seiner Größe, (2) eine Beschreibung der Maßnahmen, mit denen erhebliche nachteilige Umweltauswirkungen des Projekts vermieden, verringert und soweit möglich ausgeglichen werden sollen, (3) die notwendigen Angaben zur Feststellung und Beurteilung der Hauptauswirkungen, die das Projekt voraussichtlich auf die Umwelt haben wird, (4) eine Übersicht über die wichtigsten anderweitigen vom Projektträger geprüften Lösungsmöglichkeiten und die Angabe der wesentlichen Auswahlgründe im Hinblick auf die Umweltauswirkungen sowie (5) eine nicht technische Zusammenfassung der vorgenannten Angaben (EuGH, Große Kammer, 29. Juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, Randnrn. 108-109).

In dieser Hinsicht muss der nationale Richter sowohl den Inhalt des erlassenen Gesetzgebungsakts als auch das gesamte Gesetzgebungsverfahren, das zu seinem Erlass geführt hat, und insbesondere die Vorarbeiten und die parlamentarischen Debatten berücksichtigen (ebenda, Randnr. 110).

B.17.1. Das Gesetz vom 28. Juni 2015 verschiebt das ursprünglich für die Deaktivierung und das Ende der Stromerzeugung zu industriellen Zwecken der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 vorgesehene Datum um zehn Jahre, wobei ursprünglich ein Zeitraum von 40 Jahren nach der Inbetriebnahme der Kraftwerke vorgesehen war. Wie in B.5.3 erwähnt wurde, ermöglicht es das angefochtene Gesetz einerseits dem Kraftwerk Doel 1, ab dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes, d.h. ab dem 6. Juli 2015 « erneut » Strom zu erzeugen, und verschiebt es seine Deaktivierung auf den 15. Februar 2025; andererseits verschiebt es das Datum der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung des Kraftwerks Doel 2 um zehn Jahre, und zwar auf den 1. Dezember 2025.

Aus den in B.5.2 zitierten Vorarbeiten zum Gesetz vom 28. Juni 2015 wird ersichtlich, dass die Abgeordneten sich auf eine Abstimmung über die Verlängerung der Dauer der Stromerzeugung zu industriellen Zwecken der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 beschränkt haben.

Obwohl mehrere Studien und Anhörungen von Sachverständigen sie gewiss in die Lage versetzt haben, die Risiken für die Stromversorgungssicherheit des Landes im Falle der Nichtverlängerung sowie die Notwendigkeit der Durchführung der wegen der Verlängerung erforderlichen Arbeiten zur Modernisierung der Kernkraftwerke einzuschätzen, wurden sie jedoch lediglich veranlasst, sich zum bloßen Prinzip der Verlängerung der Dauer der Stromerzeugung zu industriellen Zwecken der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 zu äußern. Ihre Abstimmung betraf als solche nicht die Arbeiten zur Modernisierung der Kernkraftwerke im Rahmen des LTO-Plans, die übrigens erst nachher informationshalber in dem am 30. November 2015 zwischen dem belgischen Staat und Electrabel geschlossenen Abkommen « zur Verlängerung der Lebensdauer » offiziell aufgeführt werden sollten.

B.17.2. Wie der Europäische Gerichtshof in den Erwägungsgründen 111 bis 114 des vorerwähnten Urteils *Inter-Environnement Wallonie ASBL* übrigens festgestellt hat, wird aus den Vorarbeiten zum Gesetz vom 28. Juni 2015 nicht ersichtlich, dass die Abgeordneten über die in B.16.2 in Erinnerung gerufenen Mindestangaben verfügt haben.

B.17.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass das angefochtene Gesetz nicht als ein besonderer Gesetzgebungsakt, der im Einzelnen ein « Projekt » im Sinne der Richtlinie 2011/92/EU genehmigt, angesehen werden kann.

Diese Feststellung führt dazu, dass das angefochtene Gesetz sich nicht dem Anwendungsbereich der Richtlinie 2011/92/EU entzieht und somit den in B.14.1 bis B.14.3 in Erinnerung gerufenen Anforderungen in Bezug auf die Umweltverträglichkeitsprüfung und die Öffentlichkeitsbeteiligung unterliegt.

B.18.1. Wie in B.5 erwähnt wurde, geht aus dem Kontext des Gesetzes vom 28. Juni 2015 hinreichend hervor, dass der Gesetzgeber mit dem angefochtenen Gesetz beschlossen hat, die Dauer der Stromerzeugung zu industriellen Zwecken der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 um zehn Jahre zu verlängern, soweit beträchtliche Arbeiten an diesen Kraftwerken durchgeführt werden, die insbesondere zum Zweck haben, sie zu modernisieren und die Einhaltung der Sicherheitsnormen im Rahmen des LTO-Plans zu gewährleisten.

Wie in B.5.4 bis B.5.6 erwähnt wurde, sind diese umfangreichen Arbeiten in dem am 30. November 2015 zwischen dem belgischen Staat und Electrabel geschlossenen Abkommen « zur Verlängerung der Lebensdauer » vorgesehen und erfordern sie Investitionen in veranschlagter Höhe von etwa 700 Millionen Euro (Artikel 3 des Abkommens). Der Europäische Gerichtshof hat diesbezüglich festgestellt, dass es bei diesen Arbeiten unter anderem darum gehen soll, « die Kuppeln der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 zu modernisieren, die Abklingbecken für verbrauchte Brennelemente zu erneuern, eine neue Pumpsanlage zu errichten und die Sockel anzupassen, um diese Kraftwerke besser vor Überschwemmungen zu schützen », wobei damit « nicht nur Verbesserungen der bestehenden Strukturen verbunden [wären], sondern auch die Errichtung von drei Gebäuden, von denen zwei die Lüftungseinrichtungen und das dritte eine Brandschutzanlage beherbergen sollten », weshalb « solche Arbeiten [...] im Sinne der Rechtsprechung des Gerichtshofs geeignet [sind], sich auf den materiellen Zustand der betroffenen Gebiete auszuwirken » (ebenda, Randnr. 66).

Wenngleich diese Arbeiten nicht im Gesetz vom 28. Juni 2015 erwähnt sind, stellen sie dennoch in Anbetracht der Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz eine *conditio sine qua non* für die Verlängerung der Lebensdauer der Kernkraftwerke dar (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0967/001, SS. 7 und 9; *Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0967/003, S. 10).

Artikel 4 § 3 des Gesetzes vom 31. Januar 2003, eingefügt durch das Gesetz vom 28. Juni 2015, bestätigt ebenfalls den untrennbaren Zusammenhang zwischen der Unterzeichnung des Abkommens spätestens bis zum 30. November 2015 und der Verlängerung der Tätigkeit der industriellen Stromerzeugung der Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2, da in dieser Bestimmung vorgesehen war, dass in Ermangelung des Abschlusses dieses Abkommens der König das Datum der Deaktivierung dieser Kraftwerke auf den 31. März 2016 vorverlegen würde.

B.18.2. Wie der Europäische Gerichtshof in den Erwägungsgründen 63 bis 71 seines vorerwähnten Urteils *Inter-Environnement Wallonie ASBL* festgestellt hat, sind solche Modernisierungsarbeiten, die mit Investitionen in veranschlagter Höhe von 700 Millionen Euro einhergehen, untrennbar mit der Annahme der Entscheidung zur Verlängerung der Dauer der industriellen Stromerzeugung der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 verbunden, weshalb das angefochtene Gesetz und die daran gekoppelten Arbeiten, die in dem am 30. November 2015 zwischen dem belgischen Staat und Electrabel geschlossenen Abkommen « zur Verlängerung der Lebensdauer » vorgesehen sind, in ihrer Gesamtheit ein und dasselbe « Projekt » im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe a erster Gedankenstrich der Richtlinie 2011/92/EU darstellen. Der Verfassungsgerichtshof ersieht keine faktische Gegebenheit, die diese Feststellung in Frage stellen könnte.

Der Europäische Gerichtshof ist weiter der Auffassung, dass diese Maßnahmen und Arbeiten « was die Gefahren von Umweltauswirkungen betrifft, ein Ausmaß haben, das dem der Erstinbetriebnahme dieser Kraftwerke vergleichbar ist » und « unter Nr. 24 des Anhangs I der UVP-Richtlinie fallen », weshalb « ein solches Projekt [...] naturgemäß mit der Gefahr erheblicher Auswirkungen auf die Umwelt im Sinne von Art. 2 Abs. 1 dieser Richtlinie behaftet [ist] und [...] nach Art. 4 Abs. 1 dieser Richtlinie zwingend einer Prüfung in Bezug auf seine Auswirkungen auf die Umwelt unterzogen werden [muss] » (EuGH, Große Kammer, 29. Juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, Randnrn. 79-80).

B.18.3. Daraus ergibt sich, dass das Gesetz vom 28. Juni 2015 Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung mit Befragung der Öffentlichkeit hätte sein müssen und in Anbetracht dessen, dass dabei mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt eines anderen Mitgliedstaats zu rechnen war, auch einem grenzüberschreitenden Prüfungsverfahren nach Artikel 7 der UVP-Richtlinie hätte unterzogen werden müssen (ebenda, Randnrn. 81 und 93).

B.19.1. Was den Zeitpunkt betrifft, zu dem diese Umweltverträglichkeitsprüfung stattfinden muss, erinnert der Europäische Gerichtshof an die Notwendigkeit einer vorherigen Prüfung, « vor Erteilung der Genehmigung », unter der die Entscheidung der zuständigen Behörde oder der zuständigen Behörden zu verstehen ist, aufgrund deren der Projektträger das Recht zur Durchführung des Projekts erhält, was grundsätzlich das vorliegende Gericht auf der Grundlage der einschlägigen nationalen Regelung festzustellen hat (ebenda, Randnrn. 82-84). Der Europäische Gerichtshof ruft ebenfalls in Erinnerung, dass in dem Fall, dass ein mehrstufiges Genehmigungsverfahren vorgesehen ist, d.h. zunächst eine Grundsatzentscheidung und dann eine Durchführungsentscheidung, die nicht über die in der Grundsatzentscheidung festgelegten Vorgaben hinausgehen darf, die Umweltverträglichkeitsprüfung eines Projekts grundsätzlich durchzuführen ist, sobald es möglich ist, sämtliche Auswirkungen zu ermitteln und zu prüfen, die das Projekt möglicherweise auf die Umwelt hat (ebenda, Randnrn. 85-86).

B.19.2. Wie der Europäische Gerichtshof in den Erwägungsgründen 87 bis 91 seines vorerwähnten Urteils *Inter-Environnement Wallonie ASBL* festgestellt hat, sieht das Gesetz vom 28. Juni 2015 « präzise und unabhängig von Bedingungen [vor], dass zum einen die industrielle Stromerzeugung eines abgeschalteten Kernkraftwerks für einen Zeitraum von fast zehn Jahren mit der Folge wieder aufgenommen wird, dass der Zeitpunkt, den der nationale Gesetzgeber ursprünglich für seine Stilllegung und die Einstellung seiner industriellen Stromerzeugung festgelegt hat, um zehn Jahre aufgeschoben wird, und dass zum anderen der Endtermin, den der nationale Gesetzgeber ursprünglich für die Einstellung der industriellen Stromerzeugung eines in Betrieb befindlichen Kraftwerks vorgesehen hat, ebenfalls um zehn Jahre aufgeschoben wird » (ebenda, Randnr. 87); « auch wenn die Durchführung dieser Maßnahmen den Erlass weiterer Rechtsakte im Rahmen eines komplexen und kontrollierten Prozesses erfordert, [...] bleibt es dabei, dass diese Maßnahmen, nachdem sie vom nationalen Gesetzgeber erlassen worden sind, die wesentlichen Merkmale des Projekts festlegen und von vornherein nicht dazu bestimmt sind, erörtert oder in Frage gestellt zu werden » (ebenda, Randnr. 88). Der Europäische Gerichtshof hebt ebenfalls hervor, dass « die zusätzliche Menge radioaktiver Abfälle, die durch die im Ausgangsverfahren streitigen Maßnahmen entstehen kann, nämlich 350 m<sup>3</sup>, dem belgischen Parlament vor dem Erlass des Gesetzes zur Kenntnis gebracht worden [ist] » (ebenda, Randnr. 89), und dass « sowohl die Natur als auch die Kosten der Arbeiten, die die im Gesetz vom 28. Juni 2015 vorgesehenen Maßnahmen erfordern, dem belgischen Parlament ebenfalls vor der Annahme dieses Gesetzes bekannt waren » (ebenda, Randnr. 92).

B.19.3. Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz geht nämlich hervor, dass die Abgeordneten zum Zeitpunkt der Annahme des Gesetzes vom 28. Juni 2015 über die « Liste der Arbeiten bzw. Investitionen festgelegt im Rahmen der LTO von Doel 1 und 2, gegebenenfalls mit Budgetierung (nach dem Muster der 2010 für Tihange 1 festgelegten Liste) » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0967/003, S. 4) sowie über einen « LTO-Berichtsentwurf von Electrabel, zu dem die FANK Bemerkungen äußern kann » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0967/006, S. 23) verfügten.

Die infolge der Verlängerung von Doel 1 und Doel 2 erforderlichen Sicherungsarbeiten und ihre Phasierung wurden im Rahmen der Anhörungen der einschlägigen Sachverständigen erörtert (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0967/003, SS. 143, 169-172, 262-269 und 300), und der veranschlagte Kostenbetrag der Investitionen war bekannt (ebenda, SS. 144 und 291; siehe auch *Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0967/006, S. 23). Auch die voraussichtlich mit der Verlängerung von Doel 1 und Doel 2 einhergehende zusätzliche Menge Betriebsabfälle war den Abgeordneten bekannt (ebenda, SS. 190-191).

Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass es zum Zeitpunkt der Annahme des Gesetzes vom 28. Juni 2015 möglich war, sämtliche Auswirkungen der Entscheidung zur Verlängerung der Dauer der industriellen Stromerzeugung durch die Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 zu ermitteln und zu prüfen.

B.19.4. Mit dem Gesetz vom 28. Juni 2015 hat der föderale Gesetzgeber somit eine Rahmenentscheidung getroffen, in der das Prinzip einer Verlängerung der Dauer der industriellen Stromerzeugung durch die Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 um zehn Jahre festgelegt wurde, wobei die Durchführung und die Konsequenzen im Bereich der Modernisierungs- und Sicherungsarbeiten zum Zeitpunkt der Annahme des angefochtenen Gesetzes bekannt waren. In diesem Kontext stellte das Gesetz vom 28. Juni 2015 den ersten Schritt des Genehmigungsverfahrens des betreffenden Projekts zur Verlängerung der Dauer der industriellen Stromerzeugung durch die Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 dar, deren Auswirkungen zum Zeitpunkt der Annahme des angefochtenen Gesetzes ermittelt und geprüft worden waren, der die durch die Richtlinie 2011/92/EU vorgeschriebenen Umweltverträglichkeitsstudien hätten vorangehen sollen.

Im Übrigen vermag, wie vom Europäischen Gerichtshof hervorgehoben wird, « der Umstand, dass die Durchführung dieses Projekts für eines der betroffenen Kraftwerke die Erteilung einer neuen individuellen Genehmigung für Stromerzeugung zu industriellen Zwecken erfordert, [...] nicht zu rechtfertigen, dass eine Prüfung seiner Umweltauswirkungen erst nach dem Erlass dieses Gesetzes durchgeführt wird » (EuGH, Große Kammer, 29. Juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, Randnr. 89).

B.19.5. Da das Gesetz vom 28. Juni 2015 als die Grundsatzentscheidung anzusehen ist, die als « Genehmigung » - im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe c der UVP-Richtlinie - eines « Projekts » - im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe a erster Gedankenstrich der Richtlinie 2011/92/EU in Verbindung mit deren Anhängen I und II - gilt, musste dem angefochtenen Gesetz vor seiner Annahme eine Umweltverträglichkeitsprüfung sowie eine Befragung der Öffentlichkeit zu dem Prinzip der Verlängerung der Dauer der industriellen Stromerzeugung durch die Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 um zehn Jahre und zu den Folgen dieser Verlängerung im Bereich der Modernisierungs- und Sicherungsarbeiten vorangehen.

B.20. Im Übrigen sind, wie vom Europäischen Gerichtshof in den Erwägungsgründen 100 und 101 seines vorerwähnten Urteils *Inter-Environnement Wallonie ASBL* festgestellt wird, die Voraussetzungen für die Ausnahme von dieser Umweltverträglichkeitsprüfung und dieser Befragung der Öffentlichkeit im vorliegenden Fall nicht erfüllt, wobei Belgien die Kommission nicht von seinem Wunsch unterrichtet hat, aus zwingenden Gründen, die mit der Stromversorgungssicherheit des Landes zusammenhängen, von dieser Ausnahme Gebrauch zu machen. Wie in B.14.4 in Erinnerung gerufen wurde, könnte diese Ausnahme im vorliegenden Fall übrigens keine Anwendung finden, und zwar unter Berücksichtigung der grenzüberschreitenden Auswirkungen des betreffenden Projekts, die übrigens vom Europäischen Gerichtshof in den Erwägungsgründen 81 und 93 des vorerwähnten Urteils *Inter-Environnement Wallonie ASBL* festgestellt wurden.

B.21. In Anbetracht des Vorstehenden ist der zweite Klagegrund begründet, insofern er aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 2 bis 8 der Richtlinie 2011/92/EU und deren Anhängen I und II abgeleitet ist.

B.22. In ihrem dritten Klagegrund führen die klagenden Parteien in Verbindung mit den Artikeln 10, 11 und 23 der Verfassung einen Verstoß gegen Artikel 6 der Richtlinie 92/43/EWG und die Artikel 3 und 4 der Richtlinie 2009/147/EG an.

Die klagenden Parteien machen das Vorhandensein von durch die vorerwähnten Richtlinien geschützten, in der Nähe der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 gelegenen Schutzgebieten und das sich daraus ergebende Erfordernis der Durchführung einer angemessenen Prüfung der Umweltverträglichkeit des Projekts vor der Annahme des angefochtenen Gesetzes geltend.

B.23.1. Der Europäische Gerichtshof, der vom Verfassungsgerichtshof zu der Auslegung der Richtlinien 92/43/EWG und 2009/147/EG befragt wurde, hat entschieden:

« 1. Zu Frage 8 Buchst. a bis c

115. Mit seiner Frage 8 Buchst. a bis c möchte das vorliegende Gericht wissen, ob Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie in Verbindung mit den Art. 3 und 4 der Vogelschutzrichtlinie und gegebenenfalls unter Berücksichtigung der UVP-Richtlinie dahin auszulegen ist, dass Maßnahmen wie die im Ausgangsverfahren streitigen in Anbetracht der Arbeiten zur Modernisierung und zur Anpassung an die aktuellen Sicherheitsvorschriften, die mit ihnen einhergehen, einen Plan oder ein Projekt darstellen, der bzw. das eine Prüfung nach Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie erfordert, und, gegebenenfalls, ob diese Prüfung vor der Annahme durch den Gesetzgeber durchgeführt werden muss. Das vorliegende Gericht stellt außerdem die Frage, ob im Hinblick darauf, dass für eines der beiden im Ausgangsverfahren in Rede stehenden Kraftwerke die Notwendigkeit des späteren Erlasses von Durchführungsrechtsakten wie der Erteilung einer neuen individuellen Genehmigung für Stromerzeugung zu industriellen Zwecken besteht, insoweit danach zu unterscheiden ist, auf welches der beiden Kraftwerke die Maßnahmen abzielen.

a) Vorbemerkungen

116. Art. 6 der Habitatrichtlinie schreibt den Mitgliedstaaten eine Reihe besonderer Verpflichtungen und Verfahren vor, die, wie sich aus ihrem Art. 2 Abs. 2 ergibt, darauf abzielen, einen günstigen Erhaltungszustand der natürlichen Lebensräume und der wildlebenden Tier- und Pflanzenarten von Interesse für die Europäische Union zu bewahren oder gegebenenfalls wiederherzustellen, um das allgemeinere Ziel der Richtlinie, ein hohes Niveau des Umweltschutzes für die gemäß der Richtlinie geschützten Gebiete zu gewährleisten, zu verwirklichen (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 17. April 2018, *Kommission/Polen [Wald von Białowieża]*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, Rn. 106 und die dort angeführte Rechtsprechung).

117. Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie sieht ein Prüfverfahren vor, das durch eine vorherige Kontrolle gewährleisten soll, dass Pläne oder Projekte, die nicht unmittelbar mit der Verwaltung des betreffenden Gebiets in Verbindung stehen oder hierfür nicht notwendig sind, dieses jedoch erheblich beeinträchtigen könnten, nur genehmigt werden, soweit sie das Gebiet als solches nicht beeinträchtigen (Urteile vom 17. April 2018, *Kommission/Polen [Wald von Białowieża]*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, Rn. 108 und die dort angeführte Rechtsprechung, sowie vom 25. Juli 2018, *Grace und Sweetman*, C-164/17, EU: C: 2018: 593, Rn. 38).

118. Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie unterscheidet zwei Phasen des von ihm vorgesehenen Verfahrens.

119. Die erste - in Satz 1 dieser Bestimmung vorgesehene - Phase verlangt von den Mitgliedstaaten eine Prüfung der Verträglichkeit eines Plans oder eines Projekts mit einem geschützten Gebiet, wenn die Wahrscheinlichkeit besteht, dass dieser Plan oder dieses Projekt das Gebiet erheblich beeinträchtigt. In der zweiten, in Satz 2 dieser Bestimmung vorgesehenen Phase, die sich an die Verträglichkeitsprüfung anschließt, wird die Zustimmung zu einem solchen Plan oder Projekt vorbehaltlich der Bestimmungen des Art. 6 Abs. 4 der Habitatrichtlinie nur erteilt, wenn dieser das betreffende Gebiet als solches nicht beeinträchtigt (Urteil vom 25. Juli 2018, *Grace und Sweetman*, C-164/17, EU: C: 2018: 593, Rn. 32).

120. Außerdem bedeutet eine angemessene Prüfung eines Plans oder eines Projekts auf Verträglichkeit für das betreffende Gebiet, dass vor dessen Genehmigung unter Berücksichtigung der besten einschlägigen wissenschaftlichen Erkenntnisse sämtliche Gesichtspunkte des Plans oder Projekts zu ermitteln sind, die für sich oder in Verbindung mit anderen Plänen oder Projekten die für dieses Gebiet festgelegten Erhaltungsziele beeinträchtigen können. Die zuständigen nationalen Behörden dürfen eine Tätigkeit in dem geschützten Gebiet nur dann genehmigen, wenn sie Gewissheit darüber erlangt haben, dass sie sich nicht nachteilig auf dieses Gebiet als solches auswirkt. Dies ist dann der Fall, wenn aus wissenschaftlicher Sicht kein vernünftiger Zweifel daran besteht, dass es keine solchen Auswirkungen gibt (Urteil vom 7. November 2018, *Holohan u. a.*, C-461/17, EU: C: 2018: 883, Rn. 33 sowie die dort angeführte Rechtsprechung).

121. Zudem treten bei nach dem Beginn der Anwendung der Habitatrichtlinie zu besonderen Schutzgebieten erklärten Gebieten die Verpflichtungen aus Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie nach deren Art. 7 ab dem Datum, zu dem das betreffende Gebiet zum besonderen Schutzgebiet erklärt wird, an die Stelle der Verpflichtungen aus Art. 4 Abs. 4 Satz 1 der Vogelschutzrichtlinie (Urteile vom 17. April 2018, *Kommission/Polen [Wald von Białowieża]*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, Rn. 109 und die dort angeführte Rechtsprechung, sowie vom 25. Juli 2018, *Grace und Sweetman*, C-164/17, EU: C: 2018: 593, Rn. 27).

b) Zum Begriff 'Projekt' im Sinne der Habitatrichtlinie

122. Da die Habitatrichtlinie den Begriff 'Projekt' im Sinne ihres Art. 6 Abs. 3 nicht definiert, ist zunächst der Begriff 'Projekt' im Sinne von Art. 1 Abs. 2 Buchst. a der UVP-Richtlinie zu berücksichtigen (vgl. in diesem Sinne Urteile vom 7. September 2004, *Waddenervereniging und Vogelbeschermingsvereniging*, C-127/02, EU: C: 2004: 482, Rn. 23, 24 und 26, vom 14. Januar 2010, *Stadt Papenburg*, C-226/08, EU: C: 2010: 10, Rn. 38, vom 17. Juli 2014, *Kommission/Griechenland*, C-600/12, nicht veröffentlicht, EU: C: 2014: 2086, Rn. 75, sowie vom 7. November 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment u. a.*, C-293/17 und C-294/17, EU: C: 2018: 882, Rn. 60).

123. Der Gerichtshof hat außerdem bereits entschieden, dass eine Tätigkeit, die unter die UVP-Richtlinie fällt, erst recht unter die Habitatrichtlinie fallen muss (Urteil vom 7. November 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment u. a.*, C-293/17 und C-294/17, EU: C: 2018: 882, Rn. 65).

124. Folglich kann eine Tätigkeit, wenn sie als ein Projekt im Sinne der UVP-Richtlinie angesehen wird, ein Projekt im Sinne der Habitatrichtlinie sein (Urteil vom 7. November 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment u. a.*, C-293/17 und C-294/17, EU: C: 2018: 882, Rn. 66).

125. In Anbetracht der Antwort auf Frage 6 Buchst. a bis c ist davon auszugehen, dass Maßnahmen wie die im Ausgangsverfahren streitigen zusammen mit den Arbeiten, die mit ihnen untrennbar verbunden sind, ein Projekt im Sinne der Habitatrichtlinie darstellen.

126. Ferner steht außer Frage, dass das im Ausgangsverfahren streitige Projekt nicht mit der Verwaltung eines Schutzgebiets in Verbindung steht oder hierfür notwendig ist.

127. Schließlich ist darauf hinzuweisen, dass die Tatsache, dass eine wiederkehrende Tätigkeit vor dem Inkrafttreten der Habitatrichtlinie nach dem nationalen Recht genehmigt worden war, als solche nicht daran hindert, dass eine solche Tätigkeit bei jedem späteren Eingriff als gesondertes Projekt im Sinne dieser Richtlinie angesehen wird, da andernfalls diese Tätigkeit auf Dauer jeder vorherigen Prüfung auf Verträglichkeit mit dem betreffenden Gebiet entzogen wäre (vgl. in diesem Sinne Urteile vom 14. Januar 2010, *Stadt Papenburg*, C-226/08, EU: C: 2010: 10, Rn. 41, sowie vom 7. November 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment u. a.*, C-293/17 und C-294/17, EU: C: 2018: 882, Rn. 77).

128. Insoweit ist zu prüfen, ob bestimmte Tätigkeiten im Hinblick u. a. auf ihren wiederkehrenden Charakter, ihre Art oder die Umstände ihrer Ausführung als einheitlicher Vorgang zu betrachten sind und als ein und dasselbe Projekt im Sinne von Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie angesehen werden können (vgl. in diesem Sinne Urteile vom 14. Januar 2010, *Stadt Papenburg*, C-226/08, EU: C: 2010: 10, Rn. 47, sowie vom 7. November 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment u. a.*, C-293/17 und C-294/17, EU: C: 2018: 882, Rn. 78).

129. Dies wäre nicht der Fall, wenn eine Tätigkeit nicht fortgesetzt wird und nicht identisch ist, insbesondere was die Orte und die Umstände ihrer Ausführung betrifft (Urteil vom 7. November 2018, *Coöperatie Mobilisation for the Environment u. a.*, C-293/17 und C-294/17, EU: C: 2018: 882, Rn. 83).

130. Im vorliegenden Fall war die industrielle Stromerzeugung der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 zwar vor dem Inkrafttreten der Habitatrichtlinie für unbegrenzte Zeit genehmigt worden, das Gesetz vom 31. Januar 2003 hatte die Laufzeit jedoch auf 40 Jahre begrenzt, d. h. für das Kraftwerk Doel 1 bis zum 15. Februar 2015 und für das Kraftwerk Doel 2 bis zum 1. Dezember 2015. Wie das vorlegende Gericht bemerkt, wurde mit den im Ausgangsverfahren streitigen Verfahren die gesetzgeberische Entscheidung geändert, wodurch u. a. die Wiederinbetriebnahme eines der beiden Kraftwerke erforderlich wurde.

131. Außer Frage steht außerdem, dass bei der Umsetzung dieser Maßnahmen die industrielle Erzeugung dieser beiden Kraftwerke nicht unter Durchführungsbedingungen erfolgen wird, die mit den ursprünglich genehmigten identisch sind, allein schon wegen der Entwicklung der wissenschaftlichen Erkenntnisse und der neuen einschlägigen Sicherheitsvorschriften, die, wie in den Rn. 64 bis 66 des vorliegenden Urteils ausgeführt, der Grund für die Durchführung umfangreicher Modernisierungsarbeiten sind. Ferner geht aus der Vorlageentscheidung hervor, dass dem Betreiber dieser Kraftwerke nach dem Inkrafttreten der Habitatrichtlinie eine Genehmigung zur Stromerzeugung wegen einer Erhöhung ihrer Leistung erteilt wurde.

132. Demzufolge stellen Maßnahmen wie die im Ausgangsverfahren streitigen zusammen mit den Arbeiten, die mit ihnen untrennbar verbunden sind, ein gesondertes Projekt dar, für das die in Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie vorgesehenen Prüfungsbedingungen gelten.

133. Dass die zuständige nationale Behörde bei der Genehmigung des betreffenden Plans oder Projekts als Gesetzgeber handelt, ist unerheblich. Denn anders als bei der UVP-Richtlinie kann auf die in Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie vorgesehene Prüfung nicht mit der Begründung verzichtet werden, dass die für die Genehmigung des betreffenden Projekts zuständige Behörde der Gesetzgeber ist (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 16. Februar 2012, *Solvay u. a.*, C-182/10, EU: C: 2012: 82, Rn. 69).

c) *Zur Gefahr einer erheblichen Beeinträchtigung eines geschützten Gebiets*

134. Aus der Rechtsprechung ergibt sich, dass das in Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie vorgesehene Erfordernis einer Prüfung eines Plans oder Projekts auf seine Verträglichkeit von der Voraussetzung abhängt, dass die Wahrscheinlichkeit oder die Gefahr besteht, dass der Plan oder das Projekt das betroffene Gebiet erheblich beeinträchtigt. In Anbetracht insbesondere des Vorsorgegrundsatzes ist davon auszugehen, dass eine solche Gefahr besteht, wenn sich auf der Grundlage der besten einschlägigen wissenschaftlichen Erkenntnisse nicht ausschließen lässt, dass der Plan oder das Projekt die für dieses Gebiet festgelegten Erhaltungsziele möglicherweise beeinträchtigt. Die Beurteilung der Gefahr ist namentlich anhand der besonderen Merkmale und Umweltbedingungen des von einem solchen Plan oder Projekt betroffenen Gebiets vorzunehmen (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 17. April 2018, *Kommission/Polen [Wald von Białowieża]*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, Rn. 111 und 112 sowie die dort angeführte Rechtsprechung).

135. Im vorliegenden Fall befinden sich die am Ufer der Schelde gelegenen Kraftwerke, die Gegenstand der im Ausgangsverfahren streitigen Maßnahmen sind - wie aus in der Vorlageentscheidung wiedergegebenen Auszügen aus den parlamentarischen Vorarbeiten zum Gesetz vom 28. Juni 2015 hervorgeht und auch die Generalanwältin in den Nrn. 24 bis 26 ihrer Schlussanträge bemerkt -, in der Nähe von nach der Habitat- und der Vogelschutzrichtlinie geschützten Gebieten, die zugunsten geschützter Fisch- und Rundmaularten, die in diesem Fluss vorkommen, eingerichtet worden sind.

136. Insoweit ist darauf hinzuweisen, dass der Umstand, dass ein Projekt außerhalb eines Natura-2000-Gebiets angesiedelt ist, keine Befreiung von den in Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie aufgestellten Anforderungen bedeutet (vgl. in diesem Sinne Urteile vom 10. Januar 2006, *Kommission/Deutschland*, C-98/03, EU: C: 2006: 3, Rn. 44 und 51, sowie vom 26. April 2017, *Kommission/Deutschland*, C-142/16, EU: C: 2017: 301, Rn. 29).

137. Im vorliegenden Fall besteht sowohl wegen des Umfangs der Arbeiten, die mit dem im Ausgangsverfahren streitigen Projekt einhergehen, als auch wegen der Dauer der Verlängerung der industriellen Stromerzeugung der beiden Kraftwerke, die das Projekt vorsieht, offensichtlich die Gefahr, dass das Projekt die für die nahegelegenen Schutzgebiete festgelegten Erhaltungsziele beeinträchtigt, allein schon wegen ihrer Funktionsweise als solcher, insbesondere weil dem nahegelegenen Fluss erhebliche Mengen Wasser für den Bedarf des Kühlsystems entnommen werden und diese Wassermassen abgeleitet werden, aber auch weil die Gefahr eines schwerwiegenden Unfalls besteht, die dieses Projekt mit sich bringt (vgl. entsprechend Urteile vom 10. Januar 2006, *Kommission/Deutschland*, C-98/03, EU: C: 2006: 3, Rn. 44, und vom 26. April 2017, *Kommission/Deutschland*, C-142/16, EU: C: 2017: 301, Rn. 30), ohne dass zwischen der jeweiligen Situation der beiden Kraftwerke ein Unterschied zu machen wäre.

138. Folglich könnte ein Projekt wie das im Ausgangsverfahren streitige geschützte Gebiete erheblich beeinträchtigen im Sinne von Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie.

139. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie dahin auszulegen ist, dass Maßnahmen wie die im Ausgangsverfahren streitigen zusammen mit den Arbeiten, die untrennbar mit ihnen verbunden sind, ein Projekt darstellen, das eine Prüfung auf seine Verträglichkeit mit dem betroffenen Gebiet gemäß dieser Richtlinie erfordert, ohne dass danach zu unterscheiden wäre, auf welches der beiden betroffenen Kraftwerke sich diese Maßnahmen beziehen.

d) *Zum Zeitpunkt, zu dem die Prüfung stattfinden muss*

140. Art. 6 Abs. 3 Satz 2 der Habitatrichtlinie stellt klar, dass die zuständigen einzelstaatlichen Behörden nach der Durchführung der Verträglichkeitsprüfung einem Projekt 'nur zustimmen', wenn sie festgestellt haben, dass das Gebiet als solches nicht beeinträchtigt wird, und nachdem sie gegebenenfalls die Öffentlichkeit angehört haben.

141. Demzufolge muss eine solche Prüfung zwangsläufig vor dieser Zustimmung erfolgen.

142. Im Übrigen ist, auch wenn die Habitatrichtlinie nicht die Bedingungen festlegt, unter denen die Behörden einem bestimmten Projekt nach Art. 6 Abs. 3 dieser Richtlinie 'zustimmen', der in Art. 1 Abs. 2 Buchst. c der UVP-Richtlinie enthaltene Begriff 'Genehmigung' für die Bestimmung der Bedeutung dieses Ausdrucks maßgeblich.

143. Somit ist - entsprechend den die UVP-Richtlinie betreffenden Feststellungen des Gerichtshofs für den Fall, dass das nationale Recht ein mehrstufiges Genehmigungsverfahren vorsieht - anzunehmen, dass die nach Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie erforderliche Prüfung grundsätzlich durchgeführt werden muss, sobald alle Folgen, die das fragliche Projekt für ein geschütztes Gebiet haben kann, hinreichend ermittelbar sind.

144. Folglich und aus Gründen, die mit den in den Rn. 87 bis 91 des vorliegenden Urteils genannten vergleichbar sind, weisen nationale Rechtsvorschriften wie das Gesetz vom 28 Juni 2015 die Merkmale einer Zustimmung der Behörden zu dem betreffenden Projekt im Sinne von Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie auf, und der Umstand, dass die Durchführung dieses Projekts weiterer Rechtsakte bedarf, insbesondere bei einem der beiden betroffenen Kraftwerke einer neuen individuellen Genehmigung für Stromerzeugung zu industriellen Zwecken, vermag nicht zu rechtfertigen, dass vor dem Erlass dieser Rechtsvorschriften keine Prüfung dieses Projekts auf seine Verträglichkeit stattgefunden hat. Was darüber hinaus die Arbeiten betrifft, die mit den im Ausgangsverfahren streitigen Maßnahmen untrennbar verbunden sind, müssen sie in diesem Stadium des Verfahrens zur Genehmigung des Projekts einer Prüfung unterzogen werden, falls ihre Natur und ihre potenziellen Auswirkungen auf die geschützten Gebiete hinreichend ermittelbar sind, was vom vorlegenden Gericht zu prüfen ist.

145. In Anbetracht dessen ist auf Frage 8 Buchst. a bis c zu antworten, dass Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie dahin auszulegen ist, dass Maßnahmen wie die im Ausgangsverfahren streitigen zusammen mit den Arbeiten zur Modernisierung und zur Anpassung an die aktuellen Sicherheitsvorschriften ein Projekt darstellen, das eine Prüfung auf seine Verträglichkeit mit den betroffenen geschützten Gebieten erfordert. Diese Maßnahmen müssen einer solchen Prüfung vor ihrem Erlass durch den Gesetzgeber unterzogen werden. Dass die Durchführung dieser Maßnahmen mit weiteren Rechtsakten wie der Erteilung einer neuen individuellen Genehmigung für Stromerzeugung zu industriellen Zwecken für eines der betroffenen Kraftwerke einhergeht, ist insoweit nicht ausschlaggebend. Die mit diesen Maßnahmen untrennbar verbundenen Arbeiten müssen ebenfalls vor dem Erlass der Maßnahmen einer solchen Prüfung unterzogen werden, falls, was vom vorlegenden Gericht zu prüfen ist, ihre Natur und ihre potenziellen Auswirkungen auf die betroffenen Gebiete in diesem Stadium hinreichend ermittelbar sind.

2. *Zu Frage 8 Buchst. d*

146. Mit seiner Frage 8 Buchst. d möchte das vorlegende Gericht wissen, ob Art. 6 Abs. 4 der Habitatrichtlinie dahin auszulegen ist, dass das Ziel, die Stromversorgungssicherheit eines Mitgliedstaats zu gewährleisten, einen zwingenden Grund des überwiegenden öffentlichen Interesses im Sinne dieser Vorschrift darstellt.

147. Art. 6 Abs. 4 der Habitatrichtlinie ist als Ausnahme von dem in deren Art. 6 Abs. 3 Satz 2 festgelegten Genehmigungskriterium eng auszulegen und kommt erst zur Anwendung, nachdem die Auswirkungen eines Plans oder Projekts gemäß Art. 6 Abs. 3 dieser Richtlinie analysiert worden sind (Urteil vom 17. April 2018, *Kommission/Polen [Wald von Białowieża]*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, Rn. 189 und die dort angeführte Rechtsprechung).

148. Nach Art. 6 Abs. 4 Unterabs. 1 der Habitatrichtlinie muss nämlich der Mitgliedstaat, falls ein Plan oder Projekt trotz negativer Ergebnisse der nach Art. 6 Abs. 3 Satz 1 dieser Richtlinie vorgenommenen Prüfung aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses einschließlich solcher sozialer oder wirtschaftlicher Art durchzuführen ist und eine Alternativlösung nicht vorhanden ist, alle notwendigen Ausgleichsmaßnahmen ergreifen, um sicherzustellen, dass die globale Kohärenz von Natura 2000 geschützt ist (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 20. September 2007, *Kommission/Italien*, C-304/05, EU: C: 2007: 532, Rn. 81, und vom 17. April 2018, *Kommission/Polen [Wald von Białowieża]*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, Rn. 190).

149. Schließt zudem das betreffende Gebiet einen prioritären natürlichen Lebensraumtyp und/oder eine prioritäre Art ein, so können nach Art. 6 Abs. 4 Unterabs. 2 der Habitatrichtlinie nur Erwägungen im Zusammenhang mit der Gesundheit des Menschen und der öffentlichen Sicherheit oder im Zusammenhang mit maßgeblichen günstigen Auswirkungen für die Umwelt oder, nach Stellungnahme der Kommission, andere zwingende Gründe des überwiegenden öffentlichen Interesses geltend gemacht werden.

150. Die Kenntnis der Verträglichkeit eines Plans oder eines Projekts mit den für das fragliche Gebiet festgelegten Erhaltungszielen ist deshalb eine unerlässliche Voraussetzung für die Anwendung von Art. 6 Abs. 4 der Habitatrichtlinie, da andernfalls keine Anwendungsvoraussetzung dieser Ausnahmeregelung geprüft werden kann. Die Prüfung etwaiger zwingender Gründe des überwiegenden öffentlichen Interesses und der Frage, ob weniger nachteilige Alternativen bestehen, erfordert nämlich eine Abwägung mit den Gebietsbeeinträchtigungen, die mit dem Plan oder Projekt verbunden sind. Außerdem müssen die Gebietsbeeinträchtigungen genau ermittelt werden, um die Art etwaiger Ausgleichsmaßnahmen bestimmen zu können (Urteile vom 20. September 2007, *Kommission/Italien*, C-304/05, EU: C: 2007: 532, Rn. 83, und vom 17. April 2018, *Kommission/Polen [Wald von Białowieża]*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, Rn. 191 und die dort angeführte Rechtsprechung).

151. Im vorliegenden Fall geht aus der Vorlageentscheidung hervor, dass Frage 8 Buchst. d auf der Prämisse beruht, dass die Studien und die Anhörungen, die im Rahmen des Verfahrens zum Erlass der im Ausgangsverfahren streitigen Maßnahmen durchgeführt wurden, die Vornahme einer Prüfung gemäß den in Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie aufgestellten Anforderungen ermöglicht hätten.

152. Abgesehen davon, dass aus den dem Gerichtshof vorgelegten Akten nicht hervorgeht, dass diese Studien und Anhörungen die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung gemäß den Anforderungen der UVP-Richtlinie ermöglicht haben, wäre es jedoch in jedem Fall Sache des vorlegenden Gerichts, zu prüfen, ob eine solche Prüfung als auch den Anforderungen der Habitatrichtlinie entsprechend angesehen werden kann (vgl. entsprechend Urteile vom 22. September 2011, *Valčiukienė u. a.*, C-295/10, EU: C: 2011: 608, Rn. 62, und vom 10. September 2015, *Dimos Kropias Attikis*, C-473/14, EU: C: 2015: 582, Rn. 58).

153. Damit dies der Fall ist, müssen insbesondere - wie in Rn. 120 des vorliegenden Urteils ausgeführt - sämtliche Gesichtspunkte des betreffenden Plans oder Projekts, die für sich oder in Verbindung mit anderen Plänen oder Projekten die für die geschützten Gebiete festgelegten Erhaltungsziele beeinträchtigen können, unter Berücksichtigung der besten einschlägigen wissenschaftlichen Erkenntnisse ermittelt werden (vgl. in diesem Sinne Urteile vom 17. April 2018, *Kommission/Polen [Wald von Białowieża]*, C-441/17, EU: C: 2018: 255, Rn. 113 und die dort angeführte Rechtsprechung, sowie vom 25. Juli 2018, *Grace und Sweetman*, C-164/17, EU: C: 2018: 593, Rn. 40).

154. Das vorlegende Gericht müsste gegebenenfalls außerdem prüfen, ob die Studien und Anhörungen, die im Rahmen des Verfahrens zum Erlass der im Ausgangsverfahren streitigen Maßnahmen durchgeführt wurden, negative Ergebnisse erbracht haben, da anderenfalls Art. 6 Abs. 4 der Habitatrichtlinie nicht anzuwenden wäre.

155. Hinsichtlich der Frage, ob das Ziel, die Stromversorgungssicherheit eines Mitgliedstaats zu gewährleisten, einen zwingenden Grund des überwiegenden öffentlichen Interesses im Sinne von Art. 6 Abs. 4 Unterabs. 1 der Habitatrichtlinie darstellt, ist darauf hinzuweisen, dass das Interesse, das die Verwirklichung eines Plans oder Projekts rechtfertigen kann, zugleich 'öffentlich' und 'überwiegend' sein muss, d. h., es muss so wichtig sein, dass es gegen das mit dieser Richtlinie verfolgte Ziel der Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen abgewogen werden kann (Urteil vom 11. September 2012, *Nomarchiaki Aftodioikisi Aitolokarnanias u. a.*, C-43/10, EU: C: 2012: 560, Rn. 121).

156. Insoweit ist zu beachten, dass Art. 194 Abs. 1 Buchst. b AEUV die Energieversorgungssicherheit in der Europäischen Union als eines der grundlegenden Ziele der Unionspolitik im Energiebereich bezeichnet (Urteil vom 7. September 2016, *ANODE*, C-121/15, EU: C: 2016: 637, Rn. 48).

157. Zudem erfüllt das Ziel, die Stromversorgungssicherheit in einem Mitgliedstaat jederzeit zu gewährleisten, jedenfalls die in Rn. 155 des vorliegenden Urteils genannten Voraussetzungen.

158. Schließt allerdings das geschützte Gebiet, das durch ein Projekt beeinträchtigt werden könnte, einen prioritären natürlichen Lebensraumtyp oder eine prioritäre Art im Sinne der Habitatrichtlinie ein, kann nur die Notwendigkeit der Abwendung einer tatsächlichen und schwerwiegenden Gefahr, dass die Stromversorgung des betreffenden Mitgliedstaats unterbrochen wird, unter Umständen wie denen des Ausgangsverfahrens einen Grund der öffentlichen Sicherheit darstellen, der nach Art. 6 Abs. 4 Unterabs. 2 dieser Richtlinie die Durchführung des Projekts zu rechtfertigen vermag.

159. Folglich ist auf Frage 8 Buchst. d zu antworten, dass Art. 6 Abs. 4 Unterabs. 1 der Habitatrichtlinie dahin auszulegen ist, dass das Ziel, die Stromversorgungssicherheit eines Mitgliedstaats jederzeit zu gewährleisten, einen zwingenden Grund des überwiegenden öffentlichen Interesses im Sinne dieser Vorschrift darstellt. Art. 6 Abs. 4 Unterabs. 2 dieser Richtlinie ist dahin auszulegen, dass, wenn das geschützte Gebiet, das durch ein Projekt beeinträchtigt werden könnte, einen prioritären natürlichen Lebensraumtyp oder eine prioritäre Art einschließt, was vom vorliegenden Gericht zu prüfen ist, nur die Notwendigkeit der Abwendung einer tatsächlichen und schwerwiegenden Gefahr, dass die Stromversorgung des betreffenden Mitgliedstaats unterbrochen wird, unter Umständen wie denen des Ausgangsverfahrens einen Grund der öffentlichen Sicherheit im Sinne dieser Vorschrift darstellen kann ».

B.23.2. Im Tenor seines Urteils vom 29. Juli 2019 hat der Europäische Gerichtshof für Recht erkannt:

« 4. Art 6 Abs. 3 der Richtlinie 92/43/EWG des Rates vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen ist dahin auszulegen, dass Maßnahmen wie die im Ausgangsverfahren streitigen zusammen mit den Arbeiten zur Modernisierung und zur Anpassung an die aktuellen Sicherheitsvorschriften ein Projekt darstellen, das eine Prüfung auf seine Verträglichkeit mit den betroffenen geschützten Gebieten erfordert. Diese Maßnahmen müssen einer solchen Prüfung vor ihrem Erlass durch den Gesetzgeber unterzogen werden. Dass die Durchführung dieser Maßnahmen mit weiteren Rechtsakten wie der Erteilung einer neuen individuellen Genehmigung für Stromerzeugung zu industriellen Zwecken für eines der betroffenen Kraftwerke einhergeht, ist insoweit nicht ausschlaggebend. Die mit diesen Maßnahmen untrennbar verbundenen Arbeiten müssen ebenfalls vor dem Erlass dieser Maßnahmen einer solchen Prüfung unterzogen werden, falls, was vom vorliegenden Gericht zu prüfen ist, ihre Natur und ihre potenziellen Auswirkungen auf die betroffenen Gebiete in diesem Stadium hinreichend ermittelbar sind.

5. Art. 6 Abs. 4 Unterabs. 1 der Richtlinie 92/43 ist dahin auszulegen, dass das Ziel, die Stromversorgungssicherheit eines Mitgliedstaats jederzeit zu gewährleisten, einen zwingenden Grund des überwiegenden öffentlichen Interesses im Sinne dieser Vorschrift darstellt. Art. 6 Abs. 4 Unterabs. 2 dieser Richtlinie ist dahin auszulegen, dass, wenn das geschützte Gebiet, das durch ein Projekt beeinträchtigt werden könnte, einen prioritären natürlichen Lebensraumtyp oder eine prioritäre Art einschließt, was vom vorliegenden Gericht zu prüfen ist, nur die Notwendigkeit der Abwendung einer tatsächlichen und schwerwiegenden Gefahr, dass die Stromversorgung des betreffenden Mitgliedstaats unterbrochen wird, unter Umständen wie denen des Ausgangsverfahrens einen Grund der öffentlichen Sicherheit im Sinne dieser Vorschrift darstellen kann ».

B.24.1. Artikel 6 Absatz 3 der Habitatrichtlinie bestimmt unter anderem, dass Pläne oder Projekte, die nicht unmittelbar mit der Verwaltung des Gebietes, das natürliche Lebensräume und Habitate von geschützten Arten umfasst, in Verbindung stehen oder hierfür nicht notwendig sind, die dieses Gebiet jedoch einzeln oder in Zusammenwirkung mit anderen Plänen und Projekten erheblich beeinträchtigen könnten, Gegenstand einer Prüfung auf Verträglichkeit mit den für dieses Gebiet festgelegten Erhaltungszielen sind. Die zuständigen einzelstaatlichen Behörden stimmen dem Projekt nur zu, nachdem sie die Ergebnisse der Verträglichkeitsprüfung berücksichtigt und festgestellt haben, dass das Gebiet durch das Projekt nicht beeinträchtigt wird.

Die in Artikel 6 Absatz 4 derselben Richtlinie erwähnte abweichende Regelung, die es ermöglicht, ein Projekt aus zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses einschließlich solcher sozialer oder wirtschaftlicher Art und bei Nichtvorhandensein einer Alternativlösung durchzuführen, kommt nur zur Anwendung, nachdem die Auswirkungen eines Plans oder Projekts gemäß Artikel 6 Absatz 3 dieser Richtlinie erforscht wurden (EuGH, 20. September 2007, C-304/05, *Kommission gegen Italien*, Randnr. 83; EuGH, 16. Februar 2012, C-182/10, *Solvay u.a. gegen Wallonische Region*, Randnr. 74).

Aufgrund von Artikel 7 der Habitatrichtlinie unterliegen die aufgrund der Vogelschutzrichtlinie bestimmten besonderen Schutzgebiete den aus Artikel 6 Absätze 2, 3 und 4 der Habitatrichtlinie sich ergebenden Verpflichtungen.

B.24.2. Wie der Europäische Gerichtshof in den Erwägungsgründen 118 und 119 des vorerwähnten Urteils *Inter-Environnement Wallonie ASBL* in Erinnerung gerufen hat, verläuft das Prüfverfahren im Sinne der Richtlinie 92/43/EWG - das an die Stelle der Anforderungen der Richtlinie 2009/147/EG tritt - in zwei Phasen: zunächst die Durchführung einer Prüfung der Verträglichkeit eines Plans oder eines Projekts mit einem geschützten Gebiet, wenn die Wahrscheinlichkeit besteht, dass dieser Plan oder dieses Projekt das Gebiet erheblich beeinträchtigt; anschließend die Zustimmung zu einem solchen Plan oder Projekt unter der Bedingung, dass dadurch das betreffende Gebiet als solches nicht beeinträchtigt wird, vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 6 Absatz 4 der vorerwähnten Habitatrichtlinie (92/43/EWG).

Wie der Europäische Gerichtshof im Erwägungsgrund 135 des vorerwähnten Urteils *Inter-Environnement Wallonie ASBL* in Erinnerung gerufen und auch die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates in einem Gutachten zu dem Vorentwurf, aus dem das angefochtene Gesetz entstanden ist, hervorgehoben hat (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0967/006, S. 125), befinden sich die Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 in der Nähe von nach der Habitat- und der Vogelschutzrichtlinie geschützten Gebieten, die zugunsten geschützter Fisch- und Rundmaularten, die in der Schelde vorkommen, eingerichtet worden sind.

B.24.3. In Anbetracht des in B.19 Erwähnten, was die Richtlinie 2011/92/EU betrifft, ist davon auszugehen, dass das Gesetz vom 28. Juni 2015 die Grundsatzentscheidung darstellt, die als « Genehmigung » eines Projekts im Sinne von Artikel 6 Absatz 3 der Richtlinie 92/43/EWG gilt.

Dem angefochtenen Gesetz, gekoppelt an die untrennbar damit verbundenen Modernisierungs- und Sicherungsarbeiten, hätte demzufolge vor seiner Annahme eine angemessene Umweltverträglichkeitsprüfung vorangehen sollen, weil zu diesem Zeitpunkt die potenziellen Auswirkungen auf die geschützten Gebiete in diesem Stadium hinreichend ermittelbar waren und die Wahrscheinlichkeit bestand, dass die Verlängerung der Dauer der industriellen Stromerzeugung durch die Kernkraftwerke Doel 1 und Doel 2 die betroffenen geschützten Gebiete erheblich beeinträchtigt.

Es gibt, wie der Europäische Gerichtshof in den Erwägungsgründen 152 bis 154 des vorerwähnten Urteils *Inter-Environnement Wallonie ASBL* auch hervorgehoben hat, keinen Anlass zur Annahme, dass die im Rahmen des Erlasses des angefochtenen Gesetzes durchgeführten Studien und Anhörungen als eine angemessene Prüfung der Verträglichkeit mit den geschützten Gebieten zu betrachten wäre.

In Ermangelung der Durchführung einer solchen vorherigen Verträglichkeitsprüfung könnte die in Artikel 6 Absatz 4 der Richtlinie 92/43/EWG vorgesehene Abweichungsregelung im vorliegenden Fall demzufolge keine Anwendung finden (EuGH, Große Kammer, 29. Juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, Randnrn. 150 und 154).

B.24.4. Der dritte Klagegrund ist begründet, insofern er aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Richtlinie 92/43/EWG abgeleitet ist.

B.25. Demzufolge sind Artikel 2 des Gesetzes vom 28. Juni 2015 und - da sie untrennbar damit verbunden sind - die übrigen Bestimmungen des Gesetzes vom 28. Juni 2015 für nichtig zu erklären.

*Zu der Aufrechterhaltung der Folgen*

B.26. In ihren Ergänzungsschriftsätzen ersuchen der Ministerrat und die intervenierende Partei den Gerichtshof hilfsweise, die Folgen der gegebenenfalls für nichtig erklärten Bestimmungen aufrechtzuerhalten, damit der Gesetzgeber in die Lage versetzt wird, die erforderlichen Umweltverträglichkeitsstudien durchzuführen und der gegebenenfalls festgestellten Verfassungswidrigkeit ein Ende zu setzen.

B.27.1. Artikel 8 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof bestimmt:

« Wenn der Verfassungsgerichtshof es für notwendig erachtet, gibt er im Wege einer allgemeinen Verfügung die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen an, die als endgültig zu betrachten sind oder für die von ihm festgelegte Frist vorläufig aufrechterhalten werden ».

B.27.2. Der Gerichtshof muss diesbezüglich die Einschränkungen berücksichtigen, die sich aus dem Recht der Europäischen Union bezüglich der Aufrechterhaltung der Folgen innerstaatlicher Normen, die für nichtig zu erklären sind, weil sie im Widerspruch zu diesem Recht stehen, ergeben (EuGH, Große Kammer, 8. September 2010, C-409/06, *Winner Wetten*, Randnrn. 53-69; EuGH, Große Kammer, 28. Februar 2012, C-41/11, *Inter-Environnement Wallonie und Terre wallonne*, Randnrn. 56-63).

In der Regel kann diese Aufrechterhaltung der Folgen nur unter den Bedingungen geschehen, die durch den Europäischen Gerichtshof in der Antwort auf eine Vorabentscheidungsfrage festgelegt werden.

B.28.1. In Beantwortung der neunten vom Verfassungsgerichtshof gestellten Vorabentscheidungsfrage in Bezug auf eine eventuelle Aufrechterhaltung der Folgen des angefochtenen Gesetzes hat der Europäische Gerichtshof entschieden:

« 167. Mit seiner Frage 9 möchte das vorlegende Gericht wissen, ob das Unionsrecht einem nationalen Gericht erlaubt, die Wirkungen von Maßnahmen wie den im Ausgangsverfahren streitigen für die Zeit aufrechtzuerhalten, die notwendig ist, um deren eventuelle Rechtswidrigkeit im Hinblick auf die UVP- und die Habitatrichtlinie zu beseitigen.

168. Insofern ist festzustellen, dass Art. 2 Abs. 1 der UVP-Richtlinie eine Pflicht zur vorherigen Prüfung der von dieser Bestimmung erfassten Projekte vorschreibt und die Habitatrichtlinie hinsichtlich der nach ihrem Art. 6 Abs. 3 einer Prüfung unterliegenden Projekte ebenfalls vorsieht, dass die Mitgliedstaaten nur zustimmen dürfen, wenn sie in diesem Rahmen festgestellt haben, dass das betroffene Gebiet als solches nicht beeinträchtigt wird.

169. Allerdings werden weder in der UVP-Richtlinie noch in der Habitatrichtlinie die Folgen genannt, die aus einem Verstoß gegen die darin aufgestellten Pflichten zu ziehen sind.

170. Gleichwohl sind die Mitgliedstaaten nach dem in Art. 4 Abs. 3 EUV vorgesehenen Grundsatz der loyalen Zusammenarbeit verpflichtet, die rechtswidrigen Folgen eines solchen Verstoßes gegen das Unionsrecht zu beheben. Die zuständigen nationalen Behörden müssen daher im Rahmen ihrer Zuständigkeiten die erforderlichen Maßnahmen treffen, um dem Unterbleiben einer Umweltverträglichkeitsprüfung abzuwehren, beispielsweise durch die Rücknahme oder die Aussetzung einer bereits erteilten Genehmigung, damit die Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt werden kann (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 26. Juli 2017, *Comune di Corridonia u. a.*, C-196/16 und C-197/16, EU: C: 2017: 589, Rn. 35 und die dort angeführte Rechtsprechung).

171. Diese Pflicht obliegt auch den nationalen Gerichten, die mit Klagen gegen einen nationalen Rechtsakt, der eine derartige Genehmigung enthält, befasst werden. Insofern ist darauf hinzuweisen, dass die für solche Klagen geltenden Verfahrensmodalitäten nach dem Grundsatz der Verfahrensautonomie der Mitgliedstaaten Sache der innerstaatlichen Rechtsordnung jedes Mitgliedstaats sind, vorausgesetzt allerdings, dass sie nicht ungünstiger sind als diejenigen, die gleichartige Sachverhalte innerstaatlicher Art regeln (Äquivalenzgrundsatz), und die Ausübung der durch die Unionsrechtsordnung verliehenen Rechte nicht praktisch unmöglich machen oder übermäßig erschweren (Effektivitätsgrundsatz) (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 28. Februar 2012, *Inter-Environnement Wallonie und Terre wallonne*, C-41/11, EU: C: 2012: 103, Rn. 45 sowie die dort angeführte Rechtsprechung).

172. Folglich müssen die in diesem Zusammenhang angerufenen Gerichte auf der Grundlage ihres nationalen Rechts Maßnahmen zur Aussetzung oder Aufhebung der unter Verstoß gegen die Pflicht zur Durchführung einer Umweltprüfung erteilten Genehmigung ergreifen (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 28. Februar 2012, *Inter-Environnement Wallonie und Terre wallonne*, C-41/11, EU: C: 2012: 103, Rn. 46 und die dort angeführte Rechtsprechung).

173. Allerdings hat der Gerichtshof auch entschieden, dass das Unionsrecht nationalen Vorschriften nicht entgegensteht, die in bestimmten Fällen die Legalisierung unionsrechtswidriger Vorgänge oder Handlungen zulassen (Urteil vom 26. Juli 2017, *Comune di Corridonia u. a.*, C-196/16 und C-197/16, EU: C: 2017: 589, Rn. 37 sowie die dort angeführte Rechtsprechung).

174. Eine solche Möglichkeit zur Legalisierung darf jedoch nur eingeräumt werden, wenn sie den Betroffenen keine Gelegenheit bietet, die Vorschriften des Unionsrechts zu umgehen oder nicht anzuwenden, und bleibt somit die Ausnahme (Urteil vom 26. Juli 2017, *Comune di Corridonia u. a.*, C-196/16 und C-197/16, EU: C: 2017: 589, Rn. 38 sowie die dort angeführte Rechtsprechung).

175. Ist für ein Projekt die nach der UVP-Richtlinie erforderliche Umweltverträglichkeitsprüfung nicht durchgeführt worden, müssen die Mitgliedstaaten zwar die rechtswidrigen Folgen beheben. Das Unionsrecht verbietet aber nicht, dass während oder sogar nach der Durchführung des Projekts zu seiner Legalisierung eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt wird, sofern zwei Voraussetzungen erfüllt sind, nämlich zum einen, dass die eine solche Legalisierung gestattenden nationalen Vorschriften den Betroffenen nicht die Gelegenheit bieten, die Vorschriften des Unionsrechts zu umgehen oder nicht anzuwenden, und zum anderen, dass die zur Legalisierung

durchgeführte Prüfung nicht nur die künftigen Umweltauswirkungen dieses Projekts umfasst, sondern auch die seit der Durchführung dieses Projekts eingetretenen Umweltauswirkungen berücksichtigt (vgl. in diesem Sinne Urteile vom 26. Juli 2017, *Comune di Corridonia u. a.*, C-196/16 und C-197/16, EU: C: 2017: 589, Rn. 43, sowie vom 28. Februar 2018, *Comune di Castelbellino*, C-117/17, EU: C: 2018: 129, Rn. 30).

176. Entsprechend ist davon auszugehen, dass das Unionsrecht bei Vorliegen der gleichen Voraussetzungen ebenso wenig verbietet, dass eine solche Legalisierung stattfindet, wenn die nach Art. 6 Abs. 3 der Habitatrichtlinie verlangte vorherige Prüfung auf Verträglichkeit des betreffenden Projekts mit dem geschützten Gebiet nicht durchgeführt worden ist.

177. Zudem kann nur der Gerichtshof in Ausnahmefällen und aus zwingenden Erwägungen der Rechtssicherheit eine vorübergehende Aussetzung der Verdrängungswirkung herbeiführen, die eine unionsrechtliche Vorschrift gegenüber mit ihr unvereinbarem nationalem Recht ausübt. Wären nämlich nationale Gerichte befugt, auch nur vorübergehend nationalen Bestimmungen Vorrang vor dem Unionsrecht einzuräumen, gegen das sie verstoßen, würde die einheitliche Anwendung des Unionsrechts beeinträchtigt (vgl. in diesem Sinne Urteile vom 8. September 2010, *Winner Wetten*, C-409/06, EU: C: 2010: 503, Rn. 66 und 67, und vom 28. Juli 2016, *Association France Nature Environnement*, C-379/15, EU: C: 2016: 603, Rn. 33).

178. Der Gerichtshof hat jedoch in Rn. 58 des Urteils vom 28. Februar 2012, *Inter-Environnement Wallonie und Terre wallonne* (C-41/11, EU: C: 2012: 103), ebenfalls entschieden, dass ein nationales Gericht unter Berücksichtigung dessen, dass ein zwingendes Erfordernis im Zusammenhang mit - wie es in der Rechtssache, die zu diesem Urteil geführt hat, der Fall war - dem Umweltschutz vorliegt, und sofern die in diesem Urteil angeführten Voraussetzungen erfüllt sind, ausnahmsweise zur Anwendung einer nationalen Rechtsvorschrift berechtigt sein kann, die es ihm gestattet, bestimmte Wirkungen eines für nichtig erklärten nationalen Rechtsakts aufrechtzuerhalten. Diesem Urteil ist somit zu entnehmen, dass der Gerichtshof einem nationalen Gericht im Einzelfall und ausnahmsweise die Befugnis verleihen wollte, die Wirkungen der Nichtigerklärung einer nationalen Bestimmung, die als mit dem Unionsrecht unvereinbar angesehen wird, unter Berücksichtigung der von der Rechtsprechung des Gerichtshofs aufgestellten Voraussetzungen anzupassen (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 28. Juli 2016, *Association France Nature Environnement*, C-379/15, EU: C: 2016: 603, Rn. 34).

179. Im vorliegenden Fall ist es gemäß der in Rn. 177 des vorliegenden Urteils angeführten Rechtsprechung allein Sache des Gerichtshofs, die Voraussetzungen festzulegen, unter denen es ausnahmsweise gerechtfertigt sein kann, die Wirkungen von Maßnahmen wie den im Ausgangsverfahren streitigen aus zwingenden Erwägungen, die mit der Stromversorgungssicherheit des betreffenden Mitgliedstaats zusammenhängen, aufrechtzuerhalten. Solche Erwägungen können die Aufrechterhaltung der Wirkungen nationaler Maßnahmen, die unter Verstoß gegen die sich aus der UVP- und der Habitatrichtlinie ergebenden Pflichten erlassen wurden, nur dann rechtfertigen, wenn im Fall einer Aufhebung oder Aussetzung der Wirkungen dieser Maßnahmen die tatsächliche und schwerwiegende Gefahr einer Unterbrechung der Stromversorgung des betreffenden Mitgliedstaats bestünde, der nicht mit anderen Mitteln und Alternativen, insbesondere im Rahmen des Binnenmarkts, entgegengetreten werden kann.

180. Es ist Sache des vorlegenden Gerichts, zu beurteilen, ob unter Berücksichtigung von anderen Mitteln und Alternativen, über die der betreffende Mitgliedstaat verfügt, um die Stromversorgung in seinem Hoheitsgebiet zu gewährleisten, die ausnahmsweise Aufrechterhaltung der Wirkungen der vor dem vorlegenden Gericht angefochtenen Maßnahmen somit durch die Notwendigkeit, einer solchen Gefahr entgegenzutreten, gerechtfertigt ist.

181. Jedenfalls darf eine solche Aufrechterhaltung nur für den Zeitraum gelten, der absolut notwendig ist, um die Rechtswidrigkeit zu beseitigen.

182. In Anbetracht dessen ist auf Frage 9 zu antworten, dass das Unionsrecht dahin auszulegen ist, dass ein nationales Gericht, wenn das innerstaatliche Recht es zulässt, die Wirkungen von Maßnahmen wie den im Ausgangsverfahren streitigen, die unter Verstoß gegen die in der UVP- und der Habitatrichtlinie aufgestellten Pflichten erlassen wurden, ausnahmsweise aufrechterhalten darf, wenn ihre Aufrechterhaltung durch zwingende Erwägungen gerechtfertigt ist, die mit der Notwendigkeit zusammenhängen, die tatsächliche und schwerwiegende Gefahr einer Unterbrechung der Stromversorgung des betreffenden Mitgliedstaats abzuwenden, der nicht mit anderen Mitteln und Alternativen, insbesondere im Rahmen des Binnenmarkts, entgegengetreten werden kann. Diese Aufrechterhaltung darf nur für den Zeitraum gelten, der absolut notwendig ist, um die betreffende Rechtswidrigkeit zu beseitigen ».

B.28.2. Im Tenor seines Urteils vom 29. Juli 2019 hat der Europäische Gerichtshof für Recht erkannt:

« 6. Das Unionsrecht ist dahin auszulegen, dass ein nationales Gericht, wenn das innerstaatliche Recht es zulässt, die Wirkungen von Maßnahmen wie den im Ausgangsverfahren streitigen, die unter Verstoß gegen die in der UVP- und der Habitatrichtlinie aufgestellten Pflichten erlassen wurden, ausnahmsweise aufrechterhalten darf, wenn ihre Aufrechterhaltung durch zwingende Erwägungen gerechtfertigt ist, die mit der Notwendigkeit zusammenhängen, die tatsächliche und schwerwiegende Gefahr einer Unterbrechung der Stromversorgung des betreffenden Mitgliedstaats abzuwenden, der nicht mit anderen Mitteln und Alternativen, insbesondere im Rahmen des Binnenmarkts, entgegengetreten werden kann. Diese Aufrechterhaltung darf nur für den Zeitraum gelten, der absolut notwendig ist, um die betreffende Rechtswidrigkeit zu beseitigen ».

B.29.1. Aus dem vorerwähnten Urteil geht hervor, dass der Europäische Gerichtshof annimmt, dass im Falle der Nichtdurchführung der nach der Richtlinie 2011/92/EU erforderlichen Umweltverträglichkeitsprüfung eines Projekts oder im Falle der Nichtdurchführung der nach Artikel 6 Absatz 3 der Richtlinie 92/43/EWG verlangten vorherigen Prüfung auf Verträglichkeit des betreffenden Projekts mit dem geschützten Gebiet solche Prüfungen sogar nach der Durchführung des Projekts zu seiner Legalisierung eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt werden können, « sofern zwei Voraussetzungen erfüllt sind, nämlich zum einen, dass die eine solche Legalisierung gestattenden nationalen Vorschriften den Betroffenen nicht die Gelegenheit bieten, die Vorschriften des Unionsrechts zu umgehen oder nicht anzuwenden, und zum anderen, dass die zur Legalisierung durchgeführte Prüfung nicht nur die künftigen Umweltauswirkungen dieses Projekts umfasst, sondern auch die seit der Durchführung dieses Projekts eingetretenen Umweltauswirkungen berücksichtigt » (EuGH, Große Kammer, 29. Juli 2019, C-411/17, *Inter-Environnement Wallonie ASBL*, Randnrn. 175-176).

B.29.2. Der Europäische Gerichtshof präzisiert in diesem Zusammenhang, dass ein nationales Gericht, wenn das innerstaatliche Recht es zulässt, die Wirkungen nationaler Maßnahmen, die unter Verstoß gegen die in der UVP- und der Habitatrichtlinie aufgestellten Pflichten erlassen wurden, ausnahmsweise aufrechterhalten darf, wenn im Falle einer Aufhebung oder Aussetzung der Wirkungen dieser Maßnahmen ihre Aufrechterhaltung durch zwingende Erwägungen gerechtfertigt ist, die « mit der Notwendigkeit zusammenhängen, die tatsächliche und schwerwiegende Gefahr einer Unterbrechung der Stromversorgung des betreffenden Mitgliedstaats abzuwenden, der nicht mit anderen Mitteln und Alternativen, insbesondere im Rahmen des Binnenmarkts, entgegengetreten werden kann », wobei diese Aufrechterhaltung der Folgen « nur für den Zeitraum gelten [darf], der absolut notwendig ist, um die betreffende Rechtswidrigkeit zu beseitigen » (ebenda, Randnrn. 178-182).



B.29.3. Es ist somit an erster Stelle zu prüfen, ob eine tatsächliche und schwerwiegende Gefahr besteht, dass die Nichtigerklärung des angefochtenen Gesetzes ohne Aufrechterhaltung seiner Folgen zu einer Unterbrechung der Stromversorgung Belgiens führt, und zweitens, ob dieser Gefahr nicht mit anderen Mitteln, « insbesondere im Rahmen des Binnenmarkts », entgegengetreten werden kann, mit anderen Worten durch Einfuhr von Strom aus anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union.

B.30.1. Die Gewährleistung der Stromversorgungssicherheit eines Landes stellt einen zwingenden Grund des öffentlichen Interesses dar. Die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit in der Europäischen Union ist übrigens eines der Ziele der Energiepolitik der Europäischen Union (Artikel 194 Absatz 1 Buchstabe b des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union).

B.30.2. Wie bereits in Erinnerung gerufen wurde, was den Kontext des angefochtenen Gesetzes betrifft, wurde das Gesetz vom 28. Juni 2015 erlassen, um die Stromversorgungssicherheit des Landes zu gewährleisten.

Die Gefahr einer Unterbrechung der Stromversorgung des Landes wurde bestätigt durch die verschiedenen, in B.5.2 genannten Berichte und Anhörungen von Sachverständigen zum Zeitpunkt der Annahme dieses Gesetzes.

B.30.3. Das Bestehen der Gefahr einer Unterbrechung der Stromversorgung Belgiens hatte übrigens bereits die in B.4 erwähnte Annahme des Gesetzes vom 18. Dezember 2013 gerechtfertigt, durch das das Datum der Deaktivierung und der Beendigung der industriellen Stromerzeugung des Kernkraftwerks Tihange 1 um zehn Jahre verschoben wurde. Die Annahme einer solchen Maßnahme wurde als unerlässlich bezeichnet, « auch bei bestmöglicher Verwendung des Potenzials der Verwaltung der Nachfrage und der Entwicklung der Interkonnektivität mit den Nachbarstaaten » (*Parl. Dok.*, Senat, 2013-2014, Nr. 5-2367/3, S. 2).

Zu dem Zeitpunkt wurde im Bericht der Generaldirektion Energie des FÖD Wirtschaft mit dem Titel « Bericht über die Mittel zur Stromerzeugung 2012-2017 », der sich in dieser Hinsicht den Schlussfolgerungen des Berichts der GEMIX-Gruppe vom September 2019 « Welcher ideale Energiemix für Belgien bis 2020 und 2030 » sowie der Studien der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission (CREG) angeschlossen hat, bereits « die Gefahr für die Versorgungssicherheit Belgiens im Falle der Schließung dreier Kernreaktoren im Jahre 2015 (Doel 1, Doel 2 und Tihange 1) » hervorgehoben (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3087/001, S. 4).

Diese Gefahr für die Stromversorgungssicherheit des Landes hängt übrigens unmittelbar mit der - seit 2012 wiederholt aufgetretenen - zeitweiligen Unverfügbarkeit der Reaktoren Doel 3 und Tihange 2 zusammen. Bei der Annahme des Gesetzes vom 28. Juni 2015 hatte Elia jedoch darauf hingewiesen, dass es « sowieso - mit oder ohne Doel 3 und Tihange 2 - ein Problem der Versorgungssicherheit gibt » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0967/003, S. 85).

B.30.4. Die Gefahren für die Stromversorgungssicherheit des Landes sind weiterhin besorgniserregend.

In seiner Studie mit dem Titel « Die belgische Energielandschaft bis 2050 - Perspektiven bei unveränderter Politik » stellte das Föderale Planbüro im Oktober 2017 fest, dass « bis 2050 jedes Jahr eine zusätzliche Produktionskapazität von etwa 1 100 MW erforderlich ist » (SS. 5 und 55), um die geplanten Schließungen zu bewältigen und der zusätzlichen Nachfrage in Sachen Kapazität und Verbrauch gerecht zu werden. Diese Feststellung beruhte auf einem Referenzszenario bei unveränderter Politik, insbesondere unter Berücksichtigung der « Revision des Zeitplans für die Schließung des Nuklearparks in Belgien (gemäß dem Gesetz vom 28. Juni 2015) » (S. 15; siehe auch SS. 21-22).

In seiner Studie « *Adequacy and flexibility study for Belgium 2020-2030* » schätzt Elia das Kapazitätsdefizit bei der Stromerzeugung zwischen 2022 und 2025 auf 1 GW und im Jahre 2025 auf 3,9 GW.

Obwohl die CREG diese Schätzungen von Elia relativiert hat und für die betreffenden Zeiträume von einem geringeren Defizit ausgeht, bestätigt ihre Studie jedoch das Vorhandensein eines Defizits von 2,4 GW im Jahre 2025 und von 0,8 GW im Jahre 2028 (Studie (F)1957 vom 11. Juli 2019, « *Analysis by the CREG of the Elia Study ' Adequacy and flexibility study for Belgium 2020-2030 '* », 42 Seiten).

B.30.5. Es lässt sich nicht bestreiten, dass von einer schwerwiegenden Gefahr für die Stromversorgung des Landes auszugehen ist.

Bereits bei der Annahme des Gesetzes vom 18. Dezember 2013 war auf das Risiko eines « Blackout » hingewiesen worden, von dem « nicht weniger als 80 000 Haushalte betroffen wären » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3087/004, S. 17). Zu dem Zeitpunkt erwähnten die Vorarbeiten bereits die Befürchtung von Stromausfällen bei der Stilllegung der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 und beim Wegfall der von diesen Kraftwerken erzeugten 866 MW (ebenda, SS. 44-45).

In den Vorarbeiten zum Gesetz vom 28. Juni 2015 wird diesbezüglich angegeben, dass das Föderale Planbüro der Auffassung ist, « dass der wirtschaftlich-soziale Schaden einer Strompanne von einer Stunde etwa 120 Millionen Euro im Falle einer Unterbrechung während der Woche zu einem Zeitpunkt, wo alle Unternehmen tätig sind, betragen würde » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0967/001, S. 5).

B.31.1. Im heutigen Stand der Kapazitäten der Stromerzeugung - nuklearen und anderen Ursprungs - zeigt es sich nicht, dass der Gefahr einer Unterbrechung der Stromversorgung des Landes mit anderen Mitteln und Alternativen, insbesondere im Rahmen des Binnenmarkts, entgegengetreten werden könnte.

Die Energiewende, mit dem Zeitplan für den Ausstieg aus der Kernenergie bis 2025, setzt nämlich voraus, dass das Land, damit die Stromversorgungssicherheit gewährleistet wird, mit der Produktionskapazität der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2, so wie sie durch das Gesetz vom 28. Juni 2015 verlängert wurde, rechnen kann.

B.31.2. Der Zeitplan für den Ausstieg aus der Kernenergie bis 2025, der durch das Gesetz von 2003 aufgestellt und sowohl durch das Gesetz vom 18. Dezember 2013 als auch durch das angefochtene Gesetz bestätigt worden ist, ist übrigens untrennbar verbunden mit der Investition in neue Technologien - was insbesondere befürwortet wird durch den Energiewende-Fonds, gespeist durch die in Artikel 4/2 des Gesetzes vom 31. Januar 2003, eingefügt durch Artikel 3 des Gesetzes vom 28. Januar 2015 vorgesehene Gebühr als Gegenleistung für den Aufschub der Deaktivierung und des Endes der industriellen Stromerzeugung der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 -, aber auch mit der Einführung eines Kapazitätsvergütungsmechanismus durch das Gesetz vom 22. April 2019 « zur Abänderung des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes zur Einführung eines Kapazitätsvergütungsmechanismus » (nachstehend : Gesetz vom 22. April 2019).

Ein solcher Kapazitätsvergütungsmechanismus « bezweckt die Vergütung der Stromerzeuger und anderer Kapazitätslieferanten - wie die Nachfrageverwalter - im Hinblick auf die mittel- und langfristige Gewährleistung der Stromversorgungssicherheit unter Berücksichtigung der Adäquationskriterien (LOLE) im Gesetz » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3584/001, S. 5).

Gerechtfertigt wurde die Einführung dieses Kapazitätsvergütungsmechanismus eben durch das in verschiedenen neueren Studien festgestellte Risiko für die mittel- und langfristige Stromversorgungssicherheit des Landes:

« La Belgique partage les préoccupations de ses partenaires européens concernant la sécurité d'approvisionnement en électricité. Une étude réalisée très récemment au mois de novembre 2017 par le gestionnaire de réseau de transport belge Elia, fondée sur l'évaluation d'ENTSO-E21, a pointé plusieurs problèmes relatifs à la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays à moyen et long terme. Cette étude indique en effet, qu'à la suite de la transition énergétique, les investissements nécessaires dans de nouvelles capacités seront insuffisants en raison des faibles prix de l'électricité et

de la réduction des heures de fonctionnement des centrales, alors que près de 6 GW de capacité installée dans la zone de réglage belge disparaîtront à cause de la sortie du nucléaire, prévue entre 2022 et 2025. Selon le scénario de référence d'Elia, cela conduira à un besoin de 3,6 GW en nouvelle capacité, dont seule une fraction [serait] réalisée si aucun mécanisme de marché complémentaire n'est mis en place à partir de 2025. Dans ce scénario était pourtant déjà pris en compte la possibilité d'importer de l'énergie des marchés voisins, des contributions significatives de la gestion de la demande et une augmentation considérable des investissements en énergies renouvelables.

[...]

Les résultats de l'étude d'Elia cités ci-avant sont confirmés par des études similaires menées par d'autres instances, comme l'Université de Gand, le centre de recherches Energyville, le Bureau fédéral du Plan, etc.

Face à ces constats et en addition des engagements en cours visant à améliorer le fonctionnement de son marché de l'électricité, la Belgique doit, dans l'urgence, mettre en place, à l'instar d'autres États membres de l'Union européenne, un mécanisme de rémunération de la capacité afin de garantir l'adéquation entre les capacités de production d'électricité et la demande » (ebenda, SS. 11-13).

Diese verschiedenen Studien bestätigen auch die Realität und Aktualität der Gefahr für die Stromversorgungssicherheit des Landes, die bei einer sofortigen Einstellung der Stromerzeugung der Kraftwerke Doel 1 und Doel 2 in Ermangelung der Aufrechterhaltung der Folgen des für nichtig erklärten Gesetzes vom 28. Juni 2015 selbstverständlich noch größer wäre.

Wie in den Vorarbeiten zum Gesetz vom 22. April 2019 angegeben wurde, könnte der Kapazitätsvergütungsmechanismus erst nach mehreren Jahren wirksam werden:

« Bien que la Belgique ait l'intention de s'inspirer des expériences européennes afin de réduire le temps de développement et de mise en oeuvre de son mécanisme de rémunération, certaines difficultés devront nécessairement être surmontées, spécialement en raison de la sortie du nucléaire. A cet égard, la première année annoncée dans laquelle de la nouvelle capacité est nécessaire, est l'année 2025. Tenant compte du calendrier standard et donc une mise aux enchères T-4, idéalement une première mise aux enchères aura lieu en 2021. Avant que ceci ne soit possible, de nombreuses démarches doivent être prises et il n'est pas à exclure qu'il [doive] être fait appel à un régime particulier (voyez le chapitre suivant) pour faire intervenir certains aspects dans les temps et/ou afin de prévoir plus de temps pour certains aspects et de les laisser entrer en vigueur seulement après 2021.

En premier lieu, il conviendra de négocier et conclure des accords entre les différents niveaux de pouvoir, alors qu'il s'agit d'un sujet présentant une technicité complexe et impliquant d'éventuelles conséquences financières.

Le régime et ses modalités devront ensuite et/ou en parallèle être approuvés par la Commission européenne. Bien que la Belgique puisse à cet égard tirer des leçons des discussions entre les États ayant déjà implémenté un mécanisme de rémunération de capacité et la Commission européenne, ce qui pourra partiellement accélérer le processus, plusieurs mois pourraient s'écouler entre la notification (in)formelle du mécanisme et son éventuelle approbation par la Commission.

Il conviendra également d'établir des accords avec les pays interconnectés, afin d'assurer la compatibilité du mécanisme envisagé avec leurs propres mécanismes de rémunération de capacité et de prévoir les garanties nécessaires par rapport au lien avec le fonctionnement du marché d'énergie et une contribution effective à la sécurité d'approvisionnement du pays. [...]

Par ailleurs, il est généralement admis que le temps de construction d'une centrale thermique est d'environ quatre ans, probablement un des délais de mise en oeuvre des différentes technologies le plus long. Afin de donner à toutes les technologies une chance égale, cela a mené dans les systèmes mis en place dans les autres pays européens à une enchère quatre ans avant la mise à disposition de la capacité (T-4). Ce délai, indépendant de la volonté des pouvoirs publics, est par conséquent difficilement compressible » (ebenda, SS. 29-30).

B.31.3. Die strategische Reserve, die bei drohender Stromknappheit aktiviert werden könnte und in den Artikeln 7bis ff. des Gesetzes vom 29. April 1999 « über die Organisation des Elektrizitätsmarktes », eingefügt durch das Gesetz vom 26. März 2014 und abgeändert durch das Gesetz vom 30. Juli 2018 vorgesehen ist, stellt eine kurzfristige Krisenmaßnahme für die folgende Winterzeit dar, die den Einsatz wegen vorübergehender oder endgültiger Abschaltung unbenutzter Produktionsanlagen ermöglicht.

Die Bildung einer strategischen Reserve wurde für die Winter 2014-2015, 2015-2016 und 2017-2018 beschlossen.

Obwohl im November 2019 in der letzten Studie von Elia nicht die Notwendigkeit einer strategischen Reserve für den Winter 2020-2021 festgestellt wurde, verbleibt jedoch nur ein geringer Spielraum und wird in den Perspektiven von Elia ein Bedarf von 500 MW für den Winter 2022-2023 angegeben (Elia, *The need for a strategic reserve for winter 2020-21 and winter outlook for 2021-2022 and 2022-23*, November 2019).

In Anbetracht ihrer Zielsetzung ist eine Maßnahme wie die strategische Reserve also nicht geeignet, während des Zeitraums, der absolut notwendig ist, um die festgestellte Verfassungswidrigkeit zu beseitigen, die Stromversorgungssicherheit des Landes zu gewährleisten und den unmittelbaren Verlust der durch Doel 1 und Doel 2 produzierten 866 MW in Ermangelung der Aufrechterhaltung der Folgen auszugleichen.

B.31.4. Schließlich ist festzuhalten, dass die Möglichkeiten des Importes zwar eine Lösung darstellen können, um die Stromversorgung zu gewährleisten, aber sie sind durch die Kapazitäten der mit den Nachbarstaaten bestehenden Verbindungen begrenzt, sowie durch die effektive Stromerzeugung und die jeweiligen Entscheidungen dieser Mitgliedstaaten im Bereich der Energiepolitik, wobei mehrere Nachbarstaaten ebenfalls beschlossen haben, Kern- und/oder Kohlekraftwerke zu schließen oder dies beabsichtigen, was ihre Exportkapazität einschränken könnte (siehe *Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1511/004, SS. 64-67).

B.32.1. Es steht in Anbetracht des Vorstehenden fest, dass eine tatsächliche und schwerwiegende strukturelle Gefahr einer Unterbrechung der Stromversorgung des Landes vorliegt, der nicht mit anderen Mitteln und Alternativen, insbesondere im Rahmen des Binnenmarkts, entgegengetreten werden kann.

Der Umstand, dass bisher keine Unterbrechung der Stromversorgung in Belgien stattgefunden hat, ändert nichts an der tatsächlichen und schwerwiegenden Beschaffenheit dieser Gefahr.

B.32.2. Damit diese tatsächliche und schwerwiegende Gefahr einer Unterbrechung der Stromversorgung des Landes, der nicht mit anderen Mitteln und Alternativen, insbesondere im Rahmen des Binnenmarkts, entgegengetreten werden kann, abgewendet und der Gesetzgeber in die Lage versetzt wird, ein Gesetzgebungsverfahren unter Beachtung der Anforderungen bezüglich der vorher durchzuführenden Umweltstudien zu Ende zu führen, sind die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen aufrechtzuerhalten.

B.33.1. Die Aufrechterhaltung der Folgen ist, wie in B.29.2 erwähnt wurde, auf den Zeitraum zu begrenzen, der absolut notwendig ist, um die festgestellte Rechtswidrigkeit zu beseitigen, d.h. um den Gesetzgeber in die Lage zu versetzen, ein Gesetzgebungsverfahren zu Ende zu führen, in dessen Rahmen die erforderlichen Umweltverträglichkeitsstudien einschließlich einer Öffentlichkeitsbeteiligung und einer grenzüberschreitenden Konsultation durchgeführt werden können.

B.33.2. In dieser Hinsicht verweist der Gerichtshof auf Kapitel IIIter - der die Artikel 27/3 bis 27/10 enthält - des Gesetzes vom 15. April 1994 « über den Schutz der Bevölkerung und der Umwelt gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen und über die Föderalagentur für Nuklearkontrolle », eingefügt durch das Gesetz vom 6. Dezember 2018 « zur Abänderung des Gesetzes vom 15. April 1994 über den Schutz der Bevölkerung und der Umwelt gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen und über die Föderalagentur für Nuklearkontrolle ».

B.33.3. Was die Umweltverträglichkeitsprüfung im Sinne des neuen Kapitels IIIter des Gesetzes vom 15. April 1994 betrifft, heißt es in den Vorarbeiten zum vorerwähnten Gesetz vom 6. Dezember 2018:

« Cette évaluation des incidences sur l'environnement est une évaluation intégrale des ' projets publics et privés susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement '.

À ce propos, il convient de se rappeler que l'environnement est en principe une compétence régionalisée. Toutefois, l'article 6, § 1, II, deuxième alinéa, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles réserve une exception à cette compétence de principe. Cette disposition stipule que ' l'autorité fédérale est compétente pour la protection contre les radiations ionisantes, en ce compris les déchets radioactifs '.

Bien que les Régions puissent déjà demander et réaliser une évaluation des incidences sur l'environnement, celle-ci ne peut porter sur les incidences environnementales en lien avec les rayonnements ionisants, y compris les déchets radioactifs. Comme l'autorité fédérale est compétente pour les aspects de la politique environnementale qui touchent à la protection contre les rayonnements ionisants, elle peut, dans les limites de ces compétences, soumettre les activités des établissements nucléaires à une autorisation ou à une évaluation des incidences sur l'environnement.

Cet avant-projet entend régler cette situation. La loi fixe les lignes de force et les principales obligations. Les détails sont par contre délégués au Roi.

[...]

Un accord de coopération au sens de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 s'impose pour garantir une évaluation globale de toutes les incidences environnementales, hormis les modifications au niveau de compétence fédéral. Ce projet contient un fondement juridique spécifique à cet effet. L'accord de coopération constitue l'objet des négociations entre l'autorité fédérale et les Régions » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3335/001, SS. 6-7).

« Enfin, le projet de loi instaure le fondement juridique qui permet à l'Agence d'organiser une concertation préalable à propos d'un futur projet, avant même le dépôt d'une demande d'autorisation (article 16/1 de la loi AFCN) » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3335/003, S. 3).

In Beantwortung der Anmerkungen der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates wurde ebenfalls darauf hingewiesen, dass « weder der Vorentwurf selbst, noch der Text der Begründung *a priori* ' eine bloße Verlängerung der Lebensdauer einer Kernkraftanlage ' von der Verpflichtung zur Durchführung einer UVP befreit, im Gegensatz zum Ausgangspunkt des Gutachtens » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3335/001, S. 8), und dass « in dem Fall, dass der Europäische Gerichtshof dem Begriff ' Projekt ' eine umfassendere Auslegung vermitteln würde wie der heutige Vorentwurf, der Begriff ' Projekt ' eindeutig im dem neuen Sinn, den ihm der Europäische Gerichtshof vermittelt, auszulegen wäre » (ebenda, S. 9; siehe auch *Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3335/003, S. 8).

B.33.4. Unter Berücksichtigung der in den vorerwähnten Rechtsvorschriften vorgesehenen Fristen entspricht die Aufrechterhaltung der Folgen spätestens bis einschließlich zum 31. Dezember 2022 einem Zeitraum, der absolut notwendig ist, um den Gesetzgeber in die Lage zu versetzen, ein Gesetzgebungsverfahren zu Ende zu führen, in dessen Rahmen die erforderlichen Umweltverträglichkeitsstudie einschließlich einer Öffentlichkeitsbeteiligung und einer grenzüberschreitenden Konsultation durchgeführt werden können.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt das Gesetz vom 28. Juni 2015 « zur Abänderung des Gesetzes vom 31. Januar 2003 über den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie für industrielle Stromerzeugung im Hinblick auf die Gewährleistung der Energieversorgungssicherheit » für nichtig;

- erhält die Folgen des für nichtig erklärten Gesetzes aufrecht, bis der Gesetzgeber ein neues Gesetz, dem die erforderliche Umweltverträglichkeitsprüfung und die erforderliche angemessene Prüfung einschließlich einer Öffentlichkeitsbeteiligung und einer grenzüberschreitenden Konsultation vorausgegangen sind, angenommen hat, und spätestens bis einschließlich zum 31. Dezember 2022.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 5. März 2020.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,  
F. Daoût

## GRONDWETTELIJK HOF

[2020/202097]

### Uittreksel uit arrest nr. 53/2020 van 23 april 2020

Rolnummers 7106, 7108 en 7113

*In zake:* de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de wet van 18 juli 2018 « betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie » en, al dan niet, van de wet van 30 oktober 2018 « tot wijziging van de wet van 18 juli 2018 betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie en van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 », ingesteld door de vzw « Unie van Zelfstandige Ondernemers » en anderen, door het « Algemeen Christelijk Vakverbond van België » en anderen en door de vzw « Neutraal Syndicaat voor Zelfstandigen » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters A. Alen en F. Daoût, en de rechters L. Lavrysen, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman en M. Pâques, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter A. Alen,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 24 januari 2019 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 29 januari 2019, is beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de wet van 18 juli 2018 « betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 juli 2018) door de vzw « Unie van Zelfstandige Ondernemers », de vzw « Boerenbond », de vzw « Unie van het KMO-bouwbedrijf », de vzw « Nationaal Verbond van Zelfstandige Elektriciens en Handelaars in